

Tableaux de l'économie
française / Institut national
de la statistique et des
études économiques ; dir.
publ. Paul [...]

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Auteur du texte. Tableaux de l'économie française / Institut national de la statistique et des études économiques ; dir. publ. Paul Champsaur. 1988.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

3 FRA 4a (-1988) bis

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE



TEF 88

INSEE

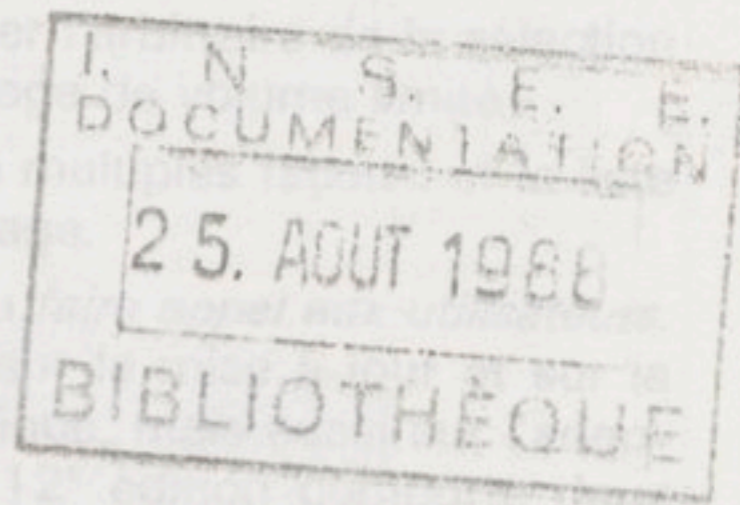
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques



AVANT-PROPOS

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

édition 1988



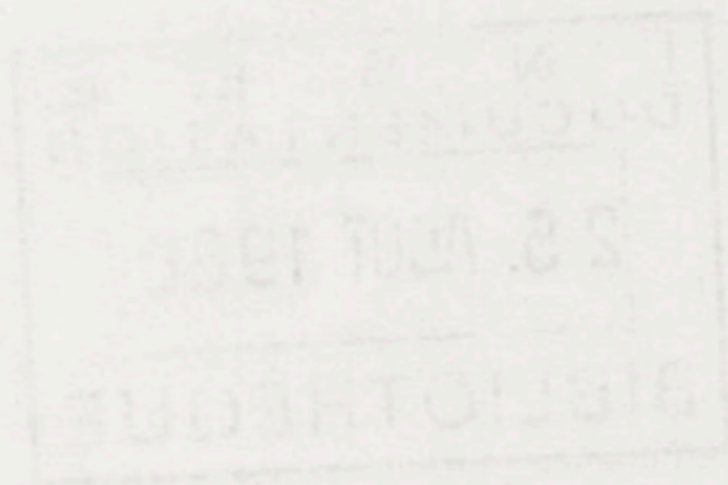
données disponibles au
31 mai 1988

ISBN 2-11-065155-5
ISSN 0039-8802

S FRA 1a (1988) bio

FRANÇAISE
DE L'ÉCONOMIE
TABLEAUX

édition 1988



données disponibles au
31 mai 1988

Rédactrice en chef : Danielle DANDOY-MARCHAL
Rédacteur : Philippe MONTEIL
Illustrations : Richard CROQUET

AVANT-PROPOS

Les *Tableaux de l'Économie Française*, ou TEF, ont pour objectif de susciter la curiosité des utilisateurs pour le vaste domaine de la vie économique et sociale et de commencer à satisfaire cette curiosité. Ils ont été créés sous leur forme actuelle par Michel Louis LÉVY en 1976.

Dans ce but, le domaine a été découpé en 18 chapitres et 84 rubriques désignées par un *mot clé*, par exemple : familles, confort du logement, durée du travail, salaires, exploitations agricoles, automobile, balance commerciale, épargne financière, équilibre budgétaire, etc.

La présentation systématique de chaque rubrique sous une double page comporte :

- un commentaire intitulé « présentation » pour tempérer l'aridité des tableaux et guider le lecteur hésitant devant les volumes de chiffres;
- des définitions, séparées mais proches du texte principal, pour préciser la signification des mots en italique, qui ont, dans le langage des statisticiens, un sens particulier, souvent distinct du langage courant;
- des références très précises, avec indication de la page de la publication d'où est tirée l'information ([1], [2]... à la fois pour les tableaux et graphiques et les informations sans tableau), pour permettre un efficace retour aux sources à qui voudra vérifier, compléter, approfondir;
- une mention « pour en savoir plus », pour atténuer l'arbitraire de la sélection d'informations qu'entraîne la confection d'un ouvrage de volume limité;

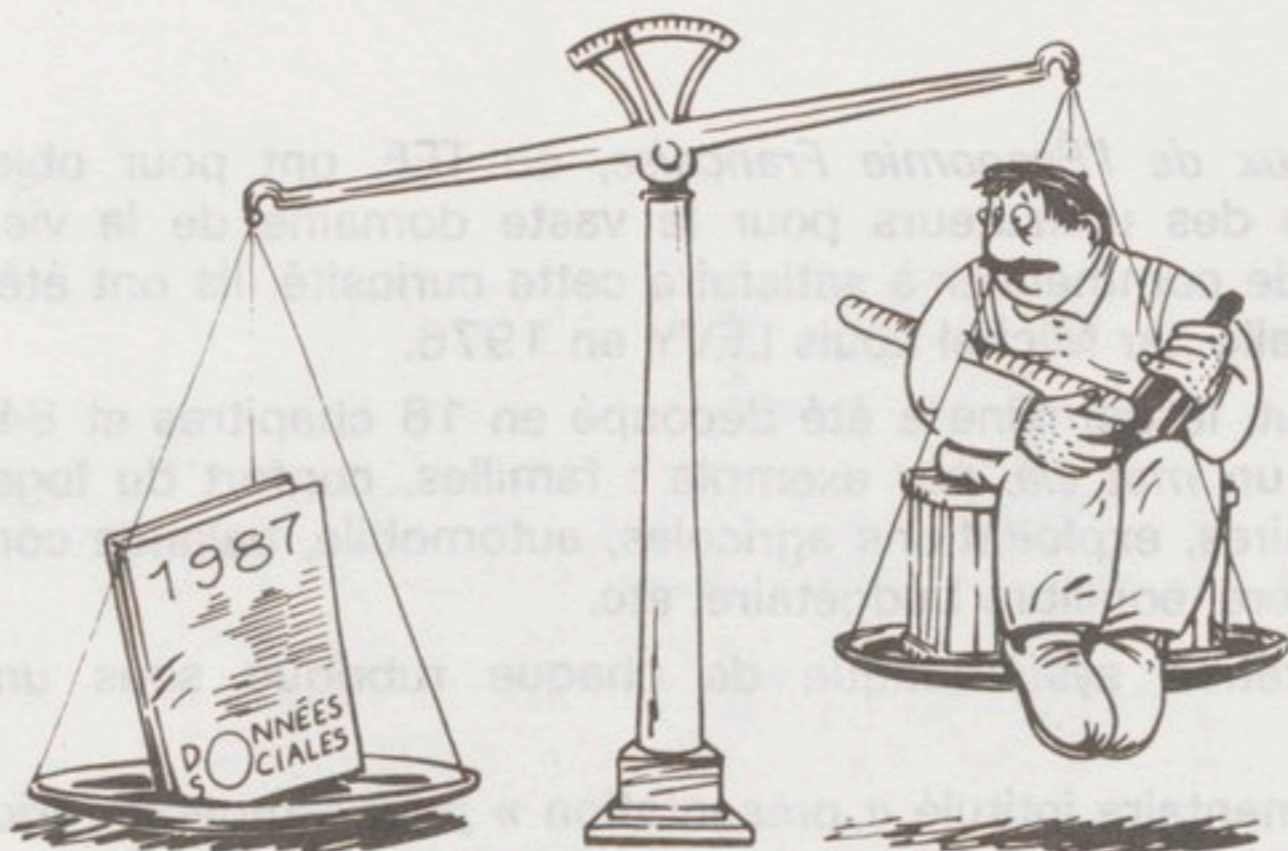
Un index unifié, qui permet d'entrer dans les TEF de multiples façons, et la liste des organismes mis à contribution complètent l'ouvrage.

Les réalisateurs de cet ouvrage voudraient à nouveau *faire appel aux utilisateurs*. Ses progrès, d'édition en édition, reposent, certes, sur la mise à jour et sur la prise en compte des progrès de l'information statistique, mais aussi sur l'adaptation aux préoccupations du moment. Ainsi cette 12^e édition comporte deux nouveaux mots clés ayant trait à la justice et à l'environnement. Mais les lecteurs restent les mieux placés pour émettre des suggestions dont l'INSEE s'efforcera de tenir compte.

Vos suggestions sont à adresser à :

Tableaux de l'Économie Française
INSEE — Département de la Diffusion
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 PARIS Cedex 14

Contre les idées reçues



Les idées reçues ont la vie dure. Même chez nous, le portrait-type du Français conserve parfois le trait de la caricature. Et pourtant, "on" a bien changé ! Qui sont les Français de la fin des années 80 ? Quel est leur nouveau visage ? Ecrit dans un langage clair, illustré de schémas et de tableaux, **DONNÉES SOCIALES 87** brosse en 8 chapitres et 600 pages un vivant portrait de la France et des Français.

DONNÉES SOCIALES 87 : une somme de connaissances essentielles à tout esprit curieux.

DONNÉES SOCIALES 87, c'est un formidable instrument de travail (600 pages) qui analyse l'évolution des mentalités et les grandes tendances du corps social français en cette fin de décennie. Pour vous-même, dans vos recherches, pour éclairer une étude ou tout simplement votre culture, **DONNÉES SOCIALES 87** est le meilleur miroir de la société française. Le grand livre ouvert des Français et de leurs styles de vie. Ceux qui ont définitivement rangé au placard "l'homo-baguettus."

Commandez sans tarder cet ouvrage en nous renvoyant le coupon-réponse ci-dessous.

Les Français changent, l'INSEE vous informe

Au sommaire des 8 chapitres.

CHAPITRE 1 : POPULATION ET GROUPE SOCIAUX :

Démographie - Dom-Tom - Etrangers - Groupes sociaux

CHAPITRE 2 : LE MARCHÉ DE L'EMPLOI :

Chômage - Femmes - Jeunes - Politiques - Population active - Prêtraires - Secteurs - Temps partiel

CHAPITRE 3 : LE CONTRAT DE TRAVAIL :

Conditions de travail - Grèves - Salaires - Syndicats - Traitements

CHAPITRE 4 : LES RESSOURCES DES MENAGES :

Aide sociale - Bénévoles - Charges sociales - Education - Handicapés - Patrimoine - Pauvreté - Personnes âgées - Revenus - Transferts

CHAPITRE 5 : URBANISATION ET USAGES DE L'ESPACE :

Consommation - Couples - Démographie - Emploi - Fécondité - Logement - Migrations - Politique - Société - Sources - Voisinage

CHAPITRE 6 : MODES DE VIE, SANTE :

Alimentation - Animaux - Biens durables - Budgets - Croissance - Habillement - Prix - Vacances - Voyages - Consommation - Corps - Mortalité - Travail - Politiques - Professions - Suicides

CHAPITRE 7 : FAMILLE :

Calendrier - Couple - Divorce - Enfants - Fécondité - Hérité sociale - Personnes âgées - Prestations - Union libre

CHAPITRE 8 : EDUCATION, CULTURE, JUSTICE :

Bacheliers - Dépenses - Elèves - Etudiants - Formation continue - Niveaux - Personnels - Enseignement - Entreprise - Pratiques - Condamnation - Délinquance - Justice civile - Justice pénale - Peines - Prisonniers - Traitement pénal - Elections - Abstentions



OUI, veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de **DONNÉES SOCIALES 87** au prix unitaire de 220 F

Ci-joint, en règlement la somme de _____ F par :

Mandat Chèque bancaire Chèque postal

à l'ordre de l'INSEE.

(Cochez la case de votre choix)

INSEE

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE

A RETOURNER SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE, AVEC VOTRE RÈGLEMENT A :

L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE VOTRE REGION (adresse en fin de publication)

Nom : _____

Prénom : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Code postal [] [] [] [] [] Ville _____

TELEF 88 D72

	Page
9. Économie générale	
9.1 Croissance	28
9.2 Hausse des prix	46
9.3 Productivité	68
9.4 Concentration économique	82
10. Branches et secteurs d'activité économique	
10.1 Production des branches	101
10.2 Effectifs des branches	102
10.3 Grands établissements industriels	103
10.4 Grands établissements agricoles	104
10.5 Secteur non marchand	105
10.6 Investissements étrangers	106
10.7 Recherche	107
11. Énergie	
11.1 Énergie non fossile	111
11.2 Pétrole	112
11.3 Électricité	113
11.4 Électricité nucléaire	114
11.5 Charbon	115
12. Démographie	
12.1 Population	121
12.2 Migrations	122
12.3 Mariages	123
12.4 Familles	124
12.5 Naissances	125
12.6 Décès	126

Les comptes nationaux annuels, fondés sur la nouvelle base 1980, sont désormais disponibles sur la période 1970-1987. Les révisions apportées à l'évaluation des principaux agrégats ne modifient pas la description des mouvements essentiels de l'économie française depuis 1970. Ceci n'exclut cependant pas des modifications parfois non négligeables.

Le changement de base relatif à l'année 1980 est motivé surtout par l'apparition de nouvelles sources statistiques et l'utilisation plus complète des sources existantes; la principale innovation est la confection de comptes d'exploitation par branche. En revanche, les modifications conceptuelles sont mineures; la plus importante est le transfert des hôpitaux publics du secteur marchand au secteur non marchand.

13. Commerce	
13.1 Commerce de gros	131
13.2 Commerce de détail	132
13.3 Automobile	133
14. Industrie	
14.1 Industrie manufacturière	141
14.2 Industrie chimique	142
14.3 Industrie métallurgique	143
14.4 Industrie textile	144
14.5 Industrie électrique	145
14.6 Industrie aéronautique	146
14.7 Industrie automobile	147
14.8 Industrie chimique	148
14.9 Industrie métallurgique	149
14.10 Industrie textile	150
14.11 Industrie électrique	151
14.12 Industrie aéronautique	152
14.13 Industrie automobile	153
14.14 Industrie chimique	154
14.15 Industrie métallurgique	155
14.16 Industrie textile	156
14.17 Industrie électrique	157
14.18 Industrie aéronautique	158
14.19 Industrie automobile	159
14.20 Industrie chimique	160
14.21 Industrie métallurgique	161
14.22 Industrie textile	162
14.23 Industrie électrique	163
14.24 Industrie aéronautique	164
14.25 Industrie automobile	165
14.26 Industrie chimique	166
14.27 Industrie métallurgique	167
14.28 Industrie textile	168
14.29 Industrie électrique	169
14.30 Industrie aéronautique	170
14.31 Industrie automobile	171
14.32 Industrie chimique	172
14.33 Industrie métallurgique	173
14.34 Industrie textile	174
14.35 Industrie électrique	175
14.36 Industrie aéronautique	176
14.37 Industrie automobile	177
14.38 Industrie chimique	178
14.39 Industrie métallurgique	179
14.40 Industrie textile	180
14.41 Industrie électrique	181
14.42 Industrie aéronautique	182
14.43 Industrie automobile	183
14.44 Industrie chimique	184
14.45 Industrie métallurgique	185
14.46 Industrie textile	186
14.47 Industrie électrique	187
14.48 Industrie aéronautique	188
14.49 Industrie automobile	189
14.50 Industrie chimique	190
14.51 Industrie métallurgique	191
14.52 Industrie textile	192
14.53 Industrie électrique	193
14.54 Industrie aéronautique	194
14.55 Industrie automobile	195
14.56 Industrie chimique	196
14.57 Industrie métallurgique	197
14.58 Industrie textile	198
14.59 Industrie électrique	199
14.60 Industrie aéronautique	200
14.61 Industrie automobile	201
14.62 Industrie chimique	202
14.63 Industrie métallurgique	203
14.64 Industrie textile	204
14.65 Industrie électrique	205
14.66 Industrie aéronautique	206
14.67 Industrie automobile	207
14.68 Industrie chimique	208
14.69 Industrie métallurgique	209
14.70 Industrie textile	210
14.71 Industrie électrique	211
14.72 Industrie aéronautique	212
14.73 Industrie automobile	213
14.74 Industrie chimique	214
14.75 Industrie métallurgique	215
14.76 Industrie textile	216
14.77 Industrie électrique	217
14.78 Industrie aéronautique	218
14.79 Industrie automobile	219
14.80 Industrie chimique	220
14.81 Industrie métallurgique	221
14.82 Industrie textile	222
14.83 Industrie électrique	223
14.84 Industrie aéronautique	224
14.85 Industrie automobile	225
14.86 Industrie chimique	226
14.87 Industrie métallurgique	227
14.88 Industrie textile	228
14.89 Industrie électrique	229
14.90 Industrie aéronautique	230
14.91 Industrie automobile	231
14.92 Industrie chimique	232
14.93 Industrie métallurgique	233
14.94 Industrie textile	234
14.95 Industrie électrique	235
14.96 Industrie aéronautique	236
14.97 Industrie automobile	237
14.98 Industrie chimique	238
14.99 Industrie métallurgique	239
14.100 Industrie textile	240

SOMMAIRE

	Pages
	—
1. Atlas.	
1.1 Pays	8
1.2 Départements	10
1.3 DOM-TOM	12
1.4 Villes du monde	14
1.5 Villes de France	16
1.6 Agrégats	18
1.7 Circonscriptions administratives	20
2. Population.	
2.1 Âges	22
2.2 Mariages	24
2.3 Familles	26
2.4 Naissances	28
2.5 Décès	30
2.6 Accroissement de la population	32
2.7 Catégories sociales	34
3. Santé.	
3.1 Maladies	36
3.2 Accidents	38
3.3 Personnels et équipements de santé	40
3.4 Consommation médicale des ménages	42
4. Logement.	
4.1 Parc de logements	44
4.2 Propriétaires et locataires	46
4.3 Confort du logement	48
4.4 Construction de logements	50
5. Enseignement.	
5.1 Élèves — Étudiants	52
5.2 Sorties du système éducatif	54
5.3 Écoles et professeurs	56
6. Emploi.	
6.1 Population active	58
6.2 Professions	60
6.3 Emploi féminin	62
6.4 Étrangers en France	64
6.5 Durée du travail	66
6.6 Chômage	68
6.7 Conflits du travail	70
7. Consommation. Conditions de vie.	
7.1 Produits consommés	72
7.2 Biens durables	74
7.3 Vacances	76
7.4 Culture	78
7.5 Sport	80
7.6 Environnement	82
8. Revenus.	
8.1 Salaires	84
8.2 Salaire minimum	86
8.3 Revenus des ménages	88
8.4 Protection sociale	90

	Pages
9. Économie générale.	
9.1 Croissance	92
9.2 Hausse des prix	94
9.3 Productivité	96
9.4 Concentration économique	98
10. Branches et secteurs d'activité économique.	
10.1 Production des branches	100
10.2 Effectifs des branches	102
10.3 Grandes entreprises mondiales	104
10.4 Grandes entreprises françaises	106
10.5 Secteur nationalisé	108
10.6 Investissements étrangers	110
10.7 Recherche	112
11. Énergie.	
11.1 Bilan énergétique	114
11.2 Pétrole	116
11.3 Électricité	118
11.4 Électricité nucléaire	120
11.5 Charbon - Gaz	122
12. Agriculture.	
12.1 Terres et exploitations agricoles	124
12.2 Productions végétales	126
12.3 Productions animales	128
12.4 Pêches maritimes - Forêts	130
13. Industrie.	
13.1 Production industrielle	132
13.2 Minerais et métaux	134
13.3 Automobile	136
13.4 Textiles	138
14. Secteur tertiaire.	
14.1 Commerces	140
14.2 Services	142
14.3 Postes et télécommunications	144
15. Transports.	
15.1 Rail et route	146
15.2 Air	148
15.3 Mer	150
16. Commerce extérieur.	
16.1 Importations - Exportations	152
16.2 Balance commerciale	154
16.3 Clients et fournisseurs	156
16.4 Balance des paiements	158
17. Finances.	
17.1 Monnaie - Crédit	160
17.2 Épargne financière	162
18. Budget.	
18.1 Équilibre budgétaire	164
18.2 Impôts	166
18.3 Dépenses budgétaires	168
18.4 Défense	170
18.5 Justice	172
18.6 Fonction publique	174
Index alphabétique	177
Principaux ouvrages utilisés	183
Informations et points de vente de l'INSEE	190

1 ATLAS

PRÉSENTATION

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, la *population* mondiale, qui s'accroît régulièrement de 1,7 % par an, s'élevait, au milieu de l'année 1987, à 5 milliards d'habitants. L'Asie à elle seule en regroupe 3 milliards, dont un en Chine et 800 millions en Inde. La densité la plus élevée dans le monde se situe à Hong-Kong avec plus de 5 000 habitants au km² [1]. La France métropolitaine se classe au 17^e rang derrière la Chine, l'Inde, l'Union soviétique, les États-Unis, l'Indonésie (ces cinq pays groupant plus de la moitié de la population du globe), le Brésil, le Japon, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigeria, le Mexique, l'Allemagne fédérale, le Vietnam, l'Italie, les Philippines et le Royaume-Uni.

Pour la *superficie*, elle se classe au 45^e rang. L'URSS est le pays le plus étendu avec 22,4 millions de km², soit 17 % de la surface du globe; viennent ensuite, avec une superficie décroissante de 10 millions à 7 millions de km² : le Canada, la Chine, les États-Unis, le Brésil et l'Australie.

En Europe, URSS exclue, la France, l'Espagne et la Suède sont les pays les plus étendus, l'Allemagne fédérale, l'Italie et le Royaume-Uni les plus peuplés, les Pays-Bas et la Belgique les plus denses [1].

L'Europe des Douze sur une superficie de 2 254 000 km² a une population totale à la mi-1987 de 324 millions d'habitants [1].

SOURCES

[1] « Tous les pays du monde (1987) » par Michel Louis Lévy, *Population et sociétés*, INED, n° 216, septembre 1987.

[2] *Annuaire démographique 1985*, Nations Unies, tabl. 3, p. 134 à 143.

DÉFINITIONS

● **Superficie.** Les superficies indiquées ne comprennent pas les régions polaires inhabitées ni certaines îles désertes. La qualité des relevés et la définition des eaux intérieures peuvent varier d'un pays à l'autre.

● **Population.** Les populations indiquées, estimées à la demande de l'Organisation des Nations Unies, sont de précision variable selon l'organisation statistique des pays concernés et la date du dernier recensement. L'Annuaire des Nations Unies contient de nombreuses notes précisant diverses particularités; par exemple, les chiffres concernant la France n'incluent pas les départements et territoires d'outre-mer. Certains chiffres sont particulièrement douteux et, souvent, difficilement comparables d'une année sur l'autre. Il en est évidemment ainsi pour les chiffres relatifs aux territoires en conflit ou victimes de cataclysmes naturels mais aussi pour la Chine.

POUR EN SAVOIR PLUS

● **Problèmes économiques.** La Documentation française : « Population mondiale : vers les 6 milliards », n° 1982, 9 juillet 1986. « L'aide alimentaire de la CEE », n° 2038, 2 septembre 1987.

● « L'État du monde 1987-1988. Annuaire économique et géographique mondial », Éditions La Découverte, Paris.

● « Atlaseco », Atlas Économique Mondial 1987, *Le Nouvel Observateur*.

● « Atlas mondial 1987 » et « Rapport sur le développement dans le monde 1987 », *Banque mondiale*, éditions Economica, novembre 1987.

● « Les transitions démographiques » de Michel Louis Lévy, *Population et sociétés*, INED, n° 207, novembre 1986.

● « Les pays d'Europe occidentale » par A. Grosier, édition 1987, *Notes et études documentaires*, n°s 4837-4838, La Documentation française.

**SUPERFICIE, POPULATION ET DENSITÉ DES CONTINENTS
ET DES PRINCIPAUX PAYS NON EUROPÉENS (mi-1987) [1]**

Pays	Superficie Milliers de km ²	Popul. Millions	Densité moyenne h./km ²	Pays	Superficie Milliers de km ²	Popul. Millions	Densité moyenne h./km ²
Afrique	30 318	601	20	Équateur	283	10,0	35
Algérie	2 381	23,5	10	Pérou	1 285	20,7	16
Afrique du Sud	1 220	34,3	28	Venezuela	912	18,3	20
Angola	1 246	8,0	6	Asie (sauf URSS)	27 595	2 930,0	106
Burkina Faso	274	7,3	27	Afghanistan	647	14,2	22
Cameroun	475	10,3	22	Arabie Saoudite	2 149	14,8	7
Côte-d'Ivoire	322	10,8	34	Bangladesh	144	107,1	744
Égypte	1 001	51,9	52	Birmanie	676	38,8	57
Éthiopie	1 221	46,0	38	Chine	9 593	1 062,0	111
Ghana	238	13,9	58	Formose	32	19,6	613
Kenya	582	22,4	39	Rép. pop. dém. de Corée	120	21,4	178
Madagascar	587	10,6	18	République de Corée	98	42,1	430
Mali	1 240	8,4	7	Hong Kong	1	5,6	5 600
Maroc	446	24,4	55	Inde	3 286	800,3	244
Mozambique	801	14,7	18	Indonésie	1 904	174,9	92
Nigeria	923	108,6	118	Irak	435	17,0	39
Ouganda	236	15,9	67	Iran	1 647	50,4	31
Sénégal	196	7,1	36	Israël	21	4,4	210
Soudan	2 505	23,5	9	Japon	372	122,2	329
Tanzanie	945	23,5	25	Cambodge	181	6,5	36
Tunisie	164	7,6	46	Pakistan	804	104,6	130
Zaire	2 344	31,8	14	Philippines	300	61,5	205
Zimbabwe	390	9,4	24	Sri Lanka (Ceylan)	65	16,3	251
Amérique	40 216	691	17	Syrie	185	11,3	61
Canada	9 972	25,9	3	Thaïlande	514	53,6	104
États-Unis	9 359	243,8	26	Turquie	780	51,4	66
Mexique	1 972	81,9	42	Vietnam	329	62,2	189
Guatemala	109	8,4	77	URSS	22 391	284,0	13
Cuba	114	10,3	90	Océanie	8 507	25,0	3
République dominicaine	49	6,5	133	Australie	7 681	16,2	2
Haïti	28	6,2	221	Nouvelle-Zélande	268	3,3	12
Argentine	2 766	31,5	11	Europe (voir ci-dessous)	4 870	495,0	102
Brésil	8 508	141,5	17	Monde (total)	133 897	5 026,0	38
Chili	757	12,4	16				
Colombie	1 138	29,9	26				

SUPERFICIE, POPULATION ET DENSITÉ DES PAYS D'EUROPE (mi-1987) [1] [2]

Pays	Superficie Milliers de km ²	Popul. Millions	Densité moyenne h./km ²	Pays	Superficie Milliers de km ²	Popul. Millions	Densité moyenne h./km ²
Communauté européenne				Pays d'Europe à économie planifiée			
France	547	55,6	102	Albanie	29	3,1	107
Allemagne (RF)	249	61,0	245	R. D. allemande	108	16,7	155
Italie	301	57,4	191	Bulgarie	111	9,0	80
Pays-Bas	37	14,6	395	Hongrie	93	10,6	114
Belgique	30	9,9	330	Pologne	312	37,8	121
Luxembourg	3	0,4	133	Roumanie	237	22,9	97
Royaume-Uni	245	56,8	232	Tchécoslovaquie	128	15,6	122
Irlande	70	3,5	50	Yougoslavie	256	23,4	91
Danemark	43	5,1	119	Union soviétique		Popul.	
Grèce	132	10,0	76	(v. tabl. précédent).		Milliers	
Espagne	505	39,0	77	Entités particulières (1985)			
Portugal	92	10,3	112	Andorre (453 km ²)		(e) 35	77
Europe des Douze	2 254	323,6	144	Iles anglo-normandes (195 km ²)		(p) 130	669
Autres pays d'Europe à économie de marché				Iles Féroé (1 399 km ²)		(p) 46	33
Autriche	84	7,6	90	Gibraltar (6 km ²)		(e) 31	5 167
Finlande	337	4,9	15	Groenland (2 175 600 km ²)		(p) 53	ε
Islande	103	0,2	2	Liechtenstein (157 km ²)		(e) 28	178
Norvège	324	4,2	13	Malte (316 km ²)		(e) 383	1 212
Suède	450	8,4	19	Ile de Man (588 km ²)		(p) 65	110
Suisse	41	6,6	161	Monaco (1,49 km ²)		(e) 27	18 121
				Saint-Marin (61 km ²)		(p) 22	361
				Vatican (0,44 km ²)		(e) 1	2 273

(e) Estimation ONU. (p) Données provisoires.

1 ATLAS

PRÉSENTATION

La République française comprend la France métropolitaine (incluant la France continentale, les îles côtières, la Corse), les départements et territoires d'outre-mer, la collectivité territoriale de Mayotte. Elle se compose de communes, de départements et, depuis la loi du 5 juillet 1972, de régions. Actuellement, la France métropolitaine est divisée en 22 régions et 96 départements.

Les recensements mesurent la population des circonscriptions administratives. La population légale de la France métropolitaine est passée de 52 655 802 habitants au recensement du 20 février 1975 [1] à 54 334 871 à celui du 4 mars 1982 [2], ce qui représente un accroissement annuel moyen de 0,4 % au cours de la période 1975-1982. Les résultats du dernier recensement ont donc confirmé le ralentissement de la croissance de la population dont le seul moteur a été l'accroissement naturel, lui-même en diminution.

Entre le recensement de 1982 et le bilan démographique du 1^{er} janvier 1987, 19 départements ont vu leur population diminuer, surtout Paris (- 4,1 %, soit 90 000 habitants), la Creuse (- 2,9 %), et la Haute-Marne (- 2,8 %). Les taux d'augmentation les plus élevés ont été enregistrés en Seine-et-Marne (+ 10,3 %), dans l'Hérault (+ 10,2 %), la Haute-Savoie (+ 8,3 %), l'Ain et les Pyrénées-Orientales (+ 8,1 %). Au niveau des régions, trois d'entre elles perdent des habitants : le Nord-Pas-de-Calais, l'Auvergne et le Limousin [3].

DÉFINITIONS

● **Superficie.** Les mesures géodésiques de l'Institut géographique national (IGN) conduisent pour la France métropolitaine à une superficie de 551 695 km². Les superficies figurant au tableau ci-contre ont été évaluées par le service du cadastre. Y sont comprises toutes les surfaces du domaine public, cadastrées et non cadastrées, mais on en a retranché les lacs, étangs et glaciers de plus d'un kilomètre carré ainsi que les estuaires des fleuves.

● **Population.** La population indiquée au tableau ci-contre est la population dite « sans doubles comptes » du recensement de la population. Dans le recensement, plusieurs catégories de population — étudiants et élèves internes, militaires en garnison, malades en sanatorium, ouvriers de chantiers temporaires — sont comptabilisées à la fois dans leur commune de résidence habituelle et dans leur commune de résidence au moment du recensement; la population légale est établie « avec doubles comptes » et dépassait de 950 204 en 1982 la population sans doubles comptes. Dans la population sans doubles comptes, chaque personne est comptabilisée au lieu de sa résidence habituelle.

SOURCES

[1] *Recensement général de la population de 1975*. Population de la France, vol. bleu, INSEE, p. XVII.

[2] *Recensement général de la population de 1982*, Population légale, INSEE.

[3] « Estimation provisoire de population par région et département du 1^{er} janvier 1982 au 1^{er} janvier 1987 à partir de la taxe locale d'habitation », *Note interne*, INSEE, Division des études régionales.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Statistiques et indicateurs des régions françaises », *Les Collections de l'INSEE* (annuel).

● *Recensement général de la population de 1982*, résultats du sondage au 1/4, Population-Emploi-Ménages-Logements (1 fascicule par région, 1 fascicule par département).

● « Développement et disparités sociales : l'exemple de l'Essonne », *Consommation et modes de vie*, chroniques du CREDOC, n° 21, juillet-août 1987.

● « L'emploi départemental du 31 décembre 1981 au 31 décembre 1985 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 125, février 1988.

● « La France et ses régions », édition 1988, INSEE.

● « Les finances des départements en 1986 » *Collection décentralisation, série budgets des collectivités locales*, direction générale des Collectivités locales, ministère de l'Intérieur (à paraître).

1.2 DÉPARTEMENTS

SUPERFICIE ET POPULATION DES DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS
(Recensement général de la population de 1982 : France métropolitaine [2]
et estimation de population au 1^{er} janvier 1987 [3])

Département et région	Superficie km ²	Popul. (Milliers) 1982	Popul. (Milliers) 1-1-1987	Département et région	Superficie km ²	Popul. (Milliers) 1982	Popul. (Milliers) 1-1-1987
75 Paris.....	105	2 176	2 086	22 Côtes-du-Nord.....	6 878	539	543
77 Seine-et-Marne.....	5 915	887	978	29 Finistère.....	6 733	828	836
78 Yvelines.....	2 284	1 196	1 265	35 Ille-et-Vilaine.....	6 775	750	779
91 Essonne.....	1 804	988	1 044	56 Morbihan.....	6 823	591	610
92 Hauts-de-Seine.....	176	1 387	1 377	Bretagne.....	27 208	2 708	2 767
93 Seine-Saint-Denis.....	236	1 324	1 348	16 Charente.....	5 956	341	347
94 Val-de-Marne.....	245	1 194	1 205	17 Charente-Maritime.....	6 864	513	528
95 Val-d'Oise.....	1 246	921	987	79 Sèvres (Deux-).....	5 999	343	345
Île-de-France.....	12 012	10 073	10 290	86 Vienne.....	6 990	371	382
08 Ardennes.....	5 229	302	299	Poitou-Charentes.....	25 809	1 568	1 601
10 Aube.....	6 004	289	295	24 Dordogne.....	9 060	377	379
51 Marne.....	8 162	544	561	33 Gironde.....	10 000	1 128	1 147
52 Marne (Haute-).....	6 211	211	205	40 Landes.....	9 243	297	309
Champagne-Ardenne.....	25 606	1 346	1 359	47 Lot-et-Garonne.....	5 361	299	304
02 Aisne.....	7 369	534	536	64 Pyrénées-Atlantiques.....	7 645	556	570
60 Oise.....	5 860	662	700	Aquitaine.....	41 308	2 657	2 708
80 Somme.....	6 170	544	551	09 Ariège.....	4 890	136	136
Picardie.....	19 399	1 740	1 787	12 Aveyron.....	8 735	279	276
27 Eure.....	6 040	462	490	31 Garonne (Haute-).....	6 309	824	860
76 Seine-Maritime.....	6 278	1 193	1 195	32 Gers.....	6 257	174	175
Haute-Normandie.....	12 317	1 655	1 685	46 Lot.....	5 217	155	155
18 Cher.....	7 235	320	323	65 Pyrénées (Hautes-).....	4 464	228	232
28 Eure-et-Loir.....	5 880	363	379	81 Tarn.....	5 758	339	341
36 Indre.....	6 791	243	238	82 Tarn-et-Garonne.....	3 718	190	195
37 Indre-et-Loire.....	6 127	506	525	Midi-Pyrénées.....	45 348	2 325	2 370
41 Loir-et-Cher.....	6 343	296	301	19 Corrèze.....	5 857	241	239
45 Loiret.....	6 775	536	569	23 Creuse.....	5 565	140	136
Centre.....	39 151	2 264	2 333	87 Vienne (Haute-).....	5 520	356	360
14 Calvados.....	5 548	590	603	Limousin.....	16 942	737	735
50 Manche.....	5 938	466	477	01 Ain.....	5 762	419	453
61 Orne.....	6 103	295	294	07 Ardèche.....	5 529	268	274
Basse-Normandie.....	17 589	1 351	1 374	26 Drôme.....	6 530	390	412
21 Côte-d'Or.....	8 763	473	478	38 Isère.....	7 431	937	983
58 Nièvre.....	6 817	240	239	42 Loire.....	4 781	739	740
71 Saône-et-Loire.....	8 575	572	577	69 Rhône.....	3 249	1 445	1 445
89 Yonne.....	7 427	311	315	73 Savoie.....	6 028	324	334
Bourgogne.....	31 582	1 596	1 604	74 Savoie (Haute-).....	4 388	494	535
59 Nord.....	5 743	2 521	2 506	Rhône-Alpes.....	43 698	5 016	5 177
62 Pas-de-Calais.....	6 671	1 412	1 417	03 Allier.....	7 340	370	364
Nord-Pas-de-Calais.....	12 414	3 933	3 923	15 Cantal.....	5 726	163	160
54 Meurthe-et-Moselle.....	5 241	717	710	43 Loire (Haute-).....	4 977	206	209
55 Meuse.....	6 216	200	197	63 Puy-de-Dôme.....	7 970	594	596
57 Moselle.....	6 216	1 007	1 020	Auvergne.....	26 013	1 333	1 329
88 Vosges.....	5 874	396	393	11 Aude.....	6 139	281	289
Lorraine.....	23 547	2 320	2 320	30 Gard.....	5 853	530	570
67 Rhin (Bas-).....	4 755	916	941	34 Hérault.....	6 101	707	779
68 Rhin (Haut-).....	3 525	650	664	48 Lozère.....	5 167	74	73
Alsace.....	8 280	1 566	1 605	66 Pyrénées-Orientales.....	4 116	335	362
25 Doubs.....	5 234	477	487	Languedoc-Roussillon.....	27 376	1 927	2 072
39 Jura.....	4 999	243	247	04 Alpes-de-Haute-Provence.....	6 925	119	126
70 Saône (Haute-).....	5 360	232	234	05 Alpes (Hautes-).....	5 549	105	109
90 Belfort (Territoire de).....	609	132	131	06 Alpes-Maritimes.....	4 299	881	908
Franche-Comté.....	16 202	1 084	1 099	13 Bouches-du-Rhône.....	5 087	1 724	1 756
44 Loire-Atlantique.....	6 815	996	1 016	83 Var.....	5 973	708	755
49 Maine-et-Loire.....	7 166	675	706	84 Vaucluse.....	3 567	428	461
53 Mayenne.....	5 175	272	276	Provence-Alpes-Côte			
72 Sarthe.....	6 206	505	519	d'Azur.....	31 400	3 965	4 116
85 Vendée.....	6 720	483	496	2A Corse-du-Sud.....	4 014	109	108
Pays de la Loire.....	32 082	2 931	3 013	2B Haute-Corse.....	4 666	131	135
				Corse.....	8 680	240	243
				Ensemble.....	543 965	54 335	55 510

PRÉSENTATION

La République française comprend quatre départements d'outre-mer (DOM) : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion. La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe sont plus peuplées qu'une trentaine de départements métropolitains et plus denses que la plupart d'entre eux, avec respectivement 221, 300 et 190 hab./km² en 1986 [1] [2].

Chaque DOM constitue une région. La Guyane est la plus grande des régions françaises.

Les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon (depuis 1985) disposent d'un statut spécial entre celui d'un DOM et celui d'un TOM. La France administre aussi des territoires d'outre-mer (TOM) : la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna. Dans les départements insulaires (Antilles et Réunion) la *transition démographique* est marquée par la baisse de la mortalité, de la fécondité, l'accroissement de la population et l'émigration en métropole. La durée de vie moyenne est un peu inférieure à celle de la métropole, mais la population jeune y est proportionnellement plus forte [4].

Au recensement de 1982, la population des *originaires des DOM-TOM* en métropole s'élève à 402 000 personnes, soit 69 % de plus qu'en 1975; 60 % sont installés en région Ile-de-France [5].

Le *produit intérieur brut* par habitant est, dans les TOM, beaucoup plus élevé que celui des DOM mais reste inférieur à celui de la métropole qui est de 83 108 F en 1985 [2].

SOURCES

[1] *Recensement général de la population*, INSEE; 1983 : Nouvelle-Calédonie et dépendances; 1985 : Mayotte.

[2] *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, p. 76 et 78.

[3] Note interne, division DOM-TOM, Direction générale de l'INSEE, pour les Antilles; *Archives et Documents* (à paraître), INSEE, pour la Guyane; *Dossiers de l'économie réunionnaise*, n° 9, août 1987; *Notes et documents*, n° 46, ITSEE, Nouvelle-Calédonie; *Dossiers de l'ITSTAT*, n° 9, IT-STAT, Polynésie française.

[4] « Trois départements insulaires » par Michel-Louis Lévy, *Population et sociétés*, n° 204 juillet-août 1986 (tableaux 2 et 3).

[5] *Les populations des DOM-TOM en France métropolitaine* par F. Guillot, S. Hemery et C. Valentin-Marie. *Série « Boulier »*, vol. RP 82/18, p. 49 à 51, décembre 1985, INSEE.

DÉFINITIONS

● *Transition démographique*. On désigne ainsi le passage d'un régime traditionnel d'équilibre démographique à mortalité et fécondité fortes à un régime moderne d'équilibre, à mortalité et fécondité basses.

● *Originaires des DOM-TOM*. Sont désignés comme tels au recensement :

— les « enfants des familles » quel que soit leur lieu de naissance (métropole, DOM-TOM, étranger) et dont le père et/ou la mère est né dans les DOM-TOM. Il s'agit exclusivement d'enfants célibataires de moins de 25 ans vivant avec leur père et/ou leur mère;

— les personnes nées dans les DOM-TOM et qui ne vivent plus chez leurs parents. Leur pays d'origine se confond avec leur lieu de naissance.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Atlas des départements français d'outre-mer » : 1. La Réunion, 1975, CNRS-IGN; 2. La Martinique, 1977, CNRS-IGN; 3. La Guyane, 1979, CNRS-ORSTOM. « Atlas de la Nouvelle-Calédonie », 1981, ORSTOM.

● Les Dossiers Antilles-Guyane; *Conjoncture Antilles-Guyane* (INSEE-SIRAG).

● Institut territorial de la Statistique de la Polynésie française : *Dossiers de l'ITSTAT; Aspects de la vie économique et sociale de la Polynésie française*.

● « La Nouvelle-Calédonie » *Notes et études documentaires*, n° 4839, La Documentation française.

● « Les populations des DOM-TOM en France métropolitaine » *Données sociales 1987*, INSEE, chap. 1.

● *Problèmes économiques* : « Les populations des DOM-TOM en France », n° 1994, 15 octobre 1986; « La situation démographique et économique des DOM », n° 2056, 6 janvier 1988.

POPULATION DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [1] [2]

	Date	Superficie (km ²)	Population (Milliers)	Densité (hab./km ²)
Départements* :				
Guadeloupe.....	1986	1 780	334	190
Guyane.....	1986	91 000	86	1
Martinique.....	1986	1 100	331	300
Réunion.....	1986	2 510	555	221
Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale depuis 1985).....	1984	242	6	25
Territoires* :				
Mayotte (collectivité territoriale).....	05-08-1985	374	67	180
Nouvelle-Calédonie.....	15-04-1983	19 058	146	8
Polynésie française (a).....	1985	4 000	172	43
Wallis-et-Futuna.....	15-02-1983	255	12	49

(*) Population estimée en milieu d'année pour les DOM et la Polynésie française; population au dernier recensement pour les autres TOM.

(a) Îles habitées 3 265 km², densité : 51,1.

LES VILLES LES PLUS IMPORTANTES DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [1]

Départements et territoires	Popul. (Milliers)	Départements et territoires	Popul. (Milliers)
Guadeloupe (1982) :		Mayotte (1985) :	
Les Abymes.....	56	Dzaoudzi.....	6
Pointe-à-Pitre.....	25	Polynésie française (1983) :	
Basse-Terre (préfecture).....	14	Papeete (chef-lieu).....	23
Guyane (1982) :		Réunion (1982) :	
Cayenne (préfecture).....	38	Saint-Denis (préfecture).....	109
Martinique (1982) :		Saint-Paul.....	58
Fort-de-France (préfecture).....	100	Saint-Pierre.....	50
Le Lamentin.....	26	Nouvelle-Calédonie (1983) :	
Sainte-Marie.....	19	Nouméa (chef-lieu).....	60
Saint-Pierre et Miquelon (1982) :		Wallis-et-Futuna (1983) :	
Saint-Pierre.....	5	Mata Utu.....	1

ESPÉRANCE DE VIE A LA NAISSANCE
(ANNÉES) [4]

	Date	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe.....	1981-1983	68,0	75,3
Martinique.....	1981-1983	71,9	76,1
Réunion.....	1980-1984	64,6	73,5
France métropolitaine.....	1981-1983	70,6	78,7

RÉPARTITION DE LA POPULATION
PAR GRANDS GROUPES D'ÂGES (1982) [4]

	0-19 ans	20-59 ans	60 ans ou plus	Total
Guadeloupe.....	45,8	43,7	10,5	100
Martinique.....	43,6	44,9	11,5	100
Réunion.....	49,0	44,0	7,0	100
France métropolitaine.....	29,9	52,5	17,6	100

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [3]

	PIB (millions de F)		PIB (F/hab.)		Principales ressources
	1984	1985	1984	1985	
Départements :					
Guadeloupe (a).....	9 049	9 650	27 314	29 005	Sucre, rhum, bananes, ciment, tourisme.
Guyane.....	(b) 1 386	...	(b) 19 439	...	Bois, crevettes, Centre national d'études spatiales (Kourou).
Martinique (a).....	11 020	12 577	33 658	38 344	Rhum, bananes, ananas, pétrole raffiné, ciment, tourisme.
Réunion (a).....	14 692	16 337	27 364	29 915	Sucre de canne, parfum, rhum.
Territoires :					
Nouvelle-Calédonie.....	6 957	...	47 163	...	Nickel, minerai de chrome.
Polynésie française.....	(c) 7 532	...	(c) 46 977	...	Coprah, vanille, Centre d'expérimentation du Pacifique.

(a) Résultats provisoires. (b) 1981 (c) 1982.

1 ATLAS

PRÉSENTATION

L'importance des villes est très inégale selon les pays et les continents. Dans les régions développées, la population urbaine s'est accrue au détriment de la population rurale. Au contraire, dans les régions moins développées, la croissance de la population urbaine s'accompagne d'une augmentation de la population rurale aussi rapide que celle des villes dans les pays développés [1].

En Europe occidentale, la France est dans une situation intermédiaire entre des pays plus « urbains » (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Suède, Belgique, Allemagne fédérale) et des pays plus ruraux (Danemark, Finlande, Suisse, Autriche, Norvège, Italie, Espagne, Portugal). En France, derrière Paris, on trouve trois agglomérations de l'ordre du million d'habitants : Lyon, Marseille et Lille [2] [4].

Dans le monde, soixante-quinze agglomérations au moins dépassent les 2 millions d'habitants. Cinq, au moins, dépassent les 10 millions : New York, Mexico, São Paulo, Tokyo, Los Angeles. Une quinzaine de villes — proprement dites — ont une population comprise entre 5 et 10 millions d'habitants : Shanghai, Téhéran, Mexico, Séoul, Moscou, Tokyo, Bombay, Pékin, New York, São Paulo, Lima, Londres, Djakarta, Rio de Janeiro et Le Caire [2] à [5].

Au recensement de population de 1982, la région parisienne comptait 8,5 millions d'habitants et Paris intra-muros 2,2 millions [2] [3].

DÉFINITIONS

● **Agglomération.** Malgré les efforts des organismes internationaux, la notion de ville et d'agglomération est loin d'être normalisée d'un pays à l'autre, ainsi qu'en témoigne le flottement de l'ONU pour placer les chiffres des tableaux ci-contre dans les colonnes « villes » et « agglomérations ». Ceci traduit d'ailleurs, plus que des conventions différentes, des traditions municipales et des fonctions urbaines différentes selon les modes de vie et les civilisations.

SOURCES

[1] « L'urbanisation dans les régions en développement » par Yves Blayo, *Population*, INED, n° 6, novembre-décembre 1980, p. 1166.

[2] *Composition communale des unités urbaines, population et délimitation 1982*, INSEE.

[3] « Communes de plus de 10 000 habitants classées par ordre d'importance décroissante », *Recensement général de la population de 1982*, Population légale, INSEE.

[4] *Annuaire démographique 1985*, Nations unies, tabl. 8, p. 247 à 287.

[5] *Statistical yearbook of China 1986*, State Statistical Bureau, People's Republic of China, p. 75.

POUR EN SAVOIR PLUS

● **Futuribles.** Analyse - prévision - prospective : « Sururbanisation dans le Tiers-Monde ? Urbanisation rapide, problèmes et solutions » par Guy Ankerl, n° 73, janvier 1984; « Vers un monde des grandes métropoles » par Hugues de Jouvenel, n° 83, décembre 1984; « L'avenir des grandes métropoles. Métropolis 1987 » par Hugues de Jouvenel, n° 115, novembre 1987.

● « Les structures communales en France et en Europe » par J. Sekutowicz, *Revue Administration*, Secrétariat de l'Association du corps préfectoral, n° 134, décembre 1986.

1.4 VILLES DU MONDE

EUROPE : VILLES ET AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 800 000 HABITANTS [2] [4]

(milliers d'hab.)

Villes et pays	Année	Ville prop. dite	Agglomération	Ville et pays	Année	Ville prop. dite	Agglomération
Vienne (Autriche)	1986	1 488	...	Dublin (Irlande)	1981	525	915
Bruxelles (Belgique)	1984	...	982	Milan (Italie)	1984	1 561	...
Sofia (Bulgarie)	1984	1 098	...	Naples (Italie)	1984	1 209	...
Prague (Tchécoslovaquie)	1985	1 191	...	Rome (Italie)	1984	2 831	...
Copenhague (Danemark)	1984	487	1 366	Turin (Italie)	1984	1 069	...
Helsinki (Finlande)	1984	484	938	Amsterdam (Pays-Bas)	1984	676	996
Lille (France)	1982	168	935	Rotterdam (Pays-Bas)	1984	555	1 026
Lyon (France)	1982	413	1 221	Lodz (Pologne)	1984	849	...
Marseille (France)	1982	867	1 080	Varsovie (Pologne)	1984	1 645	...
Paris (France)	1982	2 189	8 510	Lisbonne (Portugal)	1981	807	...
Berlin (RD allemande)	1984	1 203	...	Bucarest (Roumanie)	1984	1 961	...
Berlin (Allemagne [RF])	1984	1 849	...	Barcelone (Espagne)	1981	1 753	...
Cologne (Allemagne [RF])	1984	922	...	Madrid (Espagne)	1981	3 159	...
Hambourg (Allemagne [RF])	1984	1 592	...	Stockholm (Suède)	1984	653	1 420
Munich (Allemagne [RF])	1984	1 267	...	Birmingham (Royaume-Uni)	1981	920	...
Athènes (Grèce)	1981	886	3 027	Londres (Royaume-Uni)	1981	6 696	...
Budapest (Hongrie)	1984	2 068	...	Belgrade (Yougoslavie)	1981	1 088	...

RESTE DU MONDE : VILLES ET AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 2 MILLIONS D'HABITANTS [4] [5]

(milliers d'hab.)

Ville et pays	Année	Ville prop. dite	Agglomération	Ville et pays	Année	Ville prop. dite	Agglomération
Afrique				Amérique du Nord			
Alexandrie (Égypte)	1983	2 705	...	Montréal (Canada)	1985	(a) 980	2 878
Le Caire (Égypte)	1983	5 875	...	Toronto (Canada)	1985	(a) 599	3 202
Kinshasa (Zaïre)	1979	2 174	...	Atlanta (États-Unis)	1984	426	2 380
Asie				Baltimore (États-Unis)	1984	764	2 245
Dacca (Bangladesh)	1981	...	3 459	Boston (États-Unis)	1984	508	4 027
Rangoon (Birmanie)	1983	2 459	...	Chicago (États-Unis)	1984	2 993	8 035
Guangzhou (Chine)	1985	3 290	...	Cleveland (États-Unis)	1984	547	2 788
Pékin (Chine)	1985	5 860	...	Dallas (États-Unis)	1984	974	3 348
Shanghai (Chine)	1985	6 980	...	Detroit (États-Unis)	1984	1 089	4 577
Shenyang (Chine)	1985	4 200	...	Houston (États-Unis)	1984	1 706	3 566
Tianjin (Chine)	1985	5 380	...	Los Angeles (États-Unis)	1984	3 097	12 373
Wuhan (Chine)	1985	3 400	...	Miami (États-Unis)	1984	373	2 799
Ahmedabab (Inde)	1981	2 060	2 548	Minneapolis (États-Unis)	1984	358	2 231
Bangalore (Inde)	1981	2 629	2 922	New York (États-Unis)	1984	7 165	17 807
Bombay (Inde)	1981	8 243	...	Philadelphie (États-Unis)	1984	1 647	5 755
Calcutta (Inde)	1981	3 305	9 194	Pittsburgh (États-Unis)	1984	403	2 372
Delhi (Inde)	1981	4 884	5 729	Saint Louis (États-Unis)	1984	429	2 398
Hyderabad (Inde)	1981	2 093	2 546	San Diego (États-Unis)	1984	961	2 064
Madras (Inde)	1981	3 277	4 289	San Francisco (États-Unis)	1984	713	5 685
Djakarta (Indonésie)	1980	6 503	...	Seattle (États-Unis)	1984	489	2 208
Surabaya (Indonésie)	1980	2 028	...	Washington (États-Unis)	1984	623	3 370
Téhéran (Iran)	1982	5 734	...	Guadalajara (Mexique)	1979	1 906	2 468
Nagoya (Japon)	1984	2 110	...	Mexico (Mexique)	1979	9 191	14 750
Osaka (Japon)	1984	2 631	...	Monterrey (Mexique)	1979	1 065	2 019
Tokyo (Japon)	1984	8 390	11 746	Netzahualcoyotl (Mexique)	1979	2 331	...
Yokohama (Japon)	1984	2 943	...	Amérique du Sud			
Pusan (République de Corée)	1980	3 160	...	Buenos Aires (Argentine)	1980	2 923	9 968
Séoul (République de Corée)	1980	8 364	...	Belo Horizonte (Brésil)	1985	2 122	...
Karachi (Pakistan)	1981	...	5 181	Rio de Janeiro (Brésil)	1985	5 615	...
Lahore (Pakistan)	1981	...	2 953	São Paulo (Brésil)	1985	10 099	...
Manille (Philippines)	1984	1 728	6 720	Santiago (Chili)	1985	4 067	...
Singapour	1985	2 558	...	Bogota (Colombie)	1983	4 169	...
Bangkok (Thaïlande)	1980	4 697	...	Medellin (Colombie)	1983	...	2 071
Ankara (Turquie)	1984	2 019	...	Lima (Pérou)	1985	5 008	...
Istanbul (Turquie)	1984	2 951	...	Caracas (Venezuela)	1980	(a) 1 817	2 944
Océanie				URSS			
Melbourne (Australie)	1984	2 891	...	Kiev (Ukraine)	1985	2 448	...
Sydney (Australie)	1984	3 359	...	Leningrad (RSFS Russie)	1985	4 867	(b) 4 588
				Moscou (RSFS Russie)	1985	8 642	(b) 8 011
				Tachkent (Ouzbékistan)	1985	2 030	...

(a) 1981. (b) 1979.

1 ATLAS

PRÉSENTATION

Au recensement de 1975, la population urbaine avoisinait les trois quarts de la population de la France [1]. Le recensement de 1982 a permis de constater l'arrêt de la croissance urbaine. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la croissance des communes rurales est, en moyenne, plus rapide que celle des villes. L'urbanisation se poursuit en fait bien au-delà des limites habituelles des agglomérations. Seules les villes de moins de 10 000 habitants ont une croissance supérieure à celle de l'ensemble de la France. Parmi les unités urbaines qui comptaient plus de 50 000 habitants en 1975, une centaine ont eu leur croissance freinée — c'est le cas, en particulier, de la plus importante d'entre elles, l'agglomération parisienne (1,8 % d'augmentation seulement) — et 43 ont même vu leur population décroître [2].

Loin derrière Paris, Lyon est la 2^e agglomération de France, Marseille en est la 3^e [3].

Les communes urbaines sont passées de 4 459 en 1975 à 4 888 en 1982 [3]. Celles de plus de 200 000 habitants voient leur population diminuer en moyenne de plus de 5 % en sept ans [2]. La plus importante reste Paris, suivie de Marseille, puis de Lyon. De nombreuses villes de la banlieue parisienne sont plus peuplées que d'importantes villes de province [4]. Les trois villes isolées les plus importantes sont Quimper (Finistère) 56 907 hab., Cholet (Maine-et-Loire) 55 524 hab., et Ajaccio (Corse-du-Sud) 54 089 hab. [3].

SOURCES

[1] « Recensement de 1975 : l'extension des grandes banlieues » par Marie-Claude Gérard, *Économie et statistique*, INSEE, n° 80, juillet-août 1976, p. 63.

[2] « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » par Jacques Boudoul et Jean-Paul Faur, *Économie et statistique*, INSEE, n° 149, novembre 1982, p. V, VI et VIII.

[3] *Composition communale des unités urbaines, population et délimitation 1982*, INSEE.

[4] « Communes de plus de 10 000 habitants classées par ordre d'importance décroissante », *Recensement général de la population de 1982, Population légale*, INSEE.

DÉFINITIONS

● **Unité urbaine.** Terme générique recouvrant à la fois les agglomérations multicommunales et les villes isolées.

● **Agglomération.** Une « agglomération de population » est un ensemble d'habitations tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 m et qui comprend au moins 50 habitants. Une « agglomération multicommunale » est un ensemble de communes sur le territoire desquelles s'étend au moins une agglomération de population d'au moins 2 000 habitants. La majeure partie de la population de chacune des communes doit, de plus, résider dans une agglomération de population. La délimitation des agglomérations multicomunales se fait à l'aide de cartes et photographies aériennes.

● **Ville isolée.** Commune non retenue dans une agglomération multicommunale et dont la plus grande agglomération de population groupe au moins 2 000 habitants.

● **Commune urbaine.** Au sens de l'INSEE, commune appartenant à une unité urbaine. Les autres communes sont dites rurales.

● **Population.** Dans les tableaux ci-contre, les populations considérées sont « sans doubles comptes » (voir « Départements »).

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Croissance des villes : des différences selon les régions » par A. Lopez, *Données sociales 1987*, INSEE, chap. 5.

● « Les Parisiens dans leur maturité : origine, parcours, intégration » par C. Bonvallet, *Population*, INED, n° 2, mars-avril 1987.

● « Lyon et son agglomération : les enjeux d'une métropole européenne » par J. Bonnet, *Notes et études documentaires*, La Documentation française, n° 4836, 1987.

● « Guide des ratios des communes de moins de 10 000 habitants », Rapport annuel 1987, ministère de l'Intérieur, La Documentation française.

● « Paris et le désert français : une thèse à réactualiser », *Problèmes économiques*, n° 2046 du 28 octobre 1987.

1.5 VILLES DE FRANCE

POPULATION DES AGGLOMÉRATIONS URBAINES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS EN 1982 [3]

Agglomération	Population	Agglomération	Population	Agglomération	Population
(a) Paris	8 706 963	78 Mantes-la-Jolie	170 265	28 Chartres	77 795
(a) Lyon	1 220 844	80 Amiens	154 498	(a) Belfort	76 221
13 Marseille	1 110 511	57 Thionville	138 034	13 Martigues	72 316
59 Lille (b)	936 295	66 Perpignan	137 915	(a) Genève (c)-Annemasse (b)	72 242
33 Bordeaux	640 012	30 Nîmes	132 343	02 Saint-Quentin	71 887
31 Toulouse	541 271	64 Pau	131 265	30 Alès	70 180
44 Nantes	464 857	44 Saint-Nazaire	130 271	03 Montluçon	67 963
06 Nice	449 496	25 Montbéliard	128 194	08 Charleville-Mézières	67 694
83 Toulon	410 393	(a) Bayonne	127 477	36 Châteauroux	66 851
38 Grenoble	392 021	13 Aix-en-Provence	126 552	(a) Brive-la-Gaillarde	64 301
76 Rouen	379 879	10 Troyes	125 240	03 Vichy	63 501
67 Strasbourg (b)	373 470	25 Besançon	120 772	51 Châlons-sur-Marne	63 061
59 Valenciennes (b)	349 505	(a) Hagondange-Briey	119 669	60 Compiègne	62 778
62 Lens	327 383	74 Annecy	112 632	79 Niort	61 959
42 Saint-Étienne	317 228	(a) Valence	106 041	41 Blois	61 049
54 Nancy	306 982	59 Maubeuge (b)	105 714	83 Fréjus	60 289
06 Grasse-Cannes-Antibes	295 525	56 Lorient	104 025	81 Albi	60 181
37 Tours	262 786	16 Angoulême	103 552	24 Périgueux	59 716
(a) Béthune	258 383	86 Poitiers	103 204	58 Nevers	59 274
63 Clermont-Ferrand	256 189	17 La Rochelle	102 143	06 Menton-Monaco (b)	59 198
76 Le Havre	254 595	62 Calais	100 823	34 Sète	58 865
35 Rennes	234 418	57 Forbach (b)	99 606	47 Agen	58 288
34 Montpellier	221 307	62 Boulogne-sur-Mer	98 566	53 Laval	55 984
68 Mulhouse	220 613	73 Chambéry	96 163	59 Armentières (b)	55 913
45 Orléans	220 478	18 Bourges	92 202	60 Beauvais	55 817
21 Dijon	215 865	50 Cherbourg	85 485	77 Meaux	55 797
(a) Douai	202 366	22 Saint-Brieuc	83 900	27 Évreux	54 654
29 Brest	201 145	60 Creil	82 505	62 Saint-Omer	53 748
51 Reims	199 388	77 Melun	82 479	01 Bourg-en-Bresse	53 463
49 Angers	195 859	68 Colmar	82 468	(a) Arles	52 547
(a) Dunkerque	195 705	42 Saint-Chamond	82 059	45 Montargis	51 954
72 Le Mans	191 080	42 Roanne	81 786	88 Épinal	51 495
57 Metz	186 437	34 Béziers	81 347	71 Montceau-les-Mines	51 290
14 Caen	183 526	62 Arras	80 477	(a) Elbeuf	51 083
(a) Avignon	174 264	71 Chalon-sur-Saône	78 064	2B Bastia	50 596
87 Limoges	171 689	65 Tarbes	78 056	(a) Villefranche-sur-Saône	50 143

(a) Agglomérations rayonnant sur plusieurs départements. (b) Partie française. (c) Suisse.

POPULATION DES COMMUNES DE PLUS DE 60 000 HABITANTS EN 1982 [4]

Commune	Population	Commune	Population	Commune	Population
75 Paris	2 176 243	30 Nîmes	124 220	92 Colombes	78 777
13 Marseille	874 436	13 Aix-en-Provence	121 327	34 Béziers	76 647
69 Lyon	413 095	69 Villeurbanne	115 960	62 Calais	76 527
31 Toulouse	347 995	57 Metz	114 232	18 Bourges	76 432
06 Nice	337 085	14 Caen	114 068	94 Champigny-sur-Marne	76 176
67 Strasbourg	248 712	25 Besançon	113 283	93 Aulnay-sous-Bois	75 996
44 Nantes	240 539	68 Mulhouse	112 157	17 La Rochelle	75 840
33 Bordeaux	208 159	66 Perpignan	111 669	59 Dunkerque	73 120
42 Saint-Étienne	204 955	45 Orléans	102 710	06 Cannes	72 259
76 Le Havre	199 388	92 Boulogne-Billancourt	102 582	94 Créteil	71 693
34 Montpellier	197 231	76 Rouen	101 945	92 Asnières-sur-Seine	71 077
35 Rennes	194 656	59 Roubaix	101 602	44 Saint-Nazaire	68 348
83 Toulon	179 423	59 Tourcoing	96 908	93 Aubervilliers	67 719
51 Reims	177 234	54 Nancy	96 317	26 Valence	66 356
59 Lille	168 424	95 Argenteuil	95 347	69 Vénissieux	64 804
38 Grenoble	156 637	93 Montreuil	93 368	92 Neuilly-sur-Seine	64 170
29 Brest	156 060	78 Versailles	91 494	10 Troyes	63 581
72 Le Mans	147 697	93 Saint-Denis	90 829	02 Saint-Quentin	63 567
63 Clermont-Ferrand	147 361	84 Avignon	89 132	92 Rueil-Malmaison	63 412
21 Dijon	140 942	92 Nanterre	88 578	06 Antibes	62 859
87 Limoges	140 400	94 Vitry-sur-Seine	85 263	56 Lorient	62 554
49 Angers	136 038	64 Pau	83 790	68 Colmar	62 483
37 Tours	132 209	94 Saint-Maur-des-Fossés	80 811		
80 Amiens	131 332	86 Poitiers	79 350		

1 ATLAS

PRÉSENTATION

En 1987, en France, le *produit intérieur brut* progresse de 2 % en volume et de 5 % en valeur par rapport à 1986, contre respectivement 1,9 % et 5,2 % en 1986 par rapport à 1985. Les contributions à la croissance des variations de stocks et de la consommation finale s'infléchissent tout en demeurant importantes. La reprise des exportations et l'accélération sensible de l'investissement conduisent à une progression de l'activité comparable à celle de l'année précédente. Elle s'accompagne d'un nouveau gonflement des importations. La consommation des ménages reste soutenue en 1987, même si en volume elle augmente moins qu'en 1986 (2,4 % après 3,2 % l'année précédente) [1].

Selon la Banque mondiale, la France était, en 1984, le 4^e pays pour le produit national brut derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale (l'URSS n'étant pas comptée), et devant le Royaume-Uni et l'Italie. Elle était le 14^e pays pour le PNB/habitant sur le plan mondial et le 4^e au sein de l'Europe des Douze [2].

DÉFINITIONS

● **Production.** La production est l'activité, socialement organisée, destinée à créer des biens et des services à partir de « facteurs de production » acquis sur le marché. Le solde entre la production et la *consommation intermédiaire* de chaque entreprise ou branche est appelé *valeur ajoutée brute*.

● **Produit intérieur brut (PIB) et produit intérieur net.** Le produit intérieur brut est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA grevant les produits et des droits de douane. En déduisant les amortissements économiques, on obtient le produit intérieur net.

● **Marchand et non marchand.** Dans le « Système élargi de comptabilité nationale » (SECN), la production comprend donc, outre la production marchande, l'ensemble de l'activité des administrations, y compris une activité de production « non marchande », c'est-à-dire disponible gratuitement ou quasi gratuitement (Éducation nationale, musées, dépistage médical, etc.).

● **Formation brute de capital fixe.** Elle représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production. Pour les ménages, la FBCF concerne les logements et l'investissement des entrepreneurs individuels.

● **Revenu national.** C'est la somme des *revenus primaires*, i.e. avant transferts de revenus perçus par les secteurs.

● **Les comptes nationaux français sont désormais exprimés en base 1980 du SECN** (voir encadré au début de la publication).

SOURCES

[1] *Premiers résultats*, INSEE, n° 123, avril 1988, « Les comptes de la Nation, résultats provisoires de l'année 1987 ».

[2] *The World Bank atlas 1986*, p. 6 à 9.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « World Tables », Banque mondiale (2 vol.).
- *Statistiques de recettes publiques des pays membres de l'OCDE* (annuel).
- *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, vol. I, principaux agrégats; vol. II, tableaux détaillés (annuels).
- *Principaux indicateurs économiques*, OCDE (mensuel).
- « Les difficultés d'une comparaison internationale des niveaux de vie ». *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2044 du 14 octobre 1987.
- *Rapport sur le développement dans le monde 1987*, Banque mondiale.
- « Dix-huit ans de comptes annuels en base 1980 ». *Premiers résultats*, INSEE, n° 129, mai 1988.

PRINCIPAUX AGRÉGATS POUR LA FRANCE 1987* [1]

	Valeur totale	Valeur p. hab.
	Milliards de F	F
Produit intérieur brut (PIB).....	5 288,7	94 882
Revenu national brut.....	5 257,7	94 509
Consommation finale nationale.....	4 228,3	
Formation brute de capital fixe (FBCF).....	1 024,1	
Exportations.....	1 099,8	
Importations.....	1 094,3	
		Milliers
Population totale résidente.....		55 754
Population active résidente.....		23 972
Population active résidente occupée.....		21 405
dont salariés.....		17 918

* Résultats provisoires

COMPTES SIMPLIFIÉS DES MÉNAGES 1987 [1]
(milliards de F)

Emplois		Ressources	
Consommation.....	3 206,5	Revenu du travail	
Impôts directs.....	371,2	des salariés.....	2 802,0
Cotisations sociales.....	1 190,9	Revenus d'entre-	
FBCF (construction		prise.....	818,6
de logements)....	350,9	Revenus de la pro-	
Variation des stocks	- 0,1	priété.....	286,6
Capacité de finan-		Prestations sociales.....	1 247,0
ancement.....	103,6	Opérations d'assu-	
		rances.....	27,6
		Aides à l'investisse-	
		ment.....	4,1
		Autres ressources ..	37,1
Total.....	5 223,0	Total.....	5 223,0

PRODUIT NATIONAL BRUT DES PRINCIPAUX PAYS* [2]

Pays	1984		Taux ann. moyen de croiss ^{co} PNB/hab. 1983-84	Pays	1984		Taux ann. moyen de croiss ^{co} PNB/hab. 1983-84
	Val. tot. Millions dollars	Valeur/habitant dollars*			Val. tot. Millions dollars*	Valeur/habitant dollars*	
Afrique				Hong Kong.....	33 970	6 300	7,9
dont :				Koweït.....	27 570	15 410	- 3,2
Afrique du Sud.....	73 970	2 260	1,0	Malaysia.....	30 280	1 990	3,6
Nigeria.....	74 120	770	- 3,9	Émirats arabes unis.....	28 480	22 300	- 4,4
Algérie.....	50 680	2 380	2,8	Israël.....	21 290	5 100	- 2,3
Égypte.....	33 340	720	2,8	Océanie			
Libye.....	29 790	8 230	- 4,7	dont :			
Maroc.....	14 340	670	- 0,2	Australie.....	184 980	11 890	4,9
Amérique septentrionale				Nouvelle-Zélande.....	23 530	7 240	1,1
dont :				Europe (sauf URSS)			
États-Unis.....	3 670 490	15 490	5,6	dont :			
Canada.....	330 870	13 140	2,6	Allemagne (RF).....	678 880	11 090	2,9
Amérique latine				France (b).....	542 960	9 860	0,9
dont :				Royaume-Uni.....	480 680	8 530	2,0
Brésil.....	227 280	1 710	2,2	Italie.....	367 040	6 440	2,6
Mexique.....	158 310	2 060	2,2	Espagne.....	172 360	4 470	1,7
Venezuela.....	57 360	3 220	- 5,0	Pays-Bas.....	135 830	9 430	0,9
Argentine.....	67 150	2 230	0,4	Suisse.....	105 060	15 990	1,1
Colombie.....	38 410	1 370	0,0	Suède.....	99 060	11 880	3,2
Chili.....	20 340	1 710	5,9	Belgique.....	83 070	8 430	1,7
Pérou.....	17 960	980	0,0	Luxembourg.....	4 980	13 650	0,9
Porto-Rico.....	14 000	4 200	6,4	Autriche.....	68 800	9 140	2,6
Asie (sans URSS ni Japon)				Danemark.....	57 700	11 290	3,8
dont :				Yougoslavie.....	48 690	2 120	1,4
Chine (a).....	318 310	310	12,7	Norvège.....	57 080	13 750	2,8
Inde.....	197 210	260	2,1	Finlande.....	53 090	10 830	3,4
Arabie Saoudite.....	116 380	10 740	- 2,9	Grèce.....	36 940	3 740	1,3
Indonésie.....	85 400	540	2,9	Hongrie.....	21 950	2 050	2,5
Corée (République de).....	84 860	2 090	5,9	Portugal.....	20 050	1 970	- 4,4
Turquie.....	57 810	1 200	3,8	Irlande.....	17 500	4 950	2,5
Thaïlande.....	42 760	850	5,1	URSS (rappel 1979).....	1 067 290	4 040	(c) 4,1
Philippines.....	35 040	660	- 7,9	Japon.....	1 248 090	10 390	5,0
Pakistan.....	35 420	380	2,1				

* L'Afghanistan, l'Albanie, l'Angola, la Bulgarie, Cuba, la Tchécoslovaquie, la RDA, l'Iran, l'Irak, le Kampuchea démocratique, la République démocratique populaire de Corée, le Liban, les îles Maldives, la Mongolie, le Mozambique, la Pologne, la Roumanie, le Vietnam, l'État des Samoa occidentales et toutes les petites îles du Pacifique sont absents de cette liste. (a) Non compris Taïwan.

(b) France métropolitaine seulement. (c) Période 1970-1979.

1 ATLAS

PRÉSENTATION

Le découpage administratif de la France métropolitaine en *départements, arrondissements, cantons et communes* date de la période révolutionnaire (1789-1800). Son organisation a peu varié depuis le début de la III^e République (1875), jusqu'à la loi du 5 juillet 1972 qui a créé les *régions*.

Au 1^{er} janvier 1988, la France métropolitaine comptait 22 régions, 96 départements, 326 arrondissements, 3 827 cantons et 36 538 communes [1].

Le nombre de départements, qui était de 90 depuis le retour de l'Alsace et de la Moselle à la France (1918), est passé à 95 après la réorganisation de la Région parisienne (loi du 10 juillet 1964) et à 96 après la division de la Corse en deux départements (loi du 15 mai 1975, postérieure au recensement de 1975).

Le nombre de communes est resté très stable, autour de 38 000, des années 1870 aux années 1960, ce qui représente un extrême morcellement par rapport aux pays voisins. Diverses dispositions ont incité les communes à se réunir. Entre 1968 et 1978, le nombre de communes est ainsi passé de 37 708 à 36 382. Par suite du rétablissement de certaines d'entre elles, leur nombre ne cesse d'augmenter depuis lors.

La récente réforme cantonale (décembre 1984-janvier 1985) avait augmenté le nombre de cantons d'un peu plus de 3 % [1].

SOURCES

[1] *Code officiel géographique 1985*, INSEE, rectificatif annuel n° 3 au 1^{er} janvier 1988 (à paraître).

DÉFINITIONS

● **Département.** Division administrative placée sous l'autorité d'un « préfet » (maintenant commissaire de la République) nommé par le Gouvernement, assisté d'un « Conseil général » élu.

● **Commune.** La plus petite subdivision administrative française, issue de la « paroisse » de l'Ancien Régime, administrée par un « Conseil municipal » élu, et qui élit en son sein le « maire » et ses adjoints.

● **Arrondissement.** Division du département, sans budget ni assemblée élue, administrée par un « sous-préfet ». Les arrondissements de Paris, malgré leur nom, sont plutôt assimilables sur certains points à des cantons (circonscriptions électorales), sur d'autres à des communes (état civil).

● **Canton.** Division de l'arrondissement, constituée notamment en vue des élections aux assemblées départementale et nationale.

● **Région.** Depuis les lois du 2 mars 1982 et du 22 juillet 1982, la région est devenue une collectivité territoriale de plein exercice. Les conseillers régionaux sont désormais élus au suffrage universel direct.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « La région en quête d'avenir » par N. Teuzer, *Notes et études documentaires*, La Documentation française n° 4816, 1986.

● « Statistiques et indicateurs des régions françaises », *Les Collections de l'INSEE*, vol. R 65-66, 1987.

● « Poids économique et financier des collectivités locales 1981-1985 » (rapport annuel), *Note de la mission d'études et de la statistique de la Direction générale des collectivités locales*, ministère de l'Intérieur.

● « Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants en 1985 » et « Les finances du secteur public local en 1986 », *Les Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, n° 348, 7 au 17 septembre 1987.

● « L'inventaire communal 1987-88. Premiers résultats », INSEE, printemps 1988 et « Fascicules départementaux », INSEE, automne 1988 (à paraître).

1.7 CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

NOMBRE DE CIRCONSCRIPTIONS PAR DÉPARTEMENT
(au 1^{er} janvier 1988) [1]

Département et région	Nombre d'arr ^{ts}	Nombre de cantons	Nombre de comm.	Département et région	Nombre d'arr ^{ts}	Nombre de cantons	Nombre de comm.
75 Paris (Ville de).....	1	20	1	22 Côtes-du-Nord.....	4	52	372
77 Seine-et-Marne.....	3	40	514	29 Finistère.....	4	52	283
78 Yvelines.....	4	39	262	35 Ille-et-Vilaine.....	4	51	353
91 Essonne.....	3	42	196	56 Morbihan.....	3	42	261
92 Hauts-de-Seine.....	3	45	36	Bretagne.....	15	197	1 269
93 Seine-Saint-Denis.....	2	40	40	16 Charente.....	3	35	405
94 Val-de-Marne.....	3	49	47	17 Charente-Maritime.....	5	51	472
95 Val-d'Oise.....	3	39	185	79 Sèvres (Deux-).....	3	33	307
Île-de-France.....	22	314	1 281	86 Vienne.....	3	38	281
08 Ardennes.....	4	37	461	Poitou-Charentes.....	14	157	1 465
10 Aube.....	3	33	430	24 Dordogne.....	4	50	556
51 Marne.....	5	44	619	33 Gironde.....	5	63	543
52 Marne (Haute-).....	3	32	423	40 Landes.....	2	30	331
Champagne-Ardenne.....	15	146	1 933	47 Lot-et-Garonne.....	4	40	317
02 Aisne.....	5	42	817	64 Pyrénées-Atlantiques.....	3	52	542
60 Oise.....	4	41	693	Aquitaine.....	18	235	2 289
80 Somme.....	4	46	783	09 Ariège.....	3	22	332
Picardie.....	13	129	2 293	12 Aveyron.....	3	46	304
27 Eure.....	3	43	676	31 Garonne (Haute-).....	3	50	588
76 Seine-Maritime.....	3	70	745	32 Gers.....	3	31	462
Haute-Normandie.....	6	113	1 421	46 Lot.....	3	31	340
18 Cher.....	3	35	290	65 Pyrénées (Hautes-).....	3	34	474
28 Eure-et-Loir.....	4	29	403	81 Tarn.....	2	43	324
36 Indre.....	4	26	247	82 Tarn-et-Garonne.....	2	28	195
37 Indre-et-Loire.....	3	37	277	Midi-Pyrénées.....	22	285	3 019
41 Loir-et-Cher.....	3	30	291	19 Corrèze.....	3	37	286
45 Loiret.....	3	41	334	23 Creuse.....	2	27	260
Centre.....	20	198	1 842	87 Vienne (Haute-).....	3	42	201
14 Calvados.....	4	48	705	Limousin.....	8	106	747
50 Manche.....	4	52	601	01 Ain.....	4	43	419
61 Orne.....	3	40	507	07 Ardèche.....	3	33	338
Basse-Normandie.....	11	140	1 813	26 Drôme.....	3	36	371
21 Côte-d'Or.....	3	43	707	38 Isère.....	3	57	533
58 Nièvre.....	4	32	312	42 Loire.....	3	40	327
71 Saône-et-Loire.....	5	57	574	69 Rhône.....	2	51	293
89 Yonne.....	3	40	451	73 Savoie.....	3	37	305
Bourgogne.....	15	172	2 044	74 Savoie (Haute-).....	4	33	292
59 Nord.....	6	76	652	Rhône-Alpes.....	25	330	2 878
62 Pas-de-Calais.....	7	68	897	03 Allier.....	3	35	320
Nord-Pas-de-Calais.....	13	144	1 549	15 Cantal.....	3	27	260
54 Meurthe-et-Moselle.....	4	41	593	43 Loire (Haute-).....	3	35	260
55 Meuse.....	3	31	498	63 Puy-de-Dôme.....	5	61	470
57 Moselle.....	9	51	726	Auvergne.....	14	158	1 310
88 Vosges.....	3	31	516	11 Aude.....	3	34	437
Lorraine.....	19	154	2 333	30 Gard.....	3	45	353
67 Rhin (Bas-).....	7	44	521	34 Hérault.....	3	46	343
68 Rhin (Haut-).....	6	31	377	48 Lozère.....	2	25	185
Alsace.....	13	75	898	66 Pyrénées-Orientales.....	3	30	224
25 Doubs.....	3	35	594	Languedoc-Roussillon.....	14	180	1 542
39 Jura.....	3	34	545	04 Alpes-de-Haute-Provence.....	4	30	200
70 Saône (Haute-).....	2	32	545	05 Alpes (Hautes-).....	2	30	176
90 Belfort (Territoire de).....	1	15	101	06 Alpes-Maritimes.....	2	51	163
Franche-Comté.....	9	116	1 785	13 Bouches-du-Rhône.....	4	47	119
44 Loire-Atlantique.....	4	59	221	83 Var.....	3	41	153
49 Maine-et-Loire.....	4	41	364	84 Vaucluse.....	3	24	151
53 Mayenne.....	3	32	262	Provence-Alpes-			
72 Sarthe.....	3	40	375	Côte d'Azur.....	18	223	962
85 Vendée.....	3	31	283	2A Corse-du-Sud.....	2	22	124
Pays de la Loire.....	17	203	1 505	2B Haute-Corse.....	3	30	236
				Corse.....	5	52	360
				FRANCE.....	326	3 827	36 538

2 POPULATION

PRÉSENTATION

La *population* totale de la France métropolitaine, au *recensement* de février 1975, était de 52,6 millions d'habitants; à celui du 4 mars 1982, elle était de 54,4 millions [1]. Entre deux recensements, la mesure de la population est mise à jour chaque année par les statistiques, excellentes, de l'état civil, et celles, médiocres, des migrations extérieures.

La *pyramide des âges* met en lumière la « montée des jeunes » (*générations* nombreuses nées après 1945), suivie d'une baisse de la natalité après 1974; les « classes creuses » nées pendant la première guerre mondiale laissent apparaître un déficit de naissances quand ces générations sont arrivées à l'âge de la fécondité [1] [2]. Sur les 55 754 000 habitants de la France au 1^{er} janvier 1988, 28,2 % ont moins de 20 ans, 58,2 % ont de 20 à 64 ans et 13,6 % ont 65 ans ou plus. De 1980 à 1985, la proportion des personnes de 65 ans ou plus a diminué en raison de l'arrivée progressive à l'âge de 65 ans des générations creuses de 1915-1919. Cette tendance s'est inversée en 1986 [1] [2] [3].

La proportion de jeunes de moins de 15 ans, supérieure au tiers pour l'ensemble du monde, est de l'ordre du cinquième en Europe occidentale [4] [5].

SOURCES

[1] « Bilan démographique de 1984 », *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, janvier 1985, p. 84, 92 et 93.

[2] « Bilan démographique de 1987 », *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, janvier 1988, p. 92 à 94.

[3] « Tableaux démographiques et sociaux » par Marcel Croze, INSEE-INED, 1976, suppl. 1979 et 1982 (tableau 18).

[4] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 3.11, p. 110 et 111 (annuel).

[5] *Annuaire démographique 1985*, Nations unies, tabl. 2, p. 132, 133.

DÉFINITIONS

● **État civil.** Les statistiques des naissances, mariages, décès sont établies par l'INSEE à partir des doubles des déclarations correspondantes, transmis par les mairies.

● **Recensement de la population.** Opération consistant, d'après la définition retenue par l'Organisation des Nations unies (ONU) à « recueillir, grouper, évaluer, analyser et publier les données démographiques, économiques et sociales se rapportant, à un moment donné, à tous les habitants d'un pays ».

● **Pyramide des âges.** La représentation graphique traditionnelle « en rectangles » de la répartition d'une population classée selon un critère numérique continu est dite « histogramme ».

La pyramide des âges est constituée de deux histogrammes, un pour chaque sexe, où les effectifs sont portés horizontalement et les âges verticalement.

● **Génération.** Dans son acception démographique, ce mot désigne l'ensemble des personnes nées la même année civile. Exemple : « la génération 1946 ».

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'évolution de la structure par âge de la population et politiques futures », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1985.

● « La population française de 1950 à 2010 », *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 1.

● « De l'adolescence à la vie adulte : les 15-24 ans », *Ecoflash*, INSEE-CNGP, n° 20.

● « Jeunes d'aujourd'hui - Regards sur les 15-25 ans en France », *Notes et Études documentaires*, n° 4843, la Documentation française, 1987.

● « Seizième rapport sur la situation démographique de la France », INED, 1987.

● « Le déséquilibre des sexes », *Population et sociétés*, INED, n° 221, février 1988.

**PYRAMIDE DES ÂGES
DE LA FRANCE
AU 1^{er} JANVIER 1988 [2]**

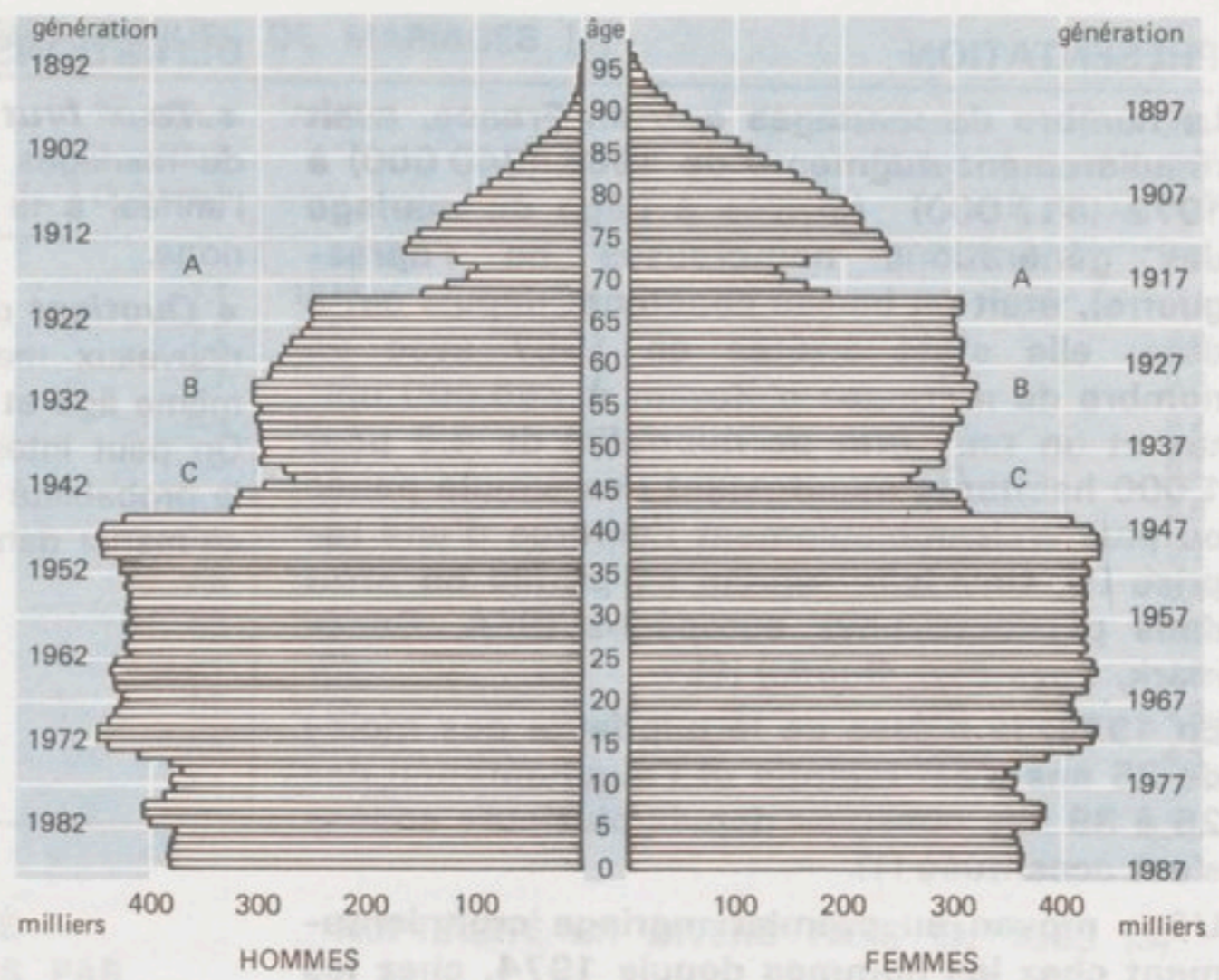
Effectifs de générations annuelles (en milliers)

Légende :

A : Déficit des naissances dû à la guerre de 1914-1918 (classes creuses).

B : Passage des classes creuses à l'âge de la fécondité.

C : Déficit des naissances dû à la guerre de 1939-1945.



POPULATION PAR GRAND GROUPE D'ÂGES — ÂGE MOYEN AU 1^{er} JANVIER [1] À [3]

Années	Moins de 20 ans %	20 ans à 64 ans %	65 ans et plus %	Âge moyen (années)	Années	Moins de 20 ans %	20 ans à 64 ans %	65 ans et plus %	Âge moyen (années)
1931	30,0	60,4	9,6	34,1	1976	31,8	54,7	13,5	35,1
1946	29,5	59,4	11,1	35,6	1977	31,5	54,9	13,6	35,3
1951	30,3	58,3	11,4	35,2	1978	31,2	55,0	13,8	35,4
1956	31,1	57,4	11,5	35,0	1979	30,9	55,2	13,9	35,6
1962	33,1	55,1	11,8	34,9	1980	30,6	55,4	14,0	35,7
1964	33,7	54,4	11,9	34,8	1981	30,3	55,9	13,8	35,8
1966	34,2	53,6	12,2	34,7	1982	30,0	56,6	13,5	35,9
1968	33,8	53,6	12,6	34,8	1983	29,8	57,0	13,2	36,0
1970	33,2	54,0	12,8	34,8	1984	29,4	57,7	12,9	36,1
1972	32,7	54,3	13,0	34,9	1985	29,1	58,1	12,8	36,3
1973	32,6	54,3	13,1	34,9	1986	28,8	58,1	13,1	36,4
1974	32,4	54,3	13,3	34,9	1987	28,5	58,2	13,3	36,5
1975	32,1	54,5	13,4	35,0	1988	28,2	58,2	13,6	36,7

RÉPARTITION DE LA POPULATION EN TROIS GROUPES D'ÂGES EN 1985 [4] [5]

(%)

Pays	Moins de 15 ans		15 ans à 64 ans		65 ans et plus		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Allemagne (RF)	7,7	7,4	35,0	35,0	5,1	9,7	47,8	52,2
France	10,9	10,3	32,9	32,9	5,0	8,0	48,8	51,2
Italie	9,9	9,4	33,5	34,3	5,2	7,7	48,6	51,4
Pays-Bas	10,0	9,5	34,7	33,8	4,8	7,2	49,5	50,5
Belgique	9,7	9,2	33,7	33,6	5,4	8,4	48,8	51,2
Royaume-Uni	9,9	9,4	32,9	32,8	5,9	9,2	48,7	51,3
Europe des Douze	10,3	9,5	33,4	33,5	5,2	8,3	48,6	51,4
États-Unis	11,1	10,6	32,7	33,6	4,8	7,1	48,7	51,3
Japon (1984)	11,3	10,7	33,8	34,2	4,1	5,8	49,2	50,8
URSS (1980)	12,4	11,9	31,3	34,3	3,0	7,1	46,7	53,3
Europe (sans URSS)	10,8	10,2	33,2	33,4	4,9	7,5	48,9	51,1
Amérique septentrionale (y compris Hawaii)	11,0	10,6	33,1	33,8	4,6	6,9	48,7	51,3
Amérique latine	19,2	18,7	28,7	28,7	2,2	2,5	50,1	49,9
Afrique	22,7	22,3	25,6	26,3	1,4	1,6	49,7	50,3
Asie (sans URSS)	17,8	16,7	31,3	29,5	2,2	2,5	51,3	48,7
dont : Chine	15,4	14,4	33,8	31,1	2,4	2,9	51,6	48,4
Océanie (non compris Hawaii)	14,2	13,4	32,5	31,3	3,7	4,9	50,4	49,6
Monde	17,1	16,3	30,7	30,0	2,5	3,4	50,3	49,7

2 POPULATION

PRÉSENTATION

Le nombre de mariages qui, en France, avait régulièrement augmenté de 1966 (340 000) à 1972 (417 000) (arrivée à l'âge du mariage des générations nombreuses de l'après-guerre), était en baisse constante depuis cette date; elle s'est arrêtée en 1987 avec un nombre de mariages s'élevant à 266 000 unités et un *taux brut de nuptialité* de 4,8 pour 1 000 habitants manifestant une simple pause ou plus vraisemblablement l'amorce d'une reprise [1]. Une telle reprise se profile en effet dans plusieurs pays européens (RFA, Danemark, Pays-Bas, Suède) [1].

En 1986, la baisse de la nuptialité des moins de 25 ans s'est ralentie et l'augmentation des 25 à 39 ans observée depuis plusieurs années s'est accentuée [1].

L'âge moyen au premier mariage croît lentement chez les hommes depuis 1974, chez les femmes depuis 1975 et atteint, en 1986, respectivement 26,6 et 24,6 ans [1]. La courbe des taux de nuptialité des célibataires passe par un maximum peu avant ces âges [2].

Au 1^{er} janvier 1987, le nombre de veuves dépasse 3 millions pour 650 000 veufs [2].

Les années 1970 ont connu un accroissement, sans précédent en période de paix, du nombre de divorces. Il dépassait pour la première fois le nombre de 100 000 en 1984, soit 81 divorces pour 10 000 couples mariés (58 ‰ en 1978, 37 ‰ en 1972) [3]. En 1987, un mariage sur 4 se termine par un divorce. [4].

SOURCES

- [1] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, p. 92 à 96, janvier 1988 (et numéros précédents).
 [2] « La situation démographique en 1986. Mouvement de la population » par Brigitte Faur et Yves Court, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 127, p. 48 à 50, 54, 55 et 81.
 [3] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 3.12, p. 112 (annuel).
 [4] *Population et société*, INED, n° 220, janvier 1988.

DÉFINITIONS

● *Taux brut de nuptialité*. Rapport du nombre de mariages au cours d'une période (en général l'année) à la population totale en milieu de période.

● *Quotient de nuptialité*. Rapport du nombre de nouveaux mariés au nombre de célibataires du même âge et du même sexe en début de période. On peut interpréter ce quotient comme montrant la probabilité qu'a, à chaque âge, un célibataire de se marier dans l'année.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Population et sociétés*, INED : n° 210, février 1987 : « Du mariage » par Michel-Louis Lévy; n° 215, juillet 1987 : « Le divorce et après » par P. Festy et J.-F. Valetas.
 ● « Évolution de la nuptialité et de la divortialité en Europe depuis la fin des années 60 », *Population*, revue de l'INED, n° 3, mai-juin 1986.
 ● *Économie et statistique*, INSEE : n° 187, avril 1986 : « Mariage et premier enfant : un lien qui se défait » par Guy Desplanques et Michel de Saboulin; n° 204, novembre 1987 : « La saison des mariages » par B. Lutinier.

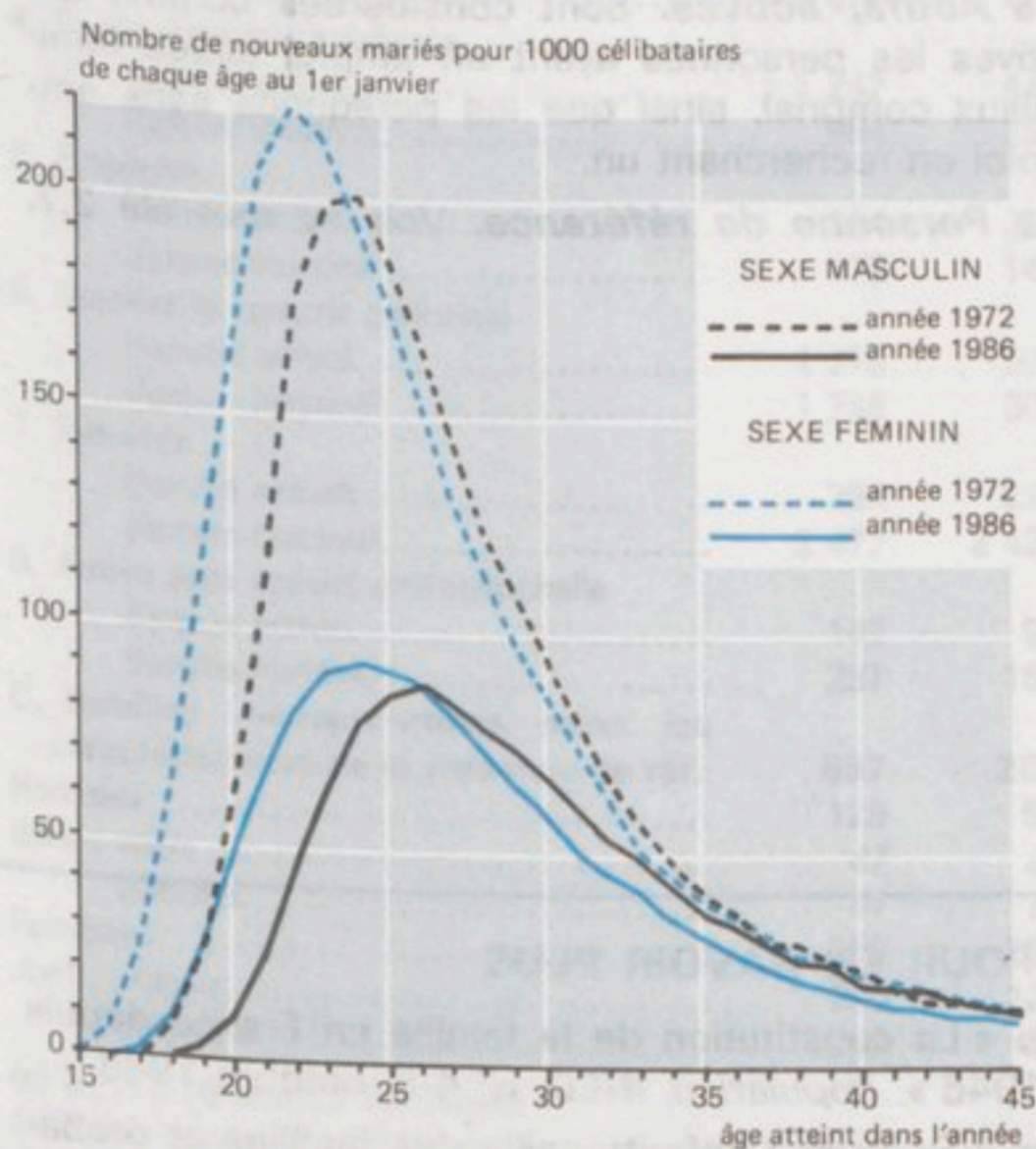
2.2 MARIAGES

NOMBRE ANNUEL DE MARIAGES [1]

Année	Nombre absolu Milliers	Taux brut de nuptialité (p. 1 000 hab.)	Année	Nombre absolu Milliers	Taux brut de nuptialité (p. 1 000 hab.)
1963	340	7,1	1976	374	7,1
1964	348	7,2	1977	368	6,9
1965	346	7,1	1978	355	6,6
1966	340	6,9	1979	340	6,4
1967	346	7,0	1980	334	6,2
1968	357	7,1	1981	315	5,8
1969	381	7,6	1982	312	5,7
1970	394	7,8	1983	301	5,4
1971	406	7,9	1984	281	5,1
1972	417	8,1	1985	269	4,9
1973	401	7,7	1986	266	4,8
1974	395	7,5	1987 (e)	266	4,8
1975	387	7,4			

(e) Évaluation provisoire.

QUOTIENT DE NUPTIALITÉ DES PERSONNES CÉLIBATAIRES PAR SEXE ET ÂGE [2]



NUPTIALITÉ EN DIVERS PAYS EN 1985 [3]

	%	Nombre de mariages (milliers)
Belgique	5,8	58
Danemark	5,7	30
RFA	6,0	365
Grèce	6,4	64
Espagne (a)	5,0	192
FRANCE	4,9	269
Irlande	5,3	19
Italie	5,2	296
Luxembourg	5,3	5
Pays-Bas	5,7	83
Portugal	6,7	69
Royaume-Uni	6,9	393
Europe des Douze	5,7	1842
Norvège	5,0	21
Suède	4,6	38
Suisse	6,1	39
Autriche	5,9	43
Finlande	5,2	26
URSS (a)	9,6	2634
USA	10,1	2425
Canada	7,1	181
Japon	6,2	740

(a) 1984

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS PAR SEXE, GROUPE D'ÂGES ET ÉTAT MATRIMONIAL AU 1^{er} JANVIER 1987 [2]

(milliers)

Âge en années révolues	Hommes					Femmes				
	Célib.	Mariés	Veufs	Div.	Total	Célib.	Mariées	Veuves	Div.	Total
15-29	5 113	1 287	2	54	6 456	4 278	1 937	9	103	6 327
30-39	797	3 245	11	286	4 339	564	3 305	47	361	4 277
40-49	302	2 582	25	222	3 132	222	2 448	107	262	3 039
50-59	292	2 497	71	145	3 005	216	2 369	345	186	3 116
60-69	190	1 864	124	77	2 255	207	1 657	675	121	2 660
70-79	106	1 028	205	36	1 375	173	771	1 071	77	2 092
80 et plus	38	318	208	11	575	130	173	985	33	1 321
Total (15 ans et plus)	6 838	12 821	646	832	21 137	5 790	12 660	3 239	1 143	22 832

2 POPULATION

PRÉSENTATION

En vingt ans, le nombre de *ménages* s'est accru de 34,3 %, passant de 14,6 millions en 1962 à 19,6 millions en 1982 [1].

La progression du nombre des *familles monoparentales* (887 000 en 1982, 933 000 en 1985) s'est poursuivie depuis 1975 : 85 % de ces familles monoparentales ont pour chefs des femmes qui élèvent seules leurs enfants. La répartition par état matrimonial des mères de familles monoparentales suggère que cette situation résulte le plus souvent d'une rupture d'union; 17 % d'entre elles seulement sont célibataires. Le nombre de ces dernières a cependant progressé de plus de 50 % depuis 1975. Ces évolutions se traduisent par des transformations importantes pour les *couples* : raréfaction des familles nombreuses et augmentation du nombre des couples où la femme travaille [1]. Depuis 1975, le nombre de *familles* ayant trois enfants ou plus (de moins de 17 ans) a diminué, alors que le nombre des autres familles a augmenté. Dans deux couples sur trois dont la *personne de référence* a moins de 40 ans, les deux conjoints sont *actifs* [1]. La proportion des ménages d'une personne est particulièrement élevée en Île-de-France (30,2 %) du fait de leur surreprésentation dans la ville de Paris (48 %) [1]. En règle générale, la part de ce type de ménage dans les communes augmente avec la population de ces communes. Pour l'ensemble de la France, un ménage sur quatre est constitué d'une seule personne [1].

SOURCES

[1] *Recensement général de la population de 1982*, Principaux résultats. Sondage au 1/20. France métropolitaine, INSEE, p. 71, 97 à 99.

DÉFINITIONS

● **Ménage**. Ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Un ménage, au sens statistique, peut ne comprendre qu'une seule personne.

● **Famille**. Partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple, légitime ou non, et, le cas échéant, de ses enfants célibataires de moins de 25 ans, soit d'un parent isolé et de ses enfants célibataires de moins de 25 ans. Les membres d'un ménage n'appartenant pas à une famille sont dénommés « isolés ». Les enfants célibataires âgés de plus de 25 ans d'un couple sont ainsi classés comme isolés, de même que les ascendants sans conjoint d'un couple.

● **Famille monoparentale**. Elle comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires de moins de 25 ans.

● **Couple**. Couple de fait, légitime ou non.

● **Actifs, actives**. Sont considérées comme actives les personnes ayant un emploi (aides familiaux compris), ainsi que les personnes sans emploi en recherchant un.

● **Personne de référence**. Voir au mot clé 2.7.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « La constitution de la famille en France depuis 1946 », *Population*, INED, n° 4-5, octobre 1986.

● « Rang des enfants, taille des familles et probabilité d'agrandissement », *Population et sociétés*, n° 206, octobre 1986.

● « Cycle de vie et milieu familial », *Les Collections de l'INSEE*, D 117, mars 1987.

● « Familles d'hier et d'aujourd'hui », *Ecoflash*, n° 21, septembre 1987.

● « Le mode de garde des enfants », par C. Marie-Sainte, Délégation à la condition féminine, juin 1987.

● *Économie et statistique*, INSEE, « La politique familiale de 1970 au Plan Famille », n° 203, octobre 1987; « De moins en moins de familles nombreuses », n° 204, novembre 1987.

2.3 FAMILLES

FAMILLES SELON LA NATIONALITÉ DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE,
LA COMPOSITION, LE NOMBRE ET L'ÂGE DES ENFANTS EN 1982 [1]

Caractéristiques de la famille	Nombre total de familles	Familles comprenant... enfants de 0 à 16 ans					Nombre total d'enfants (a)	Nombre moyen d'enfants (a) (b)
		0	1	2	3	4 ou +		
A. Ensemble des familles selon la nationalité de la personne de référence	14 119	7 130	3 201	2 498	919	371	12 647	0,90
Français de naissance.....	12 714	6 514	2 913	2 250	788	250	10 883	0,86
Français par acquisition.....	502	301	92	70	26	14	375	0,75
Étrangers.....	903	316	196	179	105	107	1 389	1,54
B. Familles comprenant un couple selon les caractéristiques des conjoints	13 232	6 844	2 830	2 341	869	348	11 710	0,89
C.S. de l'homme (c) :								
1. Agriculteurs exploitants								
(femme active).....	480	257	99	79	33	12	408	0,88
(femme inactive).....	201	101	39	36	17	8	196	0,98
2. Artisans, commerçants, chefs d'entrep.								
(femme active).....	643	294	176	136	32	6	568	0,88
(femme inactive).....	414	179	92	90	39	14	451	1,09
3. Cadres, professions intellectuelles sup.								
(femme active).....	652	244	187	174	41	6	681	1,04
(femme inactive).....	570	230	123	142	59	15	649	1,14
4. Professions intermédiaires								
(femme active).....	1 242	474	398	309	54	7	1 208	0,97
(femme inactive).....	684	259	156	173	78	19	816	1,19
5. Employés								
(femme active).....	714	302	226	152	29	6	640	0,90
(femme inactive).....	418	144	97	102	54	20	556	1,33
6. Ouvriers (y compris agricoles)								
(femme active).....	2 279	908	743	484	116	28	2 182	0,96
(femme inactive).....	1 785	500	378	418	297	193	3 012	1,69
7. Retraités								
(femme active).....	294	277	13	3	1	ε	22	0,08
(femme inactive).....	2 477	2 426	37	8	3	3	75	0,03
8. Autres sans activité professionnelle								
(femme active).....	142	95	29	14	4	2	77	0,54
(femme inactive).....	237	156	37	23	12	10	166	0,71
C. Familles monoparentales selon les caractéristiques de la personne de réf.	887	286	371	157	49	23	937	1,06
Hommes.....	129	53	48	19	6	3	116	0,90
dont : veufs.....	47	26	14	5	2	1	33	0,71
divorcés.....	41	14	18	7	2	ε	39	0,95
Femmes.....	758	233	323	138	43	20	820	1,08
dont : veuves.....	230	128	61	27	9	5	167	0,73
divorcées.....	299	67	131	72	20	8	374	1,25

(a) De 0 à 16 ans. (b) Par famille.

(c) Selon la nouvelle nomenclature en vigueur (*Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles PCS*, INSEE, 1983).

FAMILLES SELON LE NOMBRE D'ENFANTS
DE 0 À 16 ANS [1]

Nombre d'enfants de 0 à 16 ans par famille	Nombre de familles (milliers)		
	1968	1975	1982
0 enfant.....	5 813	6 367	7 130
1 enfant.....	2 622	3 026	3 201
2 enfants.....	1 891	2 196	2 498
3 enfants.....	951	959	919
4 enfants.....	417	362	241
5 enfants et plus.....	360	266	130
Ensemble des familles..	12 054	13 177	14 119
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans.....	13 044	13 287	12 647
Nombre moyen d'enfants de 0 à 16 ans par famille.....	1,08	1,01	0,90

NOMBRE MOYEN DE PERSONNES
PAR MÉNAGE ET PROPORTION DE MÉNAGES
D'UNE PERSONNE SELON LA CATÉGORIE
DE COMMUNE EN 1982 [1]

Catégorie de commune	Nombre moyen de personnes par ménage	Proportion de ménages d'une personne (%)
Ensemble des communes....	2,7	24,6
Communes rurales.....	2,9	20,3
Communes urbaines.....	2,6	26,0
Communes appartenant à une unité urbaine de :		
— moins de 20 000 hab. ...	2,8	21,3
— 20 000 à 100 000 hab. ...	2,7	23,9
— 100 000 à 200 000 hab. ...	2,6	26,0
Agglomération de Paris.....	2,4	31,8

2 POPULATION

PRÉSENTATION

Le nombre annuel de naissances en France, environ 600 000 avant la guerre de 1939, a bondi à plus de 800 000 à partir de 1946. Maximal en 1971, minimal en 1976, il est de 770 000 naissances en 1987, le *taux de natalité* est de 13,8 ‰ [1]. La proportion de naissances hors mariage en 1986 est de 21,9 % contre 15,9 % en 1983 et 9,4 % en 1978. Le nombre total de naissances légitimes est en baisse malgré une sensible remontée des naissances de rang 3 depuis 1984, de rang 4 ou plus depuis 1985 [1]. L'excédent masculin à la naissance en 1986 est de l'ordre de 5 ‰ [5].

La fécondité est en baisse depuis 1964 : le *taux brut de reproduction* qui était, cette année-là, de 142 filles pour 100 femmes a baissé continûment jusqu'en 1976, le seuil de 100 ayant été franchi en 1975; en 1986, ce taux est de 90 [1] [2]. Cette baisse, à peu près simultanée dans la plupart des pays occidentaux, a été compensée jusqu'en 1973 par l'arrivée à l'âge de la maternité des générations nombreuses nées après la guerre; en 1986, les enfants de rang 4 et au-delà ne représentaient plus que 8,3 % des naissances légitimes contre 16,6 % en 1969 [1].

Les *taux de fécondité par âge* sont maximaux à vingt-cinq ans : 156 naissances pour 1 000 femmes de cet âge en 1986 [3].

Le taux de natalité, entre 10 et 15 ‰ en Europe, atteint ou dépasse souvent 35 ‰ en Afrique, Asie et Amérique latine, régions où le *taux de fécondité générale* est très élevé [4].

SOURCES

[1] *Bulletin mensuel de statistique*, statistiques mensuelles, INSEE, n° 1, janvier 1988 (et numéros précédents).

[2] « Tableaux démographiques et sociaux » par M. Croze, INSEE-INED, 1976, p. 62; suppl. 1979, p. 47.

[3] « La situation démographique en 1986. Mouvement de la population » par Brigitte Faur et Yves Court, *Les Collections de l'INSEE*, avril 1988.

[4] *Annuaire démographique 1985*, Nations unies, tabl. 4, p. 144 à 150.

[5] « Les naissances en 1986 », par V. Guyon, *Premiers résultats*, INSEE, n° 105, octobre 1987, p. 1.

DÉFINITIONS

● *Taux de natalité*. Rapport du nombre de naissances vivantes au cours d'une période (en général l'année) à la population totale au milieu de la période.

● *Taux de fécondité par âge*. Rapport du nombre d'enfants nés des femmes d'une même *génération* à l'effectif de la génération en début de période. La somme des taux de fécondité des femmes de 15 à 49 ans (établis pour la même année) est appelée somme des naissances réduites.

● *Taux brut de reproduction*. Nombre de filles que mettrait au monde une génération fictive de 100 femmes soumises à chaque âge aux conditions de fécondité observées pendant l'année considérée. Ce nombre est égal à la somme des naissances réduites multipliée par 48,8 ‰, proportion de filles dans chaque génération.

● *Taux de fécondité générale*. Rapport du nombre de naissances au cours d'une période (en général l'année) à la population de femmes fécondes en milieu de période. Les femmes réputées fécondes sont celles âgées de 15 à 49 ans.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Données sociales*, INSEE édition 1987 : « Fécondité à la ville et à la campagne », par O. Sautory, chap. 5; « Activité féminine et fécondité » par G. Desplanques, chap. 7.

● « La seconde révolution contraceptive. La régulation des naissances en France de 1950 à 1985 », par H. Léridon, Y. Charbit, P. Collomb, J. P. Sardon, L. Toulemon, *Travaux et documents*, INED, cahier n° 117, 1987.

● « Le déséquilibre des sexes », par M. L. Lévy, *Population et sociétés*, INED, n° 221, février 1988.

2.4 NAISSANCES

NOMBRE ANNUEL DE NAISSANCES [1]

Année	Nombre absolu Milliers	Taux brut de natalité (p. 1 000 hab.)	Année	Nombre absolu Milliers	Taux brut de natalité (p. 1 000 hab.)
1967	841	17,0	1978	737	13,8
1968	836	16,7	1979	757	14,1
1969	842	16,7	1980	800	14,9
1970	850	16,7	1981	805	14,9
1971	881	17,1	1982	797	14,6
1972	878	17,0	1983	749	13,6
1973	857	16,4	1984	760	13,8
1974	801	15,3	1985	769	13,9
1975	745	14,1	1986	778	14,1
1976	720	13,6	1987 (e)	770	13,8
1977	745	14,0			

(e) Évaluation provisoire.

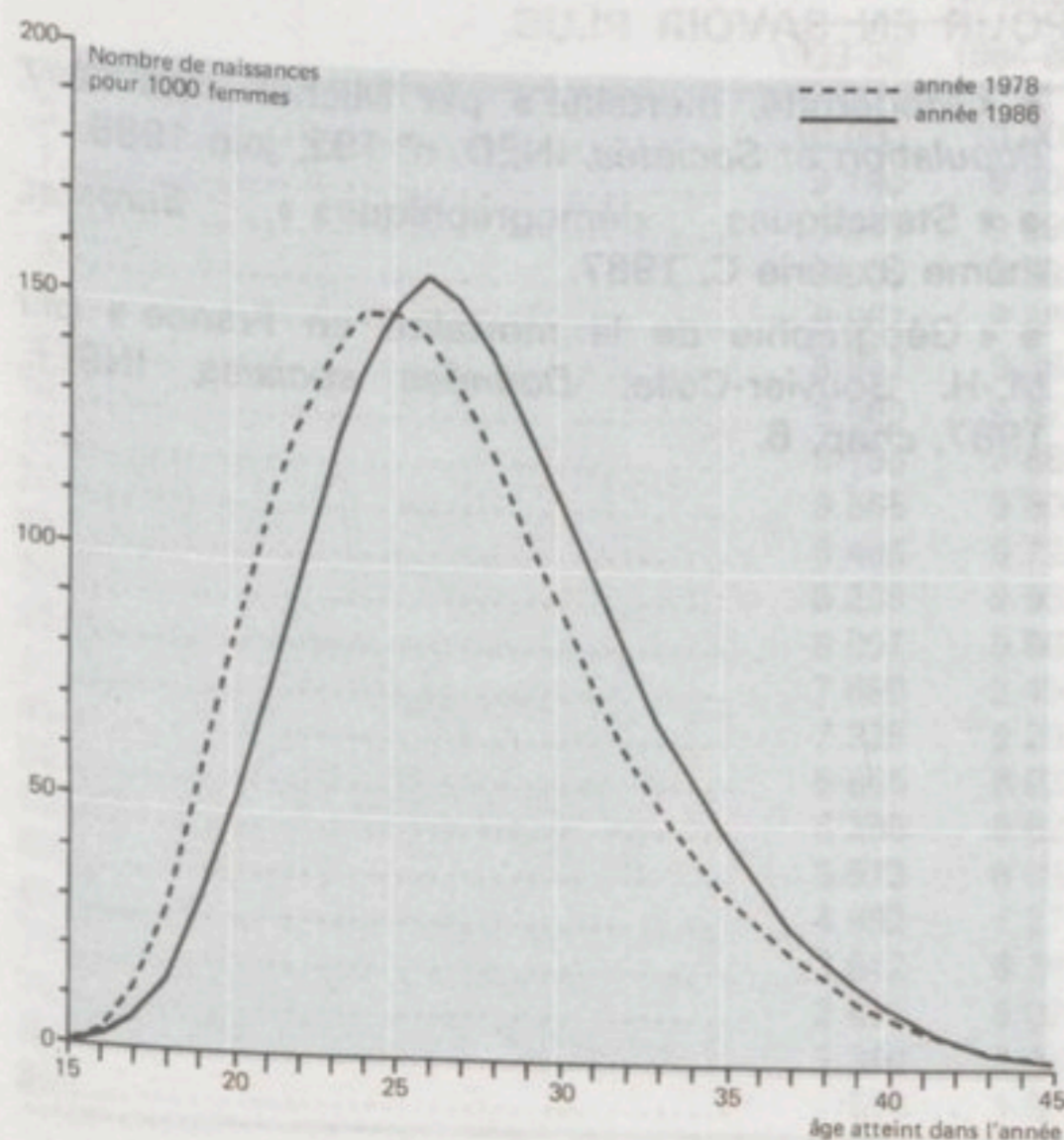
TAUX BRUT DE REPRODUCTION EN FRANCE [1] [2] [3]

Périodes	Pour 100 femmes	Années	Pour 100 femmes
1806-1810	199	1981	95
1826-1830	192	1982	93
1851-1855	165	1983	87
1876-1880	169	1984	88
1901-1905	137	1985	89
1911-1913	120	1986	90
1920-1925	120		
1926-1930	112		
1931-1935	106		
1936-1938	102		
1946-1950	146		
1951-1955	133		
1956-1960	132		
1961-1965	139		
1966-1970	127		
1971-1975	109		
1976-1980	91		

RÉPARTITION DES NAISSANCES LÉGITIMES SELON LE RANG DE NAISSANCES [1]

Années	Milliers de naiss. légitimes	Rang			
		1	2	3	4 et +
		%	%	%	%
1971	817	43,4	28,1	13,9	14,6
1972	809	44,9	28,6	13,2	13,3
1973	785	45,7	29,2	12,8	12,3
1974	732	46,8	30,0	12,1	11,1
1975	682	48,2	31,0	11,3	9,5
1976	659	48,9	32,4	10,8	7,9
1977	679	48,1	33,6	11,0	7,3
1978	668	47,8	34,0	11,4	6,8
1979	680	45,7	34,8	12,9	6,6
1980	709	44,2	34,6	14,6	6,6
1981	703	42,7	34,1	15,7	7,5
1982	684	42,9	34,6	14,7	7,8
1983	630	43,8	35,3	13,2	7,7
1984	625	43,2	35,1	13,9	7,8
1985	618	42,2	34,9	14,9	8,0
1986	608	41,2	34,9	15,6	8,3

TAUX DE FÉCONDITÉ PAR ÂGE [3]



TAUX BRUT DE NATALITÉ ET TAUX DE FÉCONDITÉ DANS DIVERS PAYS [4]

Pays	Année	Taux brut de natalité p. 1 000 hab.	Taux de fécondité p. 1 000 fem. 15 à 49 ans
France	1985	14,1	57,1
Allemagne (RF)	1985	9,6	(a) 37,3
Belgique	1985	11,5	(b) 50,6
Italie	1985	10,1	(b) 44,8
Royaume-Uni	1984	12,9	(c) 53,3
Pays-Bas	1985	12,3	(a) 46,5
Danemark	1985	10,6	(a) 40,9
Espagne	1982	13,4	(d) 59,8
URSS	1984	19,6	(g) (f) 55,5
États-Unis	1985	15,7	(h) 66,1
Japon	1984	12,5	48,4
Mexique (e)	1980-85	33,9	146
Brésil (e)	1980-85	30,6	122
Nigeria (e)	1980-85	50,4	231
Tunisie (e)	1980-85	32,8	151,9
Chine (e)	1980-85	19,0	76

(a) 1984. (b) 1982. (c) 1983. (d) 1981. (e) Estimation (f) 1973. (g) Pour 1 000 femmes de 10 à 49 ans. (h) Pour 1 000 femmes de 15 à 44 ans.

2 POPULATION

PRÉSENTATION

Depuis une trentaine d'années, le nombre des décès oscille en France entre 510 000 et 570 000 par an. En 1987, il y a eu 529 000 décès soit 21 000 de moins qu'en 1986, ce qui correspond à un *taux de mortalité* de 9,5 pour 1 000 habitants. Une mortalité identique à celle de 1986 aurait entraîné un accroissement du nombre des décès d'environ 9 000, du fait de l'augmentation et surtout du vieillissement de la population [1]. Le *quotient de mortalité* est plus élevé chez les hommes à tous les âges [2]. Entre 16 et 74 ans, il est, généralement, au minimum égal au double de celui des femmes, et ceci pour des raisons socio-culturelles [2].

Avec les quotients de mortalité observés sur la période 1984-1986 sur une génération imaginaire de 10 000 garçons, 1 877 hommes survivraient à 85 ans, et sur 10 000 filles, 4 172 femmes. L'*espérance de vie* est, en 1987, de 80,3 ans pour les femmes et de 72,0 ans pour les hommes. La France figure pour la première fois parmi les pays où la vie moyenne des femmes dépasse 80 ans rejoignant le Japon, l'Islande. Depuis 1977, le gain annuel moyen d'espérance de vie est d'un peu plus de 0,2 année [1].

La carte des taux brut de mortalité pour 1986 montre une France contrastée : la France du nord et de l'est auxquelles se joignent les départements du sud bénéficiant d'une grande métropole et où les taux de mortalité sont globalement inférieurs à 11 ‰; la France du centre, de l'ouest et du sud où ce taux culmine à 17 ‰ dans la Creuse; l'île-de-France, puis les Alpes du Nord, ont une population jeune [2].

SOURCES

[1] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 4, janvier 1988, p. 92 à 96.

[2] « La situation démographique en 1986. Mouvement de la population » par Brigitte Faur et Yves Court, *Les Collections de l'INSEE*, (à paraître).

DÉFINITIONS

● *Taux de mortalité*. Rapport entre le nombre de décès d'une période (en général l'année) et la population correspondante en milieu de période. Il dépend certes des conditions de santé du pays considéré, mais surtout de la structure par âge de la population considérée.

● *Quotient de mortalité*. Rapport entre le nombre de décès subis par une population (par exemple un groupe d'âges) pendant une période (en général l'année) et l'effectif de la population en début de période.

● *Espérance de vie*. Moyenne des durées de vie d'une génération imaginaire qui serait soumise toute sa vie aux *quotients de mortalité* par âge de l'année d'observation. L'espérance de vie à la naissance prend en compte tous les quotients de mortalité y compris celui de *mortalité infantile*; l'espérance de vie à un âge déterminé ne prend en compte que les quotients de mortalité au-delà de cet âge.

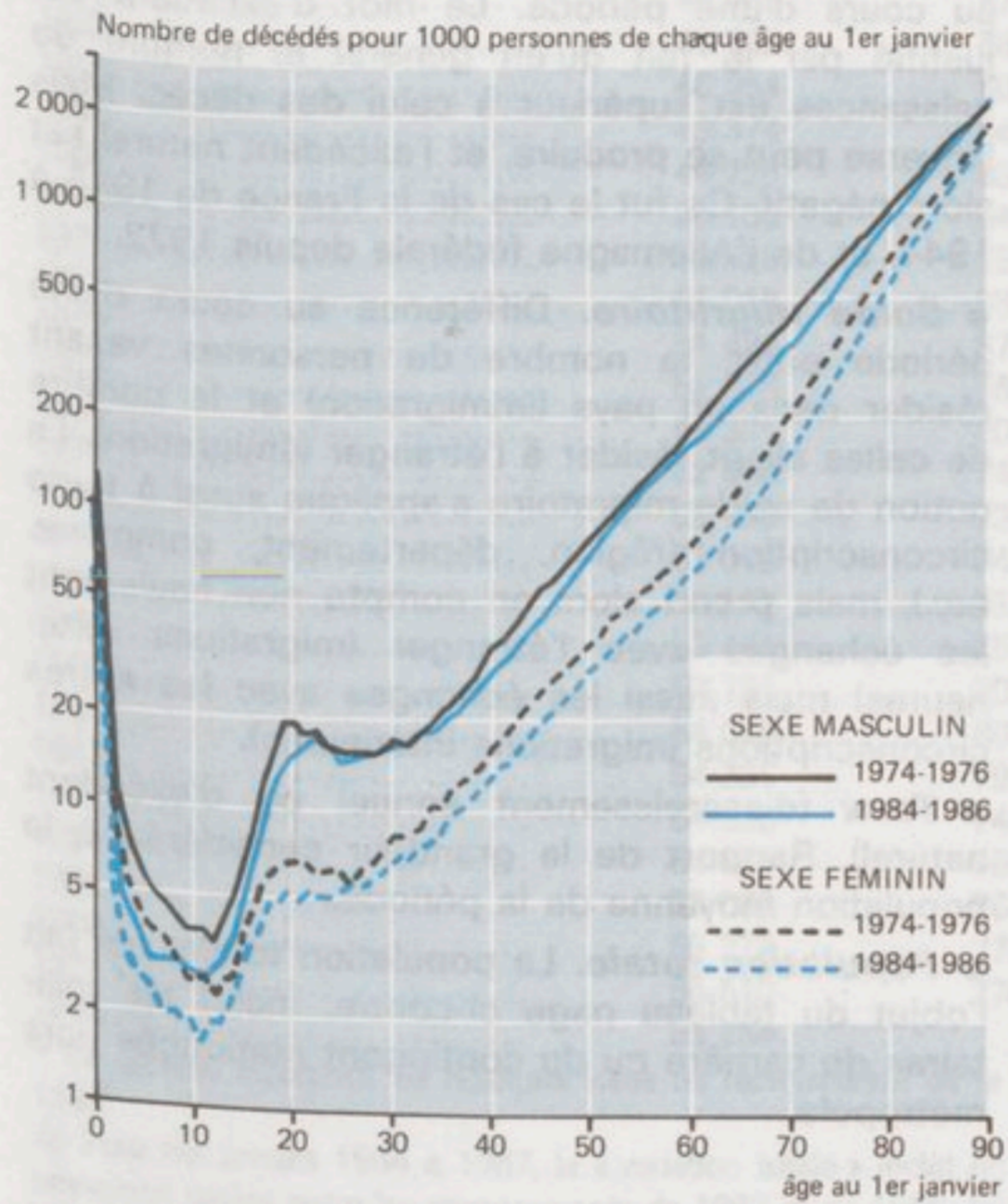
POUR EN SAVOIR PLUS

● « Modernité, mortalité » par Michel-Louis Lévy, *Population et Sociétés*, INED, n° 192, juin 1985.

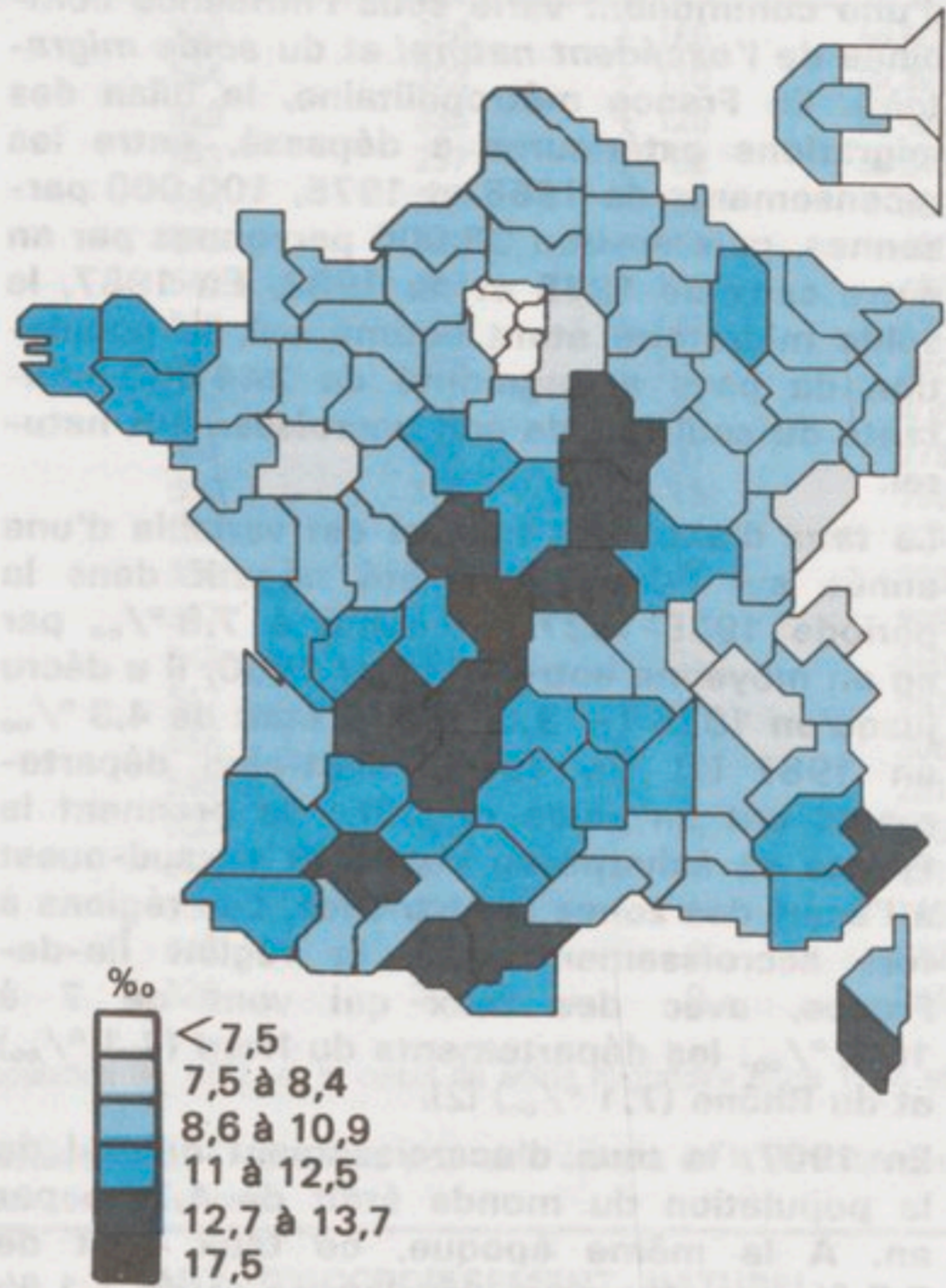
● « Statistiques démographiques », *Eurostat*, thème 3, série C, 1987.

● « Géographie de la mortalité en France » par M.-H. Bouvier-Colle, *Données sociales*, INSEE, 1987, chap. 6.

QUOTIENT DE MORTALITÉ PAR SEXE ET ÂGE DU DÉCÉDÉ [2]



TAUX BRUT DE MORTALITÉ EN 1986 [2]



2

TABLE DE MORTALITÉ — 1984-1986 [2]

Âges (années)	Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants				Espérance de vie aux âges indiqués (années et dixièmes d'année)			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	1933-38	1984-86	1933-38	1984-86	1933-38	1984-86	1933-38	1984-86
0.....	10 000	10 000	10 000	10 000	55,6	71,3	61,4	79,5
1.....	9 180	9 906	9 366	9 928	59,5	71,0	64,5	79,1
2.....	9 049	9 899	9 248	9 921	59,4	70,0	64,3	78,1
3.....	9 000	9 893	9 203	9 917	58,7	69,1	63,6	77,2
4.....	8 967	9 889	9 173	9 914	57,9	68,1	62,8	76,2
5.....	8 942	9 885	9 150	9 912	57,1	67,1	62,0	75,2
10.....	8 860	9 871	9 072	9 901	52,6	62,2	57,5	70,3
15.....	8 796	9 856	9 004	9 892	47,9	57,3	52,9	65,3
20.....	8 665	9 808	8 875	9 870	43,6	52,6	48,6	60,5
25.....	8 466	9 728	8 696	9 844	39,6	48,0	44,6	55,6
30.....	8 258	9 652	8 520	9 816	35,5	43,4	40,5	50,8
35.....	8 007	9 568	8 342	9 779	31,6	38,7	36,3	46,0
40.....	7 699	9 459	8 143	9 727	27,7	34,1	32,1	41,2
45.....	7 326	9 293	7 903	9 652	24,0	29,7	28,0	36,5
50.....	6 865	9 032	7 596	9 538	20,4	25,5	24,0	31,9
55.....	6 288	8 621	7 207	9 370	17,1	21,6	20,2	27,4
60.....	5 573	8 038	6 699	9 133	13,9	17,9	16,5	23,1
65.....	4 692	7 279	6 009	8 796	11,1	14,5	13,1	18,9
70.....	3 642	6 295	5 062	8 289	8,5	11,4	10,1	14,8
75.....	2 471	5 028	3 819	7 474	6,3	8,6	7,5	11,2
80.....	1 340	3 468	2 395	6 131	4,6	6,3	5,5	8,0
85.....	516	1 837	1 118	4 172	3,3	4,5	4,0	5,6

2 POPULATION

PRÉSENTATION

La *population* d'un pays, d'un département, d'une commune... varie sous l'influence combinée de l'*excédent naturel* et du *solde migratoire*. En France métropolitaine, le bilan des migrations extérieures a dépassé, entre les recensements de 1968 et 1975, 100 000 personnes, puis environ 38 000 personnes par an entre ceux de 1975 et de 1982. En 1987, le solde migratoire étant estimé nul, la population du pays a augmenté de 244 000 habitants du seul fait de son accroissement naturel.

Le *taux d'excédent naturel* est variable d'une année sur l'autre; il a été négatif dans la période 1935-1937. Remonté à 7,8 ‰ par an en moyenne entre 1946 et 1950, il a décliné jusqu'en 1976 (+ 3,0 ‰). Il était de 4,3 ‰ en 1987 [1]. En 1986, vingt-cinq départements ont un solde négatif : ils prennent la France en écharpe au centre et au sud-ouest à l'écart des zones industrielles. Les régions à fort accroissement sont la région Île-de-France, avec des taux qui vont de 7 à 10,8 ‰, les départements du Nord (7,1 ‰) et du Rhône (7,1 ‰) [2].

En 1987, le taux d'accroissement naturel de la population du monde était de 1,7 ‰ par an. À la même époque, ce taux était de 0,5 ‰ pour les pays développés et de 2,1 ‰ pour les pays en développement [3].

SOURCES

[1] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, janvier 1988, Bilan démographique de 1987, p. 92 à 98 (et nos précédents).

[2] « La situation démographique en 1986. Mouvement de la population » par B. Faur et Y. Court, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 126, tabl. 37.

[3] « Tous les pays du monde (1987) », *Population et sociétés*, INED, n° 216, septembre 1987, tabl. 8.

DÉFINITIONS

● **Excédent naturel.** Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Le mot d'excédent est justifié par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et l'excédent naturel est alors négatif. Ce fut le cas de la France de 1935 à 1944, et de l'Allemagne fédérale depuis 1972.

● **Solde migratoire.** Différence au cours d'une période entre le nombre de personnes venant résider dans un pays (immigration) et le nombre de celles allant résider à l'étranger (émigration). La notion de solde migratoire s'applique aussi à toute circonscription (région, département, commune, etc.), mais prend alors en compte non seulement les échanges avec l'étranger (migrations extérieures) mais aussi les échanges avec les autres circonscriptions (migrations intérieures).

● **Taux** (d'accroissement annuel ou d'excédent naturel). Rapport de la grandeur considérée à la population moyenne de la période.

● **Population totale.** La population totale, qui fait l'objet du tableau page ci-contre, inclut les militaires de carrière ou du contingent stationnés hors métropole.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Croissance démographique régionale : les disparités s'atténuent légèrement », « Le nombre de ménages croît plus vite que la population », « Les Français en l'an 2000 », *Économie et statistique*, INSEE, n° 190, juillet-août 1986.

● « Statistiques démographiques 1985 », Eurostat, 1987.

● « Seizième rapport sur la situation démographique de la France (1986) », *Population*, INED, n° 4-5, juillet-octobre 1987.

● « Les projections démographiques », par M. L. Lévy, *Populations et sociétés*, INED, n° 213, mai 1987.

● *Rapport sur le développement dans le monde 1987*, Banque mondiale.

● « Évolution démographique récente dans les États membres du Conseil de l'Europe », Comité européen sur la population, *Conseil de l'Europe*, Strasbourg, 1986.

2.6 ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

VARIATION DE LA POPULATION TOTALE DE LA FRANCE* (a) [1]

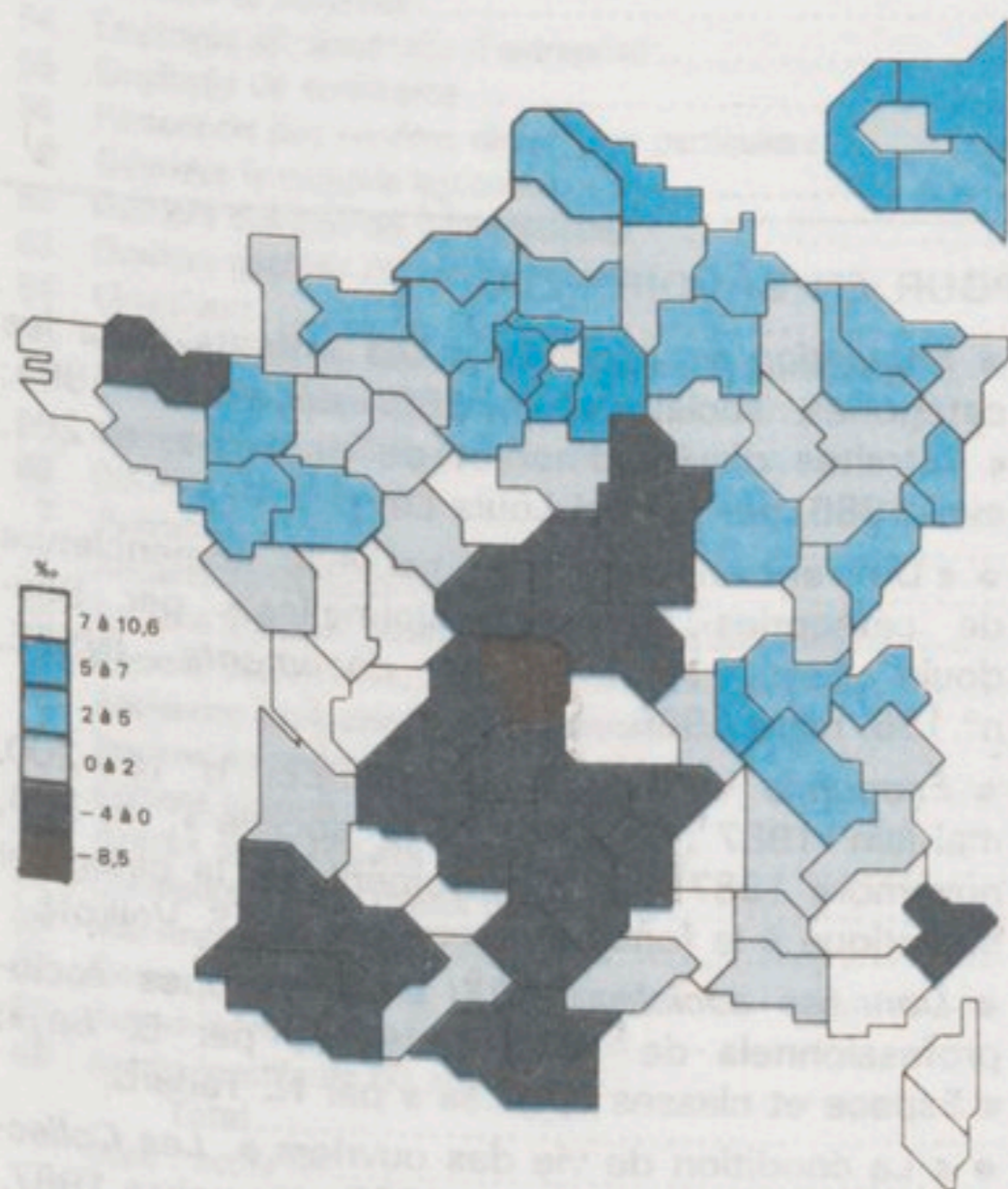
(milliers)

Année (1)	Population au 1 ^{er} janvier (2)	Naissances (3)	Décès (4)	Excédent naturel (5) = (3) - (4)	Solde migratoire (6)	Variation totale (7) = (5) + (6)
1964	48 059	878	520	358	+ 185	(a) 503
1965	48 562	866	544	322	+ 110	(a) 392
1966	48 954	864	529	335	+ 125	(a) 420
1967	49 374	840	543	297	+ 92	(a) 349
1968	49 723	836	554	282	+ 103	385
1969	50 108	842	573	269	+ 151	420
1970	50 528	850	542	308	+ 180	488
1971	51 016	881	554	327	+ 143	470
1972	51 486	878	550	328	+ 102	430
1973	51 916	857	559	298	+ 107	405
1974	52 321	801	553	248	+ 31	279
1975	52 600	745	560	185	+ 13	198
1976	52 798	720	557	163	+ 58	221
1977	53 019	745	536	209	+ 44	253
1978	53 272	737	547	190	+ 19	209
1979	53 481	757	542	215	+ 35	250
1980	53 731	800	547	253	+ 44	297
1981	54 029	806	555	251	+ 55	306
1982	54 335	797	543	254	+ 37	291
1983	54 626	749	560	189	+ 16	205
1984	54 831	760	543	217	+ 14	231
1985	55 062	768	553	215	0	215
1986	55 278	778	547	232	0	232
1987 (e)	55 510	770	526	244	0	244
1988 (e)	55 754					

* Ce tableau incorpore les résultats issus du recensement de la population de 1982, et le calcul du solde migratoire entre 1975 et 1982.

(a) Pour les années 1964 à 1967, la « variation totale » inclut un ajustement de - 40 milliers pour tenir compte de la variation des omissions nettes entre les recensements de 1962 et de 1968. (e) Évaluation provisoire.

TAUX D'EXCÉDENT NATUREL
PAR DÉPARTEMENT EN 1986
(pour 1 000 habitants) [2]



TAUX D'ACCROISSEMENT NATUREL
VERS 1987 [3]

(% par an)

Kenya	3,9
Syrie	3,8
Jordanie	3,7
Rwanda	3,7
Zimbabwe	3,5
Tanzanie	3,5
Zambie	3,5
Bostwana	3,4
Congo	3,4
Ouganda	3,4
Yemen du Nord	3,4
Nicaragua	3,4
Pays en développement	2,1
Monde	1,7
Pays développés	0,5
France	0,4
Pays-Bas	0,3
Tchécoslovaquie	0,3
Finlande	0,3
Grèce	0,3
Suisse	0,3
Portugal	0,2
Norvège	0,1
Royaume-Uni	0,1
Belgique	0,1
Italie	0,1
Bulgarie	0,1
Suède	0,1
Autriche	0,0
Luxembourg	0,0
Allemagne de l'Est	0,0
Danemark	- 0,1
Hongrie	- 0,2
Allemagne fédérale	- 0,2

2 POPULATION

PRÉSENTATION

La structure sociale de la France s'est profondément modifiée; au début du siècle, plus de 4 Français sur 10 étaient employés dans l'agriculture et 3 sur 10 dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics. En 1975, plus de la moitié des actifs travaillaient dans le *secteur tertiaire*. Ces transferts de main-d'œuvre se sont accélérés fortement depuis la dernière guerre et ces transformations sectorielles n'ont pas été sans conséquence sur les activités individuelles, si bien que la nomenclature des professions et des *catégories socioprofessionnelles* a dû être modifiée [1]. Au recensement de 1982, parmi la population des *ménages ordinaires*, les *ouvriers* constituent 33 % de la population active, les employés 27 % et les cadres et professions intermédiaires 25 %, les actifs restants étant établis à leur compte [2] [3].

Le classement selon les caractéristiques de la *personne de référence* du ménage ordinaire est différent; on compte alors 41,5 millions de personnes appartenant à un ménage dont la personne de référence est un actif; 40 % d'entre elles, soit 16,6 millions de personnes, appartiennent à un ménage dont la personne de référence est un ouvrier [2] [3].

DÉFINITIONS

● *Nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles*. Le recensement de 1982 a été l'occasion de refondre entièrement le système des nomenclatures d'emplois utilisées auparavant et qui étaient mal raccordées entre elles et souvent anciennes. Pour simplifier, il a été fait en sorte que les niveaux les plus agrégés, ceux des « catégories socioprofessionnelles » (niveaux 8, 24 et 42) soient un regroupement direct du niveau le plus fin, celui des « professions » (niveau 455). De plus, cette nouvelle nomenclature, dite PCS, permet de saisir désormais des zones particulièrement floues jusque-là. En contrepartie, les rapprochements entre les résultats du recensement de 1982 et ceux des recensements précédents sont à éviter, en attendant la réalisation des « matrices de passage » entre les nomenclatures (*Archives et documents*, INSEE, n° 156, mars 1986).

● *Ouvriers*. Ce poste comprend les salariés agricoles.

● *Ménage ordinaire*. Un ménage ordinaire est constitué de l'ensemble des occupants d'une unité d'habitation privée (local séparé et indépendant) occupée comme résidence principale.

● *Personne de référence*. Au recensement de 1982, la notion de « chef de ménage » a été remplacée par la notion de « personne de référence du ménage ». Ce peut être la personne la plus âgée ou la personne active ou la personne adulte sans conjoint, etc.

SOURCES

[1] « La population de la France en 1982. La population active », *Premiers résultats*, INSEE, n° 13, février 1984, p. 4.

[2] *Recensement général de la population de 1982*, Principaux résultats, Sondage au 1/20. France métropolitaine, INSEE, p. 61 et 68.

[3] *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles PCS*, Index alphabétique, INSEE, 1983, p. XI.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Population et sociétés*, « Les enfants dans les catégories sociales », n° 186, décembre 1984; « Retraites d'aujourd'hui et de demain », n° 201, avril 1986, par Michel Louis Lévy.

● « De l'ancien code à la nouvelle nomenclature de catégories socioprofessionnelles » par Baudouin Seys, *Archives et documents*, INSEE, n° 156, mars 1986.

● *Économie et statistique*, INSEE, n° 199-200, mai-juin 1987 : « La mobilité sociale »; n° 204, novembre 1987; « L'encadrement, de la catégorie statistique à la fonction exercée » par S. Volkoff.

● *Données sociales 1987*, « Les groupes socioprofessionnels de 1962 à 1985 » par B. Seys; « Espace et classes sociales » par N. Tabard.

● « La condition de vie des ouvriers », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 126, décembre 1987.

2.7 CATÉGORIES SOCIALES

POPULATION TOTALE SUIVANT LA CATÉGORIE
SOCIOPROFESSIONNELLE INDIVIDUELLE
POPULATION DES MÉNAGES ORDINAIRES SUIVANT LA CATÉGORIE
SOCIOPROFESSIONNELLE INDIVIDUELLE
ET SUIVANT CELLE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE [2] [3]
(Recensement de 1982)

(milliers)

Catégorie socioprofessionnelle (niveaux 8 et 42)	Population totale		Population des ménages ordinaires			
	CS individuelle		CS individuelle		CS de la personne de référence	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1 Agriculteurs exploitants	927	548	927	547	2 787	100
11 Agriculteurs sur petite exploitation (a).....	419	270	419	270	1 181	67
12 Agriculteurs sur moyenne exploitation (b).....	290	161	290	160	917	20
13 Agriculteurs sur grande exploitation (c).....	218	117	218	117	689	13
2 Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 218	616	1 202	610	3 855	156
21 Artisans.....	685	219	677	217	2 234	37
22 Commerçants et assimilés.....	422	375	414	371	1 255	111
23 Chefs d'entreprise 10 salariés et plus.....	111	22	111	22	366	8
3 Cadres, professions intellectuelles supérieures	1 425	470	1 418	467	4 494	200
31 Professions libérales.....	173	66	173	66	569	20
33 Cadres de la fonction publique.....	186	59	184	58	575	27
34 Professeurs, professions scientifiques.....	193	160	190	158	592	62
35 Professions information, arts et spectacles.....	70	47	69	47	161	23
37 Cadres admin. et commerc. d'entreprise.....	444	114	443	114	1 437	59
38 Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise.....	359	24	359	24	1 160	9
4 Professions intermédiaires	2 369	1 602	2 342	1 560	6 943	558
42 Instituteurs et assimilés.....	283	493	276	487	786	150
43 Prof. interm. santé et travail social.....	157	457	155	448	430	175
44 Clergé, religieux.....	33	26	23	2	36	2
45 Prof. interm. admin. de la fonction publique.....	148	130	146	129	463	48
46 Prof. interm. admin. et commerc. des entreprises.....	597	399	595	398	1 715	151
47 Techniciens.....	615	62	613	62	1 718	20
48 Contremaîtres, agents de maîtrise.....	536	35	534	34	1 795	12
5 Employés	1 725	4 522	1 675	4 493	4 179	1 529
52 Employés civils, agents de service fonction publique.....	418	1 285	412	1 274	1 160	518
53 Policiers et militaires.....	359	21	337	19	980	9
54 Employés administratifs d'entreprise.....	639	1 892	623	1 886	1 406	576
55 Employés de commerce.....	157	585	156	583	344	164
56 Personnels des services directs aux particuliers.....	152	739	147	731	289	262
6 Ouvriers (y compris agricoles)	6 148	1 601	5 990	1 589	16 122	509
62 Ouvriers qualifiés de type industriel.....	1 428	175	1 410	174	4 152	52
63 Ouvriers qualifiés de type artisanal.....	1 371	138	1 350	137	3 473	51
64 Chauffeurs.....	556	10	553	10	1 733	4
65 Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport.....	383	33	379	33	1 095	10
67 Ouvriers non qualifiés de type industriel.....	1 451	902	1 381	898	3 679	261
68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.....	710	297	678	292	1 442	118
69 Ouvriers agricoles.....	249	46	239	45	548	13
7 Retraités	3 620	3 816	3 514	3 595	6 946	1 837
71 Anciens agriculteurs exploitants.....	583	763	564	731	992	296
72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.....	332	423	322	401	619	207
74 Anciens cadres.....	248	96	244	90	498	51
75 Anciennes professions intermédiaires.....	383	339	372	301	764	158
77 Anciens employés.....	729	1 247	710	1 183	1 430	649
78 Anciens ouvriers (y compris agricoles).....	1 345	948	1 302	889	2 643	476
8 Autres sans activité professionnelle	9 061	14 605	8 739	14 313	1 446	1 320
81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.....	128	225	125	223	28	34
83 Militaires du contingent.....	251	—	242	—	22	—
84 Élèves et étudiants de 15 ans ou plus.....	2 109	2 169	2 021	2 098	197	101
85 Autres inactifs de moins de 60 ans.....	6 444	10 363	6 253	10 241	1 016	598
86 Autres inactifs de 60 ans ou plus.....	129	1 848	98	1 751	183	587
Total	26 493	27 780	25 807	27 174	46 772	6 209
dont : actifs (d).....	13 940	9 585	13 680	9 489	38 407	3 086

(a) Moins de 20 équivalent hectares de blé. (b) 20 à 40 équivalent hectares de blé et assimilés. (c) Plus de 40 équivalent hectares de blé. (d) Les actifs regroupent les postes 1 à 6 (niveau 8) et le poste 81 (niveau 24 ou niveau 42).

3 SANTÉ

PRÉSENTATION

En 1986, les maladies cérébro-vasculaires, les maladies du cœur et le cancer sont responsables de plus de 65 % des décès (dont 25 % pour les tumeurs) [1]. Si l'alcool et les accidents ont causé moins de morts qu'en 1985 (respectivement - 3,4 % et - 2 %), le nombre de suicides a augmenté de 4,7 % [1].

Dans les hôpitaux généraux, on note une baisse relative de l'activité en hospitalisation et en hébergement complet : - 1,5 % pour les journées d'hospitalisation, - 0,9 % pour le coefficient d'occupation. Par contre les entrées augmentent de 1,7 %. Cette évolution contradictoire des entrées et des journées s'explique par une baisse de la durée moyenne de séjour [1]. Les entrées ont peu augmenté en chirurgie (+ 0,9 %) et en médecine (1,5 %), et de 3,2 % en gynécologie-obstétrique.

Le nombre de cas de Sida répertorié par l'Organisation Mondiale de la Santé est en 1987 de 73 656. Cette même organisation estime à 5 à 10 millions le nombre d'individus porteurs du virus [2].

SOURCES

[1] *Solidarité-santé, études statistiques*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 1, janvier-février 1988, p. 97, 104.

[2] *Futuribles*, n° 118, p. 21 et 23.

DÉFINITIONS

● **Statistique des maladies.** La notion de maladie est floue. Certaines sont clairement définies (maladies infectieuses), d'autres non (troubles du caractère et du comportement). Les seuils en deçà desquels quelqu'un se perçoit en bonne santé sont variables dans le temps et selon les milieux sociaux. Seules certaines maladies infectieuses (typhoïde, méningite cérébrospinale, poliomyélite, etc.) sont soumises à déclaration obligatoire. Les maladies professionnelles sont recensées par la Caisse nationale de sécurité sociale. La meilleure source est l'enquête annuelle de morbidité hospitalière dans les établissements hospitaliers publics (non compris les centres spécialisés) prescrite par le ministère de la Santé depuis 1969; mais irrégulière dans sa réalisation et incomplète dans ses investigations jusqu'en 1978, sa refonte est progressivement mise en place depuis 1980.

● **Statistique des causes de décès.** Elle est établie, depuis 1968, par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Toute déclaration de décès est en principe accompagnée par la déclaration de la cause de décès dressée sur bulletin anonyme. L'importance de certaines maladies, qui peuvent être « impliquées » dans le décès sans être considérées comme la cause immédiate de celui-ci, est sous-estimée : c'est le cas des maladies circulatoires, de l'alcoolisme et du tabagisme.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*, OMS, Genève.

● « La santé au travail : les nouveaux risques » de Denis Boissard et Philippe Plassart, *Problèmes économiques*, n° 2000 du 26 novembre 1986.

● « Conditions de travail et santé » par S. Volkoff, *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 6.

● « Les handicapés », *Solidarité-santé*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 5, septembre-octobre 1987.

3.1 MALADIES

DÉCÈS PAR CAUSE EN 1986 [1]

Infections typhoparatyphoïdiques.....	40	Autres maladies de l'appareil circulatoire.....	22 150
Tuberculoses.....	1 154	Lésions vasculaires cérébrales.....	59 814
Méningites.....	56	Grippe.....	2 116
Tétanos.....	28	Pneumonie.....	13 053
Polyomyélite.....	7	Alcoolisme.....	3 144
Hépatite virale.....	231	Cirrhose du foie.....	11 844
Autres maladies infectieuses et parasitaires.....	5 516	Autres maladies.....	85 458
Tumeurs malignes.....	128 186	Suicides.....	12 489
Leucémie.....	4 665	Accidents et autres morts violentes.....	36 917
Autres tumeurs.....	3 957	Causes indéterminées.....	32 090
Diabète sucré.....	6 774		
Maladies du cœur.....	112 841	Total.....	542 530

HOSPITALISATION COMPLÈTE ET HÉBERGEMENT EN 1985 ET 1986* [1]

	Lits installés		Journées d'hospitalisation		Entrées		Évolution 85/86 %
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	
Médecine.....	114 887	113 187	32 303 608	31 650 049	3 369 490	3 419 792	+ 1,5
Chirurgie.....	66 893	65 926	16 748 023	16 401 097	2 212 573	2 232 230	+ 0,9
Gynécologie-obstétrique.....	17 925	17 836	4 413 799	4 396 386	717 360	740 435	+ 3,2
Total court séjour.....	199 705	196 949	53 465 430	52 447 532	6 299 423	6 392 557	+ 1,5
Moyen séjour.....	42 157	41 807	12 252 264	11 962 657	289 919	296 694	+ 2,3
Long séjour.....	54 184	55 217	19 624 295	19 464 120	45 862	48 569	+ 5,9
Lutte contre les maladies mentales et la toxicomanie.....	16 695	16 656	4 697 042	4 653 668	132 316	141 371	+ 6,8
Total section hôpital.....	312 741	310 629	90 039 031	88 527 977	6 767 520	6 879 191	+ 1,7
Section hospice et maison de retraite avec cure médicale.....	55 433	59 827	18 869 813	20 615 898	49 885	53 933	+ 8,1
Section hospice et maison de retraite sans cure médicale.....	58 251	52 324	19 170 739	17 051 803	46 564	40 238	- 13,6
Total section hospice et maison de retraite.....	113 684	112 151	38 040 552	37 667 701	96 449	94 171	- 2,4
Sections annexes.....	5 654	5 023	1 496 582	1 420 796	59 547	64 551	+ 8,4
Total d'hospitalisation complète et hébergement.....	432 079	427 803	129 576 165	127 616 474	6 923 516	7 037 913	+ 1,7

* Ces chiffres ne comprennent pas les établissements psychiatriques.

NOMBRE DE CAS DE SIDA ENREGISTRÉS À L'OMS (au 30 décembre 1987) [2]

Continent	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Afrique.....	0	0	3	14	82	206	2 441	5 905	8 651
Amérique.....	66	277	1 054	3 187	6 253	11 264	16 911	16 260	55 272
Asie.....	1	0	1	8	4	29	54	127	224
Europe.....	4	16	72	218	578	1 392	2 635	3 852	8 767
Océanie.....	0	0	2	6	45	124	240	325	742
Total.....	71	293	1 132	3 433	6 962	13 015	22 281	26 469	73 656

3 SANTÉ

PRÉSENTATION

En 1986, les 13,2 millions de salariés couverts par la Caisse nationale d'assurance maladie ont subi 690 600 *accidents du travail avec arrêt*, entraînant 978 décès et la perte de 22 millions de journées de travail. En 1986, le *taux de fréquence* de ces accidents s'élève à 28,6 par million d'heures travaillées; il est en baisse constante depuis 1978 où il atteignait 37,4. Les accidents sont moins fréquents mais plus graves dans les tranches d'âges élevés. Les travailleurs étrangers sont particulièrement soumis au risque d'accident du travail; la *branche* où la fréquence des accidents est la plus grande, le « bâtiment et travaux publics », est celle où ils sont aussi le plus nombreux. Les accidents « de trajet » sont au nombre de 89 000 en 1986, entraînant 635 décès et la perte de 4,4 millions de journées de travail. La baisse des accidents du travail et de trajet est sensible depuis plusieurs années [1].

Le nombre des accidents corporels de la circulation est passé en 1987 à 171 000, faisant 9 900 *tués* (— 10 % par rapport à 1986) et 238 000 blessés. Le nombre de tués sur les routes est passé en dessous du seuil des 10 000 pour la première fois depuis 1961. En 1987, plus d'une personne sur deux, tuée sur la route en France, se trouvait dans une voiture de tourisme. Les moins de 25 ans représentaient, en 1987, 33 % des tués et 43 % des blessés des accidents corporels de la circulation routière [2].

Le *risque d'accident mortel de la circulation* est en France plus élevé qu'en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Japon [4].

SOURCES

- [1] « Statistiques de l'année 1986 », CNAMTS, février 1988.
- [2] « 1987 : accidents corporels de la circulation routière. Principaux résultats », Premier ministre, délégué interministériel à la sécurité routière, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, direction de la sécurité et de la circulation routières.
- [3] « Estimation du nombre de kilomètres parcourus sur le réseau français en 1980 », Premier ministre, direction de la sécurité et de la circulation routières, p. 9.
- [4] *Statistiques routières mondiales 1982-1986*, édition 1987, Fédération routière internationale, Genève, p. 105 à 114.
- [5] *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, p. 683 et 716.
- [6] *Mémento de statistiques des transports 1986*, Observatoire économique et statistique des transports, tabl. 2-23, p. 65.

DÉFINITIONS

● **Accident du travail avec arrêt.** Accident ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins vingt-quatre heures.

● **Taux de fréquence des accidents du travail.** Rapport du nombre d'accidents avec arrêt au nombre d'heures travaillées exprimé en millions d'heures.

● **Tués dans les accidents de la circulation routière.** Jusqu'en 1966, la statistique officielle des tués incluait les personnes tuées sur le coup ou décédées dans les trois jours qui suivaient l'accident. Depuis 1967, elle inclut aussi les personnes décédées les 4^e, 5^e ou 6^e jour après l'accident. Dans le tableau ci-contre, les chiffres antérieurs à 1967 ont été corrigés pour tenir compte de ce changement de définition.

● **Risque d'accident mortel de la circulation.** Rapport du nombre annuel de tués au nombre de véhicules-kilomètres exprimé en centaines de millions (10⁸).

● **Victimes des accidents de la circulation.**
Fer : Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.

Air : Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Mer : Sont pris en compte les accidents survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe; pour les tués sont comptés les décédés ou disparus.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques nationales d'accidents du travail; Statistiques technologiques d'accidents du travail, Remarques* (annuels).
- « Accidents corporels de la circulation routière », ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, SETRA, direction générale des transports intérieurs, 46, av. Aristide-Briand, 92223 Bagneux, tél. (1) 46 64 14 77 (annuel).
- « Les accidents de la circulation à Paris », *Liaisons*, n° 279, septembre-octobre 1986, Préfecture de police.
- « Aspects sociojuridiques des accidents de la circulation routière : une enquête pilote » par C. Lévy, *Population*, INED, n° 2, mars-avril 1987.
- « Dossier accidents », *Solidarité-santé*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 1, janvier-février 1988.

3.2 ACCIDENTS

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL PAR SECTEUR EN 1986 [1]

Secteur de risque	Effectifs (Milliers)	Accidents avec arrêt (Milliers)	Décès	Taux de fréquence
Métallurgie.....	2 325,7	138,7	139	32,9
Bâtiment et travaux publics.....	1 229,8	157,3	263	68,9
Bois.....	314,5	27,1	14	47,2
Chimie.....	320,7	11,0	17	19,1
Pierres et terres à feu.....	186,3	16,4	31	47,9
Caoutchouc, papier et carton.....	188,3	11,3	8	33,2
Livre.....	233,4	7,4	9	17,4
Textiles.....	199,1	9,6	10	26,3
Vêtement.....	251,3	6,3	2	13,6
Cuir et peaux.....	98,6	3,3	2	18,3
Alimentation.....	1 163,8	78,5	89	36,8
Transports et manutention.....	562,8	46,8	152	44,9
Eau, gaz, électricité.....	51,9	3,0	6	32,5
Commerces non alimentaires.....	1 459,9	41,9	76	15,6
Interprofessionnel.....	4 591,1	132,0	160	15,7
Ensemble des activités.....	13 177,2	690,6	978	28,6
Accidents de trajet.....		89,3	635	

ÉVOLUTION ET IMPACT DES ACCIDENTS DE LA ROUTE * [2] [3]

Années	Accidents corporels (Milliers)	Nombre de	
		tués (Milliers)	blessés (Milliers)
1950.....	52	3,4	64
1955.....	140	8,1	176
1960.....	141	8,9	185
1965.....	211	13,0	290
1970.....	235	15,1	330
1975.....	258	13,2	354
1978.....	248	12,1	339
1979.....	253	12,5	348
1980.....	248	12,5	340
1981.....	240	12,4	334
1982.....	231	12,4	321
1983.....	216	11,9	301
1984.....	203	11,7	285
1985.....	191	10,4	271
1986.....	185	11,0	259
1987.....	171	9,9	238
Total sur 10 ans.....	2 186	116,8	3036

* Avant 1972, certains accidents corporels légers n'étaient pas recensés, les chiffres correspondants concernant les accidents et les blessés sont donc quelque peu sous-évalués.

VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA ROUTE PAR CATÉGORIE D'USAGERS (1987) [2]

	Tués	Blessés
Piétons.....	1 479	29 256
2 roues.....	1 887	55 242
soit : <i>cyclistes</i>	419	8 548
<i>cyclomotoristes</i>	675	27 695
<i>motocyclistes</i>	793	18 999
Voitures de tourisme.....	6 000	144 233
Véhicules utilitaires et poids lourds.....	489	8 907
Total.....	9 855	237 638

VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA ROUTE DANS QUELQUES PAYS [4]

Pays	(milliers)		
	Blessés	Tués	Proportion de tués (*)
Allemagne (RF) [1986].....	443,1	8,9	(a) 2,3
Belgique (1985).....	74,5	1,8	3,8
Danemark (1985).....	14,6	0,8	2,6
Espagne (1986).....	87,2	(b) 4,8	5,4
France (1986).....	259,0	(c) 11,0	3,0
Grande-Bretagne (1985).....	315,0	5,2	1,8
Italie (1985).....	212,6	(d) 7,0	2,4
Pays-Bas (1986).....	50,1	1,5	1,7
États-Unis (1985).....	3 340,0	43,8	1,5
Japon (1986).....	712,3	(b) 9,3	2,2

* Proportion de tués pour 100 millions de véhicules-kilomètres.

(a) 1985.

(b) Décès survenant dans les 24 heures après l'accident.

(c) Décès dans les 6 jours.

(d) Décès dans les 7 jours.

VICTIMES DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION [5] [6]

	Fer			Air			Mer		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986	1984	1985	1986
Nombre d'accidents.....	920	897	818	97	82	78	758	1 752	1 699
dont : nombre de blessés.....	203	303	192	130	82	116	63	142	174
nombre de tués.....	220	305	195	80	84	61	115	90	111

3 SANTÉ

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 1987, sur 132 000 médecins 41 000 sont des salariés dont la moitié des spécialistes. Ceux-ci — 57 500 au total — pratiquent pour 28 % en chirurgie [2].

La place des femmes dans le corps médical est très variable : en 1985, elles représentent 58 % des *pharmaciens*, mais 25 et 27 % des médecins et chirurgiens-dentistes [2].

La répartition géographique, tant du personnel médical que des équipements de santé, fait apparaître la meilleure dotation de la partie sud du pays. L'Alsace est bien pourvue dans tous les domaines, sauf dans celui de la pharmacie. L'Île-de-France est riche à la fois en médecins, en chirurgiens-dentistes et en pharmaciens, mais beaucoup moins en lits d'hôpitaux [1].

Au 1^{er} janvier 1986, le nombre de lits dans le secteur public était de 311 000 et de 185 000 dans le secteur privé qui s'est développé par rapport à l'année précédente [2]. Le nombre de laboratoires d'analyse médicale était de 3 630 en 1985; leur activité a augmenté de 15 % par rapport à 1984 [2].

Selon les données de l'OCDE, la France avec 132 000 médecins et une *densité* de 421 habitants par médecin se situe en 1986 derrière la Belgique, le Danemark, l'Espagne et l'Allemagne, mais elle est mieux dotée que le Japon, le Canada, ou les États-Unis, et en Europe, que l'Italie et le Royaume-Uni [3].

SOURCES

[1] « Statistiques et indicateurs des régions françaises », édition 1988, *Les Collections de l'INSEE* (à paraître).

[2] *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales 1987*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, SESI p. 52, 53, 102.

[3] OCDE, note interne.

DÉFINITIONS

● **Pharmaciens.** Pour la France, effectif des pharmaciens d'officine inscrits à l'Ordre national des pharmaciens.

● **Hôpitaux.** Les chiffres relatifs aux hôpitaux publics concernent le secteur « hôpital » à l'exclusion des hospices, maisons de retraite, quartiers psychiatriques. Les informations sur le système hospitalier privé concernent les secteurs « médecine, chirurgie et maternité » à l'exclusion des secteurs « repos, convalescence, régime, réadaptation fonctionnelle et santé mentale ».

● **Densité.** Nombre de lits pour 1 000 habitants; nombre de praticiens pour 100 000 habitants.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 6.

● *Carnets statistiques de la CNAMTS*, n° 27, octobre 1986 : « Le régime général de 1971 à 1985 »; n° 28, novembre 1986 : « Le secteur libéral des professions de santé ».

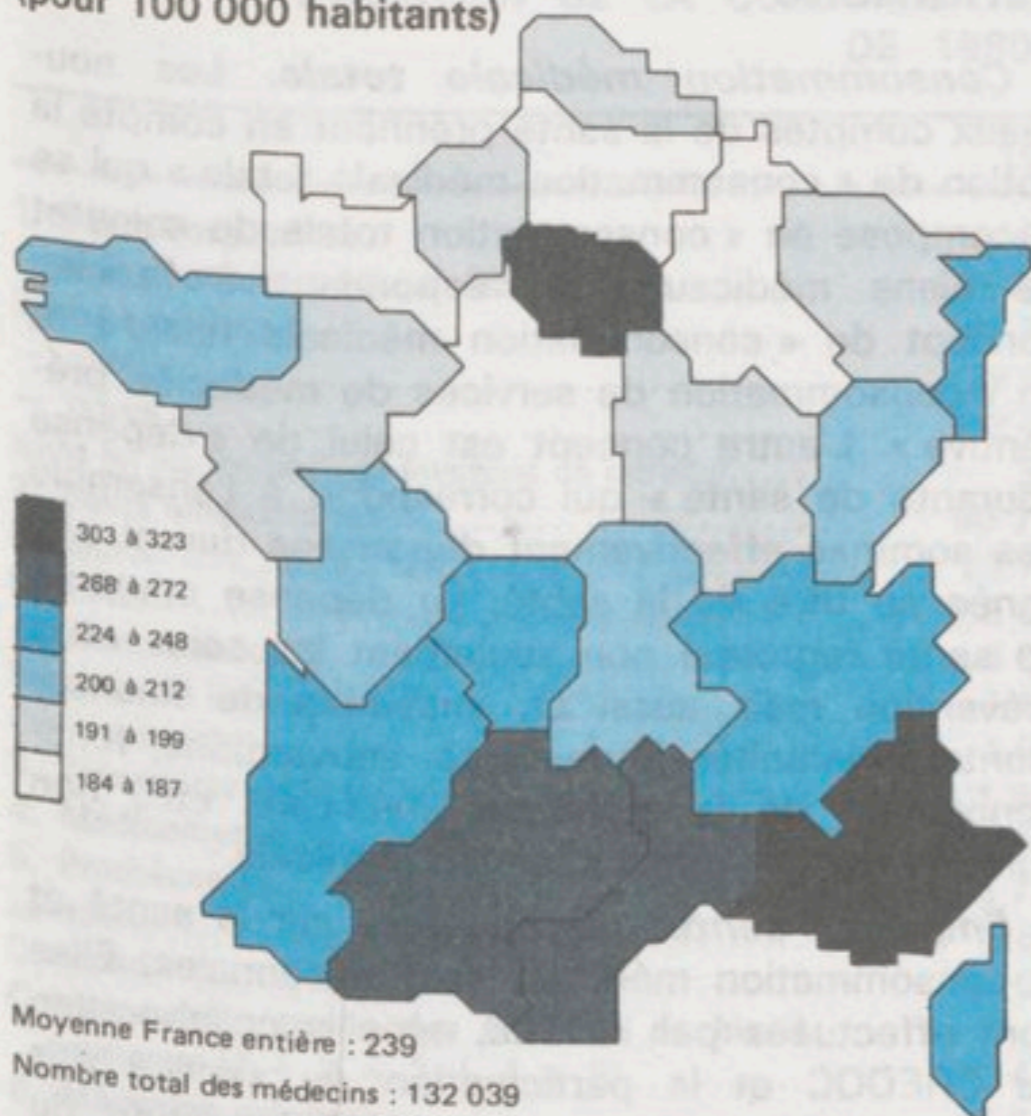
● *Informations rapides*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 105, octobre 1987 : « Activité et personnel des établissements sociaux en 1985 »; n° 106, octobre 1987 : « Les écoles de la santé en 1985-1986 »; n° 114, mars 1988 : « Les départements d'outre-mer, quelques statistiques ».

● « Évolution de l'activité hospitalière en 1986 », *Solidarité-santé*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 3, mai-juin 1987.

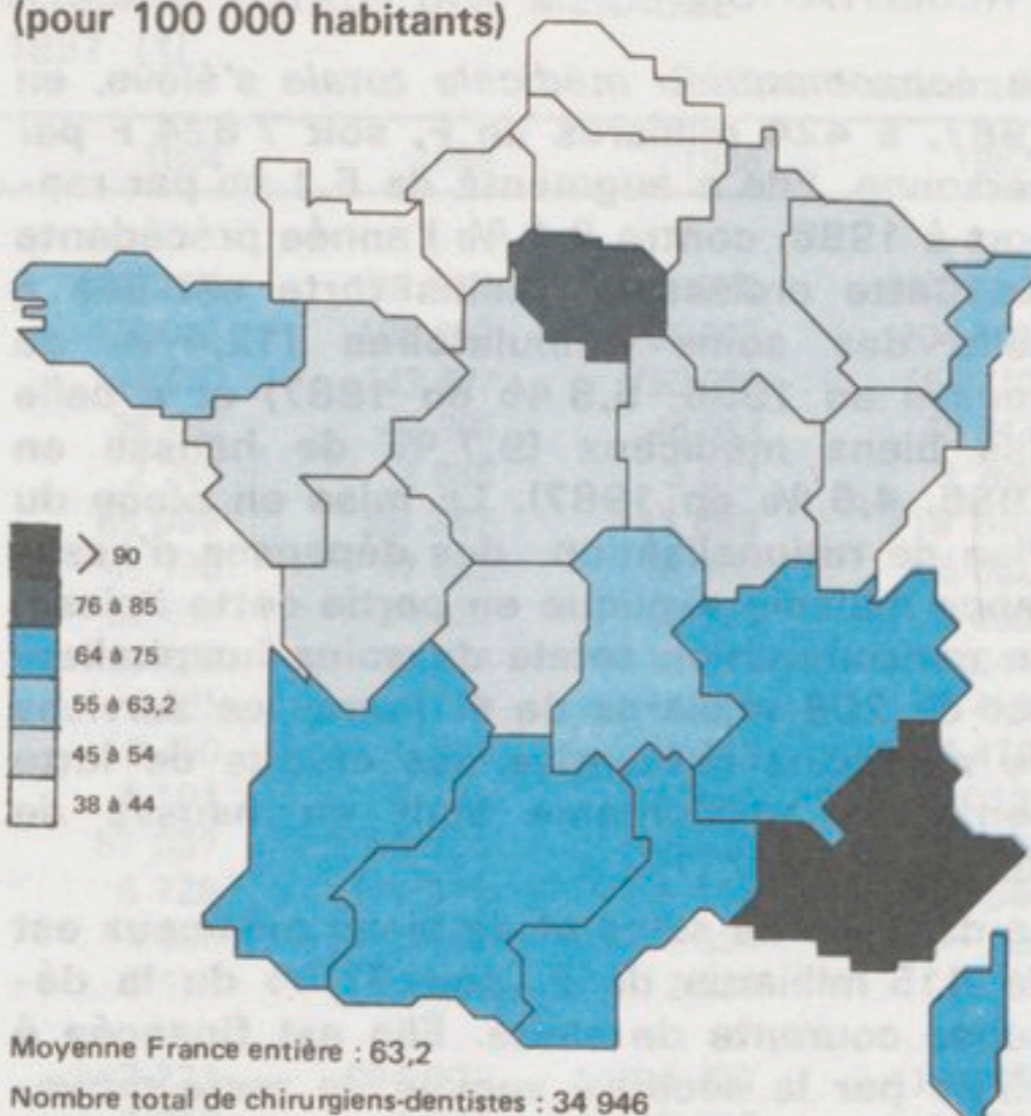
3.3 PERSONNELS ET ÉQUIPEMENTS DE SANTÉ

3

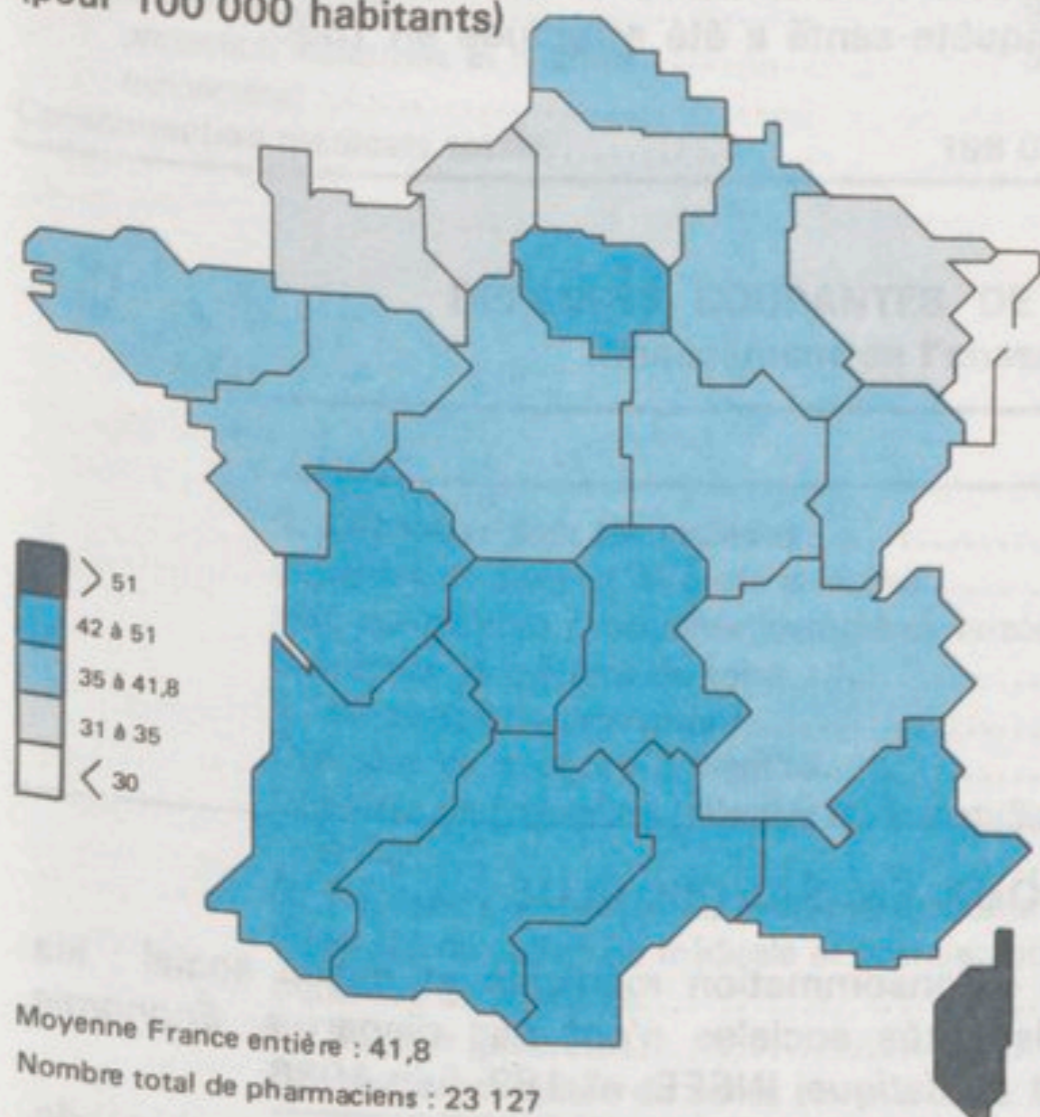
RÉPARTITION DU PERSONNEL ET DE L'ÉQUIPEMENT SANITAIRES AU 1^{er} JANVIER 1986 [1]
 DENSITÉ DE MÉDECINS (1987)
 (pour 100 000 habitants)



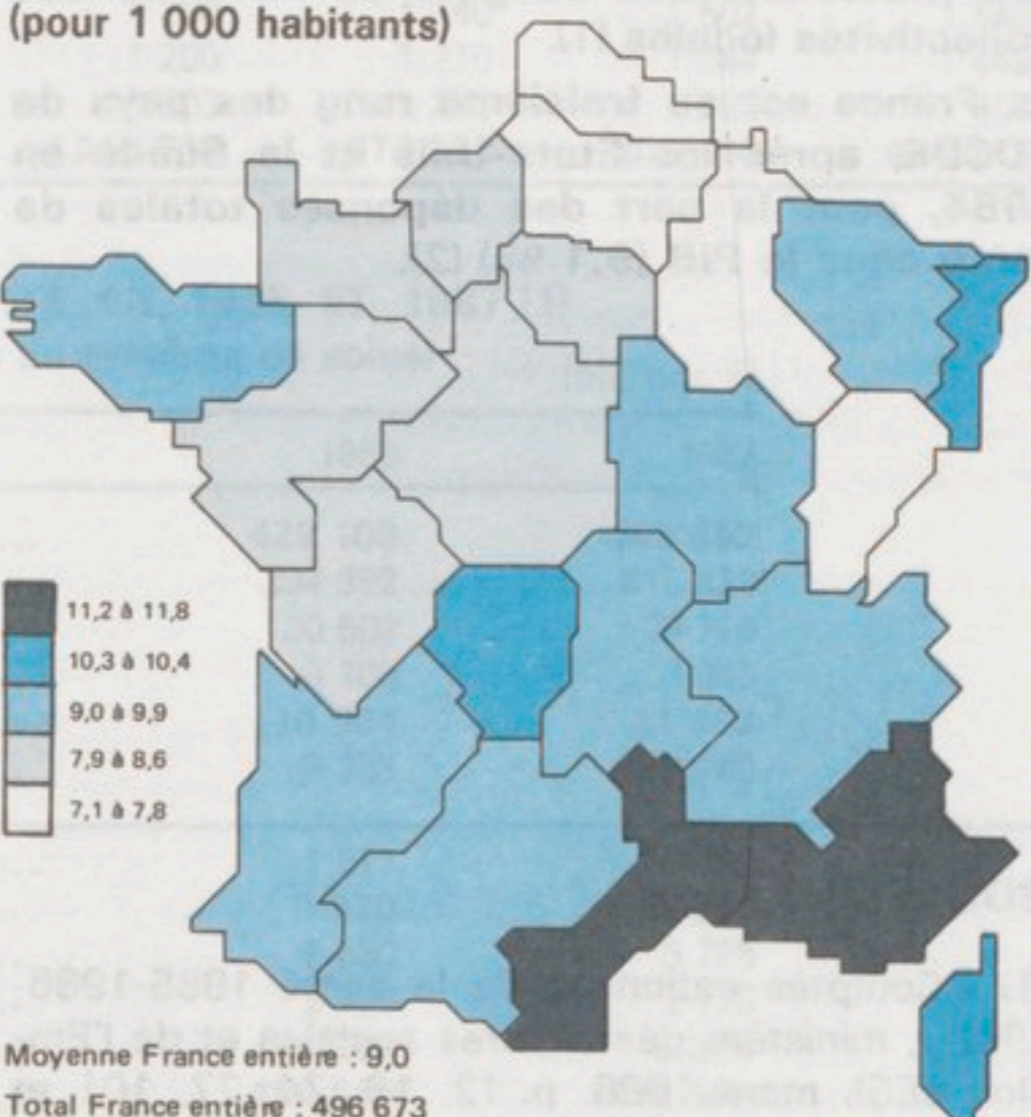
DENSITÉ DE CHIRURGIENS-DENTISTES
 (pour 100 000 habitants)



DENSITÉ DE PHARMACIENS D'OFFICINE
 (pour 100 000 habitants)



DENSITÉ DE LITS
 (pour 1 000 habitants)



PERSONNELS DE SANTÉ DANS QUELQUES PAYS [3] (milliers)

Pays	Année	Médecins	Infirmières et sages-femmes	Dentistes	Pharmaciens
États-Unis	1986	535	1 404	143	(a) 144
Canada	1986	53	230	13	19
Japon	1984	173	627	61	75
Allemagne (RF)	1985	161	206	34	31
Belgique	1986	31	57	6	11
Danemark	1986	13	89	5	4
Espagne	1986	131	147	6	31
France	1986	132	287	35	46
Grèce	1985	29	(a) 24	8	6
Portugal	1986	26	25	1	9
Italie	1986	175	219	...	...
Pays-Bas	1986	33	...	7	2
Royaume-Uni	1984	76	482	19	...
Australie	1987	34	173	6	5

(a) 1980.

3 SANTÉ

PRÉSENTATION

La *consommation médicale totale* s'élève, en 1987, à 424 milliards de F, soit 7 624 F par personne. Elle a augmenté de 5,1 % par rapport à 1986, contre 8,1 % l'année précédente [1]. Cette croissance moins forte est liée à celle des soins ambulatoires (12,4 % de hausse en 1986, 5,8 % en 1987) et à celle des biens médicaux (9,7 % de hausse en 1986, 4,6 % en 1987). La mise en place du Plan de rationalisation des dépenses d'assurance maladie explique en partie cette baisse. La consommation totale de soins hospitaliers est de 208 milliards de F. Parmi les services de médecine préventive, les crédits de lutte contre la toxicomanie sont en hausse de 35 % en 1987 [1].

La dépense de soins et de biens médicaux est de 415 milliards de F, soit 87 % de la dépense courante de santé. Elle est financée à 75 % par la sécurité sociale, le reste provenant des ménages et des assurances privées, des mutuelles, des budgets de l'État et des collectivités locales [1].

La France est au troisième rang des pays de l'OCDE, après les États-Unis et la Suède en 1984, pour la part des dépenses totales de santé dans le PIB (9,1 %) [2].

SOURCES

[1] « Comptes nationaux de la santé 1985-1986-1987 », ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, SESI, mars 1988, p. 12, 16, 74, 77, 101 et 105.

[2] « La santé : financement et prestations. Analyse comparée des pays de l'OCDE », OCDE, 1987, p. 11 et 12.

DÉFINITIONS

● *Consommation médicale totale*. Les nouveaux comptes de la santé prennent en compte la notion de « consommation médicale totale » qui se décompose en « consommation totale de soins et de biens médicaux » correspondant à l'ancien concept de « consommation médicale finale » et en « consommation de services de médecine préventive ». L'autre concept est celui de « dépense courante de santé » qui correspond à l'ensemble des sommes effectivement dépensées durant une année au titre de la santé. La dépense courante de santé regroupe non seulement les soins et la prévention mais aussi un ensemble de financements (indemnités journalières, subventions, fonctionnement de la recherche médicale, etc.) non compris dans la consommation médicale.

● *Enquêtes-santé*. Les enquêtes sur la santé et la consommation médicale sont décennales. Elles sont effectuées par l'INSEE, avec la collaboration du CREDOC et la participation du service des études de la statistique et de l'information du ministère de la Santé et de l'INSERM. La dernière enquête-santé a été effectuée en 1980.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Consommation médicale et milieu social : les disparités sociales n'ont pas disparu », *Économie et statistique*, INSEE, n° 189, juin 1986.

● « Évolution conjoncturelle des dépenses de santé en 1986 », *Informations rapides*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, SESI, n° 93, 1^{er} juin 1987.

● *Solidarité-santé*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, SESI : « Le système hospitalier » n° 3, mai-juin 1987. « La croissance récente de la consommation médicale », n° 6, novembre-décembre 1987.

● « Comptes nationaux de la santé, séries 1960-1986 (nouvelle base) », *Documents statistiques*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, SESI, n° 41, juillet 1987.

● « La santé », *Écoflash*, INSEE-CNDP, n° 28, avril 1988.

3.4 CONSOMMATION MÉDICALE DES MÉNAGES

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE DES MÉNAGES DE 1980 À 1987 [1]

(Millions F courants)

	1980	1984	1985	1986	1987
1. Soins hospitaliers et en sections médicalisées.....	102 330	175 259	188 577	198 276	207 920
Soins hospitaliers.....	101 966	173 013	185 892	195 263	204 552
— publics.....	79 536	134 550	143 497	150 330	157 710
— privés.....	22 430	38 463	42 395	44 933	46 842
Soins en lits médicalisés (maisons de retraite).....	364	2 246	2 685	3 013	3 368
2. Soins ambulatoires.....	50 719	89 096	99 347	111 699	118 146
Médecins.....	23 753	41 780	47 085	52 109	55 652
Dentistes.....	13 804	22 456	24 027	27 198	28 260
Auxiliaires médicaux.....	6 034	11 829	13 514	15 581	16 344
Laboratoires (analyses).....	5 161	9 581	10 920	12 623	13 418
Cures thermales.....	1 967	3 450	3 801	4 188	4 472
3. Transports de malades.....	1 985	4 101	4 732	5 484	6 032
4. Médicaments.....	33 687	57 037	64 200	70 520	73 834
5. Prothèses.....	3 720	6 728	7 516	8 148	8 456
Lunetterie.....	2 658	4 555	5 065	5 394	...
Orthopédie.....	1 062	2 173	2 451	2 754	...
Consommation totale des soins et de biens médicaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5).....	192 441	332 221	364 372	394 127	414 388
6. Médecine préventive.....	5 581	8 389	8 921	9 333	9 760
dont : médecine du travail.....	2 653	3 885	4 079	4 201	4 331
médecine scolaire.....	920	1 380	1 440	1 502	1 543
protection maternelle et infantile.....	806	1 200	1 270	1 344	1 449
toxicomanie.....	70	203	230	263	355
Consommation médicale totale.....	198 022	340 610	373 293	403 460	424 148

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ EN 1986 ET 1987 [1] (financement de l'ensemble du système de soins)

(Millions F)

	1986	1987
1. Dépenses pour les malades.....	428 100	448 482
Dépenses de soins et de biens médicaux.....	394 392	415 423
Aide aux malades (indemnités journalières versées).....	30 608	29 716
Subvention au système de soins.....	3 100	3 343
2. Dépenses de prévention.....	10 904	11 462
Dépenses de médecine préventive.....	9 333	9 760
Dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire.....	1 571	1 702
3. Dépenses en faveur du système de soins.....	9 370	9 560
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique.....	6 650	6 785
Dépenses de formation.....	2 720	2 775
4. Gestion générale.....	6 266	6 390
Dépenses courantes de santé (1 + 2 + 3 + 4)....	454 640	475 894

IMPORTANCE DES SOINS MÉDICAUX DANS LE PIB DANS L'OCDE EN 1984 [2]

	Dépenses publ. de santé/PiB	Dépenses totales de santé/PiB	Dépenses de santé/DTC*
Allemagne.....	6,4	8,1	10,0
France.....	6,5	9,1	(a) 11,0
Espagne.....	4,2	5,8	...
Italie.....	6,1	7,2	(a) 8,5
Royaume-Uni.....	5,3	5,9	6,8
Suède.....	8,6	9,4	(b) 10,7
Japon.....	4,8	6,6	9,2
Canada.....	6,2	8,4	...
États-Unis.....	4,4	10,7	(b) 11,6
Moyenne pays OCDE.....	5,6	7,2	9,1

* Dépense totale de consommation finale publique et privée. (a) 1982. (b) 1983.

4 LOGEMENT

PRÉSENTATION

Au recensement de la population de mars 1982, il y avait en France 23 709 000 logements, soit 19 590 000 résidences principales (83 %), 2 265 000 résidences secondaires et 1 854 000 logements vacants, ces derniers se trouvant principalement en zone urbaine [1] [2]. L'enquête sur le logement d'octobre 1984 actualise ces données sans faire apparaître de changement marquant : le seuil des 20 millions de résidences principales est atteint [3].

La proportion de résidences principales construites avant 1915 n'est plus que de 30 % alors qu'elle atteignait encore 61 % au recensement de 1962; 18 % d'entre elles ont été achevées depuis 1975 et plus de la moitié depuis 1949. Alors que seulement 4,4 % des résidences principales achevées entre 1968 et 1974 ont été construites dans des communes rurales hors ZPIU, cette proportion atteint 11,1 % après 1981; par contre, à Paris pour la même période le pourcentage de logements construits passe de 3,4 % à 0,9 % [3].

Le schéma type de la maison individuelle de 4-5 pièces s'affirme : 47 % du parc construit avant 1949, 66 % du parc construit après 1974 avec glissement du 4 vers le 5 pièces. En habitat collectif, l'appartement type de 3-4 pièces devient majoritaire (41 % avant 1949, 64 % de 1949 à 1974, 56 % après 1974) mais la dernière vague comporte surtout des studios et des deux-pièces [3].

SOURCES

[1] *Recensement général de la population de 1982*, Logements-immeubles, France métropolitaine, Sondage au 1/20, INSEE (volume bordeaux), p. 67, 71 et 81.

[2] *Recensement général de la population de 1982*, Principaux résultats, Sondage au 1/20. France métropolitaine, INSEE, p. 57, 76 à 80, 101.

[3] « Le logement de 1978 à 1984 » par Martine Eenschooten, *Économie et statistique*, INSEE, n° 206, janvier 1988, p. 33 à 43.

DÉFINITIONS

● **Logement**. Local séparé et indépendant utilisé pour l'habitation. Un logement habité de façon permanente est une *résidence principale*.

● **Immeuble**. On distingue six types d'immeubles : fermes et bâtiments agricoles; habitations de fortune; constructions provisoires à usage d'habitation; hôtels, pensions de famille, garnis; immeubles collectifs ou maisons individuelles entièrement ou principalement utilisés pour l'habitation; immeubles principalement à usage industriel, commercial, administratif ou public.

● **Nombre de pièces**. Inclut uniquement les pièces à usage d'habitation, à l'exclusion des pièces à usage uniquement professionnel. Les pièces indépendantes rattachées au logement sont comptées. Une pièce partagée par une cloison ou une amorce de cloison est comptée pour deux pièces. Ne sont pas comptés les couloirs, entrées, salles de bains, penderies, alcôves, w.-c., offices..., ni les cuisines mesurant moins de 12 m².

● **ZPIU**. La délimitation des zones de peuplement industriel et urbain tient compte non seulement de la continuité de l'habitat, mais aussi du niveau de migrations quotidiennes domicile-travail, de l'importance de la population non agricole ainsi que du nombre et de la taille des établissements industriels, commerciaux ou administratifs.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe*, Nations unies, annuel.

● Économie et statistique, INSEE, n° 202, septembre 1987 : « La valeur du parc de logements : plus de 8 000 milliards de francs; « Les différents actifs patrimoniaux : qui possède quoi ? »; n° 306, janvier 1988 : « Le HLM, une vocation sociale qui s'accroît ».

● « Les marchés européens de la réhabilitation », *Le Moniteur*, mai 1987.

4.1 PARC DE LOGEMENTS

LE PARC DE LOGEMENTS EN 1962, 1968, 1975, 1982, 1984 [1] [2] [3]

	1962		1968		1975		1982		1984	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
Résid. principales.....	14 565	88,9	15 778	86,4	17 744	84,2	19 590	82,6	20 093	82,9
Résid. secondaires.....	854	5,2	1 255	6,9	1 695	8,0	2 265	9,6	2 288	9,4
Logements vacants...	973	5,9	1 223	6,7	1 634	7,8	1 854	7,8	1 868	7,7
Total.....	16 392	100,0	18 256	100,0	21 073	100,0	23 709	100,0	24 249	100,0

LES CONSTRUCTIONS DE LOGEMENT
EN FONCTION DE LA CATÉGORIE DE COMMUNE [3]

Catégorie de commune	Année d'achèvement (%)									Nombre de résid. princip. (milliers)
	Avant 1871	1871 à 1914	1915 à 1948	1949 à 1961	1962 à 1967	1968 à 1974	1975 à 1981	Après 1981	En- semble	
	Communes rurales hors ZPIU (a).....	27,8	15,9	6,4	3,8	2,7	4,4	8,6	11,1		10,2	2 039
Communes rurales en ZPIU (a).....	25,8	18,3	9,8	6,7	7,1	12,5	18,9	22,8	14,8	2 969
Unités urbaines de moins de 100 000 hab.....	23,5	24,2	25,7	31,9	31,4	31,7	33,0	31,1	28,7	5 771
Unités urb. de 100 000 h. et plus :										
communes périph....	4,8	7,0	13,3	13,3	15,2	15,7	15,5	15,3	12,2	2 447
communes centres .	8,3	15,0	19,7	23,2	22,9	17,7	10,6	9,8	16,2	3 264
Agglom. parisienne (hors Paris).....	2,6	7,4	17,1	18,2	18,4	14,6	10,4	9,0	12,3	2 467
Paris	7,2	12,2	8,0	2,9	2,3	3,4	3,0	0,9	5,6	1 136
Ensemble.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Nombre de résid. princip. (en milliers).	2 584	3 234	2 918	2 327	2 124	3 354	2 792	760		20 093

(a) Zone de peuplement industriel ou urbain.

RÉPARTITION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE NOMBRE DE PIÈCES EN 1984 [3]

Type d'habitat et année d'achèvement	Nombre de pièces (%)						Ensemble	Effectifs (milliers)
	1	2	3	4	5	6 et plus		
Individuel :								
avant 1949.....	2,5	9,3	22,5	27,8	19,1	18,8	100,0	5 503
de 1949 à 1974.....	0,7	3,0	14,4	32,9	29,2	19,8	100,0	3 146
après 1974.....	0,2	1,9	9,4	32,9	33,2	22,4	100,0	2 279
Ensemble	1,5	6,0	17,5	30,3	24,9	19,8	100,0	10 928
Collectif :								
avant 1949.....	17,0	32,2	26,1	14,5	5,8	4,4	100,0	3 233
de 1949 à 1974.....	7,6	17,1	33,7	30,0	9,4	2,2	100,0	4 659
après 1974.....	11,7	20,8	29,8	26,4	8,5	2,8	100,0	1 273
Ensemble	11,5	22,9	30,5	24,0	8,0	3,1	100,0	9 165
Individuel + collectif :								
avant 1949.....	7,9	17,8	23,8	22,8	14,2	13,5	100,0	8 736
de 1949 à 1974.....	4,8	11,4	25,9	31,2	17,4	9,3	100,0	7 805
après 1974.....	4,3	8,7	16,7	30,6	24,3	15,4	100,0	3 552
Ensemble	6,1	13,7	23,4	27,4	17,2	12,2	100,0	
Effectifs (en milliers de logements)	1 219	2 753	4 697	5 514	3 461	2 449		20 093

4 LOGEMENT

PRÉSENTATION

Selon les enquêtes-logement, 51,2 % des ménages étaient propriétaires de leur logement en 1984 contre 46,7 % en 1978 [1]. Le statut d'accédant est majoritaire parmi les cadres et les indépendants, celui de propriétaire non accédant parmi les retraités et les agriculteurs. La majorité des ouvriers sont locataires, mais la proportion d'accédants à la propriété est beaucoup plus forte chez les ouvriers qualifiés. En 1984, 60 % des accédants en logements neufs se trouvent dans une unité urbaine de moins de 100 000 habitants, ou dans une commune rurale en ZPIU [1].

Le parc locatif a un caractère fortement urbain et collectif. 94 % des HLM ont été construites après 1948 et 9 sur 10 de ces logements disposent de *tout le confort*. Dans le secteur régi par la loi de 1948, le parc est plus ancien et moins confortable que dans les autres secteurs [2].

Un locataire sur trois bénéficie en 1984 d'une aide personnelle au logement qui couvre en moyenne la moitié du loyer et des charges locatives. Ces dépenses représentent environ 14 % du revenu en 1984 [3].

L'indice du coût de la construction a enregistré les mêmes accélérations que l'indice des prix de détail (+ 16 % en 1974 et + 14 % en 1980) et les mêmes décélérations (+ 3 % en 1987) [5]. L'évolution des loyers reflète avec un léger décalage celle du coût de la construction; les hausses de l'indice des loyers les plus importantes ont été relevées en 1975, 1976 et 1981 [5].

SOURCES

[1] « L'accession à tout prix » par C. Taffin, *Économie et statistique*, INSEE, n° 202, septembre 1987, p. 5 à 15.

[2] « Le parc locatif et ses occupants » par R. Pohl, *Économie et statistique*, INSEE, n° 202, septembre 1987, p. 23 à 34.

[3] « Loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu », par R. Pohl, *Économie et statistique*, n° 202, septembre 1987, p. 35 à 43.

[4] « Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 2^e semestre 1987) », *Statistiques et études générales*, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports (à paraître).

[5] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 4, avril 1988 (et numéros précédents), p. 62 et 63.

DÉFINITIONS

● **Accédants à la propriété.** Pour les accédants à la propriété la loi du 3 janvier 1977 a créé les « prêts aidés à l'accession à la propriété » (PAP) et les « prêts conventionnés » (PC) qui peuvent aussi financer des logements locatifs. Ces prêts peuvent se combiner avec « l'aide personnalisée au logement » (APL).

● **Aide au logement.** Pour les logements conventionnés, les locataires peuvent bénéficier depuis 1977 de « l'aide personnalisée au logement » (APL). Pour les logements non conventionnés, l'allocation-logement est maintenue.

● **Indice du coût de la construction (ICC).** L'ICC est un indice des prix de la construction de tous les logements neufs à usage d'habitation. Les prix s'entendent toutes taxes comprises, mais honoraires d'architectes et de notaires, frais d'acquisition du terrain, voirie et raccordements exclus. Trimestriel, l'ICC est établi conjointement par l'INSEE, et par le ministère de l'Équipement. Cet indicateur de la hausse des prix de la construction est aussi un élément d'indexation des loyers (cf. décret du 19 octobre 1982).

● **Indice des loyers.** C'est un indice partiel de l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains.

● **Prix moyens des logements.** Ils sont obtenus à partir de l'enquête trimestrielle sur la commercialisation des logements neufs (ministère de l'Équipement); l'évolution de ces moyennes peut refléter aussi bien un effet de structure qu'une hausse réelle des prix.

● **Maisons groupées.** Il s'agit de constructions menées par un promoteur et portant sur des permis de construire de 5 logements et plus.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe*, ONU.

● *Bloc notes de l'OEP*, INSEE : « Les loyers », n° 7, juillet 1987; « L'indice du coût de la construction (ICC) », n° 8-9, août-septembre 1987.

● « Les HLM : une vocation sociale qui s'accroît » par G. Cruci, *Économie et statistique*, INSEE, n° 206, janvier 1988.

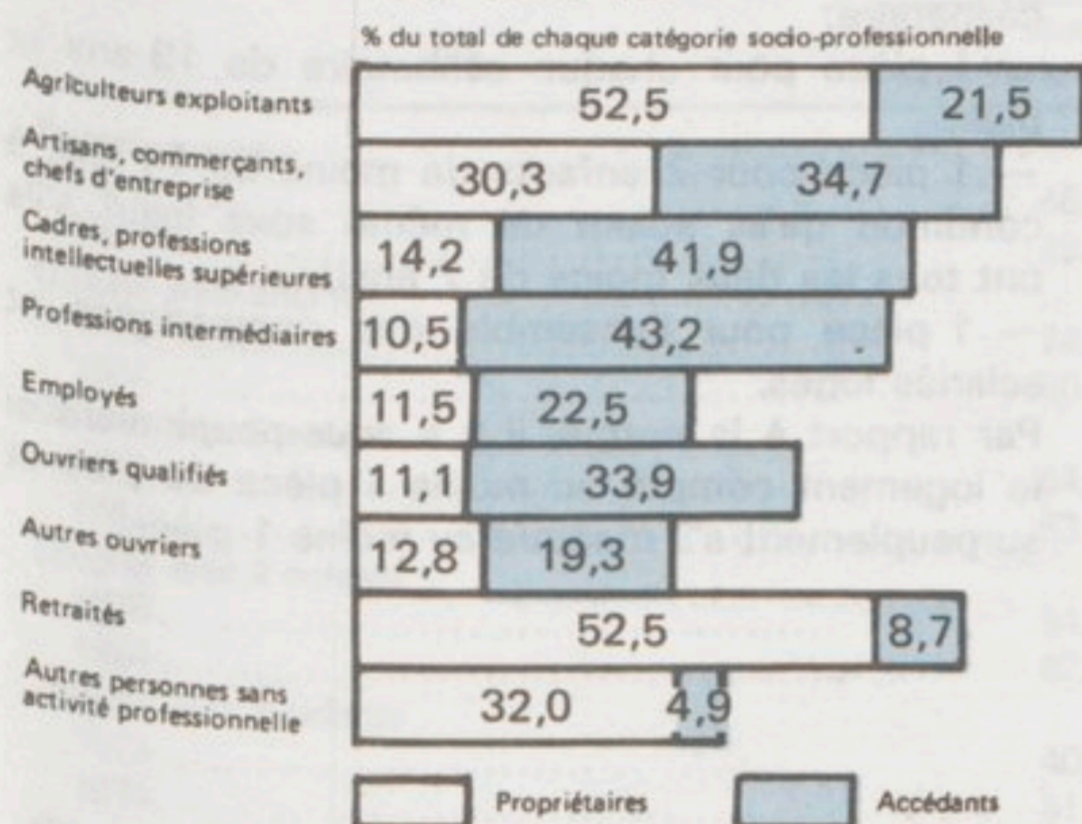
4.2 PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES

LES PROPRIÉTAIRES RÉCENTS SELON LES CARACTÉRISTIQUES DU LOGEMENT [1] (%)

	Logement neuf		Logement ancien		Accédants aidés (PAP)	
	Ensemble	Dont indiv.*	Ensemble	Dont indiv.*	Ensemble	Dont indiv.*
Commune rurale hors ZPiU	12,7	99,8	7,8	98,1	14,7	99,7
Commune rurale en ZPiU	28,5	99,7	12,6	99,4	25,7	99,7
Unité urbaine de moins de 100 000 habitants	32,0	94,0	26,7	80,5	34,4	93,9
Unité urbaine de plus de 100 000 habitants	20,4	...	27,8	...	29,4	...
dont : communes périphériques	14,6	91,1	13,0	69,5	12,6	90,6
ville(s) centre(s)	5,8	51,7	14,8	43,1	6,8	64,8
Agglomération parisienne (sauf Paris)	6,3	51,6	18,9	43,0	5,4	50,0
Paris	0,1	...	6,2	1,8	0,4	...
Ensemble	100,0	90,7	100,0	65,3	100,0	91,2
Effectif (milliers)	783		790		518	

* En % de la colonne « Ensemble ».

ACCÉDANTS ET PROPRIÉTAIRES SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE EN 1984 [1]



LES RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE STATUT D'OCCUPATION* [2]

	1978		1984	
	Effectifs (milliers)	%	Effectifs (milliers)	%
Propriétaires	8 695	46,7	10 279	51,2
dont : non-accédants	4 992	26,8	5 376	26,8
accédants	3 703	19,9	4 903	24,4
Locataires d'un local loué vide	7 652	41,0	7 723	38,4
dont : HLM	2 481	13,3	2 898	14,4
loi de 1948	934	5,0	705	3,5
secteur social non HLM	(a) 4 237	(a) 22,7	365	1,8
autres bailleurs			3 755	18,7
Locataires en meublé, sous-locataires	372	2,0	345	1,7
Logés gratuitement	1 756	9,4	1 616	8,0
Fermiers, métayers	166	0,9	130	0,7
Ensemble	18 641	100,0	20 093	100,0

* Source : enquête-logement. (a) En 1978 les chiffres concernent à la fois le secteur HLM et les autres bailleurs.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION Base 100 : 4^e trimestre 1953 [5]

Année	Indice	Année	Indice
Moyenne 1979	521	Moyenne 1986	864
Moyenne 1980	593	1 ^{er} trim. 1987	884
Moyenne 1981	648	2 ^e trim. 1987	889
Moyenne 1982	718	3 ^e trim. 1987	895
Moyenne 1983	766	4 ^e trim. 1987	890
Moyenne 1984	811	Moyenne 1987	890
Moyenne 1985	837		

INDICE DES LOYERS — Base 100 : année 1980 [5]

Année	Indice	Année	Indice
France entière :		Agglomération parisienne :	
Moyenne 1985	155,9	Moyenne 1985	151,2
Moyenne 1986	164,5	Moyenne 1986	158,6
Moyenne 1987	173,8	Moyenne 1987	167,7
1988 :		1988 :	
janvier	181,0	janvier	174,5
février	181,0	février	174,5
mars	181,0	mars	174,5

PRIX MOYENS DES LOGEMENTS NEUFS VENDUS [4]

	France entière			
	Secteur aidé (PAP)	Prêts conventionnés	Secteur libre	Ensemble
Maisons groupées (1 000 F/lot) :				
1 ^{er} semestre 1986	544	786	547	588
2 ^e semestre 1986	552	782	574	597
1 ^{er} semestre 1987	580	809	639	627
2 ^e semestre 1987	582	832	619	630
Appartements (F/m ²) :				
1 ^{er} semestre 1986	7 539	9 733	13 202	10 405
2 ^e semestre 1986	7 750	10 035	13 495	10 663
1 ^{er} semestre 1987	8 408	10 907	14 492	11 508
2 ^e semestre 1987	8 265	10 677	14 586	11 432

4 LOGEMENT

PRÉSENTATION

Les résidences principales sont de plus en plus confortables grâce à la fois à la rénovation de l'habitat existant et au renouvellement du parc.

Dans l'enquête logement de 1984, 70 % d'entre elles, soit 14 millions de logements ont *tout le confort*; cela signifie qu'ils disposent à la fois d'une salle d'eau, d'un WC intérieur et d'un chauffage central.

Cependant 14 % des logements individuels et 9 % des logements collectifs (au total, 2,3 millions de logements) ne possèdent, ni le confort sanitaire, ni le chauffage central; ils étaient terminés en général en 1949.

Les surfaces consacrées à chaque logement se sont accrues, surtout dans l'individuel : 89 m² en moyenne pour un « quatre pièces » en 1984 contre 84 m² en 1978; dans le « collectif », 82 m² contre 79.

Ce sont les couples sans enfant qui bénéficient le plus d'espace; par contre, la moitié des couples ayant plus de 3 enfants souffrent de surpeuplement. Le bruit reste la principale nuisance en appartement, bien qu'il ait diminué dans les constructions récentes : 44 % des ménages en habitat collectif et 29 % en individuel se déclarent gênés par le bruit en 1984.

Les malfaçons ou non-conformités concernent 1/3 des logements achevés entre 1975 et 1984 [1].

SOURCES

[1] « Le logement de 1978 à 1984 » par Martine Eenschooten, *Économie et statistique*, INSEE, n° 206, p. 33 à 43.

DÉFINITIONS

● **Logements ayant tout le confort.** Les recensements et les enquêtes auprès des ménages ne permettent de décrire la qualité des logements que de façon sommaire. De ce fait, on est conduit à retenir une définition simple : est réputé confortable tout logement disposant à la fois de l'eau courante, de W.-C. intérieurs, d'une baignoire ou d'une douche et du chauffage central.

● **Indice de peuplement.** Il permet de caractériser la manière dont sont occupés les logements en fonction du nombre de pièces, du nombre, du sexe et de l'âge des occupants et du lien de parenté de chacun avec la *personne de référence* du ménage. La norme d'occupation est calculée ainsi :

- 1 pièce de séjour pour le ménage;
- 1 pièce pour chaque personne de référence;
- 1 pièce pour chaque personne hors famille non célibataire;
- 1 pièce pour chaque célibataire de 19 ans et plus;
- 1 pièce pour 2 enfants de moins de 19 ans, à condition qu'ils soient de même sexe (sauf s'ils ont tous les deux moins de 7 ans);
- 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et salariés logés.

Par rapport à la norme, il y a sous-peuplement si le logement compte au moins 1 pièce de plus et surpeuplement s'il manque au moins 1 pièce.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Le comportement des occupants de logements neufs en matière de chauffage (1984). — L'opinion des occupants de logements neufs sur leur mode de chauffage (1984) », *Statistiques et études générales*, ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, n° 116, 1985.

● *Économie et statistique*, INSEE, « Les charges de copropriété », n° 202, septembre 1987; « La vocation sociale des logements », n° 206, janvier 1988.

● « La fongibilité des Prêts Locatifs Aidés (PLA) et des Primes à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale (PALU-LOS) », *Le Moniteur du BTP*, n° 4395, février 1988.

4.3 CONFORT DU LOGEMENT

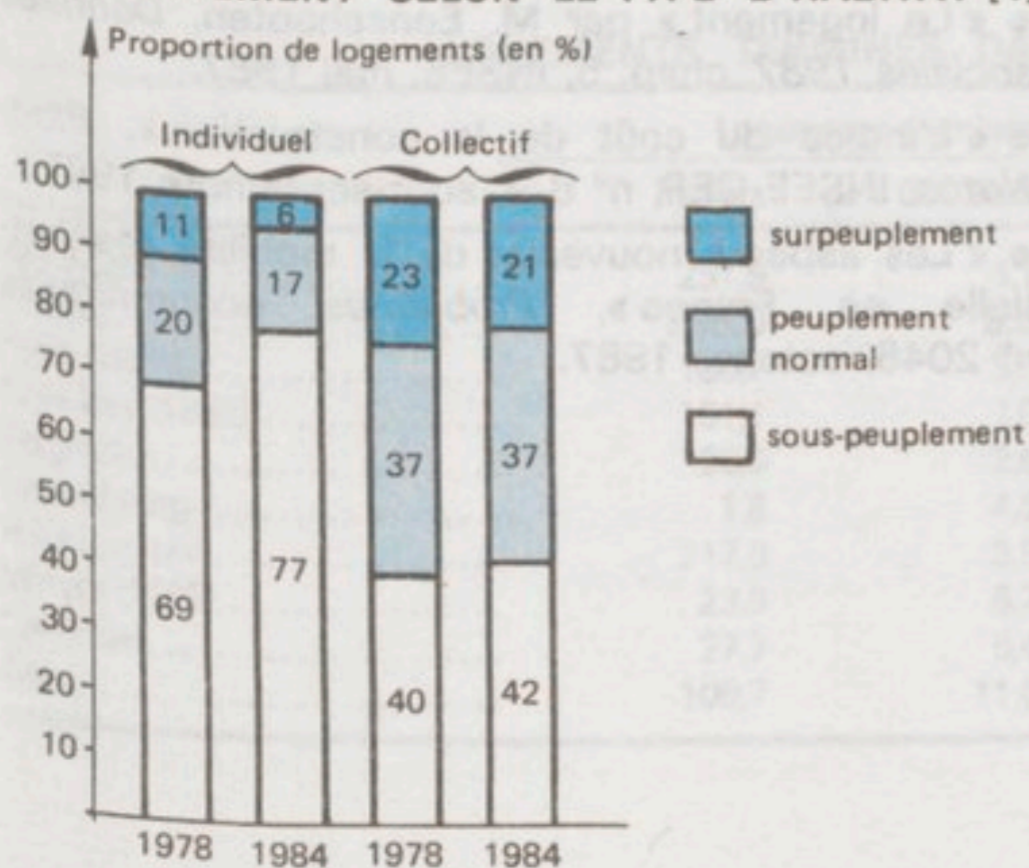
LE CONFORT DES RÉSIDENCES PRINCIPALES [1]

Type d'habitat et année d'achèvement	Sans confort sanit.			Avec conf.		Tout confort		Ensemble	Nombre de résid. princip. (milliers)
	sans chauff. central	avec chauff. central	avec sanitaire s. chauff. central	avec					
				avec chauff. cent. ind.	avec chauff. cent. coll.				
Individuel									
Avant 1914	29,2	5,1	26,7	39,0	39,0	100,0	3 792		
1915-1948	18,8	7,1	19,6	54,5	54,5	100,0	1 711		
1949-1974	3,0	1,1	13,4	82,5	82,5	100,0	3 146		
1975 ou après	ε	ε	7,5	92,3	92,3	100,0	2 279		
Ensemble	14,0	3,2	17,7	65,1	65,1	100,0	10 928		
Collectif									
Avant 1914	29,1	6,9	27,9	27,6	8,5	100,0	2 027		
1915-1948	15,5	10,4	20,1	28,5	25,5	100,0	1 206		
1949-1974	0,7	1,3	6,6	20,1	71,3	100,0	4 659		
1975 ou après	ε	ε	2,2	36,1	61,2	100,0	1 273		
Ensemble	8,8	3,6	12,5	25,1	50,0	100,0	9 165		
Ensemble	11,7	3,4	15,3	69,6	69,6	100,0	20 093		

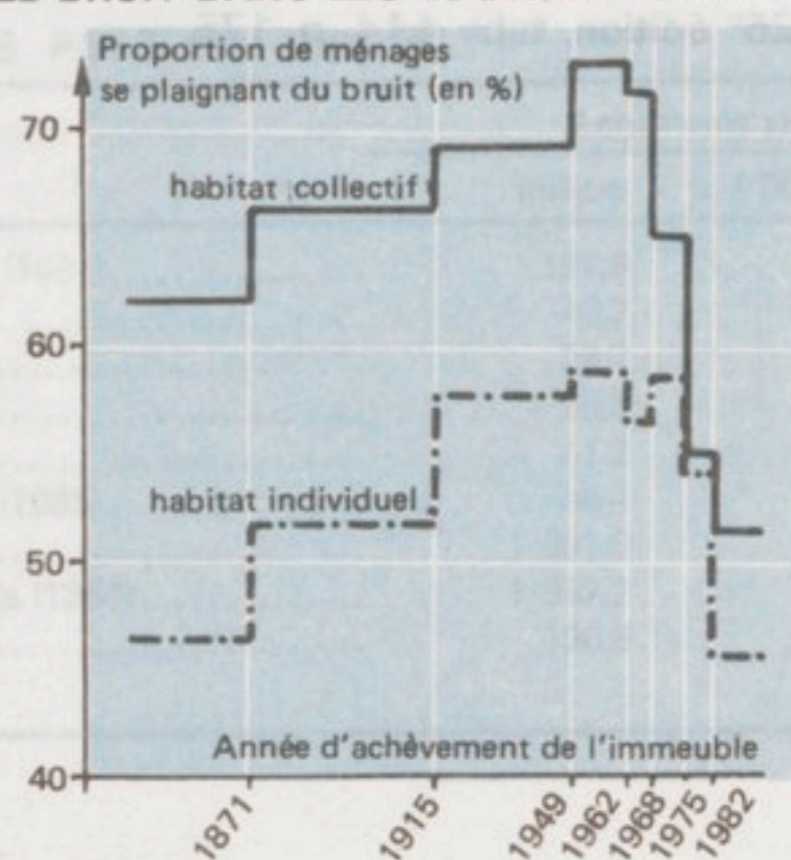
LE PEUPEMENT DES LOGEMENTS PAR TYPE DE MÉNAGE [1]

	Proportions de ménages en situation de			Ensemble	Nombre de résid. princip. (milliers)
	sous- peuplement	peuplement normal	sur- peuplement		
Personnes seules					
1978	46,2	31,3	22,5	100,0	4 162
1984	49,8	30,6	19,6	100,0	4 863
Couples sans enfant					
1978	74,6	20,0	5,4	100,0	5 107
1984	80,7	15,6	3,7	100,0	5 442
Couples avec 1 enfant					
1978	54,2	33,7	12,1	100,0	3 020
1984	63,6	28,8	7,6	100,0	3 077
Couples avec 2 enfants					
1978	54,1	31,5	14,4	100,0	2 664
1984	62,3	28,3	9,4	100,0	3 148
Couples avec 3 enfants					
1978	40,7	35,1	24,2	100,0	1 212
1984	51,8	32,0	16,2	100,0	1 316
Couples avec plus de 3 enfants					
1978	28,3	22,0	49,7	100,0	827
1984	34,5	27,0	38,5	100,0	607
Familles monoparentales					
1978	33,3	32,0	34,7	100,0	774
1984	36,7	36,7	26,6	100,0	994
Autres ménages					
1978	41,7	29,3	29,0	100,0	875
1984	48,1	26,3	25,6	100,0	646
Ensemble					
1978	54,5	28,4	17,1	100,0	18 641
1984	61,2	26,0	12,8	100,0	20 093

SURPEUPEMENT SELON LE TYPE D'HABITAT [1]



LE BRUIT DANS LES LOGEMENTS [1]



4 LOGEMENT

PRÉSENTATION

Pendant l'entre-deux-guerres, malgré divers programmes sociaux, la construction de logements en France, gênée par le blocage des loyers, n'a jamais atteint 200 000 logements par an. Après la promulgation de la loi de 1948 libérant le loyer des logements à construire, le rythme de construction s'est peu à peu accéléré (ce qui a permis de pallier progressivement le vieillissement et le sous-équipement du parc de logements), dépassant 200 000 en 1955, 300 000 en 1959, 400 000 en 1965, atteignant 550 000 en 1972, mais depuis, il est en régression. Ce renversement n'est pas seulement la conséquence de la récession économique; il correspond aussi à la fin d'une période de rattrapage [1] [2].

En 1987, 310 000 logements ont été *mis en chantier* et 252 000 ont été *terminés*. Le secteur du bâtiment manifeste une certaine reprise : + 5,1 % pour les logements individuels, + 4,2 % dans l'habitat collectif par rapport à 1986 [3]; cette reprise étant surtout sensible dans le secteur libre.

Avec 5,3 logements terminés pour 1 000 habitants, la France se situe en bonne place dans l'Europe des Douze, après la Grèce, les Pays-Bas et l'Irlande, mais devant l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni [4].

SOURCES

- [1] *Annuaire statistique de l'équipement*, ministère de l'Équipement, tome 1.
- [2] *Les comptes de la Nation 1987*, INSEE, tome 1, p. 107.
- [3] *Le Moniteur*, n° 4934, février 1988, p. 26.
- [4] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 4.14, p. 175.

DÉFINITIONS

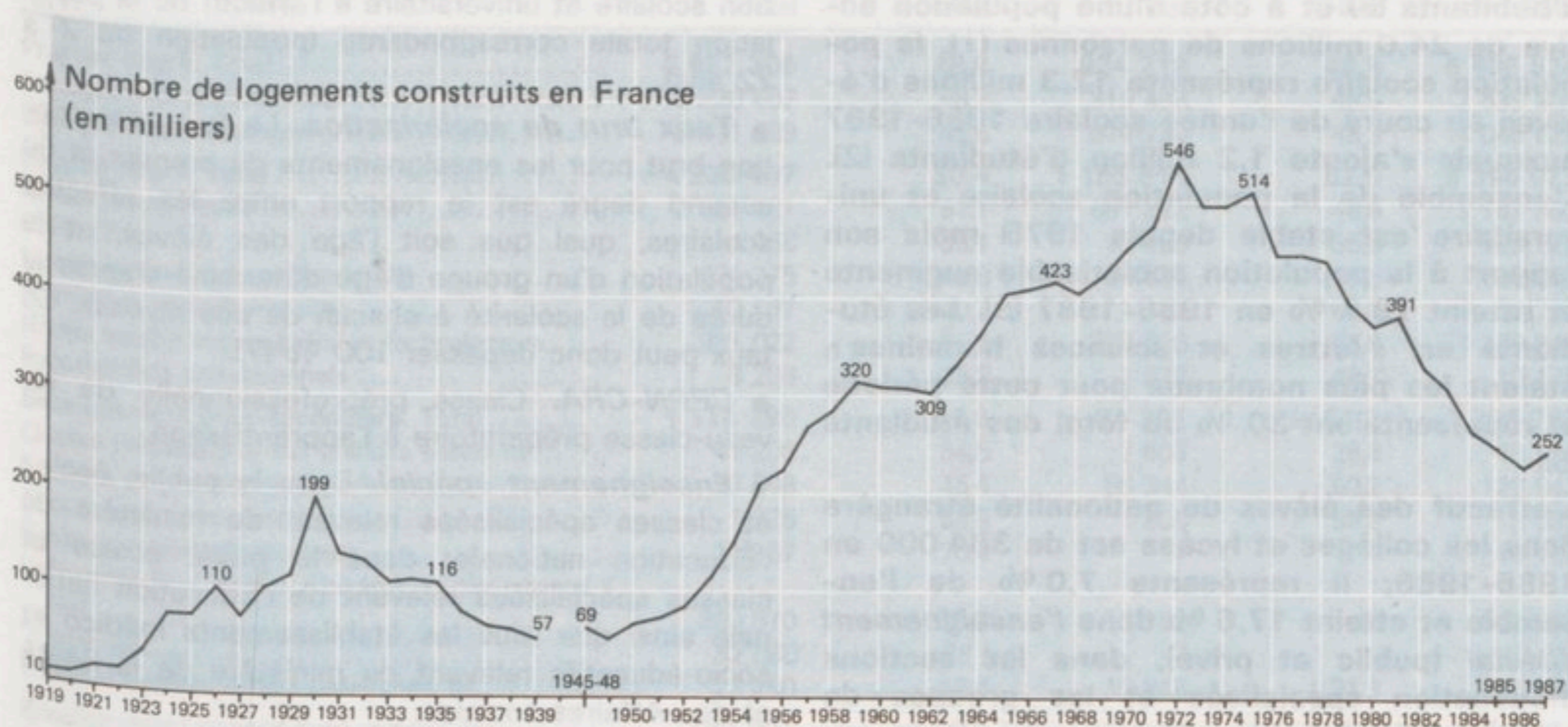
- **Logements autorisés.** Logements avec cuisine, pour lesquels une demande de permis de construire a reçu un avis favorable ou qui ont fait l'objet d'une déclaration préalable de travaux.
- **Mises en chantier** (= logements commencés). Ensemble des logements devant composer un bâtiment dont les fondations sont commencées ou maisons individuelles dont les « fouilles en rigole » sont entreprises.
- **Logements terminés.** Ensemble des logements compris dans un bâtiment dont tous les logements sont habitables et qui a fait l'objet d'une déclaration d'achèvement de travaux.
- **Financement.** La réforme de l'aide au logement, mise en place progressivement depuis juillet 1977, se caractérise par une simplification des circuits de financement. A chaque secteur de financement correspond un seul type de prêt de l'État : en secteur « accession aidée », le PAP (prêt en accession à la propriété) s'est substitué aux PSI (prêts spéciaux immédiats) et aux prêts HLM accession; en secteur « locatif aidé », le PLA (prêt locatif aidé) finance toutes les habitations locatives à loyer modéré. Les nouveaux prêts donnent droit à l'APL (aide personnalisée au logement).

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Logement en Europe : le poids de la démographie », *Le Moniteur des TP et du bâtiment*, n° 4, 23 janvier 1987.
- « Politique monétaire et financement du logement », *L'observateur de l'immobilier*, Crédit foncier de France, janvier-mars 1987.
- « Le logement » par M. Eenschooten, *Données sociales 1987*, chap. 5, INSEE, mai 1987.
- « L'indice du coût de la construction », *Bloc-Notes*, INSEE-OEP, n° 8-9, août-septembre 1987.
- « Les aspects nouveaux de la mobilité résidentielle en France », *Problèmes économiques*, n° 2046, octobre 1987.

4.4 CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

LOGEMENTS CONSTRUITS EN FRANCE
(1919-1987) [1] [3]



LOGEMENTS AUTORISÉS ET MISES EN CHANTIER
DE 1978 À 1987 [2] [3]

(milliers de logements)

	Ensemble des autorisations	Ensemble des mises en chantier	dont logements destinés à l'accession			dont logements destinés à la location			
			Ensemble	PAP	PC	Libre	Ensemble	PLA	Non aidé
1978	469,1	440,1	356,9	154,0	25,2	177,9	83,2	66,6	16,6
1979	462,0	430,5	351,7	145,6	94,0	112,1	78,8	60,3	18,5
1980	499,9	397,4	333,1	120,0	100,0	113,1	64,3	46,8	17,5
1981	488,6	399,5	330,1	126,0	82,0	122,1	69,4	56,0	13,4
1982	425,1	343,8	281,8	127,0	81,0	73,8	62,0	57,0	5,0
1983	371,8	332,5	269,8	115,0	90,0	64,8	62,7	56,0	6,7
1984	343,5	295,0	234,9	113,0	92,0	29,9	60,1	55,1	5,0
1985	349,0	295,5	227,3	93,0	105,0	29,3	68,2	65,0	3,2
1986	356,2	295,5	...	90,0	95,0	...	...	60,0	...
1987	387,7	310,1	...	...	...	...	...	...	...

LOGEMENTS TERMINÉS DANS DIVERS PAYS EN 1986 [3]

	Logements terminés			Logements terminés	
	Milliers	p. 1 000 hab.		Milliers	p. 1 000 hab.
Allemagne (RF)	251,9	4,1	Espagne (1984)	197,9	5,1
France	295,0	5,3	Suisse	46,2	7,1
Italie (1985)	180,7	3,2	Norvège	25,7	6,2
Pays-Bas (1985)	101,1	7,0	Suède	28,8	3,4
Belgique	25,9	2,6	Finlande	41,3	8,4
Luxembourg	1,8	4,8	Portugal (1985)	38,4	3,7
Royaume-Uni	217,6	3,8	URSS	1 991,0	7,2
Irlande (1985)	23,9	6,7	États-Unis (1984)	1 652,2	6,4
Danemark	27,7	5,4	Canada	190,8	7,5
Grèce	109,7	11,0			

5 ENSEIGNEMENT

PRÉSENTATION

Sur une population totale de 55,5 millions d'habitants [3] et à côté d'une population active de 24,0 millions de personnes [1], la population scolaire représente 12,3 millions d'élèves au cours de l'année scolaire 1986-1987 auxquels s'ajoute 1,2 million d'étudiants [2]. L'ensemble de la population scolaire et universitaire est stable depuis 1975 mais son rapport à la population scolarisable augmente et atteint 79,7 % en 1986-1987 [3]. Les étudiants en « lettres et sciences humaines » étaient les plus nombreux pour cette période et représentaient 30 % du total des étudiants [5].

L'effectif des élèves de nationalité étrangère dans les collèges et lycées est de 384 000 en 1985-1986; il représente 7,0 % de l'ensemble et atteint 17,6 % dans l'enseignement spécial (public et privé), dans les sections d'éducation spécialisée et les groupes de classe-atelier [4]. Plus de la moitié de la population universitaire est féminine [2]. L'amélioration des *taux de scolarisation* par rapport à 1968 touche surtout les moins de 4 ans et les plus de 17 ans [4] [6].

Le taux de scolarisation des jeunes de 5 à 24 ans varie beaucoup d'un pays à l'autre. Au niveau de l'OCDE et pour l'enseignement des 1^{er} et 2^e degrés, c'est en Allemagne (RF) qu'il est le plus faible. Dans la tranche des 20-24 ans, loin des deux extrêmes (États-Unis : 57,4 % et Portugal : 12,6 %), la France a un taux voisin de ceux des autres pays d'Europe occidentale [7].

SOURCES

- [1] « L'activité et le chômage en mars 1987 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 101, juillet 1987.
- [2] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-51, tabl. III.
- [3] *BMS*, INSEE, n° 1, janvier 1987, p. 94.
- [4] *Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation*, édition 1987, ministère de l'Éducation nationale, DEP, p. 19 et 165.
- [5] *L'éducation nationale en chiffres 1986-1987*, ministère de l'Éducation nationale. Idem 1985-1986 et 1984-1985.
- [6] *Tableaux des enseignements et de la formation*, statistiques rétrospectives 1967/1968 — 1976/1977, min. de l'Éducation, p. 274 et 275.
- [7] *Annuaire statistique 1987*, UNESCO, chap. 3.2.

DÉFINITIONS

- **Taux de scolarisation.** Rapport de la population scolaire et universitaire à l'effectif de la population totale correspondante (population de 2 à 22 ans).
- **Taux brut de scolarisation.** Le taux d'inscription brut pour les enseignements du premier et du second degré est le rapport entre les effectifs scolaires, quel que soit l'âge des élèves, et la population d'un groupe d'âge déterminé d'après la durée de la scolarité à chacun de ces niveaux. Ce taux peut donc dépasser 100 % [7].
- **CPPN-CPA.** Classe préprofessionnelle de niveau-classe préparatoire à l'apprentissage.
- **Enseignement spécial.** Dans le public, écoles et classes spécialisées relevant du ministère de l'Éducation nationale; dans le privé, écoles et classes spécialisées relevant de l'Éducation nationale ainsi que tous les établissements médico et socio-éducatifs relevant du ministère de la Santé et des Affaires sociales.
- **MASS.** Mathématiques appliquées aux sciences sociales.
- **AES.** Administration économique et sociale.
- **Enseignement du 1^{er} degré.** Il a pour fonction principale de fournir les premiers éléments de l'instruction.
- **Enseignement du 2^e degré.** Il implique quatre années au moins d'étude préalable dans le 1^{er} degré et donne une formation générale ou spécialisée.
- **Enseignement du 3^e degré.** Il exige d'avoir suivi, au préalable, un enseignement complet du 2^e degré ou de faire preuve de connaissances équivalentes. Pour tous les pays de l'OCDE, la tranche d'âge retenue a été celle des 20-24 ans.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Annuaire statistique de la France 1988*, INSEE, chap. F.01.
- « Éducation et formation », bulletin statistique, Eurostat.
- « La mesure du problème universitaire français » par A. Bienaimé, *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, 15 mars 1987.
- « Coût moyen d'un élève et coût d'une scolarité dans les établissements publics en 1983 », *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, n° 87-31, 3 août 1987.
- « Les immigrés et l'école : une course d'obstacles » par S. Boulot et D. Boyon-Fradet, *Bulletin trimestriel du CIEMI*, n° 40, septembre-octobre 1987.
- « Le système éducatif », *Données sociales*, édition 1987, INSEE, chap. VIII.

5.1 ÉLÈVES – ÉTUDIANTS

LA POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN 1986-1987 [2] (France métropolitaine)

	Total	Public	Total	Privé	Public + Privé
		% Filles		% Filles	
Premier degré. Total	5 652 306	48,6	934 218	48,5	6 586 524
Enseignement pré-élémentaire.....	2 220 407	48,7	319 488	48,9	2 539 895
Enseignement élémentaire.....	3 431 899	48,6	614 730	48,3	4 046 629
Second degré. Total	4 236 407	50,4	1 153 616	52,0	5 390 023
Niveau premier cycle.....	2 501 151	51,1	661 212	48,8	3 162 363
CPPN-CPA.....	114 066	38,1	15 459	35,5	129 525
Niveau second cycle professionnel.....	621 375	43,0	184 635	59,6	806 010
Formations complémentaires.....	10 587	40,7	1 711	64,0	12 298
Niveau second cycle général et technologique.....	981 022	55,2	288 626	55,8	1 269 648
Baccalauréats professionnels.....	8 206	35,2	1 973	48,7	10 179
Enseignement post-secondaire. Total	1 114 398	51,6	94 385	(c) 51,3	1 208 783
Classes préparatoires aux grandes écoles (a).....	41 208	34,8	7 603	26,6	48 811
Sections de techniciens supérieurs (a).....	73 598	45,4	56 344	60,2	129 942
TI et préparations diverses.....	1 225	68,8	1 808	58,8	3 033
Écoles normales d'instituteurs.....	14 107	70,4	-	-	14 107
Universités (y. c. écoles d'ingénieurs des universités).....	960 970	53,2	17 782	-	978 752
dont IUT.....	62 080	38,1	-	-	62 080
Écoles d'ingénieurs (hors universités) (a).....	23 290	18,4	10 848	21,3	34 138
Enseignement spécial (tous niveaux) (b)	193 901	40,7	95 130	36,2	289 031
Population scolaire et universitaire	11 197 012	49,5	2 277 349	49,9	13 474 361

(a) Y compris classes et sections relevant d'autres ministères. (b) Élèves des établissements des premier et second degrés dépendant des ministères de l'Éducation nationale, des Affaires sociales et de l'Emploi. (c) Pourcentage hors universités privées.

UNIVERSITÉS ET ÉCOLES D'INGÉNIEURS DANS LE SECTEUR PUBLIC [5] (milliers d'étudiants)

	1984-85	1985-86	1986-87
DEUG d'enseignement du 1 ^{er} degré.....	9,6	6,0	0,7
Pluridisciplinaire de 1 ^{er} cycle.....	19,3	38,3	32,7
Droit et science politique.....	134,1	134,2	137,0
Sciences économiques, gestion.....	63,1	63,2	62,5
Filières nouvelles (MASS, AES).....	29,0	31,8	34,6
Sciences (ingénieurs exclus).....	154,4	156,9	159,6
Lettres et sciences humaines.....	279,5	284,3	297,3
Médecine.....	136,4	125,4	118,7
Odontologie.....	11,2	10,5	9,8
Pharmacie.....	36,1	34,3	32,9
Éducation physique et sportive.....	8,8	9,8	9,9
Instituts universitaires de technologie.....	59,8	62,9	62,1
Écoles d'ingénieurs relevant du ministère de l'Éducation nationale ..	24,2	25,9	27,1
dont en universités.....	11,3	12,4	12,4
Total	965,5	983,5	984,9

TAUX BRUTS DE SCOLARISATION EN 1985
DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE [7]

	1 ^{er} et 2 ^e degrés		3 ^e degré
	Âges	%	20-24 ans %
Allemagne (RF).....	6-18	79	29,8
Australie.....	6-16	101	27,7
Belgique.....	6-17	95	31,0
Canada.....	6-17	104	55,4
États-Unis.....	6-17	100	57,4
France	6-17	103	30,2
Italie (a).....	6-18	83	26,3
Japon.....	6-17	99	(a) 29,6
Norvège.....	7-19	(a) 97	30,8
Pays-Bas (a).....	6-17	98	31,0
Portugal.....	6-16	(b) 83	(a) 12,6
Royaume-Uni.....	5-17	94	(a) 22
Suède.....	7-18	90	(a) 38,1

(a) 1984. (b) 1983.

TAUX DE SCOLARISATION PAR ÂGE [4] [6]

Âge	%	
	1967-68	1985-86
2 ans.....	14	32
3 ans.....	51	94
4 ans.....	79	100
5 ans.....	99	100
6 à 11 ans.....	100	100
12 ans.....	100	100
13 ans.....	99	100
14 ans.....	85	97
15 ans.....	62	95
16 ans.....	55	87
17 ans.....	39	78
18 ans.....	24	55
19 ans.....	12	36
20 ans.....	4	22
21 ans.....	2	15
22 ans.....	0,4	10

5 ENSEIGNEMENT

PRÉSENTATION

En 1987, sur plus de 38,5 millions de personnes âgées de 15 ans et plus, 53 % n'ont pas de diplôme supérieur au CEP et 11 % ont un diplôme supérieur au baccalauréat ou équivalent [1]. En 25 ans, les effectifs des bacheliers ont été multipliés par 4. Depuis 1970, on constate une chute de la part relative de la série A, une stagnation des effectifs de la série C mais un apport croissant de ceux des séries B, F et G [2]. La part des baccalauréats de technicien dans l'ensemble des baccalauréats augmente régulièrement et atteint le tiers en 1987 [3].

Globalement le taux de réussite pour toutes les séries du baccalauréat d'enseignement général progresse et passe de 70,3 % en 1986 à 70,6 % en 1987; de même pour le baccalauréat de technicien : le taux d'admission progresse et passe de 64,9 % en 1986 à 65,1 % en 1987. Pour le baccalauréat professionnel créé en 1986, le taux de réussite est de 76,1 % [3]. C'est en « lettres et sciences humaines » que les admissions au DEUG, à la licence et à la maîtrise ont été les plus nombreuses. Pour les diplômes de 3^e cycle (DESS, DEA, doctorat), les disciplines scientifiques sont les plus représentées [2]. En 1984, 10 % des jeunes sortent du système éducatif sans formation professionnelle ou presque, 47 % sont du niveau du second cycle court, 21 % ont le niveau du baccalauréat; 10 % sont diplômés d'un niveau « baccalauréat plus deux ans »; 12 % détiennent un diplôme universitaire de 2^e ou 3^e cycle ou un diplôme d'une grande école [2].

SOURCES

[1] « Enquête sur l'emploi de 1987 », Résultats détaillés, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 122, tabl. FORM 01, p. 86.

[2] *Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, édition 1987, p. 219, 225, 229.

[3] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-29.

DÉFINITIONS

- **DEUG.** Diplôme d'études universitaires générales (2 ans après le baccalauréat).
- **Maîtrise.** 1 an après la licence, 2 ans après le DEUG.
- **DESS.** Diplôme d'études supérieures spécialisées (1 an après la maîtrise).
- **DEA.** Diplôme d'études approfondies (1 an après la maîtrise).
- **CAP.** Certificat d'aptitude professionnelle, délivré au terme de 2 ou 3 années de formation, formation des ouvriers qualifiés.
- **BEP.** Brevet d'études professionnelles, formation courte en 2 ans après la 3^e.
- **BT.** Brevet de technicien progressivement remplacé par le baccalauréat de technicien (admis : 4 521 en 1980, 6 998 en 1985).
- **BTS.** Brevet de technicien supérieur, 2 années d'études générales et techniques au-delà du baccalauréat de technicien (admis : 17 442 en 1980, 29 557 en 1985).
- **DUT.** Diplôme universitaire de technologie, formation en deux ans au-delà du baccalauréat dans les instituts universitaires de technologie (IUT).
- **Niveaux de sortie.** Niveau VI : effectifs sortant du 1^{er} cycle du second degré (6^e à 4^e CPA et CPPN) et des formations professionnelles en un an (CEP). Niveau V bis : effectifs sortant de 3^e et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale. Niveau V : effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels ou abandonnant la scolarité du second cycle long avant la classe terminale. Niveau IV : effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III. Niveau III : effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, Instituteurs, DEUG, Écoles de santé...). Niveaux II et I : effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2^e et de 3^e cycle ou de grandes écoles.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Les priorités du système de formation pour demain », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2020 du 15 avril 1987.
- « Les immigrés à l'école : une course d'obstacles » par S. Boulot et D. Boyon-Fradet, *Bulletin du CIEMI*, n° 4, septembre-octobre 1987.
- « L'entreprise et le système éducatif », *Économie et géographie*, n° 249, novembre 1987.
- « Défis et crise mondiale des systèmes éducatifs », *Futuribles*, n° 118, février 1988.

5.2 SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF

POPULATION DE 15 ANS OU PLUS NON SCOLARISÉE EN MARS 1987 [1]

Niveau de diplôme le plus élevé obtenu	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
Diplôme non déclaré	312,3	1,7	354,2	1,8	666,4	1,7
Aucun diplôme ou CEP seul	8 764,1	47,7	11 139,8	55,2	19 903,9	51,7
Brevet d'études du 1 ^{er} cycle (BEPC) seul.....	1 099,2	6,0	1 610,2	8,0	2 709,3	7,0
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	4 525,0	24,6	3 305,3	16,4	7 830,4	20,3
Baccalauréat ou brevet professionnel, ou autre diplôme de ce niveau.....	1 599,8	8,7	1 743,4	8,6	3 343,2	8,7
Diplôme du 1 ^{er} cycle universitaire, BTS, DUT, diplôme paramédical ou social	833,4	4,6	1 271,6	6,3	2 105,1	5,5
Diplôme du 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire, diplôme de sortie d'une grande école ou école d'ingénieur.....	1 234,3	6,7	743,6	3,7	1 977,9	5,1
Total	18 368,1	100,0	20 168,1	100,0	38 536,2	100,0

ADMISSIONS AU BACCALAURÉAT* [3]
(France métropolitaine)

Séries	1987
Baccalauréat d'enseignement général	184 050
A. Philosophie et lettres.....	48 179
B. Économique et sociale	45 927
C. Mathématiques et sciences physiques	35 920
D + D'. Mathématiques et sciences de la nature, sciences agronomiques.....	48 637
E. Sciences et technique.....	5 387
Baccalauréat de technicien	91 271
F. Techniques industrielles	25 890
F. Sciences médico-sociales.....	8 789
F. Musique, danse, arts plastiques.....	720
G. Techniques administratives, quantitatives de gestion, commerciales	54 648
H. Techniques informatiques	1 224
Total	275 321
Baccalauréat professionnel	880

(*) Chiffres provisoires.

NIVEAUX DE SORTIE DU SYSTÈME ÉDUCATIF
1984 [2]

Sorties définitives des établissements du second degré sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale.....	399 800
soit : niveau VI	29 600
niveau V bis	31 800
niveau V.....	249 500
niveau IV.....	88 900
Autres sorties définitives	403 400
soit : niveau VI	2 400
niveau V bis	20 300
niveau V.....	125 000
niveau IV.....	80 800
niveau III	80 800
niveaux I et II.....	94 100
Ensemble des sorties	803 200
soit : niveau VI	32 000
niveau V bis	52 100
niveau V.....	374 500
niveau IV.....	169 700
niveau III	80 800
niveaux I et II.....	94 100

DIPLÔMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN 1985 [2]
(France métropolitaine et DOM)

Diplômes universitaires de technologie (DUT)....	*24 045
soit : <i>gestion des entreprises et des administrations</i>	4 898
<i>techniques de commercialisation</i>	3 293
<i>génie électrique</i>	3 209
<i>Informatique</i>	2 729
DEUG.....	61 094
soit : <i>droit (a)</i>	9 879
<i>sciences économiques</i>	5 655
<i>AES (b)</i>	3 606
<i>sciences y compris MASS (c)</i>	13 956
<i>lettres</i>	22 680
<i>éducation physique et sportive</i>	1 522
Licence	49 062
soit : <i>droit</i>	9 579
<i>sciences économiques</i>	4 030
<i>AES (b)</i>	1 959
<i>sciences y compris MASS (c)</i>	10 796
<i>lettres et sciences humaines</i>	21 340
<i>éducation physique et sportive</i>	1 358
Maîtrise.....	35 411
soit : <i>droit</i>	7 834
<i>sciences économiques</i>	4 688
<i>AES (b)</i>	1 207
<i>sciences y compris MASS (c)</i>	10 009
<i>lettres et sciences humaines</i>	11 313
<i>éducation physique et sportive</i>	360
DESS	8 670
soit : <i>sciences économiques</i>	3 543
<i>lettres et sciences humaines</i>	2 192
DEA	17 978
soit : <i>sciences (d)</i>	8 743
<i>lettres</i>	5 597
Doctorats de 3 ^e cycle	4 665
soit : <i>sciences</i>	2 404
<i>lettres et sciences humaines</i>	1 558
Doctorats d'État.....	2 155
soit : <i>sciences</i>	1 457
<i>lettres</i>	372
Diplômes d'État délivrés par les universités dans les disciplines médicales.....	*26 467
soit : <i>docteur en médecine</i>	8 505
<i>docteur en pharmacie</i>	3 839
<i>docteur en chirurgie dentaire</i>	1 943
Diplômes d'ingénieur (e).....	13 659
Diplômes de commerce et de gestion.....	7 527

* France métropolitaine. (a) Non compris capacité en droit : 1 738. (b) Administration économique et sociale. (c) MASS : mathématiques appliquées aux sciences sociales. (d) Dont diplômes de docteur-ingénieur : 629. (e) Y compris les diplômes de la formation continue.

5 ENSEIGNEMENT

PRÉSENTATION

Le budget de l'Éducation nationale représente, en 1987, 15,7 % du budget de l'État et 3,2 % du *produit intérieur brut* [1].

En 1986-1987, par rapport à l'année précédente, le nombre d'établissements et le nombre de classes dans l'enseignement public ou privé du premier degré sont en légère diminution, sauf pour les écoles maternelles où il augmente légèrement. Dans le second degré, le nombre d'établissements est stable [2] [3].

Dans le premier degré public, le personnel féminin prédomine (74 % du personnel) [4].

Dans le second degré public, à la rentrée scolaire de 1986, le nombre d'enseignants est de 328 000, soit un accroissement de 1,3 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de non-titulaires a diminué; il représente encore 7,3 % du corps enseignant dans les lycées professionnels. Parmi les enseignants titulaires, 11 % effectuent un service à temps partiel (17 % pour les femmes). L'éducation physique et sportive, est dispensée par 24 000 enseignants [5]. Dans le second degré privé sous *contrat*, le nombre des enseignants est de 77 000 pour l'année scolaire 1986-1987 [2].

Sur les 45 800 enseignants du supérieur en 1986-1987, près de 40 % sont des maîtres de conférences. Les domaines scientifique et médical occupent respectivement 41 % et 25 % des enseignants [6].

SOURCES

[1] *Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, édition 1987, p. 21.

[2] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-51, p. 1, 2 et 3.

[3] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, SPRESE, n° 86-51, p. 2 et 3.

[4] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-48, p. 5.

[5] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-33, p. 2, 3, 4.

[6] *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale, DEP, n° 87-35, p. 2 et 4.

DÉFINITIONS

● **Types d'établissement du second degré, enseignement public.** Lycées, collèges, lycées d'enseignement professionnel LEP, sections d'éducation spécialisée et groupes de classes-ateliers (SES et CA).

● **Types d'établissement du second degré, enseignement privé.** Cours complémentaires CC, établissements techniques niveau LEP, secondaires niveau lycée et techniques niveau lycée.

● **Enseignants de type lycée.** Ils comprennent les agrégés, les certifiés, les bi-admissibles, les chargés d'enseignement, les adjoints d'enseignement et les professeurs techniques adjoints (PTA).

● **Enseignants de type collègue.** Ils comprennent les professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), les instituteurs et instituteurs spécialisés et les sous-directeurs de SES (sections d'éducation spécialisées).

● **Enseignants de type LEP.** Ils comprennent les chefs de travaux des disciplines professionnelles du second cycle court et les professeurs de LEP.

● **Contrat.** Le contrat entraîne la prise en charge, par l'État, de la rémunération des enseignants (contrat simple), voire aussi des dépenses d'externat (contrat d'association).

● **Enseignants des secteurs public et privé.** La comparaison entre enseignants du secteur public et enseignants du secteur privé est difficile. Elle n'a de sens que pour le secteur privé sous contrat où la rémunération des enseignants s'établit par assimilation à une catégorie du secteur public.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'éducation nationale à l'heure de la décentralisation. Changements et continuité », par René Périé, *Notes et études documentaires*, La Documentation française, n° 4834, 1987.

● « La mesure du problème universitaire française », par A. Bienaymé, *Chronique d'actualité de la SEDEIS*, 15 mars 1987.

● *Note d'information*, ministère de l'Éducation nationale : « Les maîtres auxiliaires enseignant dans les établissements publics en 1985-1986 », n° 8718; « Les sections d'éducation spécialisée : leur implantation, leurs personnels et leurs moyens », n° 87-20.

● « La mobilité géographique des enseignants », *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. VIII.

5.3 ÉCOLES ET PROFESSEURS

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS EN 1986-1987 [2] [3]

	1986-1987		Rappel 1985-1986
	Secteur public	Secteur privé	
Premier degré	58 728	6 500	65 228
Écoles maternelles	17 683	386	18 069
Écoles élémentaires	40 947	6 100	47 047
Écoles d'enseignement spécial	98	14	112
Second degré	7 305	3 902	11 207
Collèges, cours complémentaires, écoles secondaires (1 ^{er} cycle)	4 810	1 846	6 656
Lycées d'enseign. profess. et écoles techn. (2 ^o cycle court)	1 351	867	2 218
Lycées	1 144	1 189	2 333

PERSONNELS INSTITUTEURS DU PREMIER DEGRÉ PUBLIC EN 1986-1987 [4]

	Enseignement d'école maternelle	Enseignement primaire	Enseignement spécialisé (enfance inadaptée)	Autres (a)	Total
Titulaires et stagiaires (b)	72 888	198 012	22 135	9 203	302 238
dont % femmes	96,2	67,4	61,8	56,4	73,6
Élèves instituteurs (b)	125	763	31	1	920
dont % femmes	79,2	73,3	25,8	100,0	72,5
Suppléants	179	25	-	121	325
dont % femmes	79,3	88,0	-	77,7	79,4
Total	73 192	198 800	22 166	9 325	303 483
dont % femmes	96,1	67,4	61,8	56,7	73,6

(a) Formation et recherche pédagogique, autres affectations, suppléants. (b) Y compris les stagiaires DEUG.

PERSONNEL ENSEIGNANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU SECOND DEGRÉ EN 1986-1987 [5]

	Lycées	Collèges	LEP	Total
Enseignants de type lycée	78 370	75 974	1 370	155 714
dont : certifiés	41 499	50 019	91	91 609
agrégés	16 371	4 457	-	20 828
adjoints d'enseignement	10 837	17 824	1 194	29 855
Enseignants de type collège	28	79 822	376	80 226
Enseignants de type LEP	2 706	4 453	47 933	55 092
Éducation physique et sportive	4 631	16 399	2 896	23 926
Non-titulaires	4 020	4 992	4 150	13 162
Total	89 755	181 640	56 725	328 120

ENSEIGNANTS EN FONCTION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN 1986-1987 [6]

	Professeurs	Maîtres de conférence	Assistants	Autres (a)	Total
Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion	1 297	1 540	1 508	618	4 963
dont : Universités	1 266	1 355	1 190	185	3 996
IUT	27	175	314	406	922
Lettres et sciences humaines	2 235	4 957	1 671	1 933	10 796
dont : Universités	2 186	4 657	1 494	1 179	9 516
IUT	30	198	142	542	912
Sciences	4 300	8 700	3 273	2 396	18 669
dont : Universités	3 214	6 473	2 389	257	12 333
IUT	463	1 131	563	1 383	3 540
ENSI (b)	391	494	157	91	1 133
Santé	3 918	2 572	4 887	4	11 381
dont : Universités	3 912	2 564	4 873	-	11 349
Total	11 750	17 769	11 339	4 951	45 809

(a) Enseignants du second degré, lecteurs étrangers en lettres, allocataires d'enseignement supérieur. (b) Écoles nationales supérieures d'ingénieurs.

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

Après une période de stagnation de 1946 à 1962, la *population active* française a marqué une progression considérable pour les raisons suivantes : arrivée aux âges actifs des générations nombreuses de l'après-guerre, solde migratoire positif (retour en Métropole des Français d'Afrique du Nord et immigration étrangère importante), développement du travail féminin [1]. Évaluée à 19,2 millions de personnes en 1954, elle atteint 23,5 millions au recensement de mars 1982 [2].

En mars 1987, les *taux d'activité* atteignent 94 % au moins pour les hommes âgés de 25 à 50 ans. Ils sont moindres chez les femmes du même âge (68 %), mais sont en nette progression. Ils ont baissé, chez les jeunes, en raison de la généralisation et de l'allongement de la scolarité et, chez les personnes âgées, suite à la mise en place des régimes de retraite dans les professions indépendantes (artisans, agriculteurs, commerçants) et, plus récemment, aux mesures d'encouragement à la cessation d'activité [3].

La *catégorie socioprofessionnelle* la plus fréquente chez les hommes reste celle des ouvriers, qui constituent, en mars 1987, 40 % de la population active occupée; chez les femmes, c'est celle des employés avec 48 % [3].

La proportion de salariés dans la population active demeure, en France, un peu inférieure à celle observée dans la plupart des pays industrialisés [4].

SOURCES

[1] « La population de la France en 1982. La population active », *Premiers résultats*, INSEE, n° 13, février 1984, p. 1.

[2] *Recensement général de la population*, INSEE : 1954, sondage au 1/20, population active; 1962, dépouillement exhaustif, tome I; 1968, sondage au 1/4; 1975, sondage au 1/5, tome I; 1982, principaux résultats, sondage au 1/20.

[3] « Enquête sur l'emploi de 1987 », Résultats détaillés, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 122 (et *idem* 1986, vol. D 114), tabl. PA 01, p. 34, et tabl. PA 05, p. 41 à 43.

[4] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 3-15 et 3-16, p. 116 et 117 (annuel).

[5] *Les comptes de la Nation 1987*, INSEE, tome 2, p. 57.

DÉFINITIONS

● **Population active.** Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs. Dans l'enquête sur l'emploi, c'est la définition de la population active dite « au sens du BIT » qui sert de définition de référence; cette définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT).

● **Population active occupée.** Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation etc.

● **Chômeurs.** Voir au mot clé 6.6.

● **Remarque.** La population active mesurée au sens du recensement (voir premier tableau page ci-contre) n'est pas tout à fait comparable à la population active au sens du BIT; en effet, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes, avec une assistance limitée et un contrôle sommaire de la part des agents recenseurs. Quelle que soit la définition retenue (recensement ou BIT), dans les tableaux de la page ci-contre, les militaires du contingent ne sont pas inclus dans la population active.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Structure des emplois en 1985 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 119, juin 1987.

● « Les politiques de l'emploi depuis 30 ans », *Données sociales*, édition 1987, chap. 2.

● « 34 millions de personnes sans emploi », *Population et sociétés*, INED, n° 205.

● « Population active, emploi et chômage depuis 30 ans », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 123, novembre 1987.

● *Économie statistique*, INSEE, n° 205 : Dossier « Emploi et chômage, court terme et long terme », décembre 1987.

● « Population totale et population active », *Annuaire statistique du travail*, BIT, chap. 1.

6.1 POPULATION ACTIVE

TAUX D'ACTIVITÉ* EN MARS 1986 ET MARS 1987 (au sens du BIT) [3] (%)

Âges	Hommes		Femmes	
	1986	1987	1986	1987
15 à 19 ans	16,5	15,7	12,1	11,8
20 à 24 ans	66,3	65,7	65,5	64,2
25 à 29 ans	94,8	94,9	77,0	75,7
30 à 34 ans	97,2	97,1	72,5	72,2
35 à 39 ans	97,9	97,8	72,2	71,9
40 à 44 ans	97,3	97,4	71,0	72,0
45 à 49 ans	95,7	95,4	67,1	67,8
50 à 54 ans	90,8	90,4	59,1	59,8
55 à 59 ans	69,4	67,3	43,1	44,6
60 à 64 ans	27,4	25,7	18,4	18,0
65 à 69 ans	9,6	8,2	4,6	4,4
70 à 74 ans	3,9	4,1	1,5	1,5
75 ans et plus	2,3	2,2	0,9	0,8
15 ans et plus ..	66,0	65,4	46,0	45,8

* Actifs : ayant un emploi + à la recherche d'un emploi (non compris les militaires du contingent).

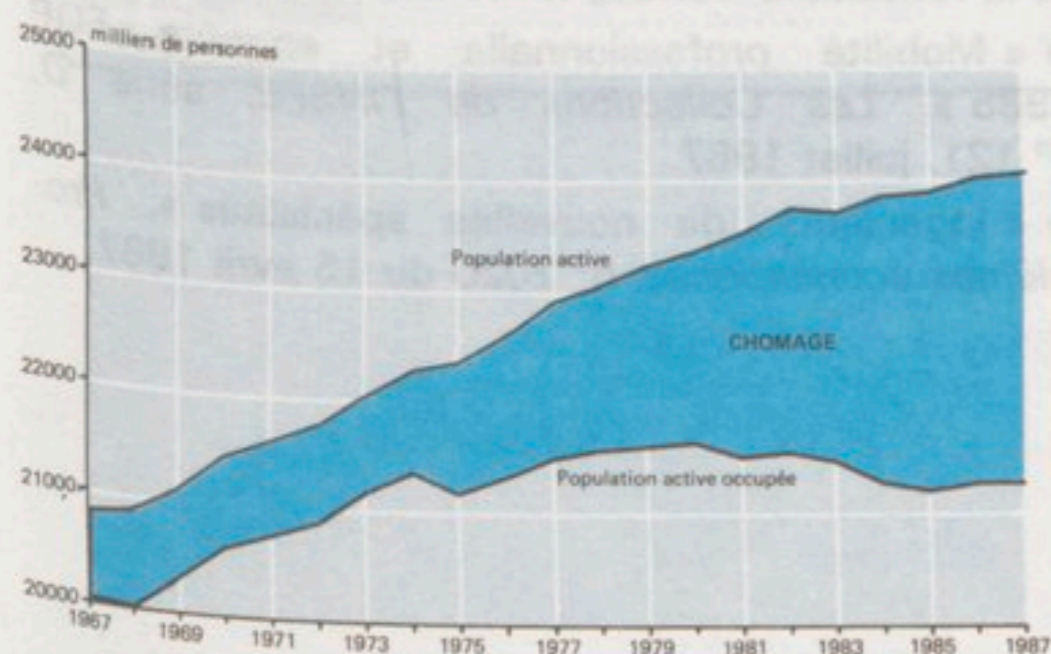
POPULATION ACTIVE AUX RECENSEMENTS DE 1954 A 1982 [2]

	Population active occupée	Chômeurs	Population active
1954 : Total	18 824	327	19 151
dont : femmes	6 506	140	6 646
1962 : Total	19 055	196	19 251
dont : femmes	6 577	87	6 664
1968 : Total	19 962	436	20 398
dont : femmes	6 929	197	7 126
1975 : Total	20 944	831	21 775
dont : femmes	7 676	456	8 132
1982 : Total	21 466	2 059	23 525
dont : femmes	8 460	1 125	9 585

POPULATION ACTIVE OCCUPÉE [3] (milliers)

Catégorie socioprofessionnelle	Mars 1986			Mars 1987		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Agriculteurs exploitants	879	535	1 414	873	512	1 385
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises (10 salariés et plus) ..	1 132	631	1 763	1 112	597	1 709
dont : artisans	634	231	865	618	213	831
commerçants	410	380	790	401	362	763
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1 508	566	2 074	1 534	584	2 118
dont : cadres d'entreprises	862	182	1 044	870	188	1 058
cadres fonction publique, professions intellectuelles et artis-	480	308	789	488	316	804
tiques	480	308	789	488	316	804
Professions intermédiaires	2 546	1 778	4 324	2 509	1 808	4 317
dont : contremaîtres et agents de maîtrise	514	37	551	517	39	556
techniciens	699	82	781	670	79	749
fonction publique et assimilés	731	1 237	1 967	702	1 226	1 927
Employés	1 407	4 310	5 717	1 425	4 284	5 709
dont : fonction publique	764	1 412	2 176	749	1 411	2 160
administrations d'entreprises	362	1 551	1 913	369	1 519	1 888
personnel des services aux particuliers	145	808	953	159	828	987
Ouvriers	4 989	1 253	6 242	4 970	1 197	6 167
dont : ouvriers qualifiés	3 301	293	3 594	3 275	283	3 558
ouvriers agricoles	190	49	239	173	50	223
Total	12 461	9 073	21 534	12 423	8 982	21 405
Ensemble des non-salariés	2 267	1 302	3 569	2 240	1 247	3 487
Ensemble des salariés	10 194	7 771	17 965	10 183	7 735	17 918

EMPLOI, CHÔMAGE ET POPULATION ACTIVE EN 1987 [4]



TAUX D'ACTIVITÉ ET PROPORTION DE SALARIÉS DANS L'EMPLOI CIVIL EN 1986 [5]

	Taux (a) d'activité	Proportion (b) de salariés
Allemagne (RF)	45,0	87,1
France	42,3	84,2
Italie	40,6	70,1
Danemark	55,8	88,4
Royaume-Uni	48,4	89,1
Espagne	35,7	70,4
Portugal	43,5	68,1
États-Unis	48,8	90,8
Japon	49,6	74,8
URSS	(c) 46,7	(d) 100,0

(a) En % de la population totale. (b) En % de l'emploi civil. (c) À l'exclusion des personnes occupées exclusivement dans les exploitations auxiliaires agricoles privées. (d) Y compris les membres des coopératives agricoles (Kolkhoz).

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

De 1975 à 1987, si le nombre d'emplois a peu augmenté globalement (460 000), les structures de la population active ont continué de se transformer [1] [3]. En particulier, le nombre de femmes au travail a augmenté (+ 1,3 million), celui des hommes a diminué (- 857 000). La baisse du nombre des agriculteurs se poursuit (- 2,3 % par an), mais à un rythme plus lent que lors de la décennie précédente; celle des ouvriers a commencé en 1977, pour s'accélérer ensuite [1] [3].

Les augmentations les plus spectaculaires concernent les professions de la santé (+ 4,5 % par an pour les professions intermédiaires de la santé et du travail social) et celles de l'enseignement secondaire et supérieur; elles concernent aussi les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise (3,7 %) et les professions intermédiaires de la *fonction publique* (+ 3,4 %). Par contre, les employés, techniciens, agents de maîtrise et autres professions intermédiaires, augmentent plus modérément [1] [3].

La mobilité des salariés est en diminution, surtout depuis 1980, avec l'approfondissement de la crise [2]. En 1984, 85 fils de cadres supérieurs ou moyens sur 100, le restent; c'est le « taux de reproduction sociale » le plus élevé, suivi par celui des « indépendants » (représentés surtout par les professions libérales). Par contre 66 fils d'ouvriers sur 100 le restent, 14 deviennent cadres supérieurs, 10 deviennent employés, 8, indépendants, 2, agriculteurs [4].

SOURCES

- [1] *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. I, « Les groupes socioprofessionnels de 1962 à 1982 ».
- [2] *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. II, « La main-d'œuvre d'un secteur à l'autre ».
- [3] « Enquête sur l'emploi de 1987. Résultats détaillés », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 122, p. 36-37.
- [4] « Les conditions de vie des ouvriers », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 126, p. 26.

DÉFINITIONS

- **La Nomenclature** est celle des catégories socioprofessionnelles (PCS) de 1982. Les résultats de 1975 ont été « estimés » (voir *Archives et documents*, n° 156).
- **Chefs d'entreprise**. Les chefs d'entreprise salariés (PDG, gérants majoritaires ou minoritaires de société, directeurs de société, directeurs de société anonyme) sont considérés comme chefs d'entreprise et non comme cadres.
- **Cadres**. Ce sont les cadres au sens des conventions collectives ou les agents de cadre A de la Fonction publique.
- **Fonction publique/Entreprises**. Par convention sont agents de la Fonction publique, les salariés de l'État, des collectivités locales, des hôpitaux publics, et des offices publics de HLM. Les salariés de la Sécurité sociale, des entreprises d'économie mixte, ou des entreprises nationalisées sont considérés comme salariés d'entreprise.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « De l'ancien code à la nouvelle nomenclature » par B. Seys, *Archives et documents*, INSEE, n° 156, mars 1986.
- « Les effectifs des professions d'un recensement à l'autre », *Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation*, CEREQ, n° 19-20, mars-juin 1986.
- « Mobilité professionnelle et enquête FQP 1985 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 121, juillet 1987.
- « Ingénieurs, de nouvelles spécialités », *Problèmes économiques*, n° 2020 du 15 avril 1987.

6.2 PROFESSIONS

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI
ENTRE 1975 ET 1987 PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE [1] [3]

(milliers)

	Effectifs (milliers)		Proportion de femmes (%)	
	(1) 1975	(2) 1987	1975	1987
Agriculteurs exploitants	1 691	1 384	33,7	37,0
Artisans	865	831	21,9	25,6
Commerçants et assimilés	792	763	46,8	47,4
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	109	116	15,8	19,1
Professions libérales	183	255	23,8	31,4
Cadres de la Fonction publique	212	236	19,3	23,0
Professeurs, professions scientifiques	272	430	43,6	46,8
Professions de l'information, des arts et des spectacles	88	138	37,4	43,9
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	484	608	17,0	24,8
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	290	449	4,2	8,2
Instituteurs et assimilés	673	807	63,5	61,2
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	434	732	72,6	74,6
Clergé, religieux	112	26	58,6	6,3
Professions intermédiaires administratives de la Fonction publique ..	242	361	40,8	51,0
Professions intermédiaires adm. et commerciales d'entreprise	844	1 086	34,5	42,8
Techniciens	570	749	7,8	10,6
Contremaîtres, agents de maîtrise	519	556	5,1	7,0
Employés civils et agents de service de la Fonction publique	1 352	1 769	71,7	78,4
Policiers et militaires	346	391	4,0	6,2
Employés administratifs d'entreprise	1 807	1 888	75,2	80,5
Employés de commerce	537	674	77,7	78,1
Personnels des services directs aux particuliers	744	987	89,2	83,9
Ouvriers qualifiés de type industriel	1 524	1 422	9,6	12,0
Ouvriers qualifiés de type artisanal	1 300	1 266	8,2	6,3
Chauffeurs	512	512	1,2	3,1
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage, des trans- ports	409	358	8,2	4,6
Ouvriers non qualifiés de type industriel	2 573	1 606	36,8	38,7
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	1 107	780	25,1	31,0
Ouvriers agricoles et assimilés	355	223	11,5	22,6
Total	20 946	21 405	36,6	42,0

(1) Estimation à partir du recensement de 1975 (1/20). (2) Estimation actualisée au 1^{er} janvier 1987 à partir des estimations annuelles d'emploi par secteur et des résultats des enquêtes Emploi de 1982 à 1987.

LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE INDIVIDUELLE (1984) [4]

Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	Catégorie socio-professionnelle du père du chef de ménage				
	Cadre supérieur et moyen	Employé	Ouvrier	Agriculteur	Autres indépendants
Cadre (supérieur et moyen)	85	28	14	4	15
Employé	5	52	10	7	2
Ouvrier	5	13	66	19	0
Agriculteur	0	0	2	64	0
Autres indépendants	5	7	8	6	83
Ensemble	100	100	100	100	100

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

Le *taux d'activité* des femmes est passé de moins 37 % en 1962 et 1968, à 39 % en 1975; il atteint 46 % en 1987 [1] [4]; il n'a donc pas été altéré par la crise.

Cet essor est surtout le fait des femmes d'âge intermédiaire (de 25 à 49 ans) qui adoptent plus que par le passé une plus grande continuité dans leur vie professionnelle; leur part dans les effectifs féminins passe de 50 % en 1969 aux 2/3 en 1987 [4]; pour cette tranche d'âge on est passé de la norme de « femme au foyer » à celle de « femme au travail ».

Les femmes occupent plus de la moitié des emplois du secteur tertiaire dont l'expansion leur a été bénéfique. On les trouve dans des emplois de cadres et dans les professions intermédiaires; elles y sont surqualifiées [4].

En même temps, elles sont nombreuses à occuper des emplois précaires (intérim, contrats à durée déterminée) et le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes surtout depuis 1975.

La féminisation des emplois s'est accompagnée d'une progression du travail à temps partiel : entre 1975 et 1987, 70 % des créations d'emploi sont des postes à temps partiel, en particulier dans les secteurs peu qualifiés du commerce et des services; dans le secteur public, les femmes sont nombreuses à choisir le temps partiel; celui-ci concerne au total 2 millions d'entre elles [4].

DÉFINITIONS

● **Taux d'activité.** Dans une population donnée, rapport entre le nombre de personnes actives et la population totale correspondante. On calcule notamment des taux d'activité par sexe et âge (par définition, les taux d'activité sont nuls pour les âges inférieurs à 15 ans). Le Bureau international du travail (BIT) qui publie les chiffres repris au dernier tableau met en garde contre la comparaison trop brutale des taux d'activité des femmes, « car, dans beaucoup de pays, un nombre relativement élevé de femmes aident, sans rémunération, aux travaux de l'exploitation familiale, et il existe, entre les pays, des différences dans les critères utilisés pour déterminer dans quelle mesure cette catégorie de travailleuses doit être comptée dans la population active ». De même, « les travailleurs familiaux, les personnes en quête d'emploi pour la première fois et les étudiants qui ont une activité à temps partiel ne sont pas comptés de la même manière dans les différents pays ».

● **Services marchands et non marchands.** Les services marchands regroupent les postes U10 à U13 de la nomenclature en 16 branches, soit les postes T29, T30 et T33 à T37 de la nomenclature en 36 branches (voir mot-clé 10.1). Par référence à la *nomenclature d'activités et de produits* (NAP 1973), ils regroupent les postes 56, 65 à 67 et 76 à 89. Les services non marchands, rendus essentiellement par les administrations, suivant les nomenclatures prises dans le même ordre que précédemment, se composent des postes U14, soit T38, ou encore 90 à 98.

SOURCES

- [1] *Recensement général de la population de 1982*, Principaux résultats, Sondage au 1/20. France métropolitaine, INSEE, p. 54, 55 et 95.
- [2] *Recensement général de la population de 1982*, France métropolitaine, Population active, INSEE tabl. 14, p. 148 et 149 (vol. bordeaux).
- [3] *Annuaire des statistiques du travail*, Bureau international du travail, Genève, 1986, p. 13 à 44 (et numéros précédents).
- [4] *Enquête sur l'emploi de 1987*, *Les Collections de l'INSEE*, D. 122, tabl. PA-04, PA-07, PA-08, p. 34, 38, 49, 51.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Femmes en chiffres, *CNIDF-INSEE* 1986.
- « Le mur du sexe ». *Le Nouvel Économiste*, 13 mars 1987.
- « Vie professionnelle et vie familiale, de nouveaux équilibres à construire », 1987, Haut Conseil de la population et de la famille, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.
- « Les femmes et l'emploi » par B. Belloc, N. Marc et C. Monceau, *Données sociales*, 1987.

6.3 EMPLOI FÉMININ

ACTIVITÉ DES FEMMES AYANT UN EMPLOI SELON L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE Au 1^{er} janvier 1987 [4]

	Effectifs (milliers)	Taux de femmes (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	562	35,1
Industries agricoles alimentaires	216	35,4
Production et distribution d'énergie	50	18,3
Industries des biens intermédiaires	221	18,0
Industries des biens d'équipement	365	23,0
Industries des biens de consommation	599	48,0
Bâtiment et génie civil et agricole	135	8,6
Commerce	1 206	48,4
Transports et télécommunications	347	26,4
Services marchands	2 446	55,5
Institutions financières	367	55,1
Services non marchands	2 443	57,4
Activité indéterminée	35	36,4
Total	8 982	86,1
<i>dont</i> : Salariés	7 735	

ACTIVITÉ DES FEMMES SELON L'ÂGE Recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982 [1] (%)

Tranche d'âges	1962	1968	1975	1982
15 à 19 ans (a)	35,7	31,3	21,2	16,7
20 à 24 ans	61,8	62,3	66,0	66,9
25 à 29 ans	45,6	50,7	62,7	70,6
30 à 34 ans	39,2	42,2	54,6	67,0
35 à 39 ans	40,0	41,2	50,6	65,1
40 à 44 ans	41,8	43,7	49,4	62,0
45 à 49 ans	45,1	45,5	49,9	58,3
50 à 54 ans	45,6	45,3	48,1	54,1
55 ans et plus	23,2	20,3	14,9	14,8
Ensemble	36,5	36,2	38,7	43,0
Millions d'ac-				
tives (b)	6,7	7,1	8,1	9,6
Millions de				
femmes (b)	18,3	19,7	21,0	22,3

(a) Au recensement de 1975, les personnes âgées de 15 et 16 ans étaient systématiquement comptées comme inactives. (b) 15 ans et plus.

PROPORTION ET NOMBRE DE FEMMES PARMIS LES ACTIFS OCCUPÉS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE EN 1975 ET 1987 [4]

	(1) Mars 1975		(2) Mars 1987	
	%	Effectifs (milliers)	%	Effectifs (milliers)
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,6	584	27,5	1 808
Professions intermédiaires	37,4	1 808	41,9	4 284
Employés (n. c. services aux particuliers)	68,2	4 284	75,0	828
Personnel des services directs aux particuliers	82,2	828	83,9	283
Ouvriers qualifiés	7,8	283	8,0	914
Ouvriers non qualifiés	31,1	914	35,0	

(1) Recensement. (2) Enquête emploi.

TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES VIVANT AVEC OU SANS CONJOINT SELON L'ÂGE, L'ÉTAT MATRIMONIAL ET LE NOMBRE D'ENFANTS [2] Recensement de 1982

Tranche d'âges	Avec conjoint					Sans conjoint				
	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 et plus	Ensemble	Célib.	Mariées	Veuves	Divorcées	Ensemble
15 à 19 ans	69,0	36,5	16,8	14,3	57,7	15,5	24,6	10,5	66,7	15,5
20 à 24 ans	84,3	64,0	35,6	11,9	70,2	64,4	59,5	55,3	84,4	64,5
25 à 29 ans	86,6	76,7	54,3	20,8	66,3	84,6	67,3	71,9	88,4	83,7
30 à 34 ans	82,9	79,4	64,8	31,9	63,1	87,2	67,5	73,7	90,1	85,5
35 à 39 ans	77,9	74,7	64,1	37,3	61,6	85,5	69,8	77,9	90,1	84,8
40 à 44 ans	70,0	62,4	52,9	32,3	58,3	83,2	67,7	75,7	89,6	82,3
45 à 49 ans	61,0	51,0	40,9	24,2	54,2	80,7	67,1	73,6	86,1	79,0
50 à 54 ans	52,2	41,3	32,8	19,0	49,2	78,9	60,2	65,4	82,4	73,0
55 ans et plus	17,9	30,9	28,9	21,1	18,3	24,1	18,8	6,9	28,5	11,5
Total	41,6	66,1	57,7	30,9	48,7	43,3	47,5	12,1	66,7	34,6

TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES DANS DIVERS PAYS [3]

Pays	%	Pays	%	Pays	%
France (1984)	34,8	Grèce (1983)	19,3	États-Unis (1985)	41,8
Allemagne (RF) (1984)	35,3	Turquie (1980)	31,4	Japon (1985)	38,6
Italie (1985)	28,2	Yougoslavie (1981)	32,9	Inde (1981)	19,8
Danemark (1985)	48,6	Chili (1984)	19,9	Chine (1982)	46,4
Grande-Bretagne (1984)	37,4	Bolivie (1985)	14,4	Égypte (1983)	12,5
Portugal (1985)	37,0	Australie (1985)	45,7	Algérie (1983)	2,4

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 1986, le ministère de l'Intérieur évaluait à 4 449 000 le *nombre des étrangers* vivant en France, soit environ 8 % de la population totale [1] [2]. Les Portugais, Algériens, Marocains, Italiens et Espagnols étaient les plus nombreux [2]. La proportion des actifs étrangers est maximale dans le Bâtiment-Travaux publics [3]. En 1987, 60 % des étrangers sont ouvriers; parmi ces ouvriers étrangers, 48 % sont des ouvriers qualifiés [3]. La proportion de salariés étrangers est supérieure à 10 % dans les régions Ile-de-France et Rhône-Alpes; elle est plus élevée dans les régions de l'Est que dans le reste du pays [5]. L'évolution du nombre des étrangers tient à une fécondité généralement forte et à une pyramide des âges spécifique, aussi bien qu'aux migrations et aux acquisitions de la nationalité française (plus de 45 000 par an depuis 1976, mais 36 000 en 1986). Entre les recensements de 1975 et de 1982, le solde migratoire a atteint environ 266 000 personnes [1].

Les travailleurs immigrés sont également nombreux dans d'autres pays, mais les origines diffèrent sensiblement; ainsi trouve-t-on surtout des Turcs et des Yougoslaves en Allemagne fédérale, des Italiens en Suisse [4].

DÉFINITIONS

● *Nombre des étrangers.* On dispose pour dénombrer les étrangers vivant en France, d'une part des recensements de la population, d'autre part des formalités administratives auxquelles ils sont soumis. Les chiffres établis par l'INSEE à partir des premiers permettent des analyses détaillées (par nationalité, sexe, âge, emploi, résidence, etc.), mais sont malheureusement rares (1962, 1968, 1975, 1982...), et quelque peu sous-estimés (10 %) en raison des difficultés particulières de recensement (langues, méfiance, conditions de logement). Les chiffres établis par le ministère de l'Intérieur à partir des secondes sont moins détaillés (nationalités et résidences), plus fréquents (annuels) et sans doute surestimés, les formalités d'entrées et de permis de séjour faisant l'objet de plus de soins que les formalités de sortie ou de transcription de décès.

● *Travailleurs étrangers.* Cette appellation recouvre, selon les pays, la population active étrangère ou les salariés étrangers (à l'exclusion, donc, des travailleurs indépendants et des chômeurs) ou le nombre de permis de travail. Les données fournies par le dernier tableau de la page ci-contre ne sauraient fournir que des ordres de grandeur.

SOURCES

[1] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, janvier 1988, p. 94.

[2] *Étrangers. Titulaires de titres de séjour en cours de validité et enfants de moins de 16 ans*, ministère de l'Intérieur, statistiques au 31 décembre 1985, p. 7 et 11.

[3] « Enquête sur l'emploi de 1987 », Résultats détaillés, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 122, p. 71 (et idem 1986, vol. D 114).

[4] SOPEMI, système d'observation permanente des migrations, *Rapport 1986*, OCDE, avril 1988, tabl. A₁, p. 45.

[5] « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 41, février 1988, p. 43.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « La nationalité française. Attribution et acquisition » par Simone Massicot. *Population*, INED, mars-avril 1986.

● « Le chômage des étrangers en France », *Problèmes économiques*, n° 2010 du 4 février 1987.

● *Données sociales*, INSEE édition 1987, chap. 1.

● « L'immigration en France en 1986 », *Premières informations*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 49, mai 1987.

● « Les étrangers en France », par A. Lebon, *Hommes et migrations*, n° 110, février 1988.

6.4 ÉTRANGERS EN FRANCE

NATIONALITÉ DES ÉTRANGERS RÉSIDANT EN FRANCE * AU 1^{er} JANVIER 1986 [2]
(estimation par excès)

Pays d'origine	Milliers	Pays d'origine	Milliers
Italie.....	379	Algérie.....	725
Autres pays de la Communauté européenne.....	193	Maroc.....	559
Portugal.....	846	Tunisie.....	226
Espagne.....	351	Réfugiés et apatrides.....	170
Yougoslavie.....	66	Autres pays.....	720
Pologne.....	60		
Turquie.....	154	Total.....	4 449

* Statistiques établies en fonction des cartes de séjour.

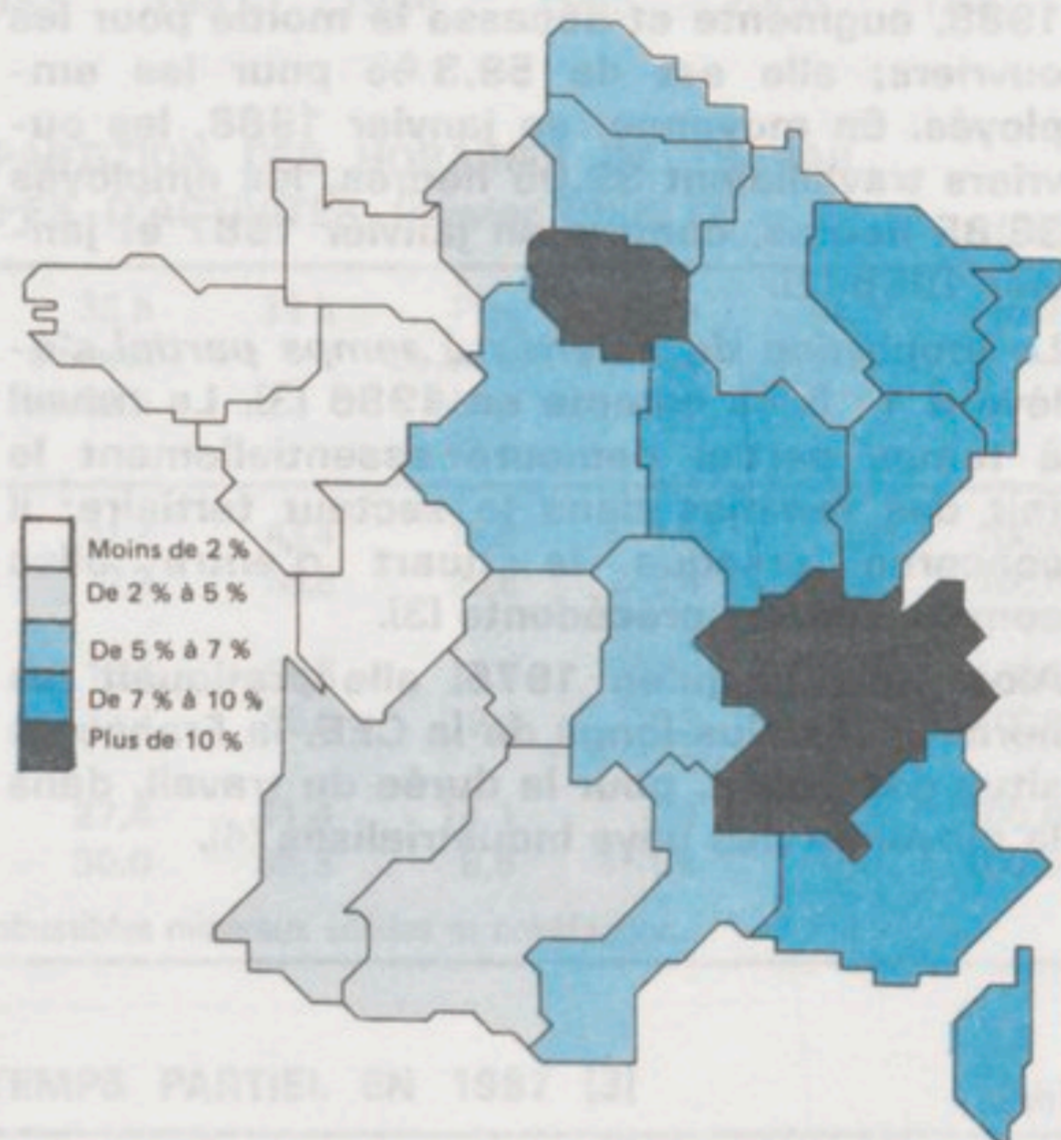
ÉTRANGERS ACTIFS
(mars 1986 - mars 1987) [3]

Catégorie socioprofessionnelle	1986		1987
	Effectifs Milliers	Effectifs Milliers	% (a)
Agriculteurs exploitants.....	11,0	9,6	0,7
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10 sala- riés et +).....	82,8	82,0	4,6
dont : artisans.....	41,2	39,7	4,7
commerçants.....	36,2	38,0	4,8
Cadres et professions intellec- tuelles supérieures.....	63,6	67,8	3,1
dont : cadres d'entreprise.....	29,6	32,9	3,0
cadres FP (b), profes- sions intell. et artisti- ques.....	30,5	30,1	3,6
Professions intermédiaires.....	97,6	98,6	2,2
dont : contremaîtres et agents de maîtrise.....	18,2	22,1	3,8
techniciens.....	17,2	15,1	1,9
sect. public et assimilé..	34,9	37,1	1,9
Employés.....	299,8	305,5	4,7
dont : personnel des services aux particuliers.....	150,6	165,7	13,7
Ouvriers.....	942,0	915,3	12,6
dont : ouvriers qualifiés.....	447,2	436,3	10,9
ouvriers agricoles.....	38,7	32,8	11,7
Chômeurs n'ayant jamais tra- vaillé.....	58,9	46,2	14,0
Total.....	1 555,7	1 525,0	6,4

(a) Proportion d'étrangers par catégorie socioprofessionnelle (cal-
culée sur le total français + étrangers).

(b) Fonction publique.

NOMBRE DE SALARIÉS ÉTRANGERS
PARMI L'ENSEMBLE DES SALARIÉS
DE LA RÉGION
AU 1^{er} JANVIER 1986 [5]



TRAVAILLEURS ÉTRANGERS DANS CERTAINS PAYS DE L'OCDE - 1986 [4]

Pays d'origine	Pays de séjour					
	Belgique (a)	France	RFA	(a) Lux.	Pays-Bas (b)	Suisse
Algérie.....	3,7	297,3	-	-	0,2	1,1
Grèce.....	11,0	-	114,3	-	1,5	4,6
Italie.....	89,7	139,2	222,1	8,5	7,0	229,8
Maroc.....	46,8	171,5	-	-	25,3	1,0
Portugal.....	7,7	463,8	38,5	15,7	3,1	26,6
Espagne.....	37,0	140,0	72,2	0,9	7,6	70,5
Tunisie.....	5,2	79,1	-	-	0,8	2,2
Turquie.....	33,6	38,9	604,3	-	36,3	27,0
Yougoslavie.....	3,2	43,8	322,9	0,7	4,7	51,8
Autres CEE.....	97,9	70,4 (c)	459,5	25,2	57,0	93,5
Hors CEE.....	67,3	214,2	-	1,9	25,1	58,8
Total.....	403,1	1 658,2	1 833,8	53,0	168,6	566,9

(a) 1984. (b) Les travailleurs frontaliers et saisonniers ne sont pas pris en compte. (c) CEE et hors CEE.

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

De janvier 1971 à janvier 1987, la moyenne de la *durée du travail hebdomadaire* est passée de 44,3 heures à 39,0 heures pour l'ensemble des personnels [1]. Le mouvement de baisse remonte au milieu des années 1960 et s'est accéléré après les *accords de Grenelle*. Cette baisse résultait de trois facteurs principaux : une diminution des horaires les plus longs, une généralisation des 40 heures — et, depuis 1982, des 39 heures —, ainsi qu'un recours plus fréquent au travail à temps partiel. Entre janvier 1986 et janvier 1987, les horaires les plus longs ont diminué de façon homogène selon les secteurs. La proportion de salariés travaillant 39 heures, en janvier 1988, augmente et dépasse la moitié pour les ouvriers; elle est de 59,3 % pour les employés. En moyenne, en janvier 1988, les ouvriers travaillaient 39,05 heures, les employés 38,85 heures, comme en janvier 1987 et janvier 1986 [2].

La proportion de *salariés à temps partiel* s'élève à 11,6 % comme en 1986 [3]. Le travail à temps partiel demeure essentiellement le fait des femmes dans le secteur tertiaire; il concerne presque le quart d'entre elles comme l'année précédente [3].

Alors que, jusqu'en 1975, elle pratiquait les horaires les plus longs de la CEE, la France se situe désormais, pour la durée du travail, dans la moyenne des pays industrialisés [4].

SOURCES

[1] *Tendances de la conjoncture*, graphiques sur 10 ans, cahier 1, INSEE, n° 28 du 24 mars 1988, courbes C 127, C 129, C 130, C 133, p. 54 et 55 (et n°s précédents); n° 1/1972, p. 46.

[2] *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (à paraître), *Premières informations*, n° 76, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, mars 1988.

[3] « Enquête sur l'emploi de 1987, Résultats détaillés », *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 122, p. 48-49 (idem 1986).

[4] *Bulletin des statistiques du travail*, BIT, 1987-4, tabl. 6, p. 80 à 87.

DÉFINITIONS

● *Durée (du travail) offerte*. La « durée offerte » ne concerne que les salariés à temps plein. Elle se distingue de la « durée effective » par l'exclusion de toutes pertes d'heures de travail dues aux grèves et à des motifs personnels, par exemple la maladie; les heures supplémentaires propres à chaque salarié ne sont pas prises en compte. Elle ne varie qu'en raison des changements de situation économique et de la durée conventionnelle du travail.

● *Accords de Grenelle*. Présenté le 27 mai 1968, le protocole d'accord de Grenelle prévoyait, entre autres dispositions (sociales, salariales...), la mise en place de procédures conventionnelles de réduction des horaires de travail.

● *Durée du travail*. L'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982 stipule que la durée légale du travail effectif des salariés est fixée à trente-neuf heures par semaine (*Journal Officiel de la République française*, n° 14 du 17 janvier 1982, p. 295 et 296).

● *Salarié à temps partiel*. Légalement, (art. 212.4.2 du Code du travail), salarié pour lequel la durée de travail mensuelle est inférieure d'au moins 1/5 à celle de la durée légale du travail. Dans le tableau ci-contre, salarié qui, à l'embauche, est d'accord avec l'employeur pour travailler suivant un horaire inférieur à l'horaire normal de l'établissement. Cette dernière définition rejoint celle du BIT : salarié effectuant un travail, de façon régulière et volontaire, pendant une durée plus courte que la durée normale.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Le travail à temps partiel : comparaison quantitative internationale », *Problèmes économiques*, n° 1997, du 18 juin 1986.

● « Le travail à temps partiel » par B. Belloc, *Données sociales 1987*, INSEE, chap. 2.

● « La flexibilité du travail », *Les Cahiers Français*, n° 231, mai-juin 1987.

● « Flexibilité et marché du travail : le débat aujourd'hui », Rapport technique, OCDE, 1987.

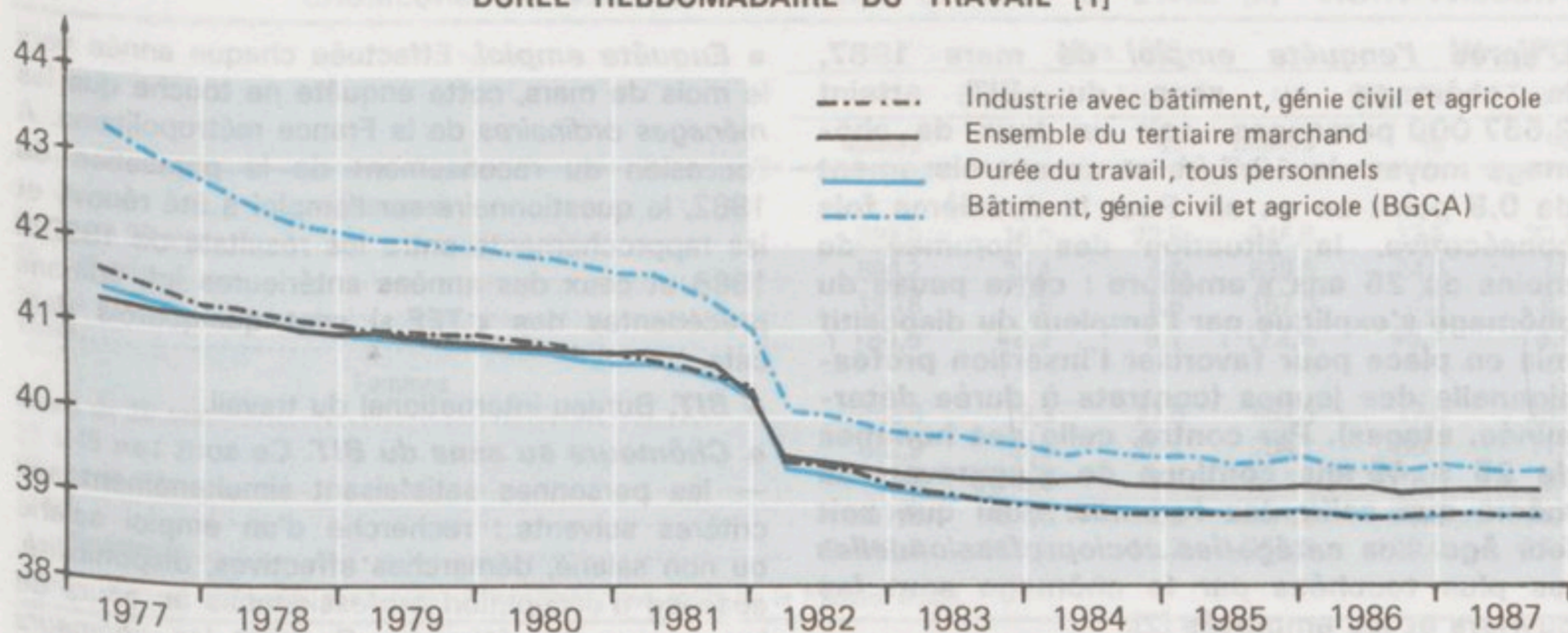
● *Annuaire des statistiques du travail 1987*, Bureau International du Travail.

● « Aménagement du temps de travail, travail en équipes en 1984. » *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, supplément au BMST n° 36, octobre 1987.

● « La durée du travail ». *Liaisons sociales*, avril 1988.

6.5 DURÉE DU TRAVAIL

DURÉE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL [1]



DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE ET RÉPARTITION DES HORAIRES DE TRAVAIL DES OUVRIERS DANS DIVERS GROUPES D'ACTIVITÉS (janvier 1988) [2]

Groupes d'activités	Durée moyenne Heures	Moins de 35 h	35 h à moins de 39 h	39 h	Plus de 39 h à moins de 42 h	42 h à moins de 44 h	44 h et plus	Total (%)
NAP 73 - Niveaux 40 et 15								
Industries non compris BTP (U 02 à U 06) ...	38,70	1,3	41,2	43,4	12,3	1,5	0,3	100,0
Bâtiment et Génie civil (T 24).....	39,45	0,2	2,2	69,8	20,8	6,4	0,6	100,0
Transports (non compris SNCF et RATP) (T 31).....	39,85	0,2	16,7	30,6	14,9	22,6	15,0	100,0
Commerces (U 08).....	39,45	0,3	12,4	58,0	19,4	8,3	1,6	100,0
Ensemble des ouvriers (y compris activités non reprises ici) (U 02 à U 14) (a).....	39,05	1,0	27,4	51,4	14,1	4,6	1,5	100,0
Ensemble des employés (U 02 à U 14) (a).....	38,85	0,2	30,0	59,3	8,6	1,4	0,5	100,0

(a) Non compris SNCF, RATP, Electricité, Gaz, Eau, production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.

PROPORTION DE SALARIÉS À TEMPS PARTIEL EN 1987 [3]

	Proportion (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Ensemble des salariés.....	3,3	22,5	11,6
dont :			
Agriculture.....	5,7	29,3	11,7
Industrie.....	1,2	9,3	3,6
Bâtiment, Génie civil et agricole.....	1,2	24,7	3,0
Transport et Télécommunications.....	2,4	22,7	7,9
Commerce.....	2,6	25,4	13,7
Services marchands.....	6,3	21,2	15,1
Services non marchands.....	6,8	30,9	20,6

DURÉE DU TRAVAIL HEBDOMADAIRE DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES DE DIFFÉRENTS PAYS (1986) [4]

Pays	Femmes		Ensemble	
	Femmes	Ensemble	Femmes	Ensemble
Allemagne [RF] (a).....	39,2	40,4		
France [ouvriers seulement] (b) (d).....	...	38,7		
Pays-Bas (a) (d) [1985].....	39,6	40,3		
Belgique [non compris sidérurgie] (b).....	...	33,0		
Espagne (b).....	35,5	36,9		
Royaume-Uni (b).....	38,1	41,6		
Grèce (a).....	38,4	39,1		
Norvège (b) (d).....	24,8	(c) 30,6		
Suisse (a).....	41,4	42,6		
États-Unis (a).....	...	40,7		
Canada (a).....	...	38,7		
Japon (b) (d).....	38,4	41,1		
Corée du Sud (b) (d).....	55,2	54,7		

(a) Heures rémunérées. (b) Heures réellement effectuées. (c) Hommes seulement. (d) Salariés.

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

D'après l'enquête emploi de mars 1987, le chômage au sens du BIT atteint 2 567 000 personnes, soit un taux de chômage moyen de 10,7 % et un accroissement de 0,5 point en un an. Pour la deuxième fois consécutive, la situation des hommes de moins de 25 ans s'améliore : cette pause du chômage s'explique par l'ampleur du dispositif mis en place pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes (contrats à durée déterminée, stages). Par contre, celle des hommes de 25 à 49 ans continue de s'aggraver, de même que celle des femmes, quel que soit leur âge. Les catégories socioprofessionnelles les plus touchées par le chômage sont les ouvriers et les employés [2].

Les disparités régionales depuis 1980 se sont accentuées : l'écart entre les deux régions extrêmes est passé de 4,8 points en 1980 (Alsace : 3,8 % de taux de chômage, Nord - Pas-de-Calais : 8,6 %) à 6,6 points en 1987 (Alsace : 7,5 %, Nord - Pas-de-Calais : 14,1 %, Languedoc-Roussillon : 14,0 %). Les régions les mieux placées précédemment le restent : Midi-Pyrénées, Île-de-France, Alsace, Rhône-Alpes [4].

En mars 1987, 45,5 % des chômeurs au sens du BIT le sont depuis un an ou plus, contre 44,3 % en mars 1986. L'ancienneté du chômage a augmenté plus vite pour les hommes que pour les femmes [2].

Le taux de chômage est resté stable dans la zone OCDE en 1987, touchant 8 % de la population active [3].

DÉFINITIONS

● **Enquête emploi.** Effectuée chaque année vers le mois de mars, cette enquête ne touche que les ménages ordinaires de la France métropolitaine. A l'occasion du recensement de la population de 1982, le questionnaire sur l'emploi a été rénové et les rapprochements entre les résultats de 1982 à 1986 et ceux des années antérieures (cf. éditions précédentes des « TEF ») sont quelquefois délicats.

● **BIT.** Bureau international du travail.

● **Chômeurs au sens du BIT.** Ce sont :

— les personnes satisfaisant simultanément aux critères suivants : recherche d'un emploi salarié ou non salarié, démarches effectives, disponibilité, absence d'occupation professionnelle au cours de la semaine de référence. Ce sont les chômeurs PSERE ou population sans emploi à la recherche d'un emploi;

— les personnes disponibles ayant trouvé un emploi qu'elles occuperont ultérieurement.

SOURCES

[1] « L'activité et le chômage en mars 1987 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 101, juillet 1987, p. 1.

[2] « Enquête sur l'emploi de 1987 ». Résultats détaillés, *Les Collections de l'INSEE*, vol. D 122, tabl. DEM 01, p. 72, tabl. PA 02, p. 35, tabl. DEM 09, p. 80.

[3] *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 42, décembre 1987, tabl. R 17, p. 204.

[4] « Les taux de chômage nationaux, régionaux et départementaux », *Premiers résultats*, INSEE, n° 118, février 1988.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'indemnisation du chômage », *Données sociales*, INSEE, 1987, chap. 2.

● *Premières informations* : n° 58, juillet 1987 : « Le devenir des bénéficiaires de travaux d'utilité collective »; n° 68, décembre 1987 : « Les comptes de l'emploi, le coût des politiques d'emploi en 1986 »; *Travail et emploi* : « Analyse sectorielle des licenciements économiques sur la période 1980-1985 », n° 31, mars 1987, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

● « Population active, emploi et chômage depuis trente ans », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 123, novembre 1987.

● « La mesure de l'évolution récente du chômage », par Claude Thélot, *Économie et statistique*, n° 205, décembre 1987.

● « Réduire le chômage par la flexibilité du marché du travail », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 149, janvier 1988.

6.6 CHÔMAGE

CHÔMEURS AU SENS DU BIT SELON LE SEXE ET L'ÂGE [2]

	Mars 1986			Mars 1987		
	Effectifs		Taux*	Effectifs		Taux*
	Milliers	%	%	Milliers	%	%
Hommes						
Moins de 25 ans.....	393,0	16,0	22,8	345,8	13,5	20,7
25 à 49 ans.....	596,2	24,4	6,6	639,6	24,9	7,0
50 ans et plus.....	190,8	7,8	6,6	187,0	7,3	6,7
Total.....	1 180,0	48,2	8,7	1 172,4	45,7	8,6
Femmes						
Moins de 25 ans.....	448,6	18,3	27,5	452,9	17,6	28,5
25 à 49 ans.....	682,9	27,9	10,1	784,7	30,6	11,5
50 ans et plus.....	136,0	5,6	7,0	157,3	6,1	8,0
Total.....	1 267,5	51,8	12,3	1 394,9	54,3	13,4
Ensemble.....	2 447,5	100,0	10,2	2 567,3	100,0	10,7

* Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la tranche d'âge.

LE CHÔMAGE AU SENS DU BIT PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (Hommes + Femmes) [2]

Catégorie socioprofessionnelle	Mars 1986			Mars 1987		
	Effectifs		Taux*	Effectifs		Taux*
	Milliers	%	%	Milliers	%	%
Agriculteurs exploitants.....	6,5	0,3	0,5	5,9	0,2	0,4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises.....	52,4	2,1	2,9	58,6	2,3	3,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures.....	61,4	2,6	2,9	62,8	2,5	2,9
Professions intermédiaires.....	225,9	9,2	5,0	232,3	9,1	5,1
Employés.....	735,3	30,0	11,4	809,7	31,5	12,4
Ouvriers.....	1 004,0	41,0	13,9	1 068,5	41,6	14,8
Chômeurs n'ayant jamais travaillé.....	362,0	14,8	-	329,5	12,8	-
Total.....	2 447,5	100,0	10,2	2 567,3	100,0	10,7

* Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.

POPULATION SANS EMPLOI À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (PSERE) SELON L'ANCIENNETÉ DU CHÔMAGE [2]

	(milliers)			
	Mars 1986		Mars 1987	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Moins de 1 mois...	66,4	56,5	56,4	55,4
1 à — de 3 mois...	133,8	116,7	152,0	135,1
3 à — de 6 mois...	186,6	160,3	184,4	186,9
6 mois à — de				
1 an.....	217,3	267,5	199,1	278,3
1 à — de 2 ans....	211,8	227,8	190,6	264,2
2 ans et plus.....	228,2	290,5	254,3	331,4
Ancienneté non déclarée.....	35,3	43,0	38,0	40,5
Total.....	1 079,4	1 162,3	1 074,8	1 291,8
Ancienneté moyenne du chô- mage (a) [mois]...	16,2	17,8	15,9	17,2

(a) Pour les personnes ayant déjà travaillé, on compare l'ancienneté de la recherche et l'ancienneté de l'inactivité : l'ancienneté du chômage est la plus courte des deux périodes.

* TAUX DE CHÔMAGE HARMONISÉS DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE [3]

(% de la population active totale)

	9 mois			
	1975	1985	1986	1987
France (a).....	4,0	10,1	10,4	(e) 10,8
Allemagne [RF] (b) ..	(e) 3,6	8,6	7,0	6,9
Belgique (b).....	5,0	13,1	10,8	10,6
Italie (c).....	5,8	10,5	...	...
Pays-Bas (b).....	5,2	13,0	9,9	9,5
Royaume-Uni (b)....	4,3	13,0	11,1	10,2
Espagne.....	3,6	21,4	1,0	(d) 20,6
Norvège.....	2,3	2,6	2,0	...
Suède.....	1,6	2,8	2,7	1,9
Canada.....	6,9	10,4	9,5	9,1
États-Unis.....	8,3	7,1	6,9	...
Japon.....	1,9	2,6	2,8	2,9
Australie.....	4,8	8,2	8,0	8,1

* Ces chiffres sont hétérogènes : les enquêtes menées par la CEE ne touchent pas encore tous les pays.

(a) Taux INSEE : 10,2 en 1985 et 1986, 10,7 en 1987.

(b) Nouvelles séries CEE. (c) Série interrompue. (d) 6 mois.

(e) Estimation OCDE.

6 EMPLOI

PRÉSENTATION

Le nombre annuel de *journées individuelles non travaillées (JINT)* du fait des grèves, hors fonction publique et agriculture, n'a pratiquement pas cessé de décroître depuis 1982. En 1987, le chiffre des journées de grève dues aux *conflits localisés* (511 500) est le plus faible jamais enregistré depuis 41 ans [1].

Du point de vue de la répartition sectorielle des journées individuelles non travaillées les branches les plus représentatives sont en valeur absolue, les transports (62 292 JINT) devant la construction navale et aéronautique et l'imprimerie, presse, édition; en valeur relative, la chimie de base et les fibres artificielles avec 13,1 JINT pour 100 salariés du secteur, viennent après l'imprimerie, presse édition (20 JINT) et la construction navale et aéronautique (29 JINT pour 100 salariés) [1].

La spécificité de l'année 1987 reste l'importance prise par les *conflits généralisés* : 457 500 JINT, soit 47 % du total. Ces conflits se sont déroulés pour l'essentiel au mois de janvier et ne sont en fait que la poursuite des conflits qui avaient éclaté en décembre 1986 dans le secteur public et nationalisé (SNCF notamment).

Au sein de la Communauté européenne, le nombre de journées non travaillées en raison de conflits du travail pour 1000 salariés en 1986 est de 374 pour 1000 en Irlande, et de seulement 1 pour 1000 en Allemagne. La France occupait une position intermédiaire avec un taux de 31 pour 1000 [2].

DÉFINITIONS

● *Journées individuelles non travaillées (JINT)*. Il s'agit du nombre de journées chômées pour fait de grève, compte non tenu des pertes induites ou des « récupérations » ultérieures.

Les chiffres du dernier tableau, page ci-contre, doivent être interprétés avec réserves car les méthodes utilisées pour collecter l'information ne sont pas homogènes dans les divers pays : en Italie, les journées perdues du fait de grèves « politiques » ne comptent pas; en Grande-Bretagne, seules sont imputées les journées perdues à la suite de grèves dues à des revendications sur les salaires et les conditions de travail, etc.

● *Conflits localisés, conflits généralisés*. On considère comme *conflit localisé* toute cessation collective d'activité résultant d'un mot d'ordre propre à l'entreprise ou à l'établissement et qui, à l'origine, n'est pas appelé à connaître d'extensions futures. À l'inverse, il est « généralisé » si le mot d'ordre est extérieur.

La distinction conflits localisés/conflits généralisés a été instituée en 1975 pour mieux rendre compte des évolutions constatées dans les modalités d'expression de la conflictualité. Le conflit localisé renvoie à un mot d'ordre de grève d'origine interne, c'est-à-dire propre à l'établissement (et/ou à l'entreprise si elle en compte plusieurs).

SOURCES

[1] « Les conflits du travail en 1987 », *Travail et Emploi*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (à paraître) et numéros précédents.

[2] « Emploi et chômage », édition 1988, Eurostat, p. 82 et p. 189 à 194.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire des statistiques du travail*, Bureau international du travail (BIT), Genève.

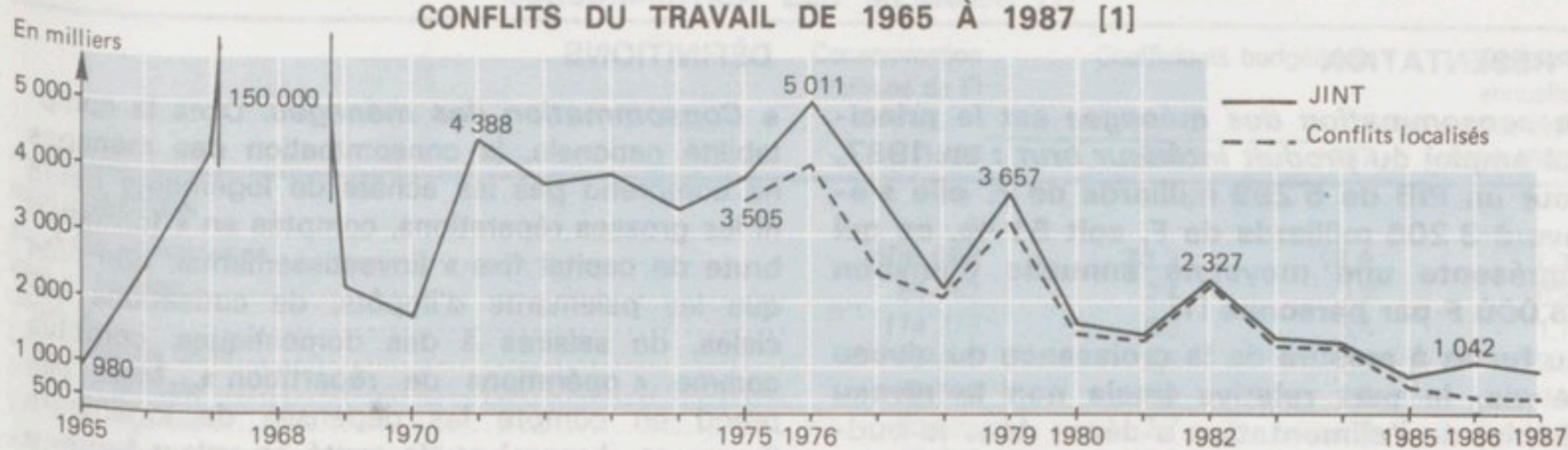
● *Tableaux statistiques*, Travail-Emploi-Formation, édition 1987, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

● « Les conflits collectifs du travail » par Daniel Furjot, *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 3.

● *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, mars 1988.

6.7 CONFLITS DU TRAVAIL

CONFLITS DU TRAVAIL DE 1965 À 1987 [1]



CONFLITS LOCALISÉS — RÉPARTITION MOYENNE DES JOURNÉES INDIVIDUELLES NON TRAVAILLÉES (JINT) PAR BRANCHE ET POUR 100 SALARIÉS DE LA BRANCHE — 1987 [1]

Activités économiques, NAP 40	Effectif salarié au 31-12-86 (UNEDIC) (Milliers)	Nombre de JINT pour 100 salariés	
		global	
01 Agriculture, sylviculture, pêche.....	12,0	-	-
02 Industries de la viande et du lait.....	139,7	6 027	4,3
03 Autres industries alimentaires.....	348,6	13 645	3,9
04 Combustibles minéraux solides et cokéfaction.....	0,3	507	(a)
05 Pétrole et gaz naturel.....	32,3	1 807	5,6
06 Électricité, gaz distribué, eau.....	28,7	913	3,2
07 Minerais et métaux ferreux.....	128,1	13 066	10,2
08 Minerais et métaux non ferreux.....	55,9	6 288	11,3
09 Matériaux de construction, minéraux divers.....	139,3	11 502	8,3
10 Industrie du verre.....	55,4	3 529	6,4
11 Chimie de base, fibres artificielles.....	125,1	16 344	13,1
12 Parachimie et pharmacie.....	183,3	5 177	2,8
13 Fonderie et travail des métaux.....	403,0	23 554	5,8
14 Construction mécanique.....	434,6	35 140	8,0
15 Construction électrique.....	544,7	41 252	7,6
16 Matériel de transport terrestre.....	374,5	37 385	10,0
17 Constructions navale et aéronautique.....	153,2	44 440	29,0
18 Industrie textile et habillement.....	430,3	19 493	4,5
19 Industrie du cuir et de la chaussure.....	89,5	1 501	1,7
20 Bois, meubles, industries diverses.....	259,4	2 044	0,8
21 Papier-carton.....	105,7	12 116	11,5
22 Imprimerie, presse, édition.....	211,5	41 255	20,0
23 Caoutchouc et matières plastiques.....	204,9	25 239	12,3
24 Bâtiment, génie civil et agricole.....	1 230,6	34 018	2,8
25 Commerce de gros alimentaire.....	235,8	875	0,4
26 Commerce de gros non alimentaire.....	695,3	1 302	0,2
27 Commerce de détail alimentaire.....	521,6	1 353	0,3
28 Commerce de détail non alimentaire.....	708,8	606	0,1
29 Réparation et commerce de l'automobile.....	329,6	524	0,2
30 Hôtels, cafés, restaurants.....	475,4	2 198	0,5
31 Transports.....	506,3	62 292	12,3
32 Télécommunications (b).....	5,9	(b)	(b)
33 Services marchands rendus aux entreprises.....	1 153,1	4 504	0,4
34 Services marchands rendus aux particuliers.....	1 021,2	16 789	1,6
35 Location et crédit-bail immobiliers.....	31,7	9	-
36 Assurances.....	140,1	310	0,2
37 Organismes financiers.....	359,8	15 262	4,2
38 Services non marchands.....	817,0	9 279	1,1
Ensemble.....	12 692,2	511 545	4,0

(a) Poste dont la moyenne est peu significative en raison de la faiblesse des effectifs.

(b) Le poste 32 n'est pas recensé dans les statistiques de conflits.

NOMBRE DE JOURNÉES INDIVIDUELLES NON TRAVAILLÉES
DANS QUELQUES PAYS DE LA CEE [2]

					(milliers)				
	1984	1985	1986	Pop. active	1984	1985	1986	Pop. active	
France.....	1 357	727	568	24 009	Pays-Bas.....	...	89	39	5 843
Allemagne (RF).....	2 921	35	28	28 024	Danemark.....	131	2 332	...	2 898
Italie.....	7 279	3 177	4 737	23 851	Irlande.....	386	418	309	1 303
Royaume-Uni.....	27 135	6 402	1 920	27 772					

7 CONSOMMATION - CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

La *consommation des ménages* est le principal emploi du *produit intérieur brut* : en 1987, pour un PIB de 5 299 milliards de F, elle s'élève à 3 206 milliards de F, soit 61 %, ce qui représente une moyenne annuelle d'environ 58 000 F par personne [1].

Au fur et à mesure de la croissance du niveau de vie, la part relative (mais non le niveau absolu) de l'alimentation a décliné dans le budget de consommation des ménages : 18,9 % en 1987 contre 20,3 % en 1980. En 1987, les *coefficients budgétaires* enregistrent l'évolution suivante en *volume* : les produits alimentaires poursuivent leur ralentissement depuis 1982; le logement et les charges qui y sont liées ont augmenté de 3,1 % par an depuis 1980, les services de santé de 5,8 % par an, les transports et communications de 2,3 % (+ 4,0 % pour l'achat d'automobiles, - 7,5 % pour les caravanes, cycles et motocycles, + 11,8 % pour les télécommunications et les postes); les services continuent de marquer une pause par rapport à leur tendance depuis 1970 [1].

En quantité, la consommation moyenne par habitant est passée, de 1970 à 1986, de 81 à 66 kg pour le pain, de 96 à 80 kg pour les pommes de terre, de 20 à 12 kg pour le sucre, de 96 à 57 litres pour les vins courants mais de 14 à 20 kg pour les volailles et de 40 à 72 litres pour les eaux minérales [2].

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, juin 1988.

[2] *Annuaire statistique de la France 1988*, INSEE, chap. D.01-3 : « Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France » (à paraître).

DÉFINITIONS

● *Consommation des ménages*. Dans la comptabilité nationale, la consommation des ménages ne comprend pas les achats de logements neufs ni les grosses réparations, comptés en « formation brute de capital fixe » (investissements), non plus que les paiements d'impôts, de cotisations sociales, de salaires à des domestiques, comptés comme « opérations de répartition ». Mais elle prend en compte les dépenses de logements (loyers et charges) et de santé en valeur brute, y compris la part qui n'est pas à la charge des ménages en raison de l'allocation logement et des remboursements de sécurité sociale. Elle comprend également l'autoconsommation de produits alimentaires (produits des jardins familiaux) et de services (loyers des logements habités par leur propriétaire).

● *Coefficient budgétaire*. Rapport à la dépense totale de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services). La variation des coefficients budgétaires dépend à la fois de la variation des « volumes » consommés et de celle des prix correspondants. Elle est, en général, calculée en valeur, comme dans le premier tableau ci-contre. Mais, pour isoler un des effets, on calcule cependant quelquefois des coefficients budgétaires *en volume* (à prix constants).

● *Les comptes nationaux français sont désormais exprimés en base 1980 du SECN*. Voir encadré en début de la publication.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Trente ans de consommation », et « Consommation et niveau de vie », *Données sociales*, INSEE, éd. 1987, chap. 3.

● « Les dépenses alimentaires : la révolution tranquille, comparaison du budget des ménages en Europe et aux États-Unis », CREDOC, mars 1987.

● « La consommation des ménages âgés », *Futuribles*, n° 117, janvier 1988.

● « L'évolution du budget des ménages » par M. Moutardier, *Économie et statistique*, INSEE, n° 207, février 1988.

● « La consommation des ménages en 1987 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 132, mai 1988.

● « La consommation des ménages de 1970 à 1987 », *Les Collections de l'INSEE*, vol. M 131, mai 1988.

7.1 PRODUITS CONSOMMÉS

CONSOMMATION DES MÉNAGES [1]

	Consommation (millions de F)	Coefficients budgétaires		Variation annuelle en volume (%) 1980-1987
		1987	1980		1987
PAR FONCTION				
Produits alimentaires	606 658	20,3	18,9	1,3
Pain et céréales.....	69 282	2,4	2,2	0,3
Viandes.....	174 275	6,8	5,4	1,1
Lait, fromages œufs.....	79 225	2,5	2,5	2,5
Huiles et graisses.....	20 560	0,9	0,6	0,1
Fruits et légumes.....	80 285	2,7	2,5	1,4
Autres produits alimentaires (y.c. confiserie).....	48 235	2,2	1,5	2,9
Boissons alcoolisées.....	65 548	2,7	2,5	6,3
Tabac.....	36 352	1,1	1,1	2,3
Habillement y.c. chaussures	225 968	7,3	7,0	0,9
Habillement.....	185 054	5,9	5,8	1,1
Chaussures y.c. réparation.....	40 914	1,4	1,3	0,2
Logement, chauffage, éclairage, eau	606 088	17,5	18,9	3,1
Logement.....	442 123	11,6	13,2	3,9
Chauffage, éclairage.....	143 889	5,2	4,5	1,5
Eau.....	20 076	0,7	0,6	0,9
Meubles, matériel ménager	265 691	9,5	8,3	0,2
dont : Meubles, accessoires.....	82 792	3,1	2,6	0,0
Articles de ménage non durables.....	46 057	1,4	1,4	2,1
Services médicaux et de santé	284 233	7,7	8,9	5,8
dont : Soins des hôpitaux.....	60 885	3,2	1,9	2,8
Médicaments.....	75 779	2,1	2,4	7,5
Médecins et infirmiers.....	125 636	3,2	3,9	6,9
Transports et communications	537 927	16,6	16,8	2,3
dont : Achat de véhicules.....	132 842	3,6	4,1	4,0
Dépenses d'utilisation de véhicules.....	271 538	8,8	8,5	1,1
Loisirs, culture, enseignement	232 541	7,3	7,3	2,9
dont : Accessoires électroniques et récréatifs.....	106 254	3,5	3,3	4,3
Enseignement.....	14 880	0,4	0,5	4,1
Autres biens et services	411 028	12,6	12,8	2,0
dont : Hôtels, cafés, restaurants, voyages.....	212 077	6,4	6,6	1,0
Total	3 206 486	100,0	100,0	2,3
PAR DURABILITÉ				
Biens durables importants	274 534	8,9	8,6	3,0
dont : automobiles.....	132 842	3,6	4,1	4,0
Biens semi-durables	487 648	16,7	15,2	0,5
dont : textiles, cuirs.....	257 246	8,5	8,0	0,8
Biens non durables	1 143 299	37,7	35,7	1,9
dont : énergie.....	283 834	10,3	8,9	1,6
alimentation y.c. animale.....	611 720	20,4	19,1	1,3
Services	1 301 005	36,6	40,6	3,1
dont : logement y.c. entretien.....	422 193	19,11	13,2	4,0
services de santé y.c. vétérinaires.....	187 411	5,0	5,8	5,6
Consommation nationale (y.c. non marchande)	3 206 486	100,0	100,0	2,3

QUANTITÉS CONSOMMÉES DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES * MOYENNE PAR PERSONNE — 1970 ET 1986 [2]

	1970	1986		1970	1986
Pain (kg).....	80,57	66,34	Œufs (kg).....	11,53	14,64
Biscuits, pain d'épices (kg).....	5,55	7,66	Poissons, coquillages, crustacés (kg) (a)....	10,80	13,78
Pâtes alimentaires (kg).....	6,14	6,54	Lait frais (litre).....	95,24	76,86
Riz (kg).....	2,22	3,67	Fromages (kg).....	13,81	16,02
Pommes de terre (kg).....	95,57	79,98	Yaourts (kg).....	8,56	12,86
Légumes frais (kg).....	70,93	96,59	Beurre (kg).....	9,93	8,63
Légumes surgelés (kg).....	13,50	4,17	Huile alimentaire (kg).....	8,08	11,31
Agrumes (kg).....	15,25	17,45	Sucre (kg).....	20,41	12,19
Autres fruits frais et surgelés (kg).....	41,17	46,79	Vins courants (litre).....	95,57	56,87
Bœuf (kg).....	15,62	18,54	Vins A.O.C. (litre).....	8,03	20,91
Veau (kg).....	5,84	5,21	Bière (litre).....	41,43	39,12
Porc frais (kg).....	7,91	9,62	Eaux minérales (litre).....	39,90	72,27
Charcuterie et conserves de viande (kg)....	8,42	13,01	Boissons gazeuses (litre).....	19,10	28,45
Volailles (kg).....	14,20	20,50	Café, thé (kg).....	3,72	3,94

* Estimations révisées en tenant compte des enquêtes permanentes sur les consommations alimentaires et des nouvelles séries de la comptabilité économique nationale. (a) Frais et surgelés.

7 CONSOMMATION - CONDITIONS DE VIE

CONSOMMATION DES MÉNAGES [1]

PRÉSENTATION

La diffusion généralisée de l'automobile, des biens d'équipement ménager (réfrigérateur, aspirateur, machine à laver le linge, lave-vaisselle...), des récepteurs de radio et de télévision est une des caractéristiques des trente dernières années et a profondément modifié le genre de vie des Français. L'équipement en récepteurs de radio depuis longtemps, en réfrigérateurs plus récemment, est arrivé à saturation. L'équipement en téléviseur et en téléphone dont la croissance a été très rapide, n'en est pas loin [1].

La diffusion selon la catégorie sociale reproduit à peu près une hiérarchie constante. Cependant, les différences d'équipement entre les catégories socioprofessionnelles s'atténuent chaque année [1].

Le parc des appareils les plus fréquents [2] se développe aujourd'hui plutôt par renouvellement que par première acquisition, par innovation technique (télévision couleur, combiné réfrigérateur-congélateur, congélateurs...) et par équipement simultané : au milieu de 1986, plus des deux tiers des ménages possédaient à la fois automobile, réfrigérateur, machine à laver, téléviseur, contre 3 % seulement en 1960 [2]. La plupart des biens actuellement possédés ont été achetés neufs et payés comptant.

C'est chez les cadres supérieurs que le taux de possession d'une résidence secondaire est le plus élevé (28 %) suivis par les patrons de l'industrie et du commerce (20 %) [2].

SOURCES

[1] « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1986 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 117, février 1987.

[2] « L'équipement des ménages en biens durables au milieu de 1985 et au milieu de 1986 », *Les Collections de l'INSEE* (à paraître).

DÉFINITIONS

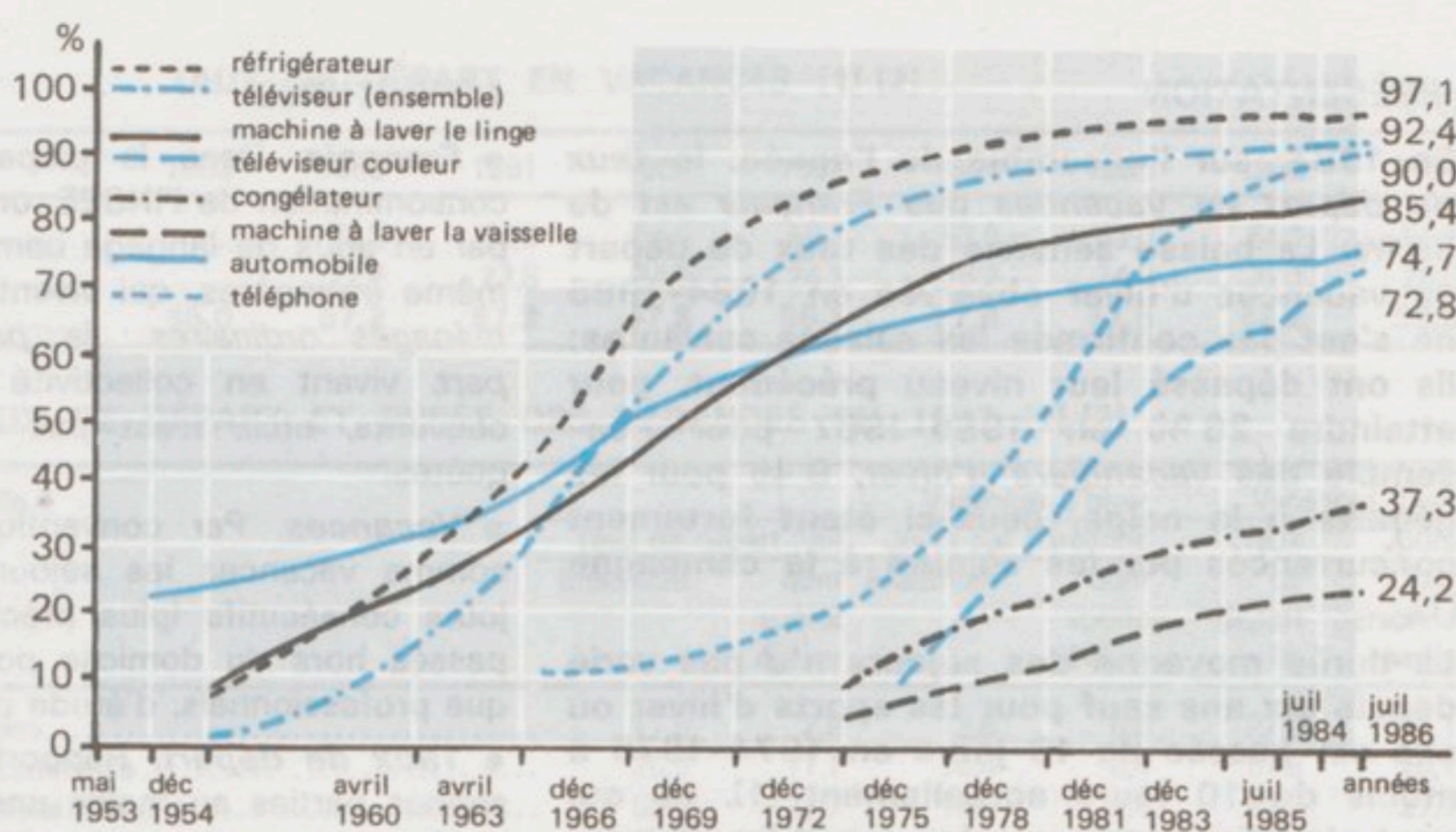
● **Parc.** Par analogie avec le parc d'automobiles, on désigne par parc de logements, de réfrigérateurs, etc., l'ensemble des unités constituant, à un instant donné, une population statistique dénombrable. Il importe de bien distinguer les statistiques portant sur le parc, dites aussi « statistiques d'état » en démographie ou « de stocks » en économie, de celles portant sur les variations du parc, dites aussi « statistiques de mouvement ».

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Enquête de conjoncture auprès des ménages » (Enquête communautaire européenne), *Informations rapides*, INSEE.

● « Biens durables : disparités d'équipement », par Daniel Verger, *Données Sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 6.

ÉQUIPEMENT DES MÉNAGES (taux d'équipement pour 100 ménages) [1]



TAUX D'ÉQUIPEMENT DES MÉNAGES EN BIENS DURABLES SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (mi-1986) [1] (%)

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Ménage	Téléphone	Télévis. couleur	Combiné (b)	Congélateur	Mach. lav.-linge	Lave-vaisselle
Exploitants agricoles	4,1	93,4	56,3	13,9	82,8	93,4	33,1
Salariés agricoles (a)	0,6	65,5	52,9	24,1	41,4	72,4	9,2
Patrons de l'industrie et du commerce	5,7	94,3	78,4	34,5	46,4	93,2	42,4
Cadres supérieurs et professions libérales	8,3	97,4	80,3	49,8	37,6	91,3	59,3
Cadres moyens	10,4	93,9	74,6	38,1	36,8	87,8	38,5
Employés	7,7	89,7	72,3	37,6	28,8	84,2	21,2
Ouvriers	24,9	86,2	73,0	35,6	43,4	90,5	19,8
Personnel de service (a)	1,4	79,0	61,5	35,1	17,4	79,5	9,2
Autres actifs (a)	2,4	95,6	79,1	40,8	42,7	90,7	30,8
Retraités	28,4	90,8	73,9	26,3	30,4	79,7	9,6
Autres inactifs	6,1	82,2	61,7	26,1	18,1	60,5	12,2
Ensemble	100,0	90,0	72,8	33,3	37,3	85,4	24,2

(a) Catégorie de faible effectif, les résultats sont entachés d'une marge d'imprécision. (b) Réfrigérateur - congélateur.

PARC DE DIVERS BIENS DURABLES* - Ménages seulement (mi-1986) [2]

ÉQUIPEMENT SIMULTANÉ (mi-1986) en auto, réfrigérateur, machine à laver, téléviseur [2] (%)

Biens durables	Millions	Ménages possédant	Avr. 1960	Mi-1986
Automobiles (disposition)	20,6	Aucun des quatre équipements	47,7	0,9
Réfrigérateurs	22,1	Un seul	25,6	2,2
Machines à laver le linge	18,6	Deux	15,3	8,7
Téléviseurs	21,9	Pas d'auto, mais les trois autres	1,3	15,0
Congélateurs	8,0	Une auto et deux autres	7,2	7,0
Lave-vaisselle	6,0	Les quatre équipements	2,9	66,2
		Total	100,0	100,0

* Voir aussi le mot clé : culture (7.4).

TAUX DE POSSESSION DES MÉNAGES EN RÉSIDENCE SECONDAIRE SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DU CHEF DE MÉNAGE (mi-1986) * [2] (%)

Qualité	Agri-culteurs	Patrons de l'indus. et du commerce	Cadres supér. et profess. libérales	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres actifs	Retraités	Autres inactifs
Propriétaire	3,3	16,2	20,8	10,5	5,8	5,3	5,7	11,5	4,7	8,9
Locataire à l'année	0,2	0,5	0,6	0,1	0,2	0,3	—	0,6	0,2	0,5
Disposant à titre gratuit	1,2	3,6	6,7	5,8	4,7	2,2	2,1	6,3	4,6	0,9
Total	4,7	20,3	28,1	16,4	10,7	7,8	7,8	18,4	9,5	10,3

Les salariés agricoles forment une catégorie de très faible effectif. Aussi, les résultats de l'enquête les concernant, entachés d'une grande marge d'imprécision, ne sont pas reproduits ici.

7 CONSOMMATION - CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

En 1987, sur l'ensemble de l'année, le *taux de départ en vacances des Français* est de 59 %. La baisse sensible des taux de départ en vacances d'hiver observée en 1984-1985 ne s'est pas confirmée les saisons suivantes; ils ont dépassé leur niveau précédent, pour atteindre 28 % en 1986-1987 pour l'ensemble des *vacanciers d'hiver*, 9 % pour les départs à la neige, ceux-ci étant fortement concurrencés par les séjours à la campagne [1].

La durée moyenne des séjours n'a pas varié depuis dix ans sauf pour les sports d'hiver où elle est passée de 13 jours en 1974-1975 à moins de 10 jours actuellement [1], ce qui peut s'expliquer par un plus grand fractionnement des vacances.

Le taux de départ en *vacances d'été* (54 %) [2] n'a pas varié par rapport à 1986, de même que la durée des séjours qui se déroulent pour près de la moitié chez des « parents et amis » [2], que ce soit en France ou à l'étranger; c'est le mode d'hébergement le plus pratiqué par les Français. Quant au genre de séjour le plus prisé pendant la belle saison, c'est la mer, avec 47 % des journées de vacances passées en France [2].

La péninsule ibérique reste, en été, la destination privilégiée des touristes français, mais la progression de l'Afrique du Nord depuis plusieurs années mérite d'être soulignée [2].

De tous les pays de l'OCDE, la France et l'Italie seraient ceux recevant le plus de touristes étrangers [3].

SOURCES

[1] « Les vacances de la saison d'hiver 1986-1987 » par Marc Christine et Christian Samy, *Premiers résultats*, INSEE, n° 109, décembre 1987.

[2] « Les départs en vacances de l'été 1987 » par Marc Christine et Christian Samy, *Premiers résultats*, INSEE, mars 1988.

[3] *Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'OCDE*, OCDE, 1987, p. 196.

DÉFINITIONS

● **Français.** Dans la plupart des enquêtes de consommation de l'INSEE, on appelle « Français », par un abus de langage commode, les personnes, même étrangères, qui vivent en France dans des *ménages ordinaires*: la *population comptée à part*, vivant en collectivité (casernes, hospices, couvents, etc.), n'est pas saisie dans ces enquêtes.

● **Vacances.** Par convention, l'INSEE considère comme vacances les séjours d'au moins quatre jours consécutifs (plus précisément quatre nuits) passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé.

● **Taux de départ.** Rapport du nombre de personnes parties au moins une fois à la population totale correspondante de *ménages ordinaires*.

● **Vacances d'été.** Par convention, la période d'été d'une année donnée dure cinq mois: du 1^{er} mai au 30 septembre de l'année considérée (jusqu'en 1972, le mois de mai était considéré comme « hors été »).

● **Vacances d'hiver.** Sont considérés comme séjours d'hiver d'une année donnée ceux qui commencent entre le 1^{er} octobre de l'année précédente et le 30 avril de l'année donnée.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Les échanges touristiques des pays de l'OCDE, 1960-1985 », document de travail, direction de la Prévision.

● *Mémento du tourisme*, 7^e édition, 1987, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, La Documentation française.

● « Les vacances », *Données sociales*, INSEE, chap. 6.

● « L'économie du tourisme », *Le Monde*, « Dossiers et documents », n° 145, juin 1987.

● « Touristes français à l'étranger, touristes étrangers en France », *Collection de l'économie du tourisme*, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.

● « Le marché du tourisme », *Espaces*, juin 1987.

7.3 VACANCES

DONNÉES DÉTAILLÉES - CONDITIONS DE VIE

TAUX DE DÉPART EN VACANCES [1] [2] (%)

	1969	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Période d'été .....	...	53,3	54,3	54,5	55,2	53,9	53,8	54,1	54,2
Période d'hiver.....	...	22,7	23,8	24,6	24,3	26,2	24,9	27,1	28,0
Ensemble de l'année	45,0	57,2	57,2	57,8	58,3	57,4	57,5	58,2	58,5

TAUX DE DÉPART ET DURÉE DES VACANCES EN 1987 [1] [2]

Catégorie socioprofessionnelle * de la personne de référence	Vacances d'hiver				Vacances d'été	
	Taux de départ (%)		Jours par personne		Taux de départ %	Jours par personne partie
	Ensemble	dont sports d'hiver	Ensemble	dont sports d'hiver		
Exploitants et salariés agricoles.....	11,5	2,9	13,6	8,6	22,9	14,1
Patrons de l'industrie et du commerce.....	26,5	11,1	10,4	8,4	51,3	20,1
Cadres supérieurs et professions libérales	63,4	27,7	15,0	9,8	82,7	27,1
Cadres moyens.....	46,7	17,3	13,1	8,7	76,4	24,0
Employés	32,5	11,5	15,1	9,4	62,9	20,9
Ouvriers.....	16,6	4,5	12,1	8,7	51,8	21,7
Personnel de service	20,4	3,0	10,8	7,8	37,7	23,5
Autres actifs	36,4	7,2	11,7	8,2	63,1	22,6
Retraités.....	20,4	2,1	22,2	10,9	38,4	26,7
Autres inactifs	25,1	6,4	19,3	9,0	41,3	28,8
Ensemble	28,0	8,8	14,8	9,2	54,2	23,5

RÉPARTITION DES JOURNÉES DE VACANCES PASSÉES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER EN 1987 [1] [2] (%)

Selon le genre de séjour	Hiver	Été	Selon le mode d'hébergement	Hiver		Été	
				France	Etranger	France	Etranger
Circuit.....	4,4	7,5	Hôtel.....	11,9	4,7	18,1	
Mer	24,5	46,6	Location.....	12,7	15,5	8,7	
Montagne	26,0	12,8	Résidence secondaire.....	15,3	15,2	10,5	
Campagne.....	26,0	25,9	Parents et amis.....	50,4	36,1	45,1	
Ville	19,1	7,2	Auberge de jeunesse	4,8	3,8	6,6	
dont : en France.....	82,0	79,6	Villages de vacances.....	3,2	4,1	1,9	
			Tente et autres	1,7	20,6	9,1	
Ensemble.....	100,0	100,0	Ensemble.....	100,0	100,0	100,0	

DESTINATION DE VACANCIERS À L'ÉTRANGER DURANT L'ÉTÉ 1987 [1] [2] (%)

Pays de destination	1978	1987	Pays de destination	1978	1987
Andorre, Espagne, Portugal	38,1	37,8	Europe de l'Est (y compris URSS)	2,2	1,3
Italie.....	16,1	13,8	Pays à destination lointaine (b).....	5,1	7,0
Algérie, Maroc, Tunisie.....	11,8	12,2	Circuits.....	3,2	2,0
Grèce, Monaco, Turquie, Yougoslavie	5,9	8,0	Ensemble.....	100,0	100,0
Iles britanniques	6,4	5,3	Nombre de séjours (milliers)	5 990	6 936
Europe de l'Ouest (autres pays (a)).....	11,2	12,6			

(a) Autres pays CEE, Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.
 (b) Afrique sauf Maghreb, Amériques y compris USA, Asie sauf Turquie et URSS, Océanie.

NUITÉES DE TOURISTES DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE EN 1986 [3] (millions)

Pays	Tous moyens de séjour			Pays	Tous moyens de séjour		
	Étrangers	Nationaux	Total		Étrangers	Nationaux	Total
Allemagne (RF)	31,7	203,4	235,1	Italie	99,7	(a) 239,8	...
Autriche.....	85,4	28,2	113,6	Norvège.....	5,0	11,5	16,6
Belgique.....	9,8	21,8	31,6	Portugal.....	16,8	11,5	28,3
Danemark	8,5	11,8	20,3	Suède.....	7,2	26,1	33,3
France.....	322,2	...	...	Suisse.....	34,9	38,9	73,8
Yougoslavie.....	51,5	59,7	111,2	Turquie.....	6,1	5,0	11,1
(a) 1985.				Canada.....	91,5	258,2	349,7

7 CONSOMMATION - CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

Les dépenses des ménages pour la culture étaient estimées à 100 milliards en 1986, soit 3,3 % de leur consommation totale; cette part est relativement stable depuis une quinzaine d'années. Ces dépenses sont consacrées pour un tiers à l'édition et l'imprimerie; 11 % vont à la télévision et 10 % à l'enregistrement [2].

Dans l'ensemble, la fréquentation des spectacles est relativement stable; on note cependant une baisse du nombre de spectateurs de cinéma, 201 millions en 1982, 163 millions en 1985 [1], même si le nombre de salles a augmenté. Cette baisse est générale dans tous les pays du monde, notamment en Italie et au Royaume-Uni [5]. En 1985, le Centre Pompidou a réalisé un chiffre d'affaires de 374 millions de F, l'Opéra de Paris de 394 millions, Hachette (livres) de 2,8 milliards [1].

Les Français consacrent environ 4 à 5 heures par jour à l'écoute de la radio et/ou de la télévision [3]. En 1986, 7,7 % des ménages possèdent un magnétoscope et 37 % un instrument de musique; en 1987, 7,2 % des ménages disposent d'un Minitel et 20 % d'un walkman-radio.

La part du budget de la culture dans le budget de l'État est de 0,7 % en 1987 (hors grands projets) soit 7 544 millions de F, dont 37,6 % sont consacrés aux spectacles et à l'action culturelle [4].

SOURCES

- [1] « Portraits économiques de la culture », *Notes et Études documentaires*, La Documentation française, n° 4846, p. 141.
- [2] « Économie et culture », ministère de la Culture.
- [3] *Médiamétrie mensuel*, janvier et février 1988.
- [4] *Lettre d'information du ministère de la Culture et de la Communication*, « Budget culture 87 », numéro spécial, 13 octobre 1986.
- [5] *Le Nouvel Économiste*, n° 592, juin 1987.

DÉFINITIONS

● **Dépenses culturelles.** Les postes retenus dans les dépenses culturelles des ménages sont les suivants : les radio récepteurs et téléviseurs (NAP 29-21), les appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image (NAP 29-22), appareils de photographie et de cinéma (NAP 34-05), les disques, cassettes et bandes d'enregistrement (NAP 51-30), les produits de l'édition et de l'impression (NAP 51-15), les produits de la presse (NAP 51-20), les « surfaces sensibles » (NAP 18-09), la redevance télévision (NAP 86-01) et le cinéma (NAP 86-04).

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Les dossiers de l'audiovisuel », la Documentation française.
- « Les dépenses culturelles des ministères », *Développement culturel*, ministère de la Culture et de la Communication, n° 63, mars 1987.
- « Les emplois du temps en France en 1985-86 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 100, juin 1987.
- « Un secteur économique en développement, les parcs de loisirs », *Problèmes économiques*, n° 2044 du 14 octobre 1987.
- « Dépenses et pratiques culturelles », *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. VIII. 2.
- « Les dépenses culturelles des régions », *Développement culturel*, n° 78, février 1988.

DONNÉES SUR QUELQUES BIENS CULTURELS EN 1985 [1]

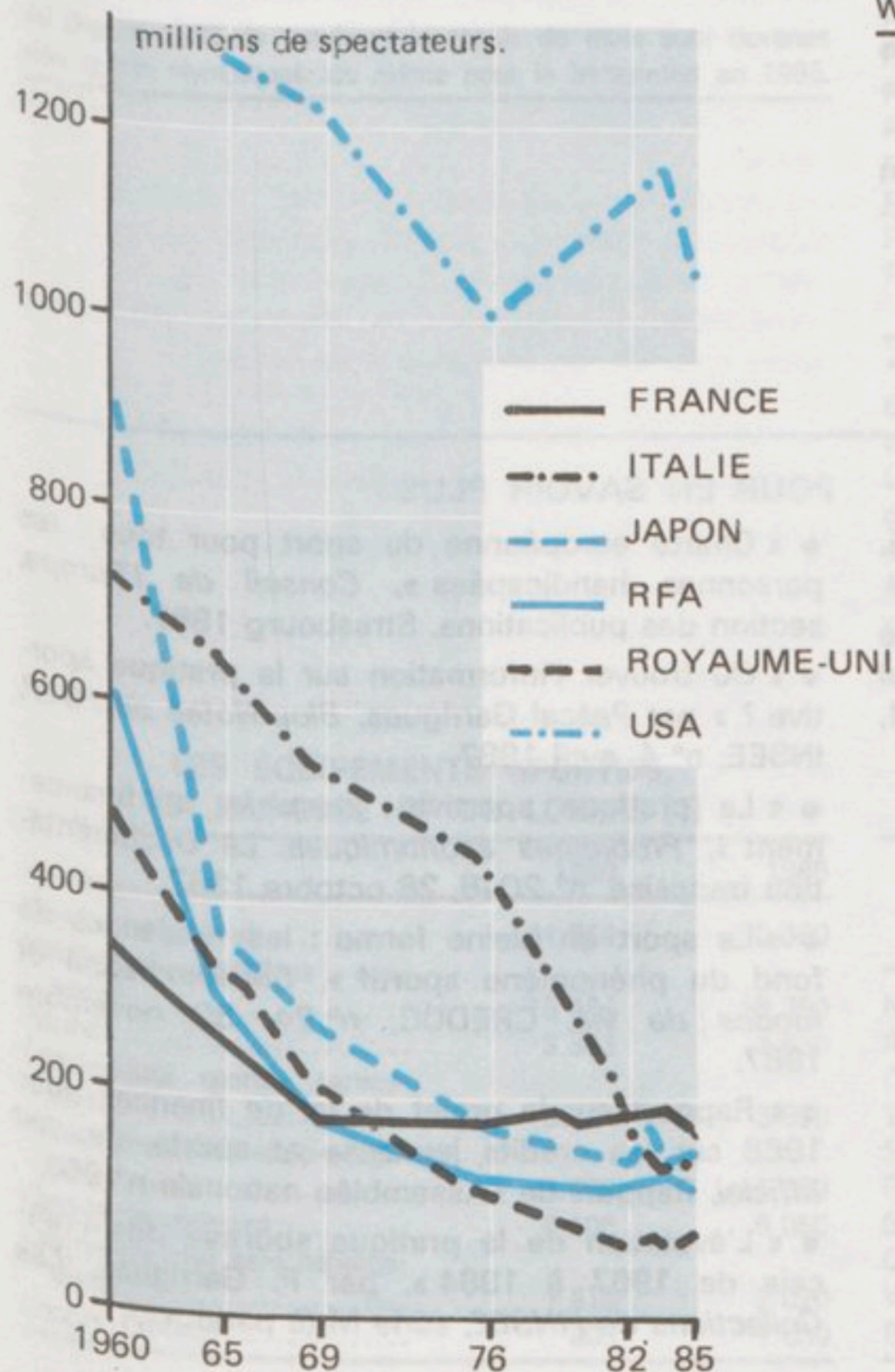
	Chiffre * d'affaires (milliards F)	Financement public (milliards F)	Nombre (millions)	Public Taux de population concernée (%)
Arts plastiques et patrimoine (a).....	...	8,0	16,4	32
Spectacle vivant (a).....	...	9,1	(c)	(d) 10
Livres (b).....	9,5	3,8	366	80
Disques (b).....	3,2	ε	100	(e) 69
Cinéma (a).....	3,7	0,5	163	47
Télévision (b).....	11,4	ε	...	93

* Consolidé. (a) Fréquentation. (b) Possession. (c) Aucun cumul n'a été fait : on note 7 millions d'entrées pour le théâtre, 2,2 millions d'entrées pour la musique classique. (d) Concerne le music-hall, le théâtre, les concerts pop. (e) Taux de possession d'audiocassettes : 55,4 %.

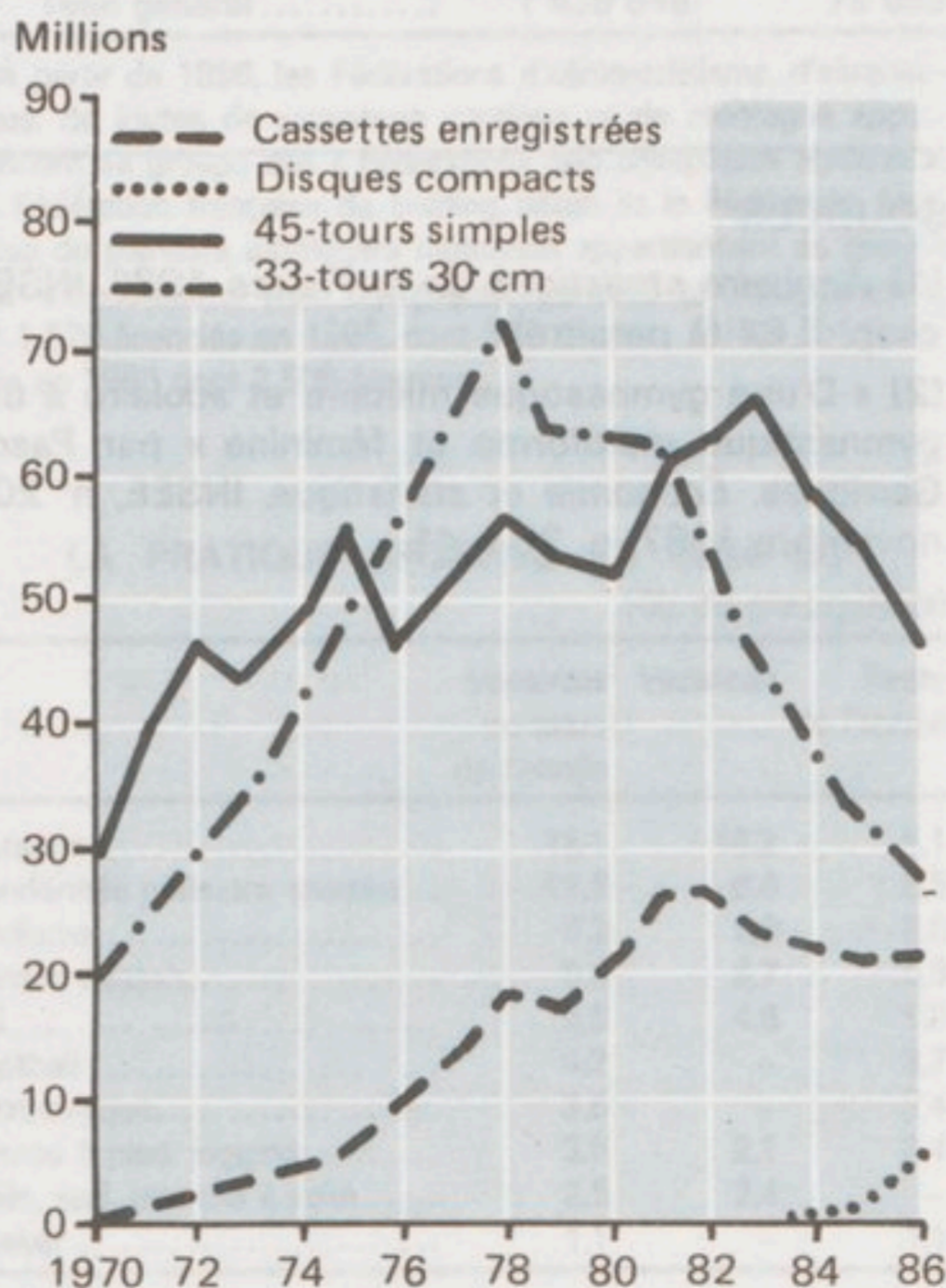
TAUX D'ÉQUIPEMENT DES MÉNAGES [3]

	(%)
1985	
Magnétophone.....	56,0
Chaîne Hi-Fi.....	48,7
Chaîne Laser.....	3,4
Magnétoscope (1986).....	7,7
Caméra vidéo.....	1,6
Instrument de musique.....	37,0
dont : piano.....	5,5
guitare.....	9,1
Minitel (1987).....	7,2
Walkman-radio (1987).....	20,0

LA FRÉQUENTATION DES CINÉMAS
DANS QUELQUES PAYS [5]



ÉVOLUTION DE LA VENTE DE DISQUES
ET DE CASSETTES [5]



7 CONSOMMATION — CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

En 1986, 6,3 millions de Français (dont les 3/4 sont des hommes) sont affiliés à une fédération olympique; celle qui compte le plus d'adhérents est la Fédération française de football avec 1 740 000 licenciés; viennent ensuite celles du tennis et du ski. Ce sont ces deux sports que pratiquent d'abord les femmes; le basket vient en troisième position; elles sont plus nombreuses que les hommes à faire de l'équitation et de la gymnastique [1].

Les fédérations non olympiques ont près de 1 450 000 licenciés [1].

Les équipements sportifs croissent régulièrement. En six ans 9 000 terrains de plein air ont été construits, ainsi que 4 000 installations sportives couvertes. L'ensemble des centres d'accueil pour le tourisme est de 9 100 en 1986 [1].

L'enquête de l'INSEE sur la pratique sportive des Français en 1984 montre que les sports à caractère non compétitif ou de loisir sont largement en tête (natation, cyclisme, randonnée, course à pied...). La compétition est seulement représentée par le football et le basket qui se pratiquent uniquement pendant la saison [2].

En 1984, un Français sur quatre déclarait « faire de la gymnastique ». La gymnastique qui était dans les années 60 une activité essentiellement scolaire et militaire, est aujourd'hui principalement féminine dans un cadre extra-scolaire, et sous des formes variées [2].

SOURCES

[1] *Annuaire statistique de la France 1988*, INSEE, chap. E 04 (à paraître).

[2] « D'une gymnastique militaire et scolaire à une gymnastique multiforme et féminine » par Pascal Garrigues, *Économie et statistique*, INSEE, n° 204, novembre 1987, p. 35 à 41.

DÉFINITIONS

● **Terrains de plein air.** Terrains de grands jeux, terrains de petits jeux, pistes d'athlétisme.

● **Installations sportives couvertes.** Salles d'entraînement et de compétition, gymnases, salles de sport.

● **Équipements sportifs particuliers.** Patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir; il s'y ajoute des établissements régionaux de formation de cadres (UEREPS, CREPS) et des établissements nationaux (INSEP, écoles nationales de ski et d'alpinisme, de saut, voile, équitation).

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Charte européenne du sport pour tous : les personnes handicapées », Conseil de l'Europe, section des publications, Strasbourg 1987.

● « Où trouver l'information sur la pratique sportive ? » par Pascal Garrigues, *Bloc-Notes de l'OEP*, INSEE, n° 4, avril 1987.

● « La pratique sportive : marchés et financement », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2046, 28 octobre 1987.

● « Le sport en pleine forme : les tendances de fond du phénomène sportif », *Consommation et modes de vie*, CREDOC, n° 24, 30 novembre 1987.

● « Rapport sur le projet de loi de finances pour 1988 sur les crédits jeunesse et sports », *Journal officiel*, Rapport de l'Assemblée nationale n° 960.

● « L'évolution de la pratique sportive des Français de 1967 à 1984 », par P. Garrigues, *Les Collections de l'INSEE*, série M (à paraître).

FÉDÉRATIONS OLYMPIQUES EN 1986 :
NOMBRE DE LICENCES [1]

	Total	Dont femmes
F. f. d'athlétisme.....	114 900	36 821
F. f. de badminton.....	8 520	3 034
F. f. de basket.....	412 819	205 552
F. f. de boxe.....	13 956	445
F. f. de canoë-kayak.....	44 738	12 336
F. f. de cyclisme.....	86 411	3 096
F. f. équestre.....	160 910	100 890
F. f. d'escrime.....	33 849	8 138
F. f. de football.....	1 739 943	32 415
F. f. de gymnastique.....	123 963	83 737
F. f. d'haltérophilie.....	20 225	1 938
F. f. de hand-ball.....	175 666	60 018
F. f. de hockey.....	7 955	1 683
F. f. de judo.....	390 794	78 065
F. f. de lutte.....	9 895	...
F. f. de natation.....	118 288	...
F. f. de pentathlon moderne....	164	43
F. f. de ski.....	934 767	328 076
F. f. des sociétés d'aviron.....	26 344	7 087
F. f. des sports de glace.....	25 454	10 985
F. f. de tennis (a).....	1 391 229	478 001
F. f. de tennis de table (a).....	109 487	12 404
F. f. de tir.....	124 733	12 567
F. f. de tir à l'arc.....	25 598	5 561
F. f. de volley-ball.....	67 349	27 376
F. f. de voile.....	136 509	18 564
Totaux.....	6 304 466	1 528 832

(a) Depuis 1982, le tennis et le tennis de table sont devenus des sports olympiques, de même pour le badminton en 1985.

FÉDÉRATIONS NON OLYMPIQUES
AGRÉÉES ET DÉLÉGATAIRES* EN 1986 :
NOMBRE DE LICENCES [1]

	Total	Dont femmes
F. f. de balle au poing.....	862	7
F. f. de base-ball.....	7 056	820
F. f. de billard.....	11 800	254
F. f. de boxe française.....	21 955	2 154
F. f. de char à voile (a).....	...	...
F. f. de course d'orientation....	19 427	4 632
F. f. de sports sous-marins.....	88 517	15 439
F. f. de golf.....	97 019	33 566
F. f. de jeu à XIII.....	29 003	830
F. f. du jeu balle au tambourin .	1 217	106
F. f. de jeu de paume.....	646	0
F. f. de karaté et d'arts mar- tiaux.....	121 981	22 845
F. f. de longue paume.....	1 701	266
F. f. motocyclisme.....	12 897	371
F. f. motonautique.....	1 598	34
F. f. de parachutisme.....	20 946	3 835
F. f. de patinage sur roulettes..	12 370	3 697
F. f. de pêche au coup.....	6 167	190
F. f. des pêcheurs en mer.....	10 990	889
F. f. de pelote basque.....	11 752	822
F. f. de pétanque.....	490 414	46 597
F. f. de rugby.....	217 316	0
F. f. de sauvetage et de secou- risme.....	9 202	3 396
F. f. de ski nautique.....	10 308	3 325
F. f. de sports automobiles.....	25 602	2 378
F. f. de sport de boules.....	141 631	4 776
F. f. des sports de quilles (b)...	...	...
F. f. de squash raquettes.....	18 345	4 480
F. f. de surf et skate.....	2 497	241
F. f. de trampoline.....	5 829	1 062
F. f. de vol libre.....	8 094	...
F. f. de vol à voile.....	11 812	1 062
Total général.....	1 438 515	75 088

* À partir de 1986, les Fédérations d'aéromodélisme, d'aéronautique, de joutes de sauvetage nautique et de montagne appartiennent au groupe des « Fédérations non olympiques agréées ». La Fédération française de twirling bâton et la Fédération française de planeurs ultralégers motorisés appartiennent au groupe des « Fédérations non olympiques agréées et délégataires ». (a) 1 576 licenciés en 1985, dont 303 femmes. (b) 20 431 licenciés en 1985 dont 2 509 femmes.

LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS,
DE JEUNESSE ET DE LOISIRS [1]

	1980	1986
Terrains de plein air.....	61 384	70 360
Installations sportives cou- vertes.....	15 494	19 350
Piscines.....	3 383	3 630
Équipements sportifs particu- liers.....	3 144	3 950
Locaux d'activités socio-éduca- tives.....	7 699	11 050
Centres de vacances.....	6 106	6 050
Centres de loisir sans héberge- ment.....	1 815	2 020
Locaux d'accueil.....	903	1 030

LA PRATIQUE SPORTIVE EN 1984 [2]

(% de pratiquants)

	Vacances ou reste de l'année	Vacances	Reste de l'année
Natation.....	18,1	16,2	5,1
Randonnée pédestre, marche ..	11,7	8,8	5,5
Cyclisme.....	9,2	5,8	5,8
Tennis, squash.....	8,6	6,7	5,8
Ski.....	5,8	4,6	1,9
Football.....	4,2	-	3,7
Gymnastique.....	3,6	-	3,4
Course à pied, jogging.....	3,6	2,1	2,4
Voile, surf, planche à voile.....	2,5	2,4	-
Basket.....	1,1	-	1,1

7 CONSOMMATION - CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

Le degré d'industrialisation de certaines zones et leur imbrication dans des tissus urbains de plus en plus denses induisent des risques de pollution. La législation française les a pris en compte en prenant des mesures réglementaires créant des zones de protection naturelle, préconisant de nouvelles orientations énergétiques ainsi qu'un dispositif pour prévenir les *risques industriels majeurs* [1] [2].

La pollution atmosphérique provoquée par les chauffages domestiques et tertiaires a globalement diminué de 50 % en moyenne depuis dix ans dans les principales villes de France : Paris, Lyon, Marseille, Lille, Rouen [3].

Les émissions de dioxyde de soufre dans l'air sont imputables pour 41 % à l'industrie et à l'agriculture, et 27 % aux centrales thermiques en 1985. Ces deux secteurs sont responsables de la moitié des émissions de poussières. Les émissions d'oxyde d'azote sont principalement causées par les transports [3].

Au niveau de l'eau, plus de 50 % des émissions de matières organiques et de matières toxiques sont dues aux industries agro-alimentaires et à l'industrie chimique et parachimique [3].

La *dépense nationale « environnement »* s'élève en 1984 à 74 milliards de F, soit 1,7 % du PIB [4].

Dans le but de protéger l'espace naturel, l'État et les collectivités locales ont mis en place des espaces protégés. Au 1^{er} janvier 1987, la France compte 6 parcs nationaux, 24 parcs naturels régionaux et 84 réserves naturelles [5] [6].

SOURCES

[1] « Les risques technologiques majeurs », *Annales des mines*, octobre-novembre 1986, p. 29, 133 à 137.

[2] *Le Nouvel économiste*, n° 616, 6 novembre 1987, p. 36.

[3] *État de l'environnement 1986*, ministère de l'Environnement, La Documentation française, p. 14, 68, 69, 72 et 73.

[4] *Données économiques sur l'environnement 1986*, ministère de l'Environnement, la Documentation française, p. 8 à 10.

[5] *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, p. 30 et 31.

[6] « Statistiques et indicateurs des régions françaises » édition 1987, *Les Collections de l'INSEE*, série R, n° 65-66, décembre 1987, p. 513.

DÉFINITIONS

● *Risques industriels majeurs*. La loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées et le décret d'application du 21 septembre 1977 obligent les industriels à proposer à l'appréciation de l'administration les mesures nécessaires pour prévenir et réduire les risques liés à l'activité de leur entreprise. Le plan ORSEC « risques technologiques », inspiré de la « directive SEVESO » du 24 juin 1982, réglemente les activités industrielles présentant un risque d'accident majeur. Cette réglementation communautaire oblige 325 sites industriels en France à déclarer la production ou le stockage de substances polluantes, inflammables ou explosives et à mettre en place avec les autorités, des plans de prévention et de lutte contre les accidents.

● *Dépense nationale « environnement »*. Celles des administrations publiques (État, collectivités locales, établissements publics), des industries et des ménages dans les domaines suivants :

— eau : mobilisation de la ressource (barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable, assainissement-épuration;

— air
— bruit
— déchets

lutte contre les pollutions et nuisances;

— protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;

— amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagement de forêts.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire de la qualité des eaux et La pollution de l'air en France. Résultats de mesure*, Direction de la prévision des pollutions, ministère de l'Environnement.

● *Les feux de forêt*, Direction des forêts, ministère de l'Agriculture et Direction de la sécurité civile, ministère de l'Intérieur.

● « Les comptes du patrimoine naturel », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 137-138, décembre 1986.

● « L'environnement et les ressources au XXI^e siècle », *Futuribles*, n° 115, novembre 1987.

● « Les technologies propres dans l'industrie : une pénétration difficile », *Problèmes économiques*, la Documentation française, n° 2053 du 16 décembre 1987.

● « Concilier transports et environnement », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 150, février-mars 1988.

7.6 ENVIRONNEMENT

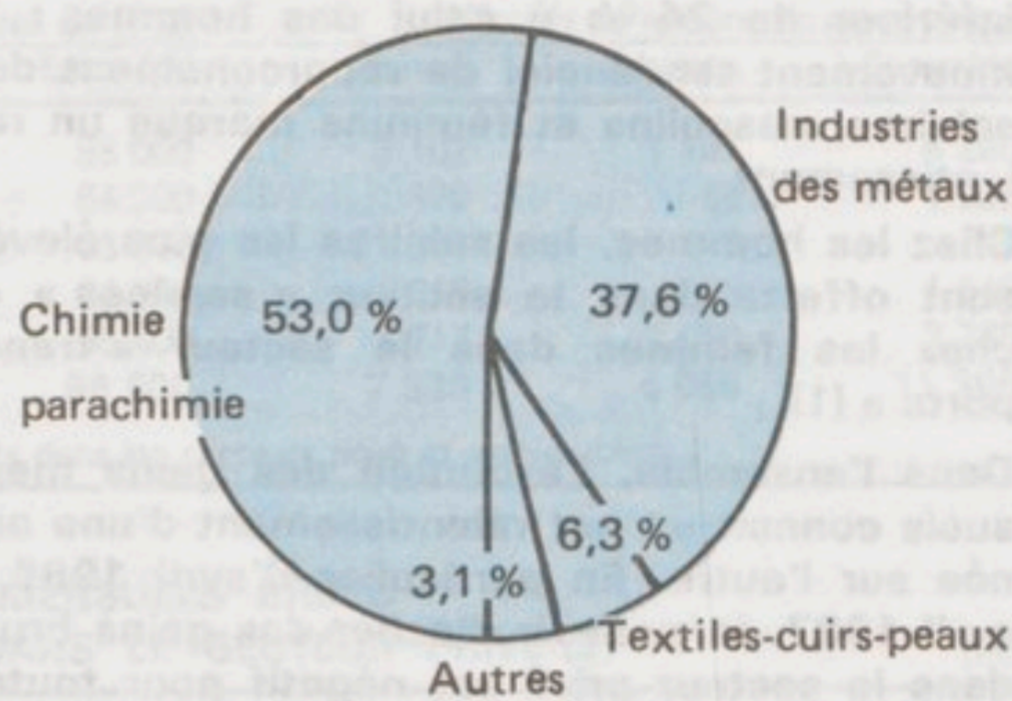
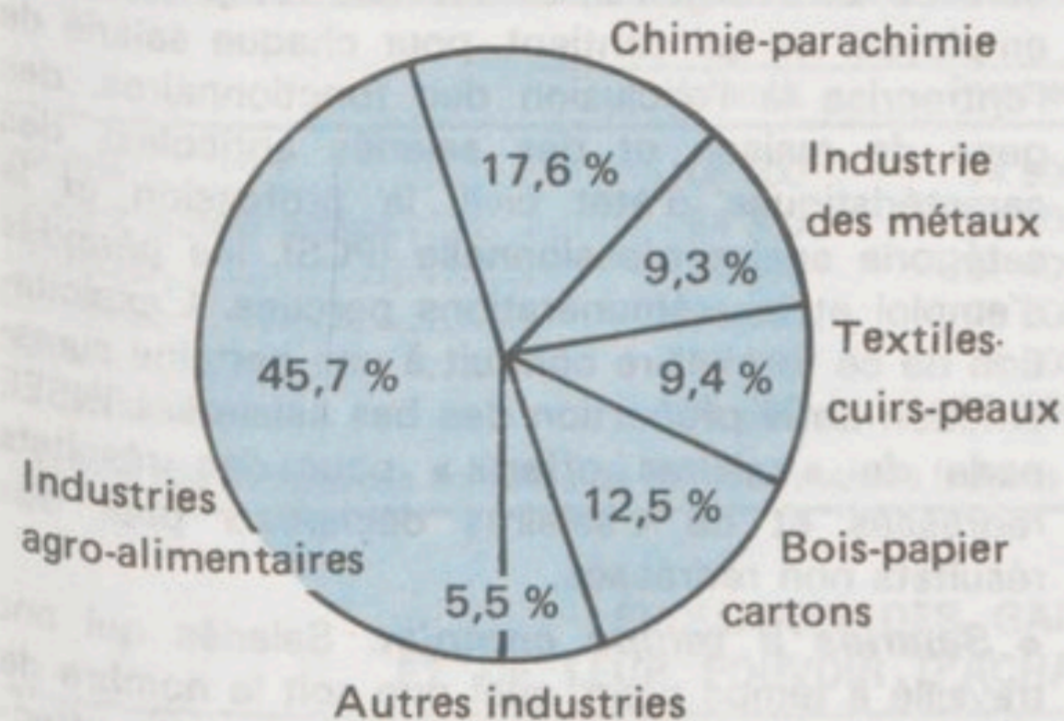
POLLUTION DE L'AIR : EMISSION DE DIOXYDE DE SOUFRE, DE POUSSIÈRES ET D'OXYDES D'AZOTE EN 1973 ET 1985 PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ [3] (%)

	Dioxyde de soufre		Pous-sières		Oxydes d'azote	
	1973	1985	1973	1985	1973	1985
Transports	3,1	6,2	13,1	33,7	50,6	71,9
Transformation d'énergie	15,1	13,4	9,5	4,2	1,7	1,1
Centrales électriques	28,3	26,8	28,6	25,9	14,4	8,7
Industrie et agriculture	37,3	40,9	37,2	26,9	19,9	11,2
Résidentiel, tertiaire	16,2	12,7	11,6	9,3	13,4	7,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total en millions de tonnes	3 779	1 716	310	193	1 690	1 600

POLLUTION INDUSTRIELLE DE L'EAU EN 1983 [3]

Matières organiques (2 434 tonnes/jour)

Toxiques (44 826 Kequitox*/jour)

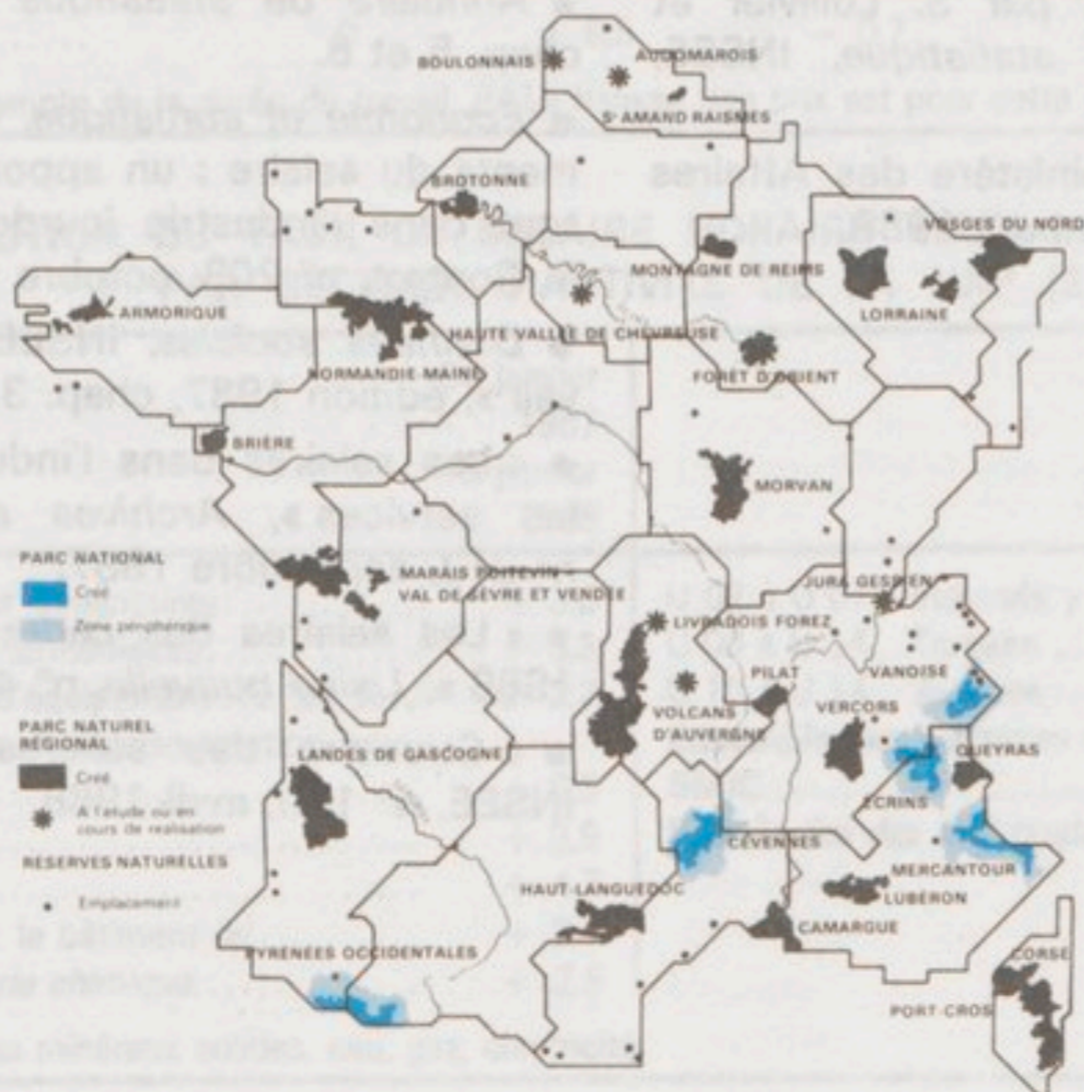


(*) Kilo-équivalent toxines

DÉPENSE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT EN 1984 [4] (millions de F)

	Administrat. publiques	Industries	Ménages	Total
Eau	34 810	7 280	1 620	43 710
Air	—	4 500	470	4 970
Bruit	470	670	830	1 970
Déchets	8 340	2 710	940	11 990
Patrimoine écologique	440	—	—	440
Cadre de vie	5 550	—	5 100	10 650
Total	49 610	15 160	8 960	73 730

LES PARCS NATURELS AU 1^{er} JUILLET 1986 [6]



8 REVENUS - CONDITIONS DE VIE

PRÉSENTATION

En 1987, le salaire annuel moyen est de 96 800 F par an soit 8 000 F par mois pour les salariés à temps complet des secteurs privé et semi-public [1].

De nombreux critères interviennent pour introduire des disparités importantes : sexe, qualification professionnelle, âge, ancienneté, lieu de travail... En ne retenant que les deux premiers, le salaire, net de cotisations sociales, perçu par un homme représente, selon la catégorie socioprofessionnelle, entre 1,1 et 1,4 fois celui d'une femme [1]. En moyenne, les femmes ont perçu, en 1987, un salaire inférieur de 24 % à celui des hommes : le mouvement tendanciel de rapprochement des salaires masculins et féminins marque un ralentissement.

Chez les hommes, les salaires les plus élevés sont offerts dans le secteur « services » et chez les femmes dans le secteur « transports » [1].

Dans l'ensemble, l'évolution des gains mensuels connaît un net ralentissement d'une année sur l'autre. En particulier d'avril 1986 à avril 1987, le pouvoir d'achat des gains bruts dans le secteur privé est négatif pour toutes les catégories, à l'exception des employés (+ 0,5 % contre + 2,4 % l'an dernier) et des ouvriers (0 % contre + 2,9 % l'an dernier) [2].

De janvier 1987 à janvier 1988, la hausse des prix (2,4 %), n'est que peu inférieure à celle du SMIC (+ 3,4 %) et à l'accroissement du taux de salaire horaire (3,5 %) [2].

SOURCES

[1] « Les salaires en 1987 » par S. Lollivier et C. Benveniste, *Économie et statistique*, INSEE, n° 210, mai 1988.

[2] *Premières informations*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 76, mars 1988.

DÉFINITIONS

● **Salaire offert.** Salaire que percevrait un salarié à temps complet, sans qu'il soit tenu compte des diminutions de salaires dues à l'absentéisme, aux arrêts de travail pour maladie, grève, etc.

● **Salaire net.** Traitements et salaires en espèces (y c. indemnités imposables) après déduction des cotisations ouvrières aux assurances sociales et à l'assurance chômage ainsi que des retenues pour retraite. Ce montant constitue, avec les avantages en nature, le salaire net imposable.

● **Déclaration annuelle de données sociales (DADS).** Formulaire commun aux services fiscaux et à certains organismes sociaux, rempli par tout employeur et qui contient, pour chaque salarié de l'entreprise (à l'exclusion des fonctionnaires, des gens de maison et des salariés agricoles), des caractéristiques d'état civil, la profession et la catégorie socioprofessionnelle (PCS), les périodes d'emploi et les rémunérations perçues. L'exploitation de ce formulaire conduit à une certaine surestimation de la proportion des bas salaires. L'INSEE parle de « salaires offerts » pour des résultats redressés et de « salaires déclarés » pour des résultats non redressés.

● **Salariés à temps complet.** Salariés qui ont travaillé à temps plein, quel que soit le nombre de leurs employeurs. Ils sont comptés dans les effectifs au prorata de leur période d'emploi.

● **Pouvoir d'achat du gain mensuel.** L'évolution du pouvoir d'achat en cours d'année s'obtient en divisant l'évolution des gains mensuels sur 12 mois (de janvier à janvier, par exemple) par l'évolution des prix (mesurée à l'aide de l'indice des prix) pendant la même période.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire de statistique du travail 1986*, BIT, chap. 5 et 6.

● *Économie et statistique*, INSEE : « Les compléments du salaire : un apport non négligeable surtout dans l'industrie lourde » par P. Madinier et T. Controt, n° 203, octobre 1987.

● *Données sociales*, INSEE, « Le contrat de travail », édition 1987, chap. 3.

● « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services », *Archives et documents*, INSEE, n° 212, septembre 1987.

● « Les salaires des cadres dans l'industrie pour 1988 », *Usine nouvelle*, n° 48.

● « Structure des salaires », *Premiers résultats*, INSEE, n° 120, avril 1988.

SALAIRES ANNUELS NETS MOYENS ET EFFECTIFS PAR PCS EN 1987* [1]

Professions, catégories socioprofessionnelles (Pcs)	Salaires en F/an			Effectifs en milliers d'années-travail		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadres, chefs d'entreprise.....	224 500	157 600	210 100	840	230	1 070
Techniciens.....	117 800	100 300	115 600	742	109	851
Professions intermédiaires.....	130 200	99 900	116 000	824	733	1 557
Employés.....	89 200	72 700	77 200	789	2 059	2 849
Ouvriers qualifiés.....	79 700	65 200	78 100	3 019	368	3 386
Ouvriers non qualifiés.....	73 000	58 400	68 200	1 125	557	1 682
Ensemble.....	105 800	80 500	96 800	7 339	4 056	11 395

* Champ des déclarations annuelles de données sociales (salaires offerts dans les secteurs privé et semi-public).

SALAIRES ANNUELS NETS MOYENS ET EFFECTIFS PAR SECTEUR EN 1987* [1]

	Salaires en F/an			Effectifs en milliers d'années-travail		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Industrie.....	106 900	74 900	98 000	3 102	1 193	4 296
Bâtiment, travaux publics.....	84 300	82 000	84 200	970	66	1 036
Transports.....	105 500	91 400	103 300	631	118	749
Commerces.....	108 000	75 300	94 800	919	629	1 548
Services.....	114 800	84 600	98 400	1 717	2 050	3 766
Ensemble.....	105 800	80 500	96 800	7 339	4 056	11 395

* Champ des déclarations annuelles de données sociales (salaires offerts dans les secteurs privé et semi-public).

ÉVOLUTION DES GAINS MENSUELS BRUTS
ET DE LEUR POUVOIR D'ACHAT DANS LE SECTEUR PRIVÉ [2] (%)

	Ouvriers (a)		Employés	Personnels non ouvriers		Ensemble des salariés
				Cadres	Ensemble des non-ouvriers	
Évolution des gains mensuels bruts :						
Janvier 1984/janvier 1983.....	+ 8,0	+ 9,3	+ 8,4	+ 7,8	+ 8,5	+ 8,2
Avril 1985/avril 1984.....	+ 6,1	+ 6,3	+ 5,9	+ 6,1	+ 6,1	+ 6,1
Avril 1986/avril 1985.....	+ 5,5	+ 5,1	+ 4,4	+ 5,3	+ 5,0	+ 5,3
Avril 1987/avril 1986.....	+ 3,5	+ 4,0	+ 2,8	+ 3,0	+ 3,2	+ 3,3
Progression du pouvoir d'achat des gains mensuels bruts :						
Janvier 1984/janvier 1983.....	- 0,9	+ 0,3	- 0,5	- 1,1	- 0,5	- 0,6
Avril 1985/avril 1984.....	- 0,4	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 0,4
Avril 1986/avril 1985.....	+ 2,9	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,6
Avril 1987/avril 1986 (b).....	0	+ 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,2

(a) Gains mensuels tenant compte de la durée du travail. (b) La hausse des prix est pour cette période de + 3,5.

ÉVOLUTION DU TAUX DE SALAIRE HORAIRE BRUT DES OUVRIERS
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA NAP [2] (%)

	De janvier 1987 à janvier 1988		De janvier 1987 à janvier 1988	
	U 02 Industries agricoles et alimentaires.....	+ 3,0	U 02 à U 07 Industrie y c. le bâtiment (a).....	+ 3,3
U 04 Industries de biens intermédiaires.....	+ 3,3	U 08 à U 14 Tertiaire.....	+ 4,2	
U 05 Industries des biens d'équipement.....	+ 2,7	U 10 à U 14 Services.....	+ 4,7	
U 06 Industries des biens de consommation courante.....	+ 3,3	Ensemble des secteurs non agricoles.....	+ 3,5	
U 08 Commerce.....	+ 3,9	SMIC.....	+ 3,4	
U 10 Services marchands.....	+ 4,7	Prix (indice des 296 postes).....	+ 2,4	
U 02 à U 06 Industrie n. c. le bâtiment (a).....	+ 3,1			
dont : Industrie chimique.....	+ 2,5			

(a) Non compris combustibles minéraux solides, eau, gaz, électricité.

8 REVENUS

PRÉSENTATION

Le **SMIG**, institué en 1950, fut indexé sur les indices de prix successivement en vigueur, avec un *seuil de déclenchement* de 5 % jusqu'en 1957, puis de 2 %. La loi du 2 janvier 1970 le remplaça par l'actuel salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) dont l'évolution tient compte à la fois des prix, et de l'ensemble des salaires. Au 1^{er} mars 1988, le SMIC horaire était fixé à 27,84 F [2].

L'année 1987 marque une augmentation de 3,4 % (comme l'année précédente) pour le SMIC. Son pouvoir d'achat augmente de 1 %. Le taux de salaire horaire brut des ouvriers a crû de 3,5 % contre 2,4 % pour les prix, dégageant un gain de 1,1 % (de janvier à janvier) [3].

Dans les établissements de 10 salariés et plus, le nombre de salariés payés au SMIC a diminué; ils se trouvent les plus représentés dans la branche « Hygiène » et la branche « Habillement » (près du tiers des effectifs); les femmes payées au SMIC sont 2 fois et demie plus nombreuses que les hommes [2].

Dans les établissements de moins de 10 salariés du commerce et de l'artisanat, la proportion du nombre de smicards a légèrement diminué en 1987.

À Paris, le minimum de *rémunération mensuelle* dans la fonction publique a augmenté de 2,1 % par rapport à l'année précédente, soit 5 070,31 F bruts au 1^{er} janvier 1988 [3].

SOURCES

[1] « Les salaires en 1987 », *Économie et statistique*, INSEE, n° 209, mai 1988.

[2] *Premières informations*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi : « Premiers résultats sur l'effet du décret n° 87-491 du 2 juillet 1987, portant majoration du salaire minimum interprofessionnel de croissance au 1^{er} juillet 1987 » n° 86, juin 1988.

[3] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 3, mars 1988, p. 1 et 70.

DÉFINITIONS

● **SMIG**. Salaire minimum interprofessionnel garanti.

● **Seuil de déclenchement du SMIC**. Le SMIG n'augmentait que lorsque la hausse de l'indice de référence atteignait un certain pourcentage, appelé « seuil ». Dans le système en vigueur pour le SMIC, seuil et ajustement annuel ont été abaissés en fonction d'autres critères que les prix.

● **Montant mensuel du SMIC**. Depuis février 1982, deux montants mensuels du SMIC correspondaient à un même SMIC horaire : l'un, calculé sur la base de 40 heures par semaine, concernait les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1^{er} février 1982, et qui avaient droit à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre était calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1^{er} février 1982. À partir du 1^{er} mai 1985, le SMIC mensuel est calculé, pour tous les salariés, sur la base de 39 heures par semaine (169 heures par mois).

● **Rémunération mensuelle**. Traitement + indemnités de résidence — retenues pour pension, Sécurité sociale et chômage. Le minimum de rémunération mensuelle joue, dans la fonction publique, depuis octobre 1955, un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Le salaire horaire minimum depuis 1950 : pouvoir d'achat et influence sur l'éventail des salaires ouvriers », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 1920 du 17 avril 1985.

● « Les salaires depuis 1950 », « Les ressources des ménages », *Données sociales*, INSEE, édition 1987, chap. 4.

● « Pour un revenu social garanti », *Projet*, n° 208, novembre-décembre 1987.

● *Solidarité-santé*, SESI, ministère de la Santé, n° 2 : « La pauvreté en France »; n° 6 : « Le revenu minimum garanti dans les pays de la CEE », novembre-décembre 1987.

8.2 SALAIRE MINIMUM

SMIG, SMIC ET BÉNÉFICIAIRES DIRECTS [3]

SMIG (Montant horaire en F)	Zone zéro d'abatt. (a)	Zone d'abattem. maximum	SMIC (Montant horaire en F)	France entière	Textes sur salaire minimum	Augmen- tation (%)	Bénéfic. directs (b) (%)
Moyenne 1955	124,5	109,0	Moyenne 1974	6,10	Arrêté du 07-09-81.	3,7	
Moyenne 1956	126,0	114,7	Moyenne 1975	7,29	Arrêté du 02-11-81.	2,4	
Moyenne 1957	129,1	118,8	Moyenne 1976	8,34	Arrêté du 30-12-81.	2,2	
Moyenne 1958	146,5	134,8	Moyenne 1977	9,40	Décret du 27-02-82	2,6	
Moyenne 1959	156,1	143,6	Moyenne 1978	10,61	Arrêté du 30-04-82.	2,2	
Moyenne 1960	1,61	1,48	Moyenne 1979	11,94	Décret du 30-06-82	3,2	6,2
Moyenne 1961	1,64	1,51	Moyenne 1980	13,80	Décret du 01-12-82	3,3	
Moyenne 1962	1,72	1,59	Moyenne 1981	16,30	Décret du 02-03-83	3,6	
Moyenne 1963	1,84	1,73	Moyenne 1982	19,17	Arrêté du 31-05-83.	3,0	
Moyenne 1964	1,89	1,78	Moyenne 1983	21,50	Décret du 30-06-83	1,1	6,6
Moyenne 1965	1,97	1,86	1 ^{er} mai 1984	23,56	Arrêté du 29-09-83.	2,0	
Moyenne 1966	2,06	1,93	1 ^{er} juillet 1984	23,84	Arrêté du 28-12-83.	2,0	
Moyenne 1967	2,13	2,03	1 ^{er} novembre 1984	24,36	Décret du 07-05-84	3,4	
Moyenne 1968	2,68	2,66	Moyenne 1984	23,53	Décret du 27-06-84	1,2	
Moyenne 1969		3,16	1 ^{er} avril 1985	24,90	Arrêté du 30-10-84.	2,2	
Moy. 1970 (SMIC)		3,42	1 ^{er} mai 1985	25,54	Arrêté du 29-03-85.	2,2	
Moyenne 1971		3,76	1 ^{er} juillet 1985	26,04	Loi du 03-01-85 (c).	2,6	
Moyenne 1972		4,19	1 ^{er} juin 1986	26,59	Loi du 05-07-85	2,0	
Moyenne 1973		4,95	1 ^{er} juillet 1986	26,92	Arrêté du 30-05-86.	2,1	
			1 ^{er} mars 1987	27,57	Loi du 05-07-86	1,2	
			1 ^{er} juillet 1987	27,84	Arrêté du 27-02-87.	2,4	
					Arrêté du 11-07-87.	1,0	

(a) La zone zéro correspond à Paris. Jusqu'en 1968, le montant du SMIG était plus élevé à Paris qu'en province. Les zones d'abattement ont été supprimées en 1968. (b) Proportion des salariés bénéficiaires directs des relèvements du SMIC. (c) Cette loi prévoit le relèvement du SMIC et l'existence d'un seul SMIC pour tous les salariés à compter du 1^{er} mai 1985.

PROPORTION DE SALARIÉS AU SMIC dans les établissements de 10 salariés et plus [2]

	(%)		
	Juillet 1974	Juillet 1986	Juillet 1987
Ensemble (c)	5,8	8,9	7,8
dont, par activité :			
Hygiène (a)	46,9	48,7	30,5
Habillement	20,2	34,8	32,7
Restauration, hébergement (b) ..	13,6	21,2	18,6
Chaussures	14,8	18,4	17,3
Bois et meubles en bois	12,1	14,7	17,4
Commerce de détail alim.	7,3	20,7	17,5
Transf. des matières plastiques.	9,3	11,6	10,6
Commerce de gros alim.	10,7	13,2	10,9
Textile	1,6	12,8	21,8
Bâtiment, génie civil	7,7	8,3	8,3
dont, par sexe :			
Hommes	3,8	5,7	5,1
Femmes	10,2	14,8	12,6
dont :			
Ouvriers	7,7	13,6	11,9
Employés	2,9	4,8	4,2

(a) Nettoyage des locaux, blanchisserie. (b) Salariés au pour-boire. (c) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

SMIC ET POUVOIR D'ACHAT [1]

	(%)		
	SMIC	Pouvoir d'achat du SMIC du taux horaire de salaire brut horaire brut ouvrier*	
Janvier 1977/janvier 1976	13,3	3,9	5,6
Janvier 1978/janvier 1977	12,5	3,0	2,7
Janvier 1979/janvier 1978	12,4	2,0	2,2
Janvier 1980/janvier 1979	14,3	1,2	0,7
Janvier 1981/janvier 1980	14,4	1,4	2,3
Janvier 1982/janvier 1981	22,7	7,7	2,1
Janvier 1983/janvier 1982	11,8	2,0	(a) - 0,3
Janvier 1984/janvier 1983	12,3	3,0	(a) - 0,1
Janvier 1985/janvier 1984	6,9	0,4	(a) - 0,4
Janvier 1986/janvier 1985	6,9	2,6	1,1
Janvier 1987/janvier 1986	3,4	0,4	0,3
Janvier 1988/janvier 1987	3,4	1,0	1,1

* Salaire de l'heure, non supplémentaire, des ouvriers payés au temps, à l'exclusion de toute prime.

(a) Compte tenu de la compensation salariale pour réduction de la durée du travail depuis février 1982.

PROPORTION DE SALARIÉS PAYÉS AU SMIC AU 1^{er} JUILLET 1987 DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE MOINS DE 10 SALARIÉS DE L'ARTISANAT ET DU COMMERCE [2]

	%		
Artisanat	19,8	Commerce	20,7
Bois et ameublement (1986)	24,0	Commerce de détail alimentaire (1986)	35,8
Tourisme	42,2	Commerce de détail non alimentaire (1986)	22,8
Hommes	31,6	Hommes	13,6
Femmes	52,0	Femmes	27,1
Ouvriers	48,5	Ouvriers	27,2
Employés	27,6	Employés	16,7

8 REVENUS

PRÉSENTATION

En 1987, le **revenu disponible brut** moyen par tête s'élève à 65 477 F, soit 5 456 F par mois et a augmenté de 0,6 % par rapport à 1986. La part des prestations sociales est passée de 30 % en 1980 à 35 % en 1987 [1].

Le revenu varie sensiblement d'une catégorie sociale à l'autre : de 121 700 F pour un ménage d'ouvrier à 280 800 F pour un ménage d'indépendant non agricole en 1983 [2]. Les disparités apparaissent au stade du **revenu d'activité** : en moyenne celui des indépendants non agricoles est presque le double de celui des ménages d'actifs et un peu plus élevé que celui des cadres supérieurs; les revenus d'activité des agriculteurs et des cadres moyens sont proches du niveau d'ensemble des actifs, tandis que ceux des employés et des ouvriers se situent assez nettement au-dessous. Les revenus de la propriété et du logement accentuent ces disparités; les transferts les réduisent [2].

De 1979 à 1983, le classement des catégories sociales dans l'échelle des revenus n'a pas changé mais l'éventail des revenus disponibles moyens s'est resserré. Pendant cette période, la baisse du pouvoir d'achat touche toutes les catégories sociales, en particulier les cadres supérieurs, (- 2,5 % par an) et à l'exception notable des inactifs [2].

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation 1987 », *Les Collections de l'INSEE*, C 147-148, tome 2, tabl. 09-01 et 09-03.

[2] « Estimation du revenu des ménages par catégorie sociale pour 1983 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 77, novembre 1986.

DÉFINITIONS

● **Revenu disponible brut.** C'est le revenu dont disposent les ménages après impôt, pour consommer ou épargner; il inclut le remboursement des soins de santé.

● **Revenu d'activité.** Ce sont les revenus du travail salarié et les revenus d'entreprise individuelle.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Documents du CERC*, n° 86 : « L'évolution récente des revenus en France, 1983-1986; n° 87 : « Salaires et compléments de rémunérations : analyse des pratiques d'entreprise », octobre 1987.

● « La pauvreté en France », *Bloc-notes de l'OEP*, INSEE, n° 1, janvier 1988.

● « L'effet du revenu et du nombre d'enfants sur le niveau de vie des familles », *Économie et statistique*, INSEE, n° 210, mai 1988.

8.3 REVENUS DES MÉNAGES

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES [1]

millions F

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Revenu primaire brut.....	2 159 630	2 472 412	2 817 659	3 101 662	3 324 436	3 542 893	3 735 823	3 907 205
Transferts de redistribution (a).....	- 163 077	- 157 583	- 169 188	- 218 326	- 238 172	- 229 828	- 239 381	- 264 580
dont : impôts courants sur le revenu et le patrimoine.....	- 169 420	- 195 992	- 228 595	- 268 062	- 300 358	- 314 017	- 335 062	- 353 067
cotisations sociales versées.....	- 591 073	- 667 152	- 786 303	- 890 743	- 984 121	- 1 060 104	- 1 122 102	- 1 190 943
cotisations sociales reçues.....	+ 582 582	+ 693 190	+ 828 221	+ 928 534	+ 1 024 857	+ 1 114 345	+ 1 194 197	+ 1 247 010
autres transferts reçus.....	+ 14 834	+ 12 371	+ 17 489	+ 11 945	+ 21 460	+ 29 948	+ 23 586	+ 32 420
Revenu disponible brut.....	1 996 553	2 314 829	2 648 471	2 883 336	3 086 264	3 313 065	3 496 442	3 642 625
dont : consommation finale.....	1 645 072	1 897 908	2 190 339	2 424 143	2 639 171	2 856 327	3 032 169	3 206 486
épargne brute.....	351 481	416 921	458 132	459 193	447 093	456 738	464 273	436 139

(a) nets.

REVENU DES MÉNAGES PAR TÊTE ET VARIATION PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE [1]

(en F courants)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Revenu disponible brut par hab.....	37 056	42 723	48 613	52 685	56 168	60 051	63 119	65 477
RDB avant impôts par hab.....	39 279	45 289	51 604	56 154	60 006	63 905	67 199	69 864
Salaire net par salarié (a).....	55 868	64 265	72 242	78 232	83 136	88 371	91 722	93 929
Prestations sociales par hab.....	10 813	12 794	15 202	16 966	18 652	20 198	21 558	22 415
EBEI (b) agricole, par agriculteur.....	65 096	73 823	98 389	101 391	107 142	114 034	124 873	-
EBEI (b) non agricole par actif.....	126 200	136 331	150 713	169 851	180 947	192 572	212 633	-
Non salarié, non agricole.....								
En % par rapport à l'année précédente (prix de 1980) :								
RDB des ménages par hab.....	- 0,8	2,0	2,0	- 1,2	- 1,0	1,1	2,4	0,6
RDB brut avant impôts par hab.....	- 0,6	2,0	2,2	- 0,8	- 0,8	0,7	2,4	0,8
Salaires nets, par salarié (a).....	0,6	1,8	0,8	- 1,2	- 1,3	0,5	1,1	- 0,7
Prestations sociales par hab.....	2,2	4,7	6,5	1,8	2,1	2,4	4,0	0,8
EBEI agricole par agriculteur.....	- 8,6	0,3	19,5	- 6,0	- 1,9	0,6	6,7	-
EBEI non agricole par actif non salarié non agricole.....	- 1,3	- 4,4	- 0,9	2,8	- 1,1	0,6	7,6	-

(a) Hors TUC. (b) EBEI : excédent brut d'exploitation.

REVENUS MOYENS PAR MÉNAGE SELON LA CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DU CHEF DE MÉNAGE EN 1983 [2]

(milliers de F)

	Agri- culteurs	Profess. indépend.	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers y. c. agricoles	Inactifs	Ensemble
Revenus primaires.....	143,8	297,9	235,1	134,1	99,4	86,8	40,7	107,0
dont : revenus du travail salarié.....	13,5	57,6	188,0	119,9	89,0	79,4	12,7	66,6
revenus d'entr. individuelle.....	110,6	175,3	11,0	4,9	2,7	2,7	4,4	21,6
Revenus de transfert.....	36,7	26,5	31,2	32,0	32,7	40,9	86,8	51,7
dont : prestations sociales.....	34,9	25,5	27,5	28,3	30,5	38,8	84,7	49,3
Revenu brut avant impôt.....	180,5	324,4	266,3	166,1	132,1	127,7	127,5	158,7
Impôts.....	- 15,9	- 43,6	- 40,2	- 14,5	- 9,0	- 6,0	- 8,0	- 13,5
dont : impôt sur le revenu.....	6,4	33,0	30,5	10,8	6,0	3,8	5,4	9,4
Revenu disponible brut.....	164,6	280,8	226,1	151,6	123,1	121,7	119,5	145,2

8 REVENUS

PRÉSENTATION

La *dépense de protection sociale* — dont 84 % vont aux prestations sociales — est évaluée à 1 500 milliards de francs en 1987 (30 % du PIB [1]). La protection sociale est financée aux trois quarts par les *cotisations*; c'est le financement quasi exclusif du régime général de la sécurité sociale; il est complété par des subventions d'équilibre pour beaucoup de régimes particuliers, tandis que l'aide sociale repose sur un financement des administrations locales [1] [2].

L'équilibre financier de l'ensemble des *régimes de sécurité sociale* nécessite des réaménagements périodiques portant sur le financement des prestations servies.

Parmi les quatre grands risques que couvre la protection sociale : la « *vieillesse* », avec les retraites, les pensions de reversion, le minimum vieillesse, est le plus important (41 % de l'ensemble); la « *santé* » vient ensuite; la rubrique « *famille* » comprend les diverses prestations d'entretien des enfants à charge (y compris celles relatives à la maternité); la rubrique « *emploi* » qui recouvre essentiellement l'indemnisation du chômage, y compris les préretraites dont la part a beaucoup augmenté ces dernières années et atteint 7,5 % de l'ensemble [1].

Parmi les différents pays de la CEE, la France se trouve, pour l'ensemble des prestations sociales et des services sociaux, dans une position intermédiaire en ce qui concerne les dépenses rapportées au PIB ou les prestations par habitant [3].

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, tabl. 09.07, p. 174.

[2] « Les comptes de la protection sociale 1981 à 1986 », *Informations rapides*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (à paraître).

[3] *Statistiques de base*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 3.31.

[4] Les comptes de la Sécurité sociale, *Rapport*, décembre 1987, commission des comptes de la Sécurité sociale.

DÉFINITIONS

● **Dépense de protection sociale.** Elle mesure l'effort social de la Nation. C'est la somme des ressources consacrées par les différents secteurs de l'économie nationale au financement des régimes de protection sociale.

● **Cotisations sociales.** Apports des personnes protégées ou de leurs employeurs à des institutions octroyant des prestations sociales. Elles résultent d'obligations légales ou réglementaires, de conventions collectives, d'accords d'entreprises, de contrats de travail ou d'un choix individuel volontaire (adhésions à des mutuelles).

● **Régimes de sécurité sociale.** Ce sont les régimes généraux couvrant l'ensemble de la population (caisses nationales, agence centrale des organismes de sécurité sociale, des fonds, UNEDIC et ASSEDIC), les régimes statutaires (SNCF, EDF, GDF, RATP...), les régimes complémentaires (AGIR, ARRCO et, jusqu'en 1979, les ASSEDIC).

● **Standard de pouvoir d'achat (SPA).** Unité communautaire de parité de pouvoir d'achat, utilisée pour effectuer des comparaisons de volume.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « La protection sociale de 1959 à 1985 », *Informations rapides*, SESI, n° 85, février 1987.

● *Solidarité-santé* SESI, n° 2 : « Pauvreté et protection sociale des plus démunis dans les pays de la CEE », mars-avril 1987; n° 4 : « L'analyse territoriale de la protection sociale », juillet-août 1987.

● *Population et sociétés*, INED, n° 194 « Regards sur la politique familiale »; n° 201 : « Retraites d'aujourd'hui et de demain »; n° 219 : « Quelles institutions pour la Sécurité sociale ? », par M. L. Lévy, décembre 1987.

● « La croissance des prestations sociales depuis 1974 », *Notes et graphiques*, CERC, n° 1, juin 1987.

● *Le Monde, Dossiers et documents*, « La protection sociale », n° 152, février 1988.

● « Protection sociale et pauvreté », *Documents du CERC*, n° 88, premier trimestre 1988.

8.4 PROTECTION SOCIALE

PRESTATIONS SOCIALES REÇUES PAR LES MÉNAGES [1]

(millions F)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Santé	166 810	194 983	228 367	253 813	280 474	304 309	329 826	339 863
Maladie	106 910	125 085	144 483	161 338	181 922	200 147	221 301	226 171
Infirmitté, invalidité	39 575	47 820	58 825	65 306	70 491	74 661	78 513	82 987
Accident du travail	19 725	22 078	25 039	26 569	28 061	29 501	30 012	30 705
Vieillesse-survie	289 084	343 469	409 799	475 005	524 603	575 394	607 315	637 907
Cessation anticipée d'activité	10 460	17 270	26 625	44 456	47 777	54 976	51 424	46 720
Vieillesse	221 592	259 642	306 455	344 136	383 399	420 200	449 992	480 455
Survie	57 032	66 557	76 719	86 413	93 427	100 218	105 899	110 732
Maternité-famille	89 941	101 830	124 382	137 701	148 063	156 868	166 834	171 337
Maternité	10 832	13 486	15 344	15 121	16 098	13 340	15 570	18 066
Famille	79 109	88 244	109 038	122 580	131 465	140 528	151 264	153 291
Emploi	34 673	50 442	62 925	59 630	68 526	74 435	86 639	94 205
Inadaptation professionnelle	5 235	7 230	8 607	7 599	7 666	11 084	15 358	16 148
Chômage	29 438	43 212	54 318	52 031	60 860	63 351	71 281	78 057
Divers	2 074	2 466	2 748	2 985	3 191	3 339	3 583	3 698
Total des prestations	588 280	700 347	837 044	837 488	1 034 530	1 124 350	1 204 321	1 256 776
dont prestations à des résidents	582 582	693 190	828 221	928 534	1 024 857	1 114 345	1 194 197	1 247 010

LES SOLDES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE 1981 À 1988 [4]

(milliards F)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(a) 1987	(a) 1988
Maladies	- 3,2	+ 6,00	+ 12,6	+ 6,2	+ 13,84	- 7,55	+ 2,88	+ 0,50
Accidents du travail	+ 0,3	- 0,64	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,36	+ 2,46	+ 2,54	+ 1,70
Famille	- 3,0	- 12,00	+ 7,0	+ 10,8	+ 5,90	+ 0,65	+ 0,17	- 2,00
Vieillesse	- 0,7	- 1,00	- 8,8	- 1,60	- 7,90	- 15,60	- 9,74	- 19,37
Total	- 6,6	- 7,60	+ 11,2	+ 16,6	+ 13,26	- 20,00	- 4,14	- 19,23

(a) Estimation

LES PRESTATIONS VERSÉES PAR LES DIFFÉRENTS RÉGIMES [2]

(millions F)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Régimes d'assurances sociales	696 434	833 497	928 203	1 014 660	1 080 465	1 154 423	1 206 216
Régimes d'employeurs	22 168	25 475	27 981	30 704	33 155	35 551	36 688
Régimes des sociétés mutualistes	10 020	11 565	13 491	15 528	17 853	21 554	24 356
Pouvoirs publics (a)	90 004	110 008	132 807	161 762	187 026	199 748	209 038
Administrations privées	2 017	2 271	2 470	2 628	2 752	2 881	2 670
Total	820 643	982 816	1 104 952	1 225 282	1 321 251	1 414 157	1 478 968

(a) Régimes d'intervention sociale.

PROTECTION SOCIALE DANS LA CEE [3]

	Dépenses en % du PIB				Prestations par habitant en 1984				
	1970	1981	1982	1984	Maladie %	Vieillesse %	Famille %	Chômage %	Total (a) SPA
Pays-Bas	20,8	31,4	33,3	33,7	25,6	27,0	8,1	12,7	3 510
Belgique	18,7	30,0	31,4	29,4	21,7	27,7	10,1	11,6	3 380
Allemagne (RF)	21,5	29,4	29,4	28,7	27,3	28,7	6,0	5,4	3 590
Danemark	19,6	30,1	30,3	27,5	22,0	36,1	9,0	13,3	3 690
Luxembourg	15,9	27,8	28,9	26,5	22,8	26,7	7,6	3,1	3 070
France	19,2	27,4	28,5	28,5	24,9	34,0	9,6	9,8	3 200
Italie	17,4	25,3	25,8	23,4	22,5	34,7	6,9	3,2	2 330
Royaume-Uni	15,9	23,4	23,0	24,1	20,5	41,4	10,6	8,9	2 540
Irlande	13,2	21,9	23,8	23,9	28,6	24,9	9,9	13,8	1 730

(a) Standard de pouvoir d'achat. (e) Estimation.

9 ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PRÉSENTATION

L'augmentation du *produit intérieur brut* a été de 2,1 % en 1987, comme en 1986 [2]. Toutes les composantes de la demande intérieure ont été favorablement orientées : investissement, formation de stocks, et consommation; la demande des ménages s'est cependant ralentie; l'activité progresse dans l'ensemble des branches. Pour la première fois la production industrielle dépasse significativement son niveau de l'année 1980 [2].

La croissance française est proche de celle de la CEE et un peu supérieure à celle de la RFA; pour l'ensemble de l'OCDE le rythme de croissance a été en 1987 analogue à celui de l'année précédente : environ 3 % [2].

La croissance française s'inscrit en 1987 dans une perspective plus favorable aux entreprises (marges et investissements en progression tandis que les ménages puisent dans leur épargne), sans tensions inflationnistes mais avec une forte détérioration du solde extérieur. L'excédent industriel s'effondre en raison d'une demande interne dynamique et des difficultés à l'exportation.

DÉFINITIONS

● **Produit intérieur brut (PIB).** C'est la somme des valeurs ajoutées des branches augmentées de la TVA grevant les produits et des droits de douane. Concept du nouveau système français de comptabilité nationale, le PIB est assez proche de l'ancienne *production intérieure brute*.

● **Valeur ajoutée brute.** Différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

● **Consommations intermédiaires.** Cumul des achats, travaux, fournitures, services extérieurs et transports, déplacements, effectués par une entreprise ou une branche. Dans le processus de production, elles disparaissent, soit par destruction, soit par incorporation dans des produits plus élaborés.

● **Taux de croissance annuel.** Calculé en comparant la moyenne d'une année à celle de l'année précédente, le taux de croissance annuel prend en compte l'évolution de 24 mois. Pour rendre compte de l'évolution au cours d'une année donnée, il vaut mieux recourir à des données mensuelles et comparer, par exemple, les résultats de décembre à ceux de décembre de l'année précédente.

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, juin 1988, tome 2, tabl. 03.02 et 13-01.

[2] *Note de conjoncture*, INSEE, avril 1988, p. 9.

[3] *Tendances de la conjoncture*, INSEE, n° 24 du 30 mai 1988.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Deux scénarios à l'horizon 1992 », *Sénat*, service des études législatives, note 87-49, avril 1987.

● « Les stratégies industrielles des entreprises », *Ramsès*, Institut Français des Relations Internationales, octobre 1987.

● « Les facteurs de l'investissement depuis 1970 », *Centrale des bilans*, 12^e journée, novembre 1987.

● « La technologie au service de la croissance et de l'emploi », *L'observateur de l'OCDE*, n° 150, février-mars 1988.

● « La contrainte pétrolière est-elle un obstacle à la croissance française ? », *Économie et statistique*, INSEE, n° 207, février 1988.

9.1 CROISSANCE

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT EN VOLUME : TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DES PAYS DE L'OCDE [1]

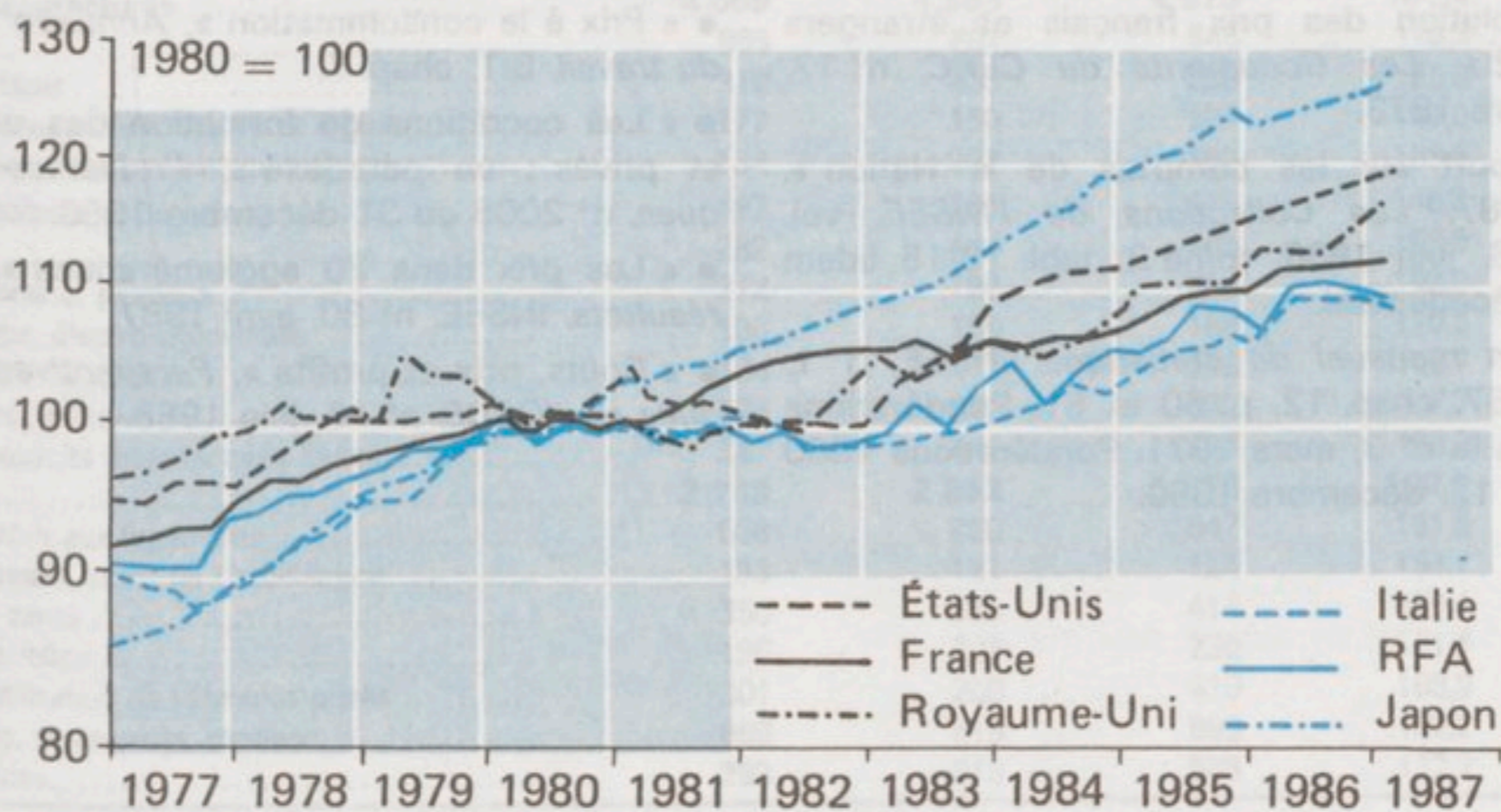
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	PIB/tête (\$)
France	1,6	1,2	2,5	0,7	1,3	1,7	2,1	2,2	15 800
Belgique	4,0	- 1,4	1,8	- 0,3	1,6	1,5	2,4	1,8	14 100
Italie	3,9	1,1	0,2	0,5	3,5	2,7	2,7	2,8	13 000
Pays-Bas	0,8	- 0,7	- 1,4	1,4	3,2	2,3	- 2,4	2,3	14 500
Allemagne (RF) (a)	1,5	0,0	- 1,0	1,8	3,3	2,0	2,5	1,7	18 200
Royaume-Uni	- 2,2	- 1,0	1,1	3,7	2,1	3,8	3,0	4,4	11 500
Espagne	1,5	- 0,2	1,2	1,8	1,9	3,0	3,9	4,8	7 400
CEE à Douze	1,2	0,2	0,7	1,5	2,6	2,4	2,7	3,7	13 100
États-Unis (a)	- 0,2	1,9	- 2,5	3,6	6,8	3,0	2,9	2,9	19 000
Canada	1,5	3,7	- 3,3	3,1	6,3	4,3	3,3	3,7	16 000
Japon (a)	4,3	3,7	3,1	3,2	5,1	4,9	2,4	4,2	19 000
Total OCDE	1,0	1,6	- 0,5	2,7	4,8	3,2	2,8	3,0	15 000

(a) PNB.

TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE EN FRANCE PAR GRANDE BRANCHE [1]

	1984	1985	1986	1987	VA prix 1980 (millions F)
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche	4,7	0,1	- 0,2	1,8	139 684
U 02 à U 06 Industrie	- 0,9	- 0,2	- 0,4	1,1	764 753
dont :					
U 04 à U 06 Industrie manufacturière	- 1,5	- 1,6	0	1,3	539 644
U 07 Bâtiment Génie civil	- 2,3	0,7	1,6	3,3	193 766
U 08-U 10 Commerce et services marchands	2,7	2,0	4,3	2,4	1 009 028
U 11 Location	5,0	4,6	4,2	4,1	242 869
U 12-U 13 Assurances et organismes financiers	1,6	3,1	5,7	0,7	134 796
U 14 Services non marchands	1,7	1,9	1,5	1,1	512 105
Total	1,5	1,5	1,9	1,9	2 868 377

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT POUR QUELQUES PAYS DE L'OCDE [3]



9 ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PRÉSENTATION

L'inflation est un phénomène multiforme aux aspects économiques (hausse des prix et des revenus), financiers (crédits), sociaux (transferts implicites), psychologiques (spéculations), tous intimement liés.

A long terme, la hausse des prix atteint tous les produits : les prix des produits bénéficient des progrès techniques ainsi que les produits alimentaires augmentent beaucoup moins que ceux des services, qui s'analysent presque exclusivement en salaires ou prix de la main-d'œuvre [1].

L'instrument conjoncturel de mesure de la hausse des prix à la consommation est, en France, l'indice mensuel de l'INSEE, dit des 296 postes, dont la pondération est mise à jour chaque année. De décembre 1986 (indice des prix : 163,7) à décembre 1987 (indice : 168,8), les prix ont augmenté de 3,1 % [4].

D'un pays à l'autre et selon les époques, la hausse moyenne des prix, sensible au degré d'intégration nationale et de concurrence plus ou moins ordonnée entre groupes sociaux, est très inégale. Elle s'est partout accélérée depuis les années 1960, passant en général par un maximum au cours des années 1974 ou 1975 et un autre au début des années 1980. La décélération de l'inflation est générale en Europe depuis 1982 et le mouvement bénéficie depuis 1985 de la baisse du prix du pétrole. Le taux d'inflation reste à un faible niveau aux États-Unis et il est particulièrement bas en Allemagne fédérale et au Japon. Il est négatif aux Pays-Bas en 1987 [2] [3].

SOURCES

[1] « Dispersion des prix 1925-1974-1987 », laboratoire d'économétrie du CNAM.

[2] « L'évolution des prix français et étrangers 1955-1972 », *Les Documents du CERC*, n° 17, 1^{er} trimestre 1973.

[3] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, juin 1988, tome 2, tabl. 13-15 (idem années précédentes).

[4] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 1, janvier 1987, chap. 12, p. 60 et 61. Pondérations 1970 dans le n° 3, mars 1971. Pondérations 1980 dans le n° 12, décembre 1980.

DÉFINITIONS

● **Indice.** On appelle indice élémentaire le rapport (en général multiplié par 100) de deux valeurs d'une même grandeur simple, mesurées dans deux situations distinctes. La situation considérée au dénominateur est dite situation de base ou de référence.

Les indices synthétiques sont des moyennes d'indices élémentaires relatifs à des phénomènes de même nature : variations de prix, de production, de salaires, d'exportations, etc.

L'indice des prix dit des 296 postes est un indice « chaîne de Laspeyres ».

● **Pondération.** Dans un indice de prix à la consommation, la pondération de chaque poste de dépense est proportionnelle à la part de ce poste (*coefficient budgétaire*) dans la dépense totale de la population prise comme référence. Dans un indice de Laspeyres, ces pondérations sont fixes tout au long de la vie de l'indice. Dans l'indice des 296 postes (indice-chaîne), les pondérations sont modifiées chaque année grâce aux informations recueillies par l'INSEE, à l'aide des enquêtes de consommation, des comptes nationaux, du calcul des indices de prix.

● **Note (a)** du premier tableau page ci-contre : Rapport « Prix 1987 » (en francs nouveaux) sur « Prix 1925 » (en francs anciens). Le coefficient 3,7 que l'on trouve sur la première ligne marque donc que la moyenne pondérée des prix des articles retenus dans l'indice a été multipliée par 370 par l'inflation; mais elle s'est trouvée par ailleurs divisée par 100, par suite de l'institution du « franc nouveau » qui vaut 100 francs anciens. De même pour toutes les lignes de ce tableau.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Pour comprendre l'indice des prix », INSEE, 2^e édition.

● « Prix à la consommation », *Annuaire statistique du travail*, BIT, chap. 7.

● « Les conditions de formation des prix publics et privés : un paradoxe », *Problèmes économiques*, n° 2005 du 31 décembre 1986.

● « Les prix dans 20 agglomérations », *Premiers résultats*, INSEE, n° 90, avril 1987.

● « Coûts, prix et profits », *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 43, juin 1988.

9.2 HAUSSE DES PRIX

ÉVOLUTION DES PRIX ENTRE 1925 ET 1987 [1] (fin de l'année)

	1925	1987	Coefficient variation (a)		1925	1987	Coefficient variation (a)
	Francs anciens	Francs nouveaux			Francs anciens	Francs nouveaux	
Indice INSEE du coût de la vie.			3,7	Petits pois (1 kg)	3,25	14,48	4,5
Salaire horaire total du ma- nœuvre	2,12	38,64	18,2	Lait (1 l)	1,10	4,63	4,2
Salaire annuel total du ma- nœuvre (b)	5 100	78 362,00	15,4	Camembert	3,80	12,15	3,2
Or (Napoléon)	(c) 80	529,76	6,6	Farine (1 kg)	2,27	5,66	2,5
Un hectare de bonne terre en Beauce (c)	6 000	38 000,00	6,3	Crayons de papier (12)	5,00	33,48	6,7
Coupe de cheveux (homme)	2,75	69,74	25,4	Merlans (1 kg)	6,38	24,64	3,7
Place de cinéma de « quartier »	3	36,00	12,0	Jambon de Paris (1 kg)	29,10	68,61	2,4
Ticket de métro (2° cl.)	0,39	2,79	7,1	Beurre laitier (1 kg)	18,54	28,04	1,5
Bicyclette (d)	425	999,00	2,4	Œufs (la douzaine)	8,37	11,94	1,4
Bifteck (1 kg)	18,47	82,57	4,5	Confiture	3,20	11,04	3,5
Vin ordinaire 11° (1 l)	1,34	6,78	5,1	KWh (heures pleines en 1987) .	1,00	0,68	0,7
				Ampoule électrique	17,50	5,37	0,3
				Récepteur de radio (e)	2700	199,00	0,1

(a) Voir note page précédente dans la colonne « Définitions ». (b) 2 400 heures de travail par an en 1925 et 2 028 heures en 1987.
(c) Moyenne en Eure-et-Loire. (d) La moins chère du catalogue de « La Redoute ». (e) GO/PO/FM.

CROISSANCE DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN DIVERS PAYS [2] [3] (% par an)

	1967-70	1970-73	1973-79	1980-85	1982	1983	1984	1985	1986	1987
France	9,6	6,2	10,5	9,6	11,8	9,6	7,4	5,8	2,7	3,1
Allemagne (RF)	3,3	5,9	4,7	3,9	5,3	3,3	2,4	2,2	- 0,2	0,3
Belgique	3,3	5,6	8,3	7,0	8,8	7,6	6,4	4,9	1,3	1,6
Italie	3,5	7,1	16,6	13,8	16,5	14,7	10,8	9,2	5,8	4,8
Pays-Bas	5,5	7,8	7,3	4,2	5,9	2,8	3,3	2,3	0,2	- 0,5
Royaume-Uni	6,1	8,5	15,5	7,0	8,5	4,7	5,0	6,1	3,4	4,1
Espagne .....	...	...	...	...	14,4	12,2	11,2	8,9	8,8	5,3
États-Unis	5,4	4,6	8,4	5,2	6,0	3,1	4,3	3,5	1,9	3,7
Japon	6,0	7,6	9,7	2,7	2,7	1,9	2,2	2,1	0,6	0,1

INDICE MENSUEL DES PRIX À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES URBAINS DONT LE CHEF EST EMPLOYÉ OU OUVRIER (DIT DES 296 POSTES) [4]

Produits de consommation	Pondérations			Indice		Variation déc. 87/déc. 86 (%)
	1970	1980	1987	déc. 1987 1980 = 100	déc. 87/déc. 86 (%)	
Ensemble	10 000	10 000	10 000	168,8	+ 3,1	
Alimentation (y compris boissons)	3 152	2 614	2 403	167,8	+ 1,4	
Produits à base de céréales	379	303	263	174,4	+ 3,2	
Viandes et poissons	1 054	935	846	164,1	+ 2,2	
Œufs, lait, corps gras	557	409	403	158,9	+ 0,4	
Légumes et fruits	504	347	322	184,9	+ 2,8	
Autres produits alimentaires	160	208	187	174,8	+ 1,4	
Boissons	498	412	382	164,2	- 1,8	
Produits manufacturés	4 099	4 534	4 379	161,4	+ 1,8	
Habillement	965	801	845	178,3	+ 4,0	
Meubles et tapis	319	433	289	165,8	+ 3,2	
Appareils ménagers électriques et à gaz	177	150	137	147,0	+ 0,5	
Autres articles d'équipement du ménage	134	202	182	183,6	+ 3,1	
Articles de toilette et de soins	497	398	475	148,9	+ 0,5	
Véhicules	282	444	443	163,9	+ 0,1	
Papeterie, librairie, journaux	212	199	218	193,2	+ 4,0	
Photo, optique, électro-acoustique	186	168	168	110,5	- 2,5	
Autres articles de loisir	184	173	196	165,7	+ 3,4	
Combustibles, énergie	525	946	932	147,7	+ 0,5	
Tabacs et produits manufacturés divers	367	442	327	163,9	+ 3,4	
Services	2 749	2 852	3 218	180,9	+ 6,0	
Services relatifs aux logements	638	760	847	181,5	+ 6,2	
Soins personnels, soins de l'habillement	133	121	124	197,7	+ 8,5	
Services de santé	350	385	414	150,4	+ 2,5	
Transports publics	195	207	230	181,4	+ 3,7	
Services d'utilisation de véhicules privés	301	250	410	198,9	+ 11,4	
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	869	816	690	192,2	+ 7,3	
Autres services	263	313	503	172,2	+ 2,9	

9 ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PRÉSENTATION

L'étude de la croissance économique française fait apparaître quatre années clés : 1963, fin de la période de croissance exceptionnelle consécutive à la dévaluation de 1957-1958; 1969, nouvelle dévaluation; 1973, premier choc pétrolier et début de la récession mondiale; 1979, deuxième choc pétrolier [1]. Si jusqu'en 1973, croissance économique et *productivité apparente du travail* progressent en même temps et à des rythmes voisins (+ 5,2 %) [2], après 1973 elles sont marquées par un ralentissement; celui-ci serait dû à l'essoufflement du progrès technique, aux chocs pétroliers, et au dérèglement des mécanismes de régulation interne et internationaux des économies développées [3].

Sur les vingt dernières années, la productivité du travail en France a connu un taux annuel de croissance de 3,9 %, se situant derrière le Japon [4]. Les régularités des évolutions à long terme laissent place à une grande dispersion d'une année sur l'autre.

En 1987, les gains de productivité sont inégaux selon les branches : s'ils sont de 4,8 % dans l'industrie manufacturière, ils sont de 1,7 % dans le bâtiment génie-civil, et de 1,3 % dans le tertiaire marchand [5].

DÉFINITIONS

● **Facteurs de production.** La production résulte de la combinaison de facteurs physiques (travail des hommes, capital productif tel que bâtiments et machines). Les diverses mesures de la productivité visent à évaluer l'efficacité de cette combinaison pour une branche et pour l'ensemble de l'économie.

● **Productivité horaire apparente du travail.** Son évolution se calcule en faisant le rapport de l'évolution de la valeur ajoutée en volume des branches à celle de l'activité (produit des effectifs par la durée offerte du travail). Sa croissance résulte souvent d'une plus grande consommation de capital et le qualificatif « apparente » cherche à mettre en garde contre la tentation de n'en attribuer les causes qu'à la seule productivité du travail.

● **Productivité du capital.** C'est le rapport entre la valeur ajoutée (PIB) et le stock de capital mis en œuvre.

● **Productivité totale des facteurs.** Elle mesure de façon synthétique l'efficacité du travail, du capital et des consommations intermédiaires, ces facteurs étant comparés à la production effective. L'indice de la productivité totale est la moyenne harmonique des trois indices des productivités partielles correspondantes.

SOURCES

[1] « La rupture de 1974 » par Paul Dubois, *Économie et statistique*, INSEE, n° 124, août 1980, p. 3 et 4.

[2] « La productivité », *Ecoflash*, INSEE-CNDP, n° 26, février 1988.

[3] « Ruptures de croissance et progrès techniques » par P. Dubois, *Économie et statistique*, INSEE, n° 181, octobre 1985, p. 29.

[4] Lettre semestrielle de la compagnie de Saint-Gobain, n° 49, mars 1988, p. 8.

[5] « La croissance et l'emploi », *Note de conjoncture de l'INSEE*, février 1988, chapitre IX, p. 101-102.

[6] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, chapitre 3, tabl. 03-22.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « La crise du système productif », INSEE.
- « Forces et faiblesses des secteurs industriels 1979-1984 » par Michel Delattre, *Les Collections de l'INSEE*, vol. E 100, février 1986.
- « Productivité et emploi, une relation complexe au sein de l'entreprise », *Travail et emploi*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, n° 33, septembre 1987.
- « Le facteur de production travail dans la base 1980 des comptes nationaux. Emploi, durée, activité » *Archives et documents*, INSEE, n° 220, octobre 1987.
- « Une exigence de compétitivité pour l'économie française », *Économie et statistique*, INSEE, n° 205, décembre 1987.
- « Productivité et résultats économiques », *L'observateur de l'OCDE*, n° 151, avril-mai 1988.

9.3 PRODUCTIVITÉ

ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS DE CROISSANCE [2]

(Taux de croissance annuel moyen en %)

	1896-1929	1929-1951	1951-1973	1973-1979	1979-1984
Productivité apparente du travail (a).....	1,60	1,30	5,20	3,10	2,00
Emploi	0,20	- 0,40	0,20	0,00	- 0,90
Durée annuelle du travail	- 0,60	- 0,20	- 0,40	- 1,00	- 1,30
Capital productif.....	1,80	0,50	4,40	4,90	3,70
PIB marchand.....	1,80	0,90	5,40	3,20	1,10
Contribution à la croissance :					
Facteurs de production.....	0,65	0,05	2,30	0,70	- 0,90
Progrès technique	1,15	0,85	3,10	2,50	2,00

(a) Valeur ajoutée/personne active pour l'ensemble des branches.

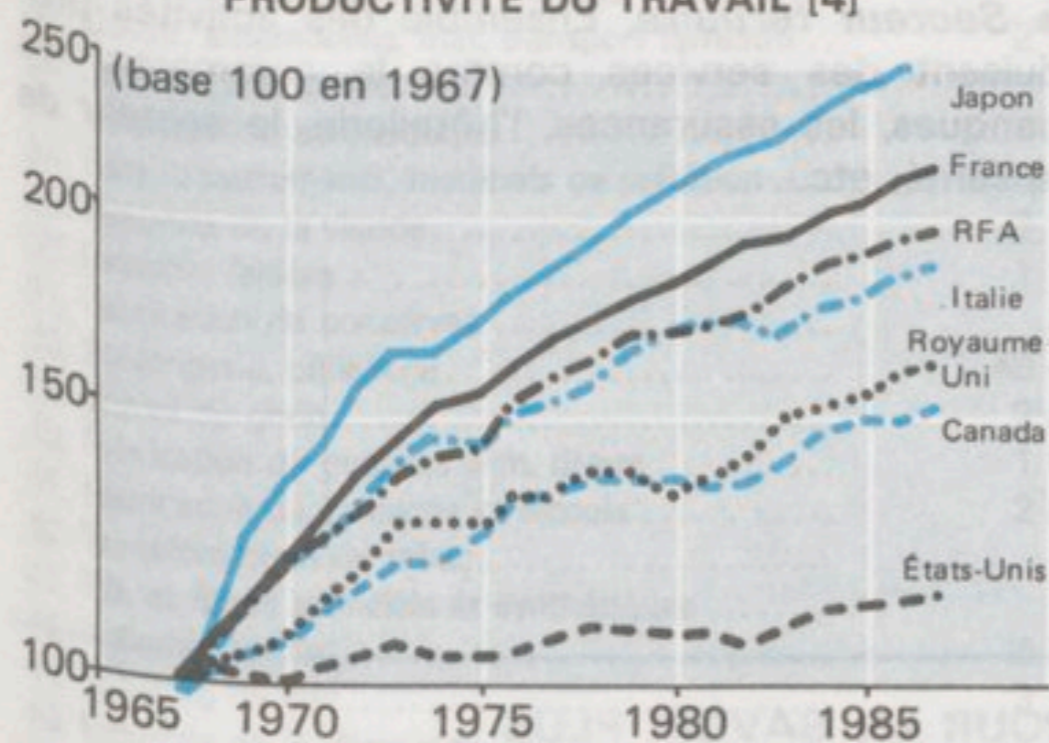
CROISSANCE, EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LES ÉCONOMIES INDUSTRIELLES [2]

(Taux de croissance annuel moyen en %)

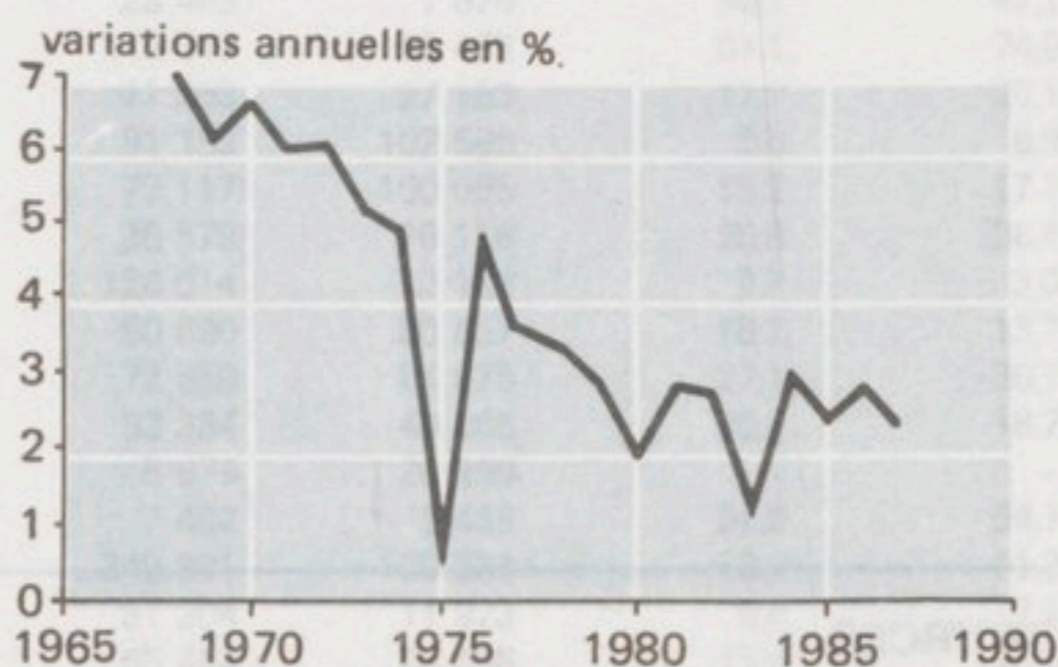
	1973-1979			1979-1983		
	Emploi (a)	Croissance (b)	Productivité (c)	Emploi	Croissance	Productivité
États-Unis	2,5	2,6	0,2	0,5	0,9	0,4
France	0,2	3,1	2,9	- 0,4	0,9	1,3
Allemagne (RF).....	- 0,6	2,4	3,0	- 0,8	0,5	1,3
Royaume-Uni	0,2	1,4	1,2	- 1,6	0,4	1,9
Japon	0,7	3,6	2,9	1,2	3,8	2,6

(a) Population active occupée. (b) PIB en volume. (c) PIB par actif.

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL [4]



LA PRODUCTIVITÉ EN FRANCE [4]



PRODUCTIVITÉ HORAIRE APPARENTE DU TRAVAIL PAR BRANCHE

(valeur ajoutée en volume par heure de travail) [6]

(% par rapport à l'année précédente)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
U 01 Agriculture, sylviculture et pêche	3,7	4,4	23,7	0,5	10,0	6,4	4,0	5,7
U 02 Industries agricoles et alimentaires	- 3,0	0,4	13,4	- 7,6	- 0,6	5,5	4,0	- 0,5
U 03 Énergie	- 2,6	10,5	- 1,7	10,2	4,2	6,8	- 2,7	3,6
U 04 Biens intermédiaires.....	- 1,4	0,4	4,3	4,3	3,2	2,4	4,3	4,8
U 05 A Biens d'équipement professionnel ...	3,9	5,1	4,4	4,3	4,1	0,3	- 0,1	3,1
U 05 B Biens d'équipement ménager.....	12,5	16,3	20,9	5,9	- 0,4	6,7	4,5	2,8
U 05 C Matériels de transport terrestre.....	- 3,2	1,8	5,1	3,8	- 6,2	3,2	12,2	9,8
U 06 Biens de consommation courante.....	2,7	4,2	9,3	4,8	1,7	2,8	1,2	0
U 07 Bâtiment, génie civil et agricole.....	3,1	2,7	7,7	2,8	4,1	6,9	1,7	2,7
U 08 Commerce.....	0,2	3,3	6,0	1,7	2,3	2,4	4,1	- 0,6
U 09 Transports et télécommunications	4,8	3,1	5,2	1,9	1,9	3,9	2,9	4,3
U 10 Services marchands.....	2,0	1,8	6,5	1,2	1,1	1,0	- 1,1	- 0,7
U 11 Locations immobilières	-	-	-	-	-	-	-	-
U 12 Services d'assurances.....	4,2	6,1	- 2,6	- 11,6	- 5,6	3,8	- 10,0	- 4,8
U 13 Services des organismes financiers	12,5	1,2	3,9	- 5,7	1,2	1,0	8,6	1,3
U 14 Services non marchands.....	0,8	2,1	5,8	- 0,4	0,2	0,3	0,1	0,8
Total (U 01 à U 14).....	1,5	3,4	7,1	2,0	2,5	2,9	1,8	1,6

9 ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PRÉSENTATION

La *concentration économique* dans les entreprises industrielles est forte dans les mines de charbon, dans les industries des fils et fibres artificiels, dans la fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information, dans la fabrication d'armement et dans les secteurs où dominent des monopoles nationaux (électricité, gaz); elle est faible dans la boulangerie-pâtisserie, dans le travail des métaux, l'ameublement, l'industrie de l'habillement, du textile, du cuir, dans l'imprimerie, la transformation des matières plastiques et les industries diverses [1].

Selon les statistiques établies à partir des déclarations fiscales des bénéficiaires industriels et commerciaux, les 1 000 premières entreprises classées suivant les mêmes critères, toutes activités confondues, représentent une population leader avec plus du tiers de l'effectif total et près de 41 % du chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) [1].

Moyennant le respect du secret statistique (entreprises citées par ordre alphabétique dans chacune des tranches de classement), la liste nominative des entreprises est publique [2].

DÉFINITIONS

● **Concentration économique.** La concentration économique d'un secteur représente le poids, dans le secteur, des plus grandes entreprises, classées dans l'ordre décroissant des variables considérées; ces variables sont, dans les tableaux page ci-contre, les effectifs, les ventes hors taxes et les chiffres d'affaires hors taxes.

● **Établissement.** Unité géographique de production telle que siège social, usine, magasin d'exposition, dépôt.

● **Entreprise.** Unité juridique de production, dotée de la personnalité morale, c'est-à-dire apte à faire des opérations de commerce : acheter, vendre, emprunter, prêter. La plupart des entreprises n'ont qu'un seul établissement, mais les plus importantes en ont plusieurs.

● **Secteur.** Voir au mot-clé 10.3.

● **Secteur primaire.** Ensemble des activités économiques productrices de matières premières, notamment l'agriculture et les mines.

● **Secteur secondaire.** Ensemble des activités économiques correspondant à la transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation.

● **Secteur tertiaire.** Ensemble des activités produisant des services comme le commerce, les banques, les assurances, l'hôtellerie, le secteur de la santé, etc.

SOURCES

[1] « SUSE (système unifié de statistiques d'entreprises) », INSEE.

[2] « Images économiques des entreprises », *Archives et documents*, INSEE, dossiers sectoriels, n° 241 à 247, mai 1988.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Enquête annuelle d'entreprise », ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, SESSI (4 fascicules).

● *Les chiffres clés de l'industrie*, édition 1988, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, éd. Dunod.

● « Les statistiques d'entreprises », *Les Collections de l'INSEE*, vol. E 101, juin 1986.

● « Structures de financement des PME; importance et limites de l'effet de taille », *Centrale des bilans*, Banque de France, octobre 1987.

● « La concentration des entreprises », *Le Monde, Dossiers et documents*, n° 151, janvier 1988.

● « Les petites entreprises de l'artisanat et du commerce », *Les Collections de l'INSEE*, vol. E 110, février 1988.

● « Les petites entreprises industrielles », *Premiers résultats*, INSEE, n° 122, avril 1988.

9.4 CONCENTRATION ÉCONOMIQUE

CONCENTRATION DES ENTREPRISES* EN EFFECTIFS ET CAHT EN 1984 [1]

Activités NAP 100	Nombre d'entreprises	Effectif	Chiffre d'aff. HT Millions F	Part des 4 premières entreprises	
				% effectifs	% CAHT
04. Prod. combustibles min. solides, cokéfaction ..	25	53 304	14 817	99,8	99,1
05. Production de pétrole et de gaz naturel	129	43 994	276 267	61,1	68,4
06. Production et distribution d'électricité	717	128 312	125 202	99,1	98,0
07. Distribution de gaz	92	29 768	52 519	99,5	99,5
08. Distribution d'eau et chauffage urbain	201	28 609	22 183	57,3	57,7
09. Extraction et préparation de minerai de fer....	24	3 047	1 003	88,6	85,2
10. Sidérurgie	64	102 112	84 415	55,7	60,7
11. Première transformation de l'acier	227	43 119	25 911	50,2	46,0
12. Extract. et prépar. de minerais non ferreux....	33	1 920	1 091	77,7	79,6
13. Métallurgie, 1 ^{re} transf. des mét. non ferreux...	294	58 845	72 778	45,6	45,0
14. Production de minéraux divers	247	12 427	6 374	71,2	65,0
15. Prod. de matér. de constr. et de céramique ...	7 792	130 026	65 410	8,5	13,5
16. Industrie du verre	1 072	59 756	27 352	34,2	40,8
17. Industrie chimique de base	1 037	119 906	176 560	28,8	29,3
18. Parachimie	1 609	112 608	87 816	19,5	17,2
19. Industrie pharmaceutique	560	68 125	58 210	9,4	10,6
20. Fonderie	652	56 597	19 207	28,5	33,4
21. Travail des métaux	23 448	323 912	123 683	4,2	6,0
22. Fabrication de machines agricoles	4 398	36 140	19 382	25,9	32,7
23. Fabrication de machines-outils	1 439	48 208	18 202	11,3	16,2
24. Production d'équipement industriel	6 959	204 973	100 369	6,7	13,3
25. Fabrication de mat. de manutent., de mat. pour les mines, la sidérurgie, le génie civil.	1 005	59 638	32 072	19,0	24,0
26. Industrie de l'armement	23	9 240	5 645	86,9	78,4
27. Mach. de bureau, mat. traitem. information	393	52 842	49 611	82,2	87,7
28. Fabrication de matériel électrique	2 739	208 740	91 556	30,3	33,1
29. Fabr. mat. électron. ménager, professionnel ...	3 494	247 371	123 414	28,3	29,5
30. Fabrication d'équipement ménager	403	55 941	22 659	35,4	32,5
31. Constr. automobiles, mat. transport terrestre ..	2 199	449 345	271 777	51,3	59,1
32. Construction navale	772	29 453	7 876	56,1	47,1
33. Construction aéronautique	256	115 317	98 463	61,1	74,6
34. Fabr. d'instruments, matériels de précision	6 120	71 253	27 153	17,1	20,1
35. Industrie de la viande	3 722	91 183	102 586	9,5	6,9
36. Industrie laitière	1 181	77 117	100 995	18,2	17,7
37. Fabrication de conserves	865	36 579	26 116	25,8	26,4
38. Boulangerie, pâtisserie	40 490	126 014	42 121	2,7	3,0
39. Travail du grain	2 858	60 890	80 657	19,1	13,7
40. Fabrication de produits alim. divers	1 877	72 859	84 875	27,1	30,7
41. Fabrication de boissons et alcools	2 825	53 334	49 065	20,4	18,7
42. Transformation du tabac	8	8 679	20 299	-	-
43. Fils et fibres artificiels et synthétiques	26	7 482	5 435	91,6	94,7
44. Industrie textile	6 293	240 901	100 534	13,2	11,3
45. Industrie du cuir	3 131	31 304	11 973	8,5	7,7
46. Industrie de la chaussure	1 211	65 464	20 496	17,4	28,3
47. Industrie de l'habillement	16 289	186 774	57 926	3,4	5,0
48. Travail mécanique du bois	8 735	84 937	34 422	9,9	13,2
49. Industrie de l'ameublement	18 009	87 553	30 239	5,8	6,3
50. Industrie du papier et du carton	1 516	97 091	61 910	10,7	15,6
51. Imprimerie, presse, édition	15 078	196 354	104 461	5,6	7,3
52. Industrie du caoutchouc	681	92 292	35 744	60,9	58,4
53. Transformation des matières plastiques	3 101	98 460	50 911	7,3	8,8
54. Industries diverses	9 904	84 737	34 191	5,6	6,8

* Champ : ensemble des entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

**CONCENTRATION ÉCONOMIQUE : PART DES *n* PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES
DANS L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES SOUMISES
AUX BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX AU 1^{er} JANVIER 1985 [1]**

	Effectif % cumulé	CAHT % cumulé		Effectif % cumulé	CAHT % cumulé
4 premières entreprises	7,1	4,2	300 premières entreprises ...	26,4	29,1
10 premières entreprises	10,0	7,9	400 premières entreprises ...	28,4	31,7
20 premières entreprises	12,9	11,5	500 premières entreprises ...	30,0	33,7
30 premières entreprises	14,5	13,9	700 premières entreprises ...	32,6	37,0
40 premières entreprises	15,7	15,5	1 000 premières entreprises ...	35,5	40,6
50 premières entreprises	16,7	16,8	Niveau des 1 000 premières :		
100 premières entreprises	19,8	21,0	Milliers	4 098	

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

En utilisant le critère de la *valeur ajoutée brute* (système élargi de la comptabilité nationale), les deux *branches* les plus importantes de l'économie française en 1987 appartiennent au secteur tertiaire : les services non marchands (essentiellement ceux des administrations) et les commerces, qui représentent respectivement, en 1987, 17,3 % et 11,2 % de la valeur ajoutée des branches ventilées, soit 16,5 % et 10,7 % du *produit intérieur brut* aux prix du marché. L'industrie, sans le bâtiment mais y compris l'énergie et les industries agro-alimentaires (branches T02 à T23), représente 25 % du PIB, l'agriculture 3 % [1].

Dans cette nomenclature, 4 branches exportent en 1987 au moins 40 % de leur production : les branches « chimie de base et fibres synthétiques » (54 %), « construction navale, aéronautique, armement » (47 %), « minerais et métaux non ferreux » (43 %) et « automobile et matériel de transports terrestres » (43 %) [1].

DÉFINITIONS

● **Branches.** Ensemble d'unités de production (établissements en général) fabriquant la même catégorie de produits. À toute nomenclature de produits correspond donc une nomenclature de branches, sauf pour le commerce, branche sans produits. Une branche peut contenir des parties d'*entreprises*, par opposition aux *secteurs* qui ne contiennent que des entreprises entières.

● **Valeur ajoutée.** Différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ». La somme des valeurs ajoutées par les unités d'un ensemble (branche, secteur, regroupement ou ensemble de l'économie) est indépendante du découpage entre entreprises (donc des fusions, concentrations) ou entre branches (donc du degré de finesse de la nomenclature). La valeur ajoutée est dite « brute » si les frais engagés pour la reconstitution du capital, bâtiments, machines, etc. (amortissements) ne sont pas déduits, « nette », s'ils le sont. Voir *produit intérieur brut*.

● **Correspondance entre les nomenclatures en « 16 branches » (en U) et en « 36 branches » (en T).** U01 = T01; U02 = T02 et T03; U03 = T04 à T06; U04 = T07 à T11, T13, T21 et T23; U05A = T14, T15A et T17; U05B = T15B; U05C = T16; U06 = T12, T18 à T20 et T22; U07 = T24; U08 = T25 à T28; U09 = T31 et T32; U10 = T29, T30, T33 et T34; U11 = T35; U12 = T36; U13 = T37; U14 = T38.

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, juin 1988, tome 2, tabl. 03-11, 03-13 et Tableau Entrées-Sorties (TES).

POUR EN SAVOIR PLUS

- Études sectorielles de la DAFSA.
- « Forces et faiblesses des secteurs industriels 1979-1984 » par Michel Delattre, *Les Collections de l'INSEE*, vol. E 100, février 1986.
- « Résultats récapitulatifs mensuels 1986 des enquêtes de branches », SESSI, ministère de l'Industrie.
- *Économie et statistique*, INSEE : « 1979-1984 : une nouvelle donne pour les branches de l'industrie », n° 186, mars 1986; « 1980-1985 : des mutations sectorielles plus profondes que prévu », n° 201, juillet-août 1987.
- « Quel avenir pour l'industrie ? », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2053 du 16 décembre 1987.
- « Entreprises et produits », *Cahiers du centre d'études et de l'emploi*, 1988.
- *Annuaire de statistique industrielle 1987-1988*, SESSI, ministère de l'Industrie (à paraître).

10.1 PRODUCTION DES BRANCHES

**STRUCTURE PAR BRANCHE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
ET PART DES EXPORTATIONS DANS LA PRODUCTION (1987) [1]**

Branches	Valeur ajoutée brute		Production effective		Rapport export./prod.	
	(a) Millions F	%	(a) Millions F	%		%
T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.....	185 007	3,7	407 707			17,7
T 02 Viande et produits laitiers	42 795	0,8	239 375			12,7
T 03 Autres produits agricoles et alimentaires.....	104 639	2,0	276 562			16,6
T 04 Combustibles minéraux solides, coke	5 117	0,1	15 110			6,0
T 05 Produits pétroliers, gaz naturel.....	117 132	2,3	230 147			5,9
T 06 Électricité, gaz et eau	123 337	2,4	186 486			3,7
T 07 Minerais et métaux ferreux.....	23 589	0,4	95 654			39,3
T 08 Minerais, métaux non ferreux.....	24 590	0,5	71 397			43,3
T 09 Matériaux de construction.....	41 049	0,8	83 913			10,9
T 10 Verre	13 619	0,3	23 793			39,6
T 11 Chimie de base, fibres synthétiques.....	44 166	0,9	139 430			54,4
T 12 Parachimie, pharmacie.....	54 362	1,0	147 166			27,9
T 13 Fonderie, travail des métaux.....	92 794	1,8	194 849			10,7
T 14 Construction mécanique.....	92 179	1,8	220 264			37,0
T 15A Matériels électriques professionnels.....	121 204	2,4	248 540			36,4
T 15B Biens d'équipement ménagers.....	10 308	0,2	31 107			38,3
T 16 Automobile, matériel de transports terrestres.....	87 541	1,7	271 362			42,7
T 17 Construction navale, aéronautique, armement.....	40 054	0,8	126 575			47,3
T 18 Textile, habillement.....	73 536	1,4	175 627			26,8
T 19 Cuir et chaussures	14 342	0,3	28 309			33,0
T 20 Bois, meubles, industries diverses.....	55 978	1,1	121 174			19,4
T 21 Papier carton.....	28 856	0,6	84 003			20,7
T 22 Imprimerie, presse et édition	56 178	1,1	129 172			5,7
T 23 Caoutchouc, matières plastiques.....	41 486	0,8	98 910			28,5
T 24 Bâtiment, génie civil.....	287 096	5,7	611 475			-
T 25-8 Commerce.....	567 976	11,2	711 184			-
T 29 Réparation, commerce automobile	85 179	1,7	125 352			-
T 30 Hôtels, cafés, restaurants.....	133 798	2,6	205 332			-
T 31 Transports	197 686	3,9	328 021			14,6
T 32 Télécommunications et postes.....	118 262	2,3	140 242			1,0
T 33 Services marchands aux entreprises.....	367 595	7,3	638 831			12,8
T 34 Services marchands aux particuliers.....	257 278	5,1	352 635			-
T 35 Location	414 299	8,2	451 216			-
T 36 Assurances	51 879	1,0	92 618			2,4
T 37 Services et organismes financiers.....	208 764	4,1	370 393			3,2
T 38 Services non marchands.....	873 588	17,3	1 193 244			-
Total : valeur ajoutée des branches ventilées.....	5 057 258	100	8 867 175			11,6
Services bancaires imputés (b).....	- 227 805					
Valeur ajoutée totale.....	4 829 453					
Produit intérieur brut aux prix du marché.....	5 288 699					

(a) En F courants. (b) Ou consommation intermédiaire non ventilée.

VALEUR AJOUTÉE BRUTE DANS UN DÉCOUPAGE EN 16 BRANCHES (1981-1987) [1]

Branches	(millions de F)						
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
U 01 Agriculture.....	130 943	166 219	169 591	175 216	180 544	187 678	185 007
U 02 Industries agricoles et alimentaires.....	99 755	123 207	123 743	134 840	144 333	148 293	147 434
U 03 Énergie	126 459	139 065	173 305	195 681	233 291	246 452	245 586
U 04 Industrie des biens intermédiaires	203 335	222 544	241 494	256 251	272 903	295 756	310 149
U 05 A, B, C Biens d'équipement	253 886	258 531	287 694	308 609	322 799	334 397	351 286
U 06 Biens de consommation courante.....	157 206	176 744	195 726	203 362	220 570	245 568	254 396
U 07 Bâtiment, génie civil.....	207 197	228 182	234 603	242 001	250 242	265 601	287 096
U 08 Commerce.....	334 551	374 000	422 380	466 295	496 666	546 128	567 976
U 09 Transports et télécommunications	184 480	213 208	235 988	259 504	283 701	304 812	315 948
U 10, 11, 12, 13 Services marchands.....	809 779	929 368	1 043 218	1 163 380	1 266 910	1 398 525	1 518 792
U 14 Services non marchands.....	519 968	613 983	684 995	750 506	795 718	845 158	873 588
Consommation intermédiaire non ventilée.....	- 107 503	- 147 548	- 162 385	- 175 627	- 186 808	- 213 157	- 227 805
Total.....	2 884 752	3 297 603	3 650 352	3 978 018	4 280 869	4 605 211	4 829 453

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

L'industrie au sens strict n'emploie en 1987 que 18 % de la population active française et 21 % des salariés. En incluant les industries agricoles et alimentaires et l'énergie (industrie au sens large), cela représente 22 et 25 %. Les activités fortes utilisatrices de main-d'œuvre sont les services non marchands essentiellement rendus par les administrations, les autres services, les commerces, l'agriculture et le bâtiment. La part de l'emploi salarié dans l'emploi total représente 84,7 % en 1987 [1].

Depuis un quart de siècle, les effectifs de l'agriculture ont diminué de plus de 60 % alors que dans l'ensemble des services marchands et non marchands ils ont augmenté de près de 70 %. En 1987, l'emploi total (y compris TUC) augmente très faiblement de 0,5 % (+ 10 800 personnes) par rapport à 1986 [1].

Comme les années précédentes, le tertiaire est créateur d'emplois. Les services marchands y participent pour 91 000 d'entre eux, alors que la baisse des effectifs se poursuit dans l'industrie hors bâtiment et dans l'agriculture [1].

L'Italie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont, au sein de la Communauté européenne, une population active agricole relativement plus nombreuse que celle de la France. C'est aux États-Unis et au Canada que la part des services dans la population active est la plus grande en 1986 (près de 70 %) [2].

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, juin 1988, tome 2, tabl. 03.19-03.20.

[2] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 3.17 et 3.18, p. 118 et 119 (annuel).

DÉFINITIONS

● **Industrie au sens strict.** Branches T07 à T23, c'est-à-dire, dans le premier tableau page ci-contre, depuis « Minerais et métaux ferreux » jusqu'à « Caoutchouc, matières plastiques ».

● **Industrie au sens large.** Branches T02 à T23, c'est-à-dire, dans le premier tableau page ci-contre, de « Viandes et produits laitiers » à « Caoutchouc, matières plastiques ».

● **Industries agricoles et alimentaires.** Branches T02 et T03 : « Viande et produits laitiers » et « Autres produits agricoles et alimentaires ».

● **Énergie.** Branches T04 à T06 : « Combustibles minéraux solides, coke », « Produits pétroliers, gaz naturel » et « Électricité, gaz et eau ».

● **Administrations.** Au sens de la comptabilité nationale, les administrations comprennent les services publics nationaux (y compris l'armée), les collectivités locales, les services de la Sécurité sociale, mais non les entreprises publiques et les Postes et Télécommunications, classées en « sociétés et quasi-sociétés » (quasi-sociétés publiques).

● **Industries diverses.** Ce poste recouvre des activités telles que jeux et jouets, transformations de matières plastiques.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Emploi et chômage », Eurostat (annuel).
- « La main-d'œuvre d'un secteur à l'autre », *Données sociales 1987*, INSEE, chap. 2.
- « Les structures de l'emploi industriel dans les zones d'emploi », *Dossier de recherche*, Centre d'études de l'emploi, n° 19, mars 1987.
- « Les pratiques de la négociation de branche », *Document travail et emploi*, Service des études et de la statistique, ministère des Affaires sociales, 1987.
- « Le travail au noir », *Le Nouvel économiste*, n° 611 du 2 octobre 1987.
- « Structure des emplois en 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 124, décembre 1987.
- « L'emploi régional de 1981 à 1986; l'emploi départemental de 1981 à 1985 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 127, mai 1988.

10.2 EFFECTIFS DES BRANCHES

EFFECTIFS SALARIÉS ET TOTAUX DES BRANCHES (1987) [1]

Branches	Salariés		Totaux		Branches	Salariés		Totaux	
	Milliers	%	Milliers	%		Milliers	%	Milliers	%
Agriculture, sylvic., pêche	288,0	1,6	1 505,0	7,0	Cuirs et chaussures	78,7	0,4	83,0	0,4
Viande et produits laitiers	175,3	1,0	179,5	0,8	Bois, meubles, indus. diverses..	266,3	1,5	313,7	1,5
Autres produits agric. alim.....	317,1	1,7	403,7	1,9	Papier, carton.....	102,3	0,6	103,1	0,5
Combustibles minéraux solides, coke	37,7	0,2	37,7	0,2	Presse et édition.....	207,6	1,1	226,3	1,1
Pétrole et gaz naturel	56,0	0,3	56,1	0,3	Caoutchouc, mat. plastiques....	190,5	1,0	193,2	0,9
Électricité, gaz, eau	162,1	0,9	162,4	0,8	Bâtiment, génie civil	1 219,2	6,7	1 541,6	7,2
Minerais et métaux ferreux.....	116,2	0,6	116,4	0,5	Commerce.....	2 115,9	11,6	2 667,7	12,4
Minerais et métaux non ferreux	57,4	0,3	57,6	0,3	Réparation, commerce de l'au- tomobile	322,6	1,8	391,1	1,8
Matériaux de construction.....	132,9	0,7	141,0	0,7	Hôtels, cafés, restaurants	454,1	2,5	689,9	3,2
Verre	52,0	0,3	53,3	0,2	Transports.....	740,7	4,1	806,5	3,4
Chimie, fibres synthétiques.....	125,1	0,7	125,6	0,6	Télécomm. et postes.....	439,2	2,4	439,5	2,0
Parachimie, pharmacie	161,9	0,9	163,1	0,8	Services marchands rendus aux entreprises.....	1 251,8	6,9	1 444,4	6,7
Fonderie, travail des métaux ...	393,7	2,2	412,6	1,9	Services marchands rendus aux particuliers	756,5	4,2	1 132,3	5,3
Construction mécanique.....	408,1	2,2	431,7	2,0	Assurances	155,6	0,9	155,6	0,7
Mat. électr., professionnel.....	435,2	2,4	440,1	2,1	Services organismes financiers.	444,7	2,4	444,7	2,1
Équipement ménager	64,4	0,4	64,9	0,3	Services non marchands	5 477,5	30,2	5 477,5	25,6
Auto., transport terrestre.....	379,5	2,1	381,3	1,8	Ensemble.....	18 165,6	100,0	21 445,1	100,0
Construction navale, aéronau- tique, armement.....	188,1	1,0	188,8	0,9					
Textiles, habillement	391,7	2,2	414,2	1,9					

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE (1977-1987) [1]

(Effectifs en milliers)

	1977	1980	1985	1986	1987	
					Effectifs	%
U 01 Agriculture	2 038,7	1 881,8	1 598,7	1 553,0	1 505,0	7,0
U 02 Industries agricoles et alimentaires.....	583,6	585,8	587,9	583,5	583,2	2,7
U 03 Énergie	275,2	268,1	271,6	264,5	256,2	1,2
U 04 Industrie des biens intermédiaires.....	1 621,2	1 520,9	1 267,3	1 235,4	1 202,8	5,6
U 05 A, B, C. Biens d'équipement	1 886,9	1 806,2	1 609,5	1 558,0	1 506,8	7,0
U 06 Biens de consommation courante	1 527,3	1 450,1	1 251,0	1 223,2	1 200,3	5,6
U 07 Bâtiment, génie civil	1 925,1	1 864,7	1 545,7	1 531,7	1 541,6	7,2
U 08 Commerce	2 611,1	2 644,9	2 620,5	2 631,4	2 667,7	12,4
U 09 Transports et télécommunications.....	1 148,6	1 182,4	1 238,1	1 245,4	1 246,0	5,8
U 10, 11, 12, 13 Services marchands	3 549,0	3 854,0	4 078,2	4 166,8	4 258,0	19,9
U 14 Services non marchands.....	4 563,1	4 788,2	5 325,6	5 441,4	5 477,5	25,6
Ensemble de l'économie.....	21 729,8	21 847,1	21 394,1	21 434,3	21 445,1	100,0

MAIN-D'ŒUVRE CIVILE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (1986) [2]

	Agriculture	Industrie	Services	Total	Milliers de personnes
	%	%	%	%	
Allemagne (RF).....	5,3	40,9	53,7	100,0	25 267
France.....	7,3	31,3	61,3	100,0	20 965
Italie	10,9	33,1	56,0	100,0	20 614
Pays-Bas	4,8	26,8	68,4	100,0	5 135
Belgique	2,9	29,3	67,8	100,0	3 608
Luxembourg.....	4,0	33,0	63,0	100,0	164
Royaume-Uni.....	2,6	31,1	66,4	100,0	24 239
Irlande	15,8	28,3	55,8	100,0	1 062
Danemark	6,2	26,9	66,8	100,0	2 666
Grèce	28,5	28,1	43,4	100,0	3 601
Portugal.....	21,9	34,1	44,0	100,0	4 063
Espagne	16,1	32,1	51,8	100,0	10 814
Europe des Douze	8,3	33,4	58,5	100,0	122 198
Turquie (1985).....	57,1	17,5	25,4	100,0	15 290
Suède.....	4,2	29,9	65,9	100,0	4 269
États-Unis.....	3,1	27,7	69,3	100,0	109 597
Canada	5,1	25,3	69,6	100,0	11 634
Japon.....	8,5	34,5	57,1	100,0	58 530
URSS	19,0	39,4	41,6	100,0	130 900

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

En 1986, selon *Le Nouvel Économiste*, la France comptait 8 firmes parmi les 100 premières entreprises industrielles mondiales classées selon leur *chiffre d'affaires* (monde socialiste exclu). Parmi les 500 premières entreprises, les États-Unis en comptaient près de 2 sur 5 et le Japon 1 sur 5. L'Allemagne et le Royaume-Uni devançaient la France [1].

En 1986, 10 des 20 premières grandes entreprises privées mondiales du secteur industriel classées selon leur chiffre d'affaires étaient américaines, et 12 appartenaient aux secteurs automobile ou pétrolier. La France comptait 2 entreprises dans les 40 premières : Renault et Elf-Aquitaine, occupant respectivement 183 000 et 71 000 salariés [2] [3].

Au niveau de l'Europe de l'Ouest, en 1986, l'Allemagne (RF) plaçait 7 entreprises dans les 20 plus importantes, la Grande-Bretagne et la France 4. Dans cette liste, pétrole, automobile et chimie sont les secteurs les plus souvent cités [2].

Parmi les 10 premiers groupes français du secteur concurrentiel, 2 sont purement privés (Peugeot et Michelin) [2]; les 2 principaux groupes pétroliers sont à capitaux publics majoritaires (Elf-Aquitaine) ou minoritaires (CFP); les 6 autres ont été nationalisés, Renault en 1945, les autres en 1981-1982.

Saint-Gobain a été le premier groupe privatisé en 1986, suivi par la CGE en 1987.

SOURCES

[1] « Les 5 000 premières entreprises françaises, européennes et mondiales », *Le Nouvel Économiste*, novembre 1987, p. 23 à 30.

[2] *Fortune*, 3 août 1987, p. 18, 19, 183, 185.

[3] *Fortune*, 27 avril 1987, p. 186 à 204.

DÉFINITIONS

● **Chiffre d'affaires.** Valeur totale des ventes d'une entreprise. Le chiffre d'affaires est une notion commode pour repérer l'importance d'une entreprise, mais a alors l'inconvénient d'avantager les entreprises en aval du circuit de production (par exemple l'automobile) dont les prix de vente incorporent les valeurs ajoutées par leurs nombreux fournisseurs, directs et indirects, situés en amont. En outre, le chiffre d'affaires n'est pas directement additif. La *valeur ajoutée* n'aurait pas ces inconvénients, mais la liste de *Fortune* ne la donne pas.

● **Secteur.** Ensemble d'entreprises ayant la même activité principale, mais ayant éventuellement des activités secondaires différentes; par exemple, le secteur « matériel électrique » comprend l'ensemble des entreprises ayant pour activité principale la fabrication de matériel électrique.

POUR EN SAVOIR PLUS

● Analyses de la DAFSA, DAFSA-Kompass, 125, rue Montmartre, Paris 2^e (annuel).

● DAFSA : « Les liaisons financières en France » (2 tomes); « Les analyses de secteurs de la DAFSA » (annuel).

● « Les multinationales » par W. Andreff, *Collections Repères*, n° 54, série « Questions économiques internationales », éditions La Découverte 1987.

● « Les 1 000 premières entreprises françaises », *L'Expansion*, n° 321, décembre 1987.

10.3 GRANDES ENTREPRISES MONDIALES

NATIONALITÉ DES 50, 100, 200, 500 PLUS GRANDES ENTREPRISES MONDIALES (1986) [1]

	50	100	200	500		50	100	200	500
	premières	premières	premières	premières		premières	premières	premières	premières
États-Unis	20	42	78	190	Suisse	1	2	4	10
Japon	9	16	38	100	Canada	—	1	2	10
Allemagne (RF)	8	11	16	33	Suède	—	1	4	12
Royaume-Uni	3	3	15	53	Espagne	—	—	—	3
France	3	8	14	33	Belgique	—	1	2	3
Pays-Bas	3	3	5	8	Autres	—	5	12	28
Corée du Sud	1	4	5	9	Total	50	100	200	500
Italie	2	3	5	8					

LES 20 PLUS GROS CHIFFRES D'AFFAIRES MONDIAUX EN 1986 [2] [3]

Firme - Pays - Secteur	Chiffres d'affaires Millions \$	Milliers de salariés	Firme - Pays - Secteur	Chiffres d'affaires Millions \$	Milliers de salariés
2 Exxon, États-Unis, pétrole	69 888	102	13 Daimler-Benz, RFA, automobile	30 169	320
3 Royal Dutch, Pays-Bas/G.-B., pétrole ..	64 843	138	14 E.I. du Pont de Nemours, E.-U., chimie.	27 148	141
4 Ford Motor, États-Unis, automobile	62 716	382	15 Matsushita Electric Industrial, Jap., électr.	26 460	136
5 IBM, États-Unis, informatique	51 250	404	16 Unilever, G.-B./Pays-Bas, alimentation .	25 142	302
6 Mobil, États-Unis, pétrole	44 865	128	17 Chevron, E.-U., pétrole	24 351	51
7 British Petroleum, G.-B., pétrole	39 856	127	18 Volkswagen, RFA, automobile	24 317	282
8 General Electric, E.-U., constr. électr.	35 211	359	19 Hitachi, Japon, constr. électr.	22 668	164
9 American Tel & Tel., E.-U., constr. électr.	34 087	317	20 ENI, Italie, pétrole	22 550	130
10 Texaco, États-Unis, pétrole	31 613	52	31 Renault, France, automobile	17 661	183
11 IRI, Italie, métallurgie	31 562	471	33 Elf-Aquitaine, France, pétrole	17 287	71

LES 20 PLUS GROS CHIFFRES D'AFFAIRES OUEST-EUROPÉENS ET LES 10 FRANÇAIS (1986) [2]

Rang	Raison sociale	Pays	Secteurs d'activité	Effectifs Milliers	Chiffre d'affaires Millions \$
1	Royal Dutch/Shell Group	Pays-Bas/G.-B.	Pétrole	138	64 843
2	British Petroleum	Grande-Bretagne	Pétrole	127	39 856
3	IRI (nationalisé)	Italie	Métallurgie	471	31 562
4	Daimler-Benz	Allemagne	Automobile	320	30 169
5	Unilever	G.-B./Pays-Bas	Alimentation	302	25 142
6	Volkswagen	Allemagne	Automobile	282	24 317
7	ENI (nationalisé)	Italie	Pétrole	130	22 550
8	Philips	Pays-Bas	Matériel électronique, accessoires	344	22 471
9	Nestlé	Suisse	Industries alimentaires, boissons	162	21 153
10	Siemens	Allemagne	Matériel électronique, ordinateurs	363	20 307
11	Fiat	Italie	Automobile et pièces détachées	230	19 670
12	Bayer	Allemagne	Chimie	170	18 769
13	BASF	Allemagne	Chimie	132	18 641
14	Renault	France	Automobile et pièces détachées	183	17 661
15	Hoechst	Allemagne	Chimie	181	17 509
16	Elf-Aquitaine (nationalisé)	France	Pétrole	71	17 287
17	Peugeot	France	Automobile et pièces détachées	165	15 153
18	Imperial Chemical Industries	Grande-Bretagne	Chimie	122	14 868
19	Cie Française des Pétroles	France	Pétrole	40	13 821
20	Thyssen	Allemagne	Métallurgie	128	13 818
23	Cie Générale d'Électricité*	France	Matériel électronique, accessoires	149	11 681
24	Saint-Gobain*	France	Matériel de construction, métaux	148	11 222
27	Thomson	France	Constructions électriques	105	9 046
34	Rhône-Poulenc (nationalisé)	France	Chimie	85	7 608
46	Michelin	France	Caoutchouc	119	6 689
51	Sacilor (nationalisé)	France	Métallurgie	56	6 154

* La compagnie de Saint-Gobain a été privatisée en novembre 1986 et la CGE en mai 1987.

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

Selon la revue *Le Nouvel Économiste*, 16 groupes d'entreprises (dont 8 ont plus de 100 000 salariés) ont dépassé, pour l'exercice 1986, les 40 milliards de F de chiffre d'affaires (hors taxes) : 13 groupes appartenant au secteur concurrentiel et 3 entreprises publiques ou monopoles d'État, ces derniers étant EDF (1^{er}), Gaz de France (12^e) et la SNCF (14^e) [1].

Parmi les 13 groupes du secteur concurrentiel, privés, mixtes ou nationalisés, les plus importants appartiennent au secteur du pétrole : Elf-Aquitaine (3^e), la Française des Pétroles (5^e); à celui de l'automobile : Renault (2^e), Peugeot SA (4^e); de la construction électrique : CGE (6^e), Thomson (9^e); ou de la chimie : Saint-Gobain (7^e) et Rhône-Poulenc (10^e) [1].

En 1986 et 1987, ont été privatisés : Saint-Gobain, la CGE, Havas et TF1 [3].

Une quarantaine de groupes ont, après consolidation pour la plupart d'entre eux, un chiffre d'affaires supérieur à 20 milliards de F, dont quelques filiales de groupes étrangers (Shell, Esso, IBM) [1].

Les banques Paribas, la Sogéna, la BIMP, la BTP, le CCF, la Société générale et la Compagnie financière de Suez ont été privatisées en 1987 [3].

Le chiffre d'affaires global réalisé par le secteur de l'assurance en 1986 est de 330 milliards de F. Pour les seules sociétés anonymes, les primes directes versées par les entreprises et les ménages représentent 235 milliards de F [1].

SOURCES

[1] *Le Nouvel Économiste*, numéro hors-série, novembre 1987 : « Les 5 000 premières entreprises françaises et européennes » p. 65 à 264; « Les premières banques françaises » p. 272; « Les premières compagnies d'assurance françaises » p. 285.

[2] « Les 1 000 premières entreprises françaises », *L'Expansion*, n° 321, décembre 1987, p. 307.

[3] « La réalisation du programme de privatisation », *Les Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, n° spécial, 25-31 janvier 1988, p. 31-32.

DÉFINITIONS

● **Groupe.** Ensemble de sociétés comprenant en général une « société mère », dominante de l'ensemble, et des « sociétés dépendantes ». Celles dans lesquelles la société mère possède plus de la moitié du capital sont dites « filiales »; lorsque la fraction de capital possédée est comprise entre 10 et 50 % (loi du 24 juillet 1966, art. 354), on dit que la société mère possède une « participation ». Des participations multiples, chacune minoritaire de la société mère et de ses filiales, peuvent procurer au groupe le contrôle de certaines sociétés.

● **Consolidation.** Opérations comptables permettant l'établissement des comptes de groupe. Ceux-ci visent à exprimer la situation et les résultats de la société mère, compte tenu de ses liens avec les sociétés dans lesquelles elle a des intérêts. Ils impliquent l'élimination des doubles emplois provenant, soit d'opérations réalisées à l'intérieur du groupe, soit de liens réciproques entre membres du groupe, et intègrent dans le bilan de la société mère les actifs et dettes des sociétés dépendantes, quelquefois au prorata de la participation du groupe.

POUR EN SAVOIR PLUS

● DAFSA : « Les liaisons financières en France » (2 tomes); Notices SEF (annuel).

● « Annuaire de statistique industrielle », 1986, SESI, ministère de l'Industrie, des PTT et du Tourisme.

● « Les entreprises publiques », *Écoflash* n° 3, mai 1986, INSEE-CNDP.

● « Les 500 premières entreprises de la construction et du cadre de vie », *Le Moniteur*, n° spécial, novembre 1987.

● « Les résultats financiers des entreprises industrielles en 1986 », *Premiers résultats*, INSEE, par Benjamin Camus et Jean-Pierre Lachize, n° 114, janvier 1988.

10.4 GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES

PRINCIPALES ENTREPRISES FRANÇAISES EN 1986, PAR SECTEUR [1]

	Chiffres d'affaires Millions F	Effectifs Milliers		Chiffres d'affaires Millions F	Effectifs Milliers
Agro-alimentaire :					
1. BSN.....	33 623	42,8	4. Groupe Fiat-France.....	19 363	13,5
2. Cie fin. Sucres et Denrées.....	19 909	5,4	— RVI (Renault).....	16 692	27,4
3. Sodima.....	* 14 603	...	5. Avions Dassault-Breguet.....	* 15 606	15,9
4. Groupe Socopa.....	13 300	4,8	Bois, papier :		
5. Union laitière normande.....	10 028	5,9	1. Cellulose du Pin (Saint-Gobain).....	7 890	10,6
6. Pernod-Ricard.....	10 016	10,1	2. Arjomari-Prioux.....	5 232	4,4
7. Source Perrier.....	9 549	8,0	Produits d'extraction :		
8. UNCAA.....	8 457	0,9	1. EDF.....	* 133 850	124,3
9. Besnier.....	8 338	5,7	2. Elf-Aquitaine.....	119 727	76,1
10. Moët-Hennessy.....	8 051	7,4	3. Total - Cie Franc. des Pétroles.....	95 722	40,3
Chimie :					
1. Saint-Gobain.....	77 725	140,1	4. Gaz de France.....	49 810	28,8
2. Rhône-Poulenc.....	52 694	77,2	— CRD Total France.....	* 41 963	6,3
3. Michelin.....	46 327	118,6	5. Shell française.....	* 36 676	7,3
4. L'Air liquide.....	20 639	26,0	6. CEA - Industrie.....	30 958	31,9
5. CDF Chimie.....	20 613	17,3	7. Esso - SAF.....	* 25 578	3,2
6. Atochem (Elf-Aquitaine).....	19 122	9,8	8. BP - France.....	23 509	5,8
— Rhône-Poulenc Chimie.....	* 18 912	16,1	Textile habillement :		
7. L'Oréal.....	18 130	26,7	1. Prouvost.....	8 392	18,0
8. Lafarge Coppée.....	16 897	20,1	2. DMC.....	6 147	12,2
— Manufacture FSE Pneu Michelin.....	* 16 243	...	3. BSF Industrie.....	* 4 844	9,8
Équipement électrique :					
1. CGE.....	80 903	149,0	4. Chaussures André.....	4 253	9,3
2. Thomson.....	62 198	104,5	Communication loisirs :		
3. IBM France.....	36 627	22,2	1. Hachette.....	14 729	14,2
— Thomson CSF (Thomson).....	35 627	63,0	— FEP (Hachette).....	3 796	...
— Alcatel (CGE).....	26 895	48,8	2. CEP Communication.....	3 073	3,3
4. Schneider.....	25 751	59,3	Construction :		
— Alsthom - Atlantique (CGE).....	23 722	33,3	1. Bouygues.....	40 584	59,0
Mécanique :					
1. Mécanique automobile de l'Est.....	* 5 864	5,0	2. SGE (Saint-Gobain).....	19 383	44,9
2. Fives - Lille.....	5 604	8,1	3. SAE.....	18 607	23,8
3. Lille Bonnières et Colombes.....	4 682	4,8	— SCREG (Bouygues).....	17 420	36,6
4. Financière Strafor.....	3 869	8,4	4. SPIE - Batignolles.....	16 838	32,6
5. Pont-à-Mousson (Saint-Gobain).....	* 3 384	5,8	Commerce :		
Métaux :					
1. Usinor-Sacilor.....	72 282	95,0	1. Carrefour.....	51 472	37,6
2. Péchiney.....	34 667	49,9	2. Casino.....	32 153	39,4
— Usinor Aciers.....	* 16 027	13,3	3. Promodes.....	32 085	27,9
3. Imetal.....	12 801	13,8	4. Système U-UNICO.....	22 000	...
4. Vallourec.....	11 947	24,7	5. Générale Occidentale.....	18 875	25,3
Matériel de transport :					
1. Renault.....	131 060	182,5	Transports, Tourisme :		
2. Peugeot SA.....	104 946	165,1	1. SNCF.....	* 47 346	229,2
— Automobiles Peugeot.....	64 102	87,4	2. Air-France.....	30 813	35,3
3. Aérospatiale.....	33 845	42,9	3. RATP.....	* 13 725	39,6
— Automobiles Citroën (Peugeot).....	* 33 606	34,5	4. Chargeurs.....	11 439	...
			5. SCETA (SNCF).....	11 279	20,4
			Services :		
			1. PTT.....	* 159 762	478,8
			2. Générale des Eaux.....	48 039	76,7
			3. Lyonnaise des Eaux.....	15 696	26,0
			4. Compagnie du Midi.....	14 087	...
			5. Eurocom.....	13 610	6,0

* Chiffres non consolidés.

PREMIÈRES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE FRANÇAISES EN 1986 [1] [2]

	Total de l'actif Millions F	Résultat net Millions F	Effectifs Milliers		Montant des primes brutes Millions F	Résultat net Millions F	Effectifs Milliers
1. Crédit Agricole.....	996 699	1 551	73,2	1. UAP.....	38 763	2 213	21,0
2. BNP.....	915 776	3 015	58,6	2. AGF.....	25 366	1 601	12,2
3. Crédit Lyonnais.....	852 552	1 821	45,2	3. AXA.....	19 774	711	8,3
4. Société Générale.....	748 861	2 302	43,7	4. GAN.....	19 568	1 379	8,6
5. Paribas.....	601 865	1 680	88,0	5. Victoire.....	12 676	1 295	2,8

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

Les *nationalisations* qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont donné au secteur nationalisé une physionomie qu'il devait conserver jusqu'en 1982 : il est important dans les activités de base, aux investissements très lourds, où il occupe alors une position de monopole (charbonnages, électricité, transports ferroviaires, etc.). Les nationalisations de 1982 élargissent nettement le *champ* du secteur public [1].

Au début de l'année 1987, le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État (RECME) comprend plus de 3 200 entreprises employant près de 1,9 million de personnes [3].

Au cours de l'année 1986, la population des entreprises publiques perd 33 000 salariés soit 1,7 % de son effectif [3]. La valeur ajoutée hors énergie du secteur nationalisé représente près du quart du total des activités industrielles et plus du tiers des investissements [3].

La loi d'habilitation d'août 1986 en matière économique et sociale prévoit dans un délai de cinq ans, la privatisation de 65 unités du secteur public : 1 454 sociétés employant 755 000 salariés sont concernées, en particulier les organismes financiers (pour 60 % de leurs effectifs) et les assurances (40 %). Le secteur public retrouvera globalement son niveau de fin 1981, soit un million de salariés; la répartition par secteur en sera modifiée [2].

En 1987, 32 opérations de privatisations sur les 65 prévues ont eu lieu. Elles englobent près de 1 000 entreprises occupant 340 000 salariés [3].

SOURCES

[1] *Rapport 1984 du Haut Conseil du secteur public*, La Documentation française, vol. 1 : « L'extension du secteur public : les objectifs et les réalisations », p. 13.

[2] « Privatisations et contours du secteur public », par V. Thollon-Pommerol, *Premiers résultats*, INSEE, n° 68, juillet 1986.

[3] « Le secteur public en 1986 », SESSI, ministère de l'Industrie; et notes internes du SESSI et du Haut Conseil du secteur public en 1987.

DÉFINITIONS

● **Nationalisations.** En 1982, 43 entreprises ont été nationalisées avec transfert de propriété intégral : 36 banques, 2 compagnies financières (la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie financière de Suez) et 5 sociétés mères de groupes industriels importants (CGE, Pêchiney, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain et Thomson); 6 sociétés sont désormais contrôlées par l'État : Usinor et Sacilor (secteur de base en crise), Bull, Dassault, ITT France et Matra (industrie de pointe ou technologie avancée).

● **Champ ou « périmètre »** du secteur public. Sont considérés comme appartenant au secteur public les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), les sociétés nationales d'économie mixte, les sociétés dont la majorité du capital est détenue par l'État, les filiales des sociétés et établissements précédents. Si l'ensemble des têtes de groupes est constant sur la période 1982-1986, il n'en n'est pas de même de l'ensemble des filiales qui a varié en fonction des restructurations et des transferts d'entreprises entre les secteurs public et privé. Les évolutions retracées dans les tableaux, correspondent aux structures réelles du secteur public et reflètent aussi bien les changements de son périmètre que l'évolution d'activité des entreprises qui les composent.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Comment s'effectuent les privatisations », *Conjoncture économique, sociale et syndicale*, Centre de Recherches Économiques et Sociales, n° 134, janvier 1987.

● « L'évolution récente du secteur public français ». Fondements et mise en œuvre de la privatisation, *La Revue du Trésor*, juin 1987.

● *Problèmes économiques* : « Les entreprises publiques et le marché des fonds propres entre nationalisations et privatisations (1982-1986) », n° 2030 du 24 juin 1987; « Les privatisations à la française », n° 2037, 26 août 1987.

● « La politique de privatisations : bilan et perspectives », *Les Notes Bleues*, ministère de l'Économie, n° 376, 21 au 27 mars 1988.

● « Les privatisations », *Le Monde, Dossiers et documents*, n° 154, avril 1988.

● *Rapport du haut conseil du secteur public 1987*, (à paraître).

10.5 SECTEUR NATIONALISÉ

PLACE DU SECTEUR NATIONALISÉ DANS L'ÉCONOMIE AVANT ET APRÈS LES NATIONALISATIONS DE 1982 [1]

	(%)	
	Avant	Après
Emploi.....	13	16
Valeur ajoutée.....	21	28
Exportations.....	11	23
Investissements.....	29	36

LES EFFECTIFS DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 1986 [3]

Secteur de la NAP	Nombre d'entreprises	Effectif salarié
Agriculture, sylviculture, pêche.....	18	1 753
Industries agricoles et alimentaires.....	36	11 164
Production et distribution d'énergie.....	44	217 620
Industrie des biens intermédiaires.....	330	257 636
Industrie des biens d'équipement profes- sionnel.....	245	318 972
Industrie des biens d'équipement ménager	15	12 379
Matériel de transport terrestre.....	25	115 560
Industrie des biens de consommation cou- rante.....	98	33 385
Bâtiment, génie civil et agricole.....	86	64 911
Commerces.....	305	29 123
Transports et télécommunications.....	217	362 170
Services marchands.....	1 056	94 670
Location et crédit-bail immobiliers.....	176	2 609
Service d'assurances.....	35	43 510
Organismes financiers.....	498	248 491
Services non marchands.....	29	37 849
Autres.....	6	211
Total.....	3 219	1 852 013

STRUCTURE DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PUBLIC INDUSTRIEL [3] (hors énergie)

	(%)			
	1982	1984	1985	1986
Biens intermédiaires :				
Effectifs.....	35,2	35,1	34,7	34,2
Valeur ajoutée....	35,8	37,8	38,0	36,4
Investissements..	43,4	52,4	53,8	55,0
Exportations.....	40,8	45,3	45,3	42,4
Biens d'équipement :				
Effectifs.....	59,6	59,6	59,9	60,1
Valeur ajoutée....	58,7	56,9	56,7	57,9
Investissements..	52,6	43,9	43,0	41,4
Exportations.....	56,4	51,3	51,2	53,9
Biens de consommation :				
Effectifs.....	5,2	5,4	5,4	5,7
Valeur ajoutée....	5,4	5,4	5,4	5,7
Investissements..	4,0	3,7	3,2	3,5
Exportations.....	2,8	3,3	3,4	3,7
Industrie hors énergie.....	100,0	100,0	100,0	100,0

PART DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC DANS L'INDUSTRIE * [3]

	(%)				(%)		
	1982	1985	1986		1982	1985	1986
U03 Énergie :				U06 Biens de consommation :			
Effectifs.....	80,6	78,6	79,0	Effectifs.....	3,7	3,9	4,3
Valeur ajoutée.....	82,6	88,6	89,3	Valeur ajoutée.....	5,3	5,3	5,5
Investissements.....	91,1	88,7	87,3	Investissements.....	8,0	7,6	6,6
Exportations.....	29,0	43,7	48,5	Exportations.....	6,5	7,6	7,9
U04 Biens intermédiaires :				Total activités industrielles :			
Effectifs.....	22,0	22,9	23,5	Effectifs.....	24,0	24,4	25,2
Valeur ajoutée.....	25,9	28,7	27,3	Valeur ajoutée.....	32,4	35,2	34,3
Investissements.....	39,3	47,4	42,6	Investissements.....	58,7	54,5	50,3
Exportations.....	39,3	45,9	44,4	Exportations.....	32,9	35,7	34,3
U05 Biens d'équipement :				Total activités industrielles hors énergie :			
Effectifs.....	29,1	29,2	29,7	Effectifs.....	19,8	20,2	20,8
Valeur ajoutée.....	32,0	30,9	31,6	Valeur ajoutée.....	23,6	24,0	23,8
Investissements.....	38,4	36,1	32,0	Investissements.....	33,6	35,1	32,0
Exportations.....	36,0	36,3	36,1	Exportations.....	32,9	35,8	34,3

* La part du secteur public est également importante dans les transports.

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 1986, 595 000 salariés travaillaient dans des entreprises industrielles (de plus de 20 salariés) à *participation étrangère* majoritaire, soit 17,4 % de l'ensemble des salariés de l'industrie hors énergie. Si l'on considère toutes les entreprises où la participation étrangère, majoritaire ou non, est au moins de 20 %, cet effectif passe à 721 000. Avec ce critère des effectifs, le poids de la Communauté européenne est nettement supérieur à celui des États-Unis (43 % contre 32 %) [1].

D'après les données de l'année 1985, l'*indice de pénétration*, calculé sur l'ensemble de l'industrie (hors énergie) est de 18,8 % pour les effectifs, 24,2 % pour les ventes hors taxes et 23,3 % pour les investissements. L'implantation étrangère dans les différents secteurs est très inégale. Maximale dans le traitement de l'information, la parachimie et l'industrie pharmaceutique, elle est faible dans la fonderie et la sidérurgie, la construction aéronautique et dans les industries traditionnelles (industrie du cuir, meubles) [1].

SOURCES

[1] « L'implantation étrangère dans l'industrie au 1^{er} janvier 1986 », *Traits fondamentaux du système industriel français*, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, direction générale de l'industrie, SESSI, tabl. 12-2, 12-3, 12-4, p. 53 à 55, tabl. 13, p. 57.

DÉFINITIONS

● *Participation étrangère*. Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 20 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. On considère qu'il y a influence de l'étranger pour des participations comprises entre 20 % et 50 %, l'influence recouvrant dans certains cas des contrôles effectifs. Le contrôle est certain lorsque la participation est supérieure à 50 %. Au-dessous du seuil de 20 %, on considère que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise.

● *Indice de pénétration*. L'indice de pénétration est la moyenne des taux de contrôle des entreprises, pondérée par une des grandeurs : effectif, ventes hors taxes ou investissements. Le taux de contrôle est égal à 100 % si le taux de participation est supérieur à 50 % (participation majoritaire), égal au taux de participation si ce dernier est compris entre 20 % et 50 % (participation minoritaire) et égal à 0 sinon (entreprise à capitaux français ou à participation étrangère inférieure à 20 %).

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Les liaisons financières en France », DAFSA, (2 tomes) [annuel].
- Études de la Banque de France, direction générale des Études, direction de la Conjoncture, Centrale des Bilans.
- *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 1990 du 17 septembre 1986 : « Les investissements directs français et étrangers aux États-Unis » ; n° 2013 du 25 février 1987 : « Les investissements japonais en France et en Europe » ; n° 2025 du 20 mai 1987 : « L'implantation étrangère dans l'industrie française. »
- « Heureux comme un Japonais en France », *Le Nouvel Économiste*, n° 604, 7 août 1987.

10.6 INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

ORIGINE DES PARTICIPATIONS ÉTRANGÈRES DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE (Entreprises de plus de 20 salariés hors énergie, 1^{er} janvier 1986) [1]

	Entreprises à participation étrangère					
	majoritaire			majoritaire + minoritaire		
	Effectifs (milliers)	Ventes h.t. (milliards F)	Investissements (milliards F)	Effectifs (milliers)	Ventes h.t. (milliards F)	Investissements (milliards F)
Belgique-Luxembourg	37	29,9	1,02	49	37,3	1,21
Pays-Bas	39	39,0	1,19	47	43,3	1,38
Allemagne (RF).....	97	65,7	2,24	125	90,9	3,70
Italie.....	17	21,4	0,57	21	23,1	0,59
Royaume-Uni	54	39,5	1,53	66	46,8	1,79
Danemark	2	1,3	0,06	2	1,4	0,06
CEE.....	246	196,8	6,61	310	242,8	8,73
Suède	19	13,5	0,42	20	14,7	0,53
Suisse	65	39,8	1,42	91	51,9	1,84
Espagne.....	2	1,2	0,04	2	1,4	0,05
Europe	337	253,7	8,56	431	313,8	11,25
États-Unis	206	194,2	9,58	230	213,5	10,90
Japon	5	3,2	0,30	7	4,1	0,40
Canada	15	8,6	0,28	16	9,0	0,29
Tous pays (a)	595	480,8	19,67	721	565,6	23,94

(a) Y compris pays non repris ci-dessus

INDICES DE PÉNÉTRATION DES ENTREPRISES À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA NAP HORS ÉNERGIE (1^{er} janvier 1986) [1]

(%)

	Effectifs	Ventes h.t.	Investissements
09 Minerai de fer.....	24,4	21,5	21,6
10 Sidérurgie.....	9,0	8,4	7,8
11 Première transformation de l'acier.....	7,5	11,9	8,5
12 Minerais non ferreux	7,8	5,3	1,8
13 Métallurgie.....	16,5	26,4	4,9
14 Minéraux divers	13,0	24,1	36,4
15 Matériaux de construction	18,4	22,3	16,8
16 Industrie du verre	16,0	17,1	17,6
17 Chimie de base.....	30,9	35,1	33,2
18 Parachimie	44,9	51,8	51,3
19 Pharmacie.....	43,6	46,6	50,2
20 Fonderie	8,8	8,6	4,9
21 Travail des métaux	11,3	13,3	13,4
22 Machinisme agricole.....	32,5	37,1	39,1
23 Machines-outils	25,1	26,4	27,5
24 Équipement industriel.....	22,5	28,5	28,1
25 Matériel de manutention.....	30,6	37,4	42,2
27 Matériel de traitement de l'information.....	47,2	68,3	64,9
28 Construction électrique	22,5	23,3	24,3
29 Matériel électronique ménager et professionnel	22,7	28,4	27,2
30 Équipement ménager.....	14,9	19,1	12,0
31 Construction automobile	17,5	17,0	15,4
32 Construction navale.....	16,2	16,5	17,0
33 Construction aéronautique	3,4	2,0	3,5
34 Instruments de précision	34,0	38,9	40,4
43 Fils et fibres artificiels.....	20,5	24,1	10,8
44 Industrie textile.....	9,0	9,2	10,8
45 Industrie du cuir.....	3,9	4,9	4,6
46 Industrie de la chaussure	26,7	36,7	30,8
47 Industrie de l'habillement	5,1	6,4	8,8
48 Travail mécanique du bois	7,3	8,1	6,1
49 Industrie de l'ameublement	7,5	8,6	5,9
50 Industrie du papier carton	23,7	26,0	23,9
51 Imprimerie, presse, édition.....	10,6	15,6	12,3
52 Industrie du caoutchouc	21,2	27,7	42,1
53 Transformation des matières plastiques	22,1	26,3	25,6
54 Industries diverses	16,3	15,3	14,7
Total	18,8	24,2	23,3

10 BRANCHES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRÉSENTATION

Le développement industriel et technologique, notamment dans les domaines du nucléaire, de l'aérospatiale, de l'électronique et des biotechnologies, conditionne les mutations nécessaires et la croissance économique des prochaines années. Mais il exige des efforts qualitatifs et surtout quantitatifs sur le plan financier que peu de pays peuvent actuellement supporter.

En France, en 1986, la *DIRD* s'élevait à 115 milliards de francs. En volume, elle a été multipliée par 5,8 depuis 1959 et a progressé de 5,1 % par an en moyenne depuis 1980 [1].

Administrations et entreprises consacrent à la *R et D*, chacune pour leur propre compte, plus de 46 milliards de francs; l'État finance, en outre, pour 16 milliards, une partie de la recherche de l'industrie [1].

Les travaux de *R et D* ont mobilisé, en 1985, plus de 312 000 salariés, soit l'équivalent de 273 000 temps plein; l'effectif des chercheurs proprement dit dépasse désormais les 100 000 personnes [1].

Les services non marchands (universités, CNRS, CEA...) et les industries à haute densité technologique (aéronautique, armement...) regroupent près des trois quarts du potentiel de recherche et concentrent les programmes internationaux de coopération [2] [3].

La France consacre à la recherche civile un peu plus de 2 % de son *PIB*; cet effort est sensiblement moindre que celui des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne et de la Suède [3].

SOURCES

[1] *Projet de loi de finances pour 1988, Rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique*, p. 9, 10, 178, 179.

[2] « Les industries françaises de haute technologie : des difficultés à rester dans la course », *Économie et statistique*, INSEE, n° 207, p. 19.

[3] *L'Observateur de l'OCDE*, n° 150, février-mars 1988, p. 24.

DÉFINITIONS

● **Travaux de recherche et développement (R et D)**. Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications ». Ils regroupent, de façon exclusive :

— la recherche fondamentale : acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière;

— la recherche appliquée : acquisition de nouvelles connaissances dirigées vers un but ou un objet déterminé;

— le développement expérimental : travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer des produits nouveaux, d'établir de nouveaux procédés, d'améliorer ceux qui existent déjà.

● **Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)**. Ensemble des travaux de recherche-développement exécutés sur le territoire, quelle que soit la nationalité des bailleurs de fonds.

● **Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)**. Financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux (administrations et entreprises, publiques et privées).

DNRD = DIRD + financement national des recherches exécutées à l'étranger — financement par l'étranger des recherches exécutées en France.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'effort national de recherche-développement : les grands équilibres », *Revue de recherche et de technologie*, 1987, n° 3, ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

● « Sciences et technologie à Douze : les programmes communautaires », *Sciences et techniques*, juin 1987.

● « Les politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe à l'approche de l'an 2000 », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1984.

● « Le crédit d'impôt-recherche : mécanisme et bilan », *Problèmes économiques*, n° 2054, du 23 février 1987.

● « Trouver et allouer des fonds pour la recherche à long terme », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 149, décembre 1987-janvier 1988.

10.7 RECHERCHE

ÉVOLUTION DE L'EFFORT DE RECHERCHE [1]

(millions de F)

	1959	1980	1984	1985	(c) 1986
Dépense nationale de recherche et développement (DNRD).....	3 123	50 939	96 500	106 300	115 000
soit : financement par les administrations (a).....	2 173	28 670	55 500	60 700	65 900
financement par les entreprises (b).....	950	22 269	41 000	45 600	49 100
Part des administrations dans la DNRD.....	70 %	56 %	57 %	57 %	57 %
Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD).....	3 078	51 014	96 200	105 900	114 900
soit : exécution par les administrations (a).....	1 678	20 226	41 200	43 700	47 800
exécution par les entreprises (b).....	1 400	30 788	55 000	62 200	67 100
Part des administrations dans la DIRD.....	55%	40 %	43 %	41 %	42 %
Taux de croissance annuel en volume de la DIRD .	...	3,5 %	6,0 %	4,4 %	3,4 %
DIRD/PIB.....	1,15 %	1,82 %	2,20 %	2,26 %	2,30 %

(a) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur, institutions sans but lucratif). (b) Entreprises publiques et privées et centres techniques professionnels. (c) Chiffres provisoires.

STRUCTURES DE FINANCEMENT ET D'EXÉCUTION DE LA RECHERCHE EN 1986 [1]

(milliards de F)

Secteurs de financement (DNRD)	Secteurs d'exécution (DIRD)		
	Adminis-trations	Entre-prises	Étran-ger
Administrations (a).....	46,2	15,5	4,2
Entreprises (b).....	0,7	46,6	1,8
Étranger.....	0,9	5,0	
Total.....	47,8	67,1	
% du PIB.....	0,95	1,34	

(a) (b) Voir notes (a) et (b) du tableau ci-dessus.

EFFECTIFS EN 1985 [1]

(en équivalent temps plein)

	Chercheurs	Autres personnels
Administrations et organismes publics (a).....	30 900	56 400
Universités.....	26 100	14 400
Institutions sans but lucratif.....	1 500	3 300
Entreprises (b).....	43 900	96 600
Total.....	102 400	170 700

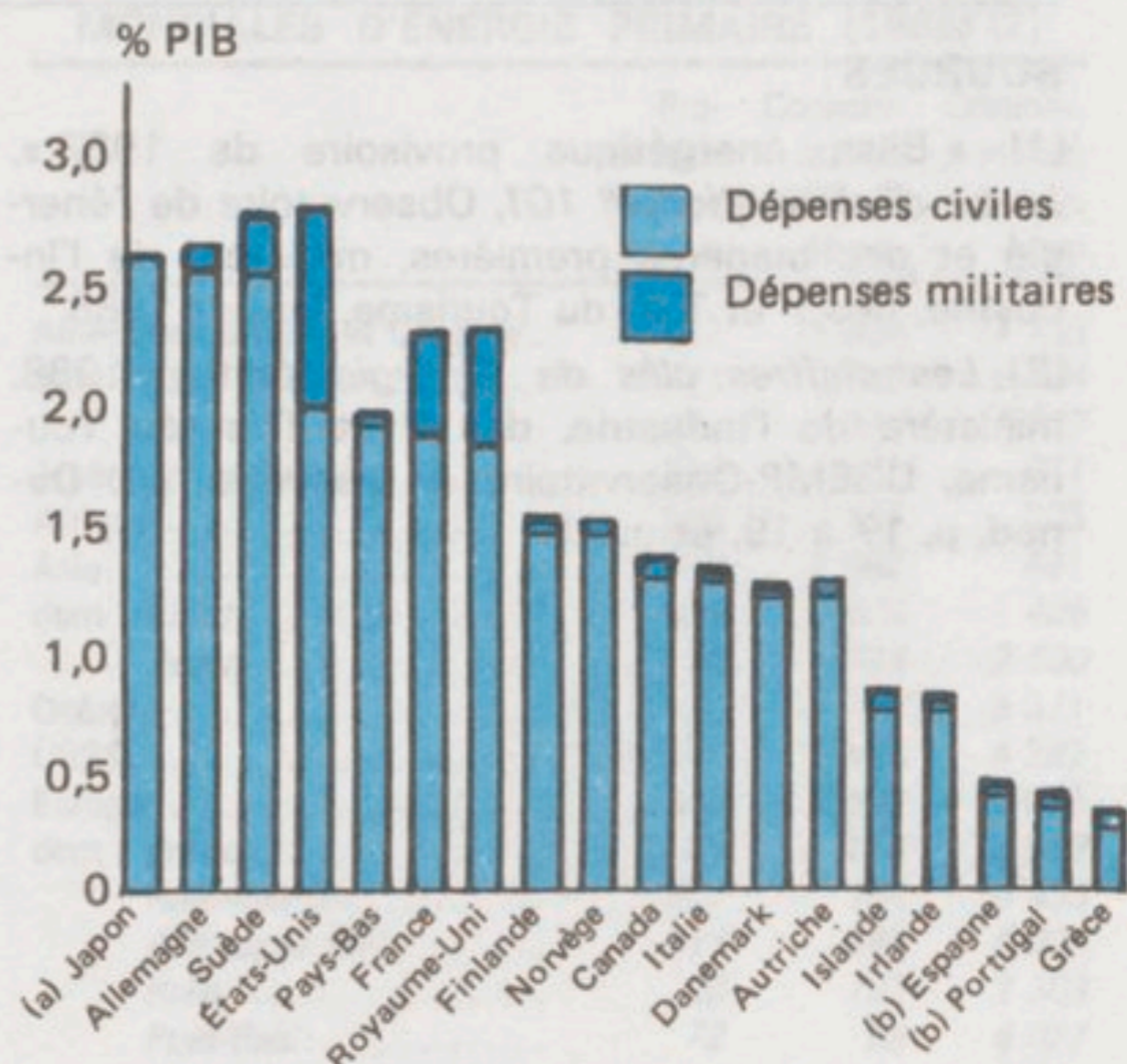
(a) (b) Voir notes (a) et (b) du premier tableau.

L'INTENSITÉ DE RECHERCHE SELON LES SECTEURS EN 1984 [2]

	(a) Dépenses totales de recherche-développement (millions F)	Dépenses totales/production (%)
Industries à haute densité technologique.....	32 753	8,3
Industrie pharmaceutique.....	2 777	5,1
Machines de bureau et matériel de traitement de l'information.....	2 909	5,7
Matériel électrique.....	2 326	2,7
Matériel électronique.....	12 168	11,0
Construction aéronautique.....	12 226	16,4
Instruments et matériel de précision.....	347	1,8
Industries à moyenne densité technologique.....	14 989	1,9
Industries à faible densité technologique.....	1 737	0,3
Ensemble de l'industrie.....	49 479	2,7

(a) Les dépenses de recherche considérées ici sont recensées par secteur d'entreprise et ne comprennent pas les dépenses effectuées dans les unités spécialisées de recherche.

DÉPENSES CIVILES ET MILITAIRES DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN 1986 DANS LES PAYS DE L'OCDE [3]



(a) chiffre ajusté par l'OCDE pour le rendre comparable (b) 1984

11 ÉNERGIE

PRÉSENTATION

La France a produit, en 1987, 95 millions de tonnes-équivalent pétrole d'énergie primaire et en a consommé 200 millions [1]. La part du pétrole, qui ne représentait qu'un quart du total consommé en 1955, en représentait plus des deux tiers en 1973; elle a décliné régulièrement avec les fluctuations du prix du pétrole; avec la baisse des cours amorcée en 1985, elle se stabilise autour de 43 % pendant ces trois dernières années. La facture énergétique était passée de 181 milliards de F en 1985 à 90 milliards de F en 1986 sous l'effet conjugué de la baisse des cours du pétrole et du dollar. En 1987 la baisse des cours concerne le gaz et la facture énergétique revient à 82 milliards de F [1]. Sous l'effet combiné de la diminution de ses importations et de l'augmentation de sa production d'énergie primaire (nucléaire essentiellement), la France voit augmenter son taux d'indépendance énergétique : de 23 % en 1973, il est passé à 47 % en 1987 [1]. Dans l'OCDE, l'Italie et le Japon sont davantage dépendants de leurs importations que la France; les Pays-Bas, grâce à leur production de gaz et, surtout, le Royaume-Uni, en raison de sa production de pétrole, et le Canada, pour sa production d'électricité, ont, de ce point de vue, une position privilégiée [2].

Le Proche-Orient est un gros producteur d'énergie primaire, l'Europe et le Japon sont de gros consommateurs, les États-Unis et l'URSS les deux à la fois. La consommation moyenne d'énergie primaire par habitant aux États-Unis est 2,2 fois plus élevée qu'en Europe, 14 fois plus qu'en Chine [2].

SOURCES

[1] « Bilan énergétique provisoire de 1987 », *Lettre d'information n° 101*, Observatoire de l'énergie et des matières premières, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, janvier 1988.

[2] *Les chiffres clés de l'énergie*, édition 1988, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, DGEMP-Observatoire de l'énergie, éd. Dunod, p. 17 à 19, et p. 21.

DÉFINITIONS

● **Tonnes-équivalent pétrole (tep)**. Pour additionner les différentes formes d'énergie, il faut convenir d'une unité commune et de coefficients d'équivalence. Ces derniers, qui traduisent des techniques de production, sont variables dans le temps et suivant les pays.

Équivalences retenues dans le premier tableau ci-contre :

- 1 tonne de houille = 0,619 tep PCI;
 - 1 tonne de coke de houille = 0,667 tep PCI;
 - 1 tonne de lignites et produits cendreux de récupération = 0,405 tep PCI;
 - 1 t. de gaz de pétrole liquéfié = 1,095 tep PCI;
 - 1 tonne d'essences moteur et carburacteur = 1,048 tep PCI;
 - 1 tonne de fiouls lourds = 0,952 tep PCI;
 - 1 tonne de coke de pétrole ou d'agglomérés et briquettes de lignite = 0,762 tep PCI;
 - 1 000 kWh d'électricité = 0,222 tep PCI;
 - 1 000 kWh de gaz naturel = 0,077 tep PCI.
- Dans le dernier tableau, de source ONU, 1 000 kWh d'électricité équivalent à 0,086 tep et le nucléaire n'est pas inclus dans le primaire.

● **Énergie primaire**. Énergie n'ayant subi aucune transformation. Elle est nucléaire (sauf dans les statistiques de l'ONU) ou hydraulique.

● **Note (a)** du premier tableau page ci-contre : on admet que la consommation de chauffage (soit 25 % des produits pétroliers dans l'industrie; 75 % du charbon, 75 % des produits pétroliers et 65 % du gaz dans le secteur résidentiel-tertiaire) est proportionnelle au coefficient de rigueur de l'hiver, rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période 1930-1960); il est de 1,09 en 1987, et représente - 3,2 Mtep.

POUR EN SAVOIR PLUS

● Observatoire de l'énergie, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme : « Bilans de l'énergie de 1970 à 1985 »; « Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2000 »; « Tableaux des consommations d'énergie en France », édition 1987.

● « Les perspectives de l'énergie à l'horizon 2000 », *Problèmes économiques*, n° 2056 du 6 janvier 1988.

11.1 BILAN ÉNERGÉTIQUE

BILAN ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE (1987) [1]

(millions de tonnes - équivalent pétrole)

	Charbon	Pétrole	Gaz	Électricité	Énergies nouvelles	Total
Approvisionnement :						
Production primaire.....	9,7	3,6	3,2	74,7	4,0	95,2
Importations.....	9,1	95,0	22,9	1,9	-	128,9
Exportations.....	- 0,8	- 11,0	- 0,4	- 8,5	-	- 20,7
Variation de stocks.....	0,0	- 1,5	- 0,8	-	-	- 2,3
Total disponibilités.....	18,0	86,1	24,9	68,1	4,0	201,1
Emplois :						
Consommation de la branche énergie.....	7,4	6,6	0,7	7,8	0,1	22,7
Consommation finale énergétique (a).....	10,3	67,9	21,0	59,4	3,9	162,5
dont : industrie (a).....	2,9	8,9	7,8	20,3	0,6	40,5
résidentiel-tertiaire (a).....	2,2	18,1	12,8	34,8	3,3	71,2
transports (a).....	-	37,9	-	1,6	-	39,5
Consommation finale non énergétique.....	0,1	10,2	2,4	-	-	12,7
Consommation totale d'énergie primaire (a).....	17,8	84,7	24,1	67,3	4,0	197,9

(a) Chiffres corrigés des variations climatiques. Voir note page précédente dans la colonne « Définitions ».

PART DES DIFFÉRENTES ÉNERGIES PRIMAIRES CONSOMMÉES ET TAUX D'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE * EN FRANCE [1]

	Énergie primaire consommée						Taux d'indépendance
	Charbon	Gaz	Pétrole	Électricité	Énergies nouvelles		
					Total	Total	
1973.....	15,2	7,3	65,1	7,3	1,1	100,0	22,5
1981.....	14,7	11,4	52,0	20,1	1,8	100,0	33,9
1982.....	15,5	11,4	50,1	21,1	1,9	100,0	34,5
1983.....	14,0	12,0	48,1	23,9	2,0	100,0	38,4
1984.....	13,2	12,3	45,3	27,2	2,0	100,0	42,6
1985.....	12,5	12,1	43,3	30,1	2,0	100,0	43,9
1986.....	10,2	11,8	43,3	32,7	2,0	100,0	46,2
1987.....	9,0	12,2	42,8	34,0	2,0	100,0	47,3

* Rapport de la production nationale aux ressources énergétiques nettes (c'est-à-dire au « total disponibilités » du tableau ci-dessus).

DEGRÉ D'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DANS LES PAYS DE L'OCDE EN 1986 [2]

	(%)
France.....	* 43,2
Allemagne (RF).....	45,8
Italie.....	19,3
Pays-Bas.....	81,0
Royaume-Uni.....	116,8
CEE (Douze).....	54,9
Canada.....	126,7
États-Unis.....	88,6
Japon.....	18,3

* L'écart avec celui du tableau ci-dessus tient aux différences de conventions d'équivalence entre l'ONU et la France.

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES D'ÉNERGIE PRIMAIRE (1985) [2]

	Pro-duction Millions de tep	Consom- mation Millions de tep	Consom- mation par hab. kgep
Amérique du Nord et Centrale .	1 827	1 898	4 738
dont : États-Unis.....	1 411	1 593	6 694
Canada.....	227	176	6 937
Amérique du Sud.....	254	181	677
Afrique.....	395	168	303
Asie.....	1 534	1 362	481
dont : Chine.....	559	504	485
Japon.....	34	314	2 600
Océanie.....	127	83	3 371
URSS.....	1 517	1 196	4 292
Europe.....	988	1 503	3 055
dont : France.....	45	154	2 809
Royaume-Uni.....	227	194	3 439
Allemagne (RF).....	113	245	4 024
Italie.....	20	132	2 303
Pays-Bas.....	72	58	4 027
Pologne.....	123	121	3 245
Tchécoslovaquie.....	47	68	4 362
Monde.....	6 642	6 391	1 321

11 ÉNERGIE

PRÉSENTATION

En 1987, la production mondiale de pétrole est la même qu'en 1986, soit 3 000 milliards de tonnes; celle du Proche-Orient stagne également même s'il détient 64 % des réserves de pétrole brut connues [1].

En 1987, la consommation mondiale est légèrement supérieure à celle de 1986 [1]. Les États-Unis ont consommé plus du quart du pétrole mondial, l'Europe occidentale, un peu plus du 1/5, les pays de l'Europe orientale et la Chine, près du quart [1]. Le pétrole consommé en France l'est surtout sous forme de carburant auto et de gazole (39 %), fioul domestique (25 %) et fiouls lourds (9 %) [1].

C'est la « mer du Nord » qui est devenue le premier fournisseur de la France (24 %), en 1987, suivie par l'Arabie Saoudite, l'URSS et l'Irak (10 % chacun). Le développement du nucléaire et la faible croissance économique conduisent à une diminution de la moitié du volume des importations de pétrole brut entre 1973 et 1987, non compensée par le développement des importations de produits raffinés [1].

En France, la tonne de pétrole brut importé valait, en francs courants, en moyenne, 115 F en 1973, 463 F en 1978, 1 888 F en 1984 [2], 725 F en décembre 1987 [3]; après une chute des cours qui s'était arrêtée au mois d'août 1986 et une reprise, le prix de la tonne de pétrole brut recommence à descendre [3].

SOURCES

[1] *Statistiques pétrolières et énergétiques 1987*, dépliant du Comité professionnel du pétrole, février 1988. Idem 1986.

[2] *Statistiques du commerce extérieur de la France*, importations-exportations en NGP, année 1985, ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, direction générale des Douanes et des Droits indirects et numéros précédents (annuel).

[3] *Le prix des énergies (janvier 1988)*, dépliant du ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, Observatoire de l'énergie.

DÉFINITIONS

● **Réserves.** Quantité de pétrole brut que, selon les renseignements géologiques et techniques connus, on estime avec une certitude raisonnable pouvoir récupérer dans l'avenir, de gisements connus, dans les conditions économiques et techniques existantes. Depuis le premier choc pétrolier, la hausse des prix du pétrole a évidemment accru la rentabilité des gisements connus. Les réserves se stabilisent à une centaine de milliards de tonnes.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Statistique annuelle du pétrole et du gaz naturel*, OCDE.

● Comité professionnel du pétrole : *Bulletin mensuel*; *Bulletin trimestriel*.

● « Baisse des prix pétroliers : conséquences pour la politique énergétique » par Helga Steeg, *L'observateur de l'OCDE*, n° 140, mai 1986.

● *Problèmes économiques*, La Documentation française : « Les incidences de la chute du prix du pétrole sur les pays endettés du Tiers-monde » et « La crise pétrolière dans les pays du Golfe : cinq millions de travailleurs immigrés dans l'incertitude », n° 1974 du 14 mai 1986; « Prix du pétrole et perspectives économiques », n° 1982 du 9 juillet 1986.

● « Bilan de l'industrie pétrolière française en 1986 », *Revue de l'Énergie*, n° 390, février-mars 1987.

11.2 PÉTROLE

PRODUCTION 1987 ET RÉSERVES MONDIALES DE PÉTROLE BRUT (1^{er} janvier 1988) [1]

	Production		Réserves Milliards tonnes		Production		Réserves Milliards tonnes
	Millions tonnes	%			Millions tonnes	%	
Amérique du Nord	550,7	18,9	4,4	Extrême-Orient/Océanie (a) ..	158,6	5,4	2,6
dont : États-Unis.....	463,2	15,9	3,5	dont : Indonésie.....	64,1	2,2	1,1
Canada.....	87,5	3,0	0,9	Afrique	233,4	8,0	7,5
Amérique latine	332,5	11,4	15,6	dont : Nigeria.....	63,6	2,2	2,2
dont : Mexique.....	143,5	4,9	6,6	Libye.....	46,9	1,6	2,9
Venezuela.....	93,5	3,2	7,7	Algérie.....	29,3	1,0	1,2
Proche-Orient	618,2	21,2	77,1	Europe occidentale	196,2	6,7	3,0
dont : Arabie Saoudite	208,9	7,2	23,1	dont : Royaume-Uni	123,2	4,2	0,7
Iran.....	113,7	3,9	12,7	Europe orientale/Chine	777,0	26,7	10,8
Irak.....	101,8	3,5	13,6	dont : URSS.....	624,0	21,1	8,0
Koweït.....	61,3	2,1	12,9	Chine.....	133,0	4,6	2,5
(a) Moins la Chine.				Total Monde	2 912,1	100,0	121,0

CONSOMMATION MONDIALE DE PÉTROLE (1973 et 1987) [1]

(millions de tonnes = Mt)

	1973		1987			1973		1987	
	Mt	%	Mt	%		Mt	%	Mt	%
Amérique du Nord	914	28,0	814	28,0	Europe occidentale	750	20,2	586	20,2
dont : États-Unis.....	826	25,6	744	25,6	dont : Allemagne (RF)	150	4,1	119	4,1
Amérique latine	164	7,9	228	7,9	France.....	127	3,0	88	3,0
Proche-Orient	60	3,7	108	3,7	Italie.....	104	3,1	91	3,1
Extrême-Orient/Océanie (a) ..	400	14,3	415	14,3	Royaume-Uni.....	113	2,6	75	2,6
dont : Japon.....	269	7,2	208	7,2	Europe orientale/Chine	454	23,1	672	23,1
Afrique	48	2,8	82	2,8	dont : URSS.....	318	15,5	450	15,5
					Chine.....	38	3,5	102	3,5
					Total Monde	2 790	100,0	2 906	100,0

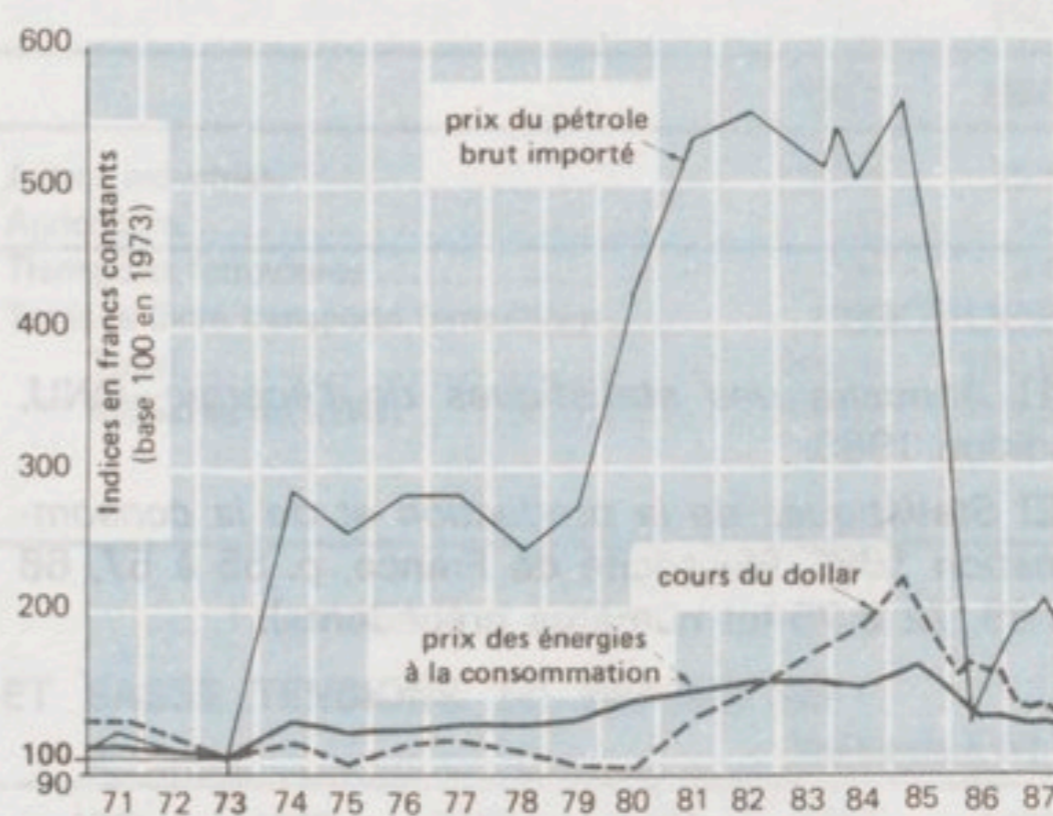
(a) Moins la Chine.

CONSOMMATION FRANÇAISE DE PRODUITS PÉTROLIERS [1]

(millions de tonnes)

	1973		1987	
	Mt	%	Mt	%
Marché intérieur ..	111,8	95,3	77,5	97,1
Essence auto.....	2,8	2,4	1,7	2,1
Supercarburant.....	13,0	11,1	16,9	21,2
Gazole.....	6,5	5,6	12,8	16,0
Fioul domestique ..	37,2	31,8	19,6	24,6
Fiouls industriels....	36,1	30,8	7,0	8,8
Gaz (GPL).....	2,7	2,3	3,0	3,8
Carburéacteurs.....	1,8	1,5	3,0	3,8
Bases pétrochimie ..	6,2	5,3	7,8	9,3
Lubrifiants.....	1,0	0,8	0,9	1,1
Bitumes.....	3,4	2,9	2,5	3,1
Autres.....	1,0	0,8	2,3	3,3
Soutes maritimes ..	5,5	4,7	2,3	2,9
Soutes françaises...	2,1	1,8	1,0	1,2
Soutes étrangères ..	3,4	2,9	1,3	1,6
Total général ..	117,3	100,0	79,8	100,0

LE PRIX DES ÉNERGIES [3]



ORIGINE DU PÉTROLE BRUT IMPORTÉ PAR LA FRANCE [1]

(%)

	1973		1987	
	1973	1987	1973	1987
Proche-Orient	71,5	32,0	3,9	44,6
dont : Arabie Saoudite	22,4	10,1	2,5	10,1
Irak.....	13,8	9,9	0,1	24,2
Afrique	24,6	23,4	100,0	100,0
dont : Nigeria.....	9,3	5,7		
Algérie.....	8,2	2,6		
Autres	3,9	44,6	100,0	100,0
dont : URSS.....	2,5	10,1		
Mer du Nord.....	0,1	24,2		
Total des importations	100,0	100,0	134,9	66,4
Millions de tonnes	134,9	66,4		

11 ÉNERGIE

PRÉSENTATION

La croissance de la *production* mondiale d'électricité est passée d'un rythme moyen de 7,5 % l'an pour la période 1963-1973 à un rythme plus modéré depuis. Les États-Unis sont, en 1987, le premier pays producteur d'énergie électrique avec 2 570 milliards de kilowatts-heure, loin devant l'URSS (1 665 milliards de kWh). La France, avec 360 milliards de kilowatts-heure, est le 2^e pays producteur de l'Europe des Douze après l'Allemagne fédérale [1].

C'est en France, que la part du nucléaire dans la production totale d'électricité est la plus importante pour les pays cités (70 %), devant la Belgique (66 %), la Suède (45 %), la Hongrie, la Finlande et la Suisse (37 %) [1].

Le secteur tertiaire, l'énergie et les industries chimiques et parachimiques sont, en France, les principaux utilisateurs de l'électricité *haute tension* en 1986 [2]. Les usages domestiques représentent 76 % de l'électricité *basse tension* consommée en France [2].

DÉFINITIONS

● **Production nette d'électricité.** Énergie produite, mesurée aux bornes de sortie des centrales thermiques ou nucléaires ou des usines hydroélectriques, défalcation faite de la consommation des services auxiliaires et des pertes dans les transformateurs.

● **Origine nucléaire, thermique ou hydraulique de l'électricité.** Depuis 1969, les centrales nucléaires sont réalisées suivant la filière uranium enrichi-eau légère. Les centrales thermiques sont alimentées au charbon, gaz naturel ou gaz de hauts fourneaux mais surtout au fioul. Les usines hydrauliques, qui utilisent la houille blanche, sont de 3 types : usines de « pied de barrage », de « dérivation » et « au fil de l'eau », auxquelles il faut ajouter l'usine marémotrice de la Rance.

● **Haute tension et basse tension.** L'électricité est produite sous des tensions de l'ordre de 15 000 volts. Le transport nécessite, pour minimiser les pertes en ligne, de très hautes tensions, d'au moins 225 000 volts. Les usages industriels nécessitent des hautes tensions qui s'expriment en milliers de volts (kilovolts), les usages domestiques, des basses tensions bien connues (110 et surtout 220 volts). Le passage d'une tension à une autre se fait dans des « transformateurs ».

SOURCES

[1] *Annuaire des statistiques de l'énergie*, ONU, édition 1988.

[2] *Statistiques de la production et de la consommation 1986*, Électricité de France, p. 55 à 57, 66 à 69, 72 à 75 (et numéros précédents).

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Annuaire statistique de l'énergie 1986*, Eurostat.
- *Énergie*, Eurostat, Statistiques mensuelles.
- *Annuaire statistique de la France 1988*, INSEE, chap. J.04
- « Énergie, minerais et métaux ». *Annales des Mines* (annuel).
- « Les échanges d'électricité entre la France et ses voisins européens », *Problèmes économiques*, n° 2018 du 1^{er} avril 1987.
- *Chiffres clés de l'énergie*, édition 1988, Observatoire de l'énergie, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.

PRODUCTION NETTE D'ÉLECTRICITÉ EN 1986 ET 1987 DANS QUELQUES PAYS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE DU NORD [1]

(milliards de kWh)

	Thermique		Hydraulique		Nucléaire		Total	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
RD allemande (a).....	102,6	101,2	1,8	1,8	10,9	11,2	115,3	114,2
Allemagne (RF) (a).....	270,1	266,2	18,6	20,4	119,6	130,6	408,3	417,2
Autriche (a).....	13,0	14,2	31,7	36,2	—	—	44,7	50,4
Belgique.....	16,8	18,9	1,4	1,4	37,3	39,6	55,5	59,9
Bulgarie (a).....	27,5	28,5	2,3	2,5	12,1	12,4	41,9	43,5
Canada.....	81,4	94,0	308,6	316,3	67,2	72,9	457,2	483,2
Danemark.....	28,6	26,8	0,1	0,2	—	—	28,8	27,0
États-Unis.....	1 770,9	1 842,3	290,9	248,5	414,0	462,8 (b)	2 487,3	2 565,9
Espagne.....	59,6	59,0	27,0	27,8	35,8	39,8	122,4	126,5
Finlande.....	16,7	18,6	12,3	13,5	18,0	18,6	46,9	50,7
France.....	40,4	37,0	64,4	71,6	241,4	251,3	346,3	359,9
Grèce.....	22,8	24,4	3,3	3,0	—	—	26,1	27,4
Hongrie (a).....	20,5	18,2	0,1	0,2	7,4	11,0	28,0	29,4
Irlande.....	10,6	11,0	1,3	1,1	—	—	11,9	12,1
Italie (a).....	136,3	155,4	44,5	42,5	8,8	0,2 (b)	192,3	201,1
Norvège (a).....	0,4	0,5	96,7	103,8	—	—	97,2	104,3
Pays-Bas.....	60,6	62,5	ε	—	4,0	3,4	64,6	65,9
Pologne.....	126,8	131,8	3,8	3,7	—	—	130,6	135,5
Portugal.....	11,1	9,8	8,4	9,5	—	—	19,5	19,3
Roumanie (a).....	64,7	64,7	10,8	10,8	—	—	75,5	75,5
Royaume-Uni.....	222,8	225,0	6,9	6,2	51,8	48,9	281,5	280,1
Suède.....	6,8	6,6	60,6	71,5	67,0	64,6	134,4	142,7
Suisse.....	1,0	1,1	33,6	35,4	21,3	21,7	55,9	58,2
Tchécoslovaquie.....	58,1	54,2	4,0	4,9	16,6	20,7	78,7	79,8
Turquie.....	25,5	25,8	11,7	18,6	—	—	37,2	44,4
URSS (a).....	1 222,3	1 258,6	215,7	219,4	160,8	187,0	598,9	1 665,0
Yougoslavie (a).....	46,4	50,0	27,5	26,3	4,0	4,5	77,9	80,8

(a) Production brute (b) Le total comprend également les énergies nouvelles.

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ HAUTE TENSION PAR ACTIVITÉ EN FRANCE [2]

(%)

	1973	1986		1973	1986
Houillères.....	2,2	1,0	Autres industries.....	31,0	26,4
Nucléaire.....	1,0	5,7	Agriculture.....	1,0	1,0
Pétrole.....	3,3	2,4	Transports ferroviaires.....	5,6	3,4
Autres énergies.....	3,4	3,4	Tertiaire (hors transports ferroviaires).....	10,4	19,3
Sidérurgie.....	10,2	5,7	Total.....	100,0	100,0
Chimie, parachimie.....	18,7	11,8	Milliards de kWh.....	114,8	175,9
Mécanique.....	9,1	7,0			
Industries alimentaires.....	4,2	6,3			

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ HAUTE ET BASSE TENSIONS EN FRANCE [2]

(milliards kWh)

	1973	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Consommation haute tension.....	114,8	147,8	153,6	152,3	147,8	154,5	165,6	175,9
Consommation basse tension.....	45,1	83,7	87,0	91,0	100,4	106,5	113,8	118,2
dont usages domestiques.....	30,2	61,5	64,3	67,5	74,9	79,8	85,8	89,8
Pertes.....	11,4	17,2	17,7	18,1	20,7	21,3	23,3	23,6
Total.....	171,3	248,7	258,3	261,4	268,2	282,3	302,7	317,7

11 ÉNERGIE

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 1987 la France arrive au deuxième rang mondial après les États-Unis, à la fois pour sa *puissance nucléaire installée* (45 gWe correspondant aux 45 *centrales nucléaires* couplées au réseau à cette date), et pour sa production d'électricité d'origine nucléaire (254 milliards de kWh en 1986). Celle-ci représente 70 % de la production totale d'électricité en France [1].

Commencé en 1967, le programme électronucléaire français a surtout été réalisé de 1977 à 1986, avec un seuil important en 1980-1981; de 1988 à 1993, 13 tranches sont en construction à Golfech, Chinon, Cattenom, Belleville, Nogent-sur-Seine, Penly, Chooz [1], représentant près de 16 000 mWe; une centrale est prévue pour 1994 à Civaux.

Pour ses ventes d'électricité à l'étranger, le « nucléaire » dégage un excédent de 4,6 milliards de F en 1985, dans notre balance commerciale contre 2,2 en 1983.

L'industrie électronucléaire française se regroupe autour de trois grandes sociétés : Framatome qui fabrique des chaudières et des îlots nucléaires; Alsthom qui fabrique les installations de production d'électricité; Cogema qui se consacre à toutes les activités du cycle du combustible, notamment celle du retraitement à La Hague.

La production d'uranium de la France est de 3,2 milliers de tonnes. Ses réserves représentent 3,3 % des réserves mondiales, loin derrière l'Australie, l'Afrique du Sud, le Niger, le Canada, le Brésil [1].

SOURCES

[1] *Les chiffres-clés de l'énergie*, édition 1988, DGEMP, Observatoire de l'énergie, p. 101 à 104, 115, 118, 119.

[2] *Statistiques de la production et de la consommation 1986*, Électricité de France, p. 11-12.

Année	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Production nucléaire (TWh)	10,2	11,5	13,1	14,8	16,5	18,2
Production totale (TWh)	18,5	20,1	21,8	23,5	25,2	26,9
Production hydroélectrique (TWh)	5,3	5,6	5,9	6,2	6,5	6,8
Production thermique (TWh)	3,0	3,0	2,8	2,5	2,2	1,9
Production éolienne (TWh)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Production géothermique (TWh)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

DÉFINITIONS

● **Puissance nucléaire installée.** Elle est exprimée en kilowatts (kW) ou kilowatts électriques (kWe) et indique la quantité d'énergie que peut produire la centrale par unité de temps. La production au cours d'une période exprimée en kilowattheures dépendra donc à la fois de la puissance installée et du régime d'utilisation.

● **Unités de mesure :**

- 1 mégawattheure (MWh) = 10^3 kWh;
- 1 gigawattheure (GWh) = 10^6 kWh;
- 1 térawattheure (TWh) = 10^9 kWh.

● **Les différents types de centrales.**

Réacteur à eau lourde : c'est le type le plus ancien; il existe aux Monts d'Arrée et a été mis en service en 1967.

Réacteur à Uranium - Graphite-Gz (UNGG ou GG) : ils figurent aussi parmi les plus anciens et sont en fonction à Chinon, Saint-Laurent-des-Eaux (site A) et Bugey; ils représentent 4,3 % de la puissance installée.

Réacteur à eau sous pression (REP) : ce sont les plus nombreux; 49 tranches correspondant à 44 968 mWe, soit 92 % de la puissance installée; elles sont toutes gérées par l'Électricité de France.

Surgénérateur : il en existe deux en France du type « Phénix », et sont gérés par le Centre d'Énergie Atomique; le premier a été mis en service en 1973 à Marcoule, le second l'a été en 1986 à Creys-Malville; ils représentent 3,6 % de la puissance installée totale.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annales des Mines* : « Les risques technologiques majeurs », numéro spécial octobre-novembre 1986; « Tchernobyl, premières réflexions », numéro spécial, novembre 1986.

● « Les ambivalences du nucléaire », *Problèmes économiques*, n° 1982 du 9 juillet 1986.

● *La Recherche*, n° 180, septembre 1986.

● *Dictionnaire de l'atome*, édition Larousse.

● « Les défis du nucléaire », *Le Monde* « Dossiers et documents », n° 141, février 1987.

● « Le programme électronucléaire français au 1^{er} janvier 1987 », *Notes d'information du Commissariat à l'Énergie atomique*, n° 1, janvier-février 1987.

● « Diffusions relatives à la mesure de la radioactivité », *Rapport du CNIS*, juillet 1987.

11.4 ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE

PUISSANCE ÉLECTRONUCLÉAIRE
DANS LE MONDE (au 1-1-1987) [1]

PRODUCTION BRUTE
D'ÉLECTRICITÉ
NUCLÉAIRE
DANS LE MONDE [1]

	Installée		En		PRODUCTION BRUTE D'ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE	
	1976	1986	construction	commande	1980	1986
			(gW)		(tWh)	
États-Unis	40,3	88,2	27,4	2,2	265,1	434,0
France	3,1	45,0	17,7	—	61,2	254,2
URSS	5,5	32,0	28,2	25,1	72,5	165,0
Japon	6,6	26,9	7,3	6,8	82,8	166,0
RFA	3,5	18,9	4,1	4,5	43,9	119,6
Royaume-Uni	7,7	11,8	2,5	1,2	37,5	62,0
Canada	2,7	11,2	4,3	—	40,5	74,8
Suède	3,3	9,7	—	—	26,7	69,9
Espagne	1,1	5,6	5,6	3,1	5,2	37,5
Belgique	1,8	5,5	—	—	12,5	39,4
Corée du Sud	—	5,4	1,8	1,9	8,2	27,0
Chine insulaire	—	4,9	—	—	3,5	26,9
Suisse	1,1	2,9	—	0,9	14,3	22,5
Tchécoslovaquie	0,1	2,8	5,6	1,8	4,5	12,0
Finlande	—	2,3	—	—	7,0	18,8
Afrique du Sud	—	1,8	—	—	0,0	9,3
RDA	1,0	1,7	3,5	1,9	11,9	12,0
Bulgarie	0,9	1,6	3,8	4,8	6,2	13,0
Italie	0,6	1,3	2,0	2,0	2,2	8,8
Inde	0,6	1,3	0,9	0,8	2,9	5,1
Hongrie	—	1,2	0,4	1,9	0,0	5,7
Argentine	0,3	0,9	0,7	—	2,3	7,4
Brésil	—	0,6	2,5	—	0,0	0,2
Yougoslavie	—	0,6	—	—	0,0	4,0
Pays-Bas	0,5	0,5	—	—	4,2	4,2
Pakistan	0,1	0,1	—	—	0,1	0,5
Autres pays	—	—	6,1	6,5	—	—
Monde	80,8	284,9	124,3	58,6	715,1	1 599,8

ÉTAT DE RÉALISATION DU
PROGRAMME NUCLÉAIRE FRANÇAIS
(au 1^{er} janvier 1987) [1]



LES ÉQUIPEMENTS NUCLÉAIRES FRANÇAIS [2]
(au 1^{er} janvier 1987)

	Puissance installée (gW)	Production annuelle nette 1986 (tWh)
Gravelines	6,0	35,9
Paluel	5,9	25,8
Blayais (Le)	4,0	25,3
Bugey (Le)	4,6	24,8
Tricastin	4,0	24,3
Dampierre	4,0	24,2
Cruas	3,9	22,2
Chinon B	3,3	13,1
Fessenheim	1,9	11,2
Saint-Laurent-des-Eaux B	2,2	11,0
Saint-Alban-Saint-Maurice	3,0	7,8
Flamanville	3,0	7,0
Saint-Laurent-des-Eaux A	1,0	4,5
Phénix	0,3	1,5
Chooz	0,3	1,4
Creys-Malville	1,2	1,1
Cattenom	1,5	0,2
Cadarache	0,0	0,04
Chinon A	0,5	0,0

11 ÉNERGIE

PRÉSENTATION

La production totale de *houille* en 1986 atteint 3 210 millions de tonnes [1]. La Chine est le premier producteur mondial (27 % du total). En France, si la production du bassin lorrain est stable, celle du bassin du Nord et du Pas-de-Calais s'est considérablement réduite et l'ensemble de la production française continue à décroître. Les importations sont supérieures à la production nationale depuis 1978. L'Australie, l'Allemagne (RF) et les États-Unis sont actuellement nos principaux fournisseurs réguliers [2]. Les centrales électriques restent les principales utilisatrices de *charbon* [3].

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le *gaz de houille* a été progressivement remplacé par le *gaz naturel* et par le *gaz d'origine pétrolière* qui fournissent, en 1986, respectivement 30 % et 27 % de l'ensemble de la production française. Le principal consommateur est le secteur industriel : 173 milliards de kWh dont plus du tiers pour les industries chimiques et parachimiques. La consommation française de *gaz naturel* a représenté environ 1,5 % de la consommation mondiale en 1986, soit 311 milliards de kWh. Les besoins correspondants ont été couverts grâce à la production des gisements nationaux (0,2 % de la production mondiale) et aux importations [4].

L'URSS, premier producteur de *gaz naturel* en 1985, dispose de 40 % des réserves mondiales (soit 41 000 milliards de m³ au 1^{er} janvier 1987 [1]).

SOURCES

[1] *Les chiffres-clés de l'énergie*, édition 1988, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, DGEMP-Observatoire de l'énergie, p. 62 à 64 et p. 82.

[2] *Statistique annuelle*, édition 1987, Charbonnages de France, p. 6-7, 18-19 et 26-27 (idem éditions précédentes).

[3] « Combustibles minéraux solides, bilan 1986 », *Lettre 101*, Observatoire de l'Énergie, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.

[4] *Statistiques de l'industrie gazière en France pour l'année 1986*, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon, p. 5, 8 et 12; idem pour l'année 1985, p. 5, 8 et 12.

DÉFINITIONS

● **Charbon, houille.** La houille, formée à l'ère primaire, est plus riche en carbone et a une teneur en eau et en matières volatiles plus faible que le lignite, lui-même plus riche en carbone que la tourbe. L'antracite constitue une variété supérieure de la houille. En toute rigueur, le mot « charbon » recouvre la houille, le lignite, la tourbe. Dans l'acception courante toutefois, il désigne uniquement la houille.

● **Gaz.** Les ressources en gaz se composent de :
— *gaz naturel* : réserves mondiales au 1^{er} janvier 1987 : 104 000 milliards de m³ (1 m³ de gaz = 11,625 kWh). Les données du dernier tableau, page ci-contre, y incluent le grisou récupéré dans les houillères;

— *gaz manufacturé* : produit à partir des huiles de pétrole;

— *gaz de cokerie* : sous-produit issu des cokeries minières ou sidérurgiques;

— *gaz de hauts fourneaux* : récupéré à la sortie des gueulards de hauts fourneaux par l'industrie sidérurgique et consommé, pour l'essentiel, par celle-ci;

— *gaz de raffinerie* : production disponible, après autoconsommation, des gaz incondensables dans les raffineries;

— *gaz de pétrole liquéfié* : production nette de propane et de butane.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Charbon*, Eurostat (mensuel).

● *Revue de l'énergie* (mensuel), Les éditions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris, tél. (1) 46.34.10.30.

● « Statistique 1987 », Gaz de France.

● *Annuaire des statistiques de l'énergie*, Eurostat.

● « L'avenir du charbon sur la scène énergétique mondiale » et « Production et consommation de gaz naturel dans le monde », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 1962 du 19 février 1986.

● « Regards sur le marché mondial du charbon d'ici à l'an 2000 » *Journal de la Marine marchande*, n° 3533 du 3 septembre 1987.

● « L'énergie, panorama de l'année 1986 et statistiques », *Annales des mines*, janvier 1988.

● « Aspects statistiques de l'économie charbonnière en 1987, résultats provisoires », *Statistiques rapides (série Énergie)* Eurostat, n° 3, 1988.

11.5 CHARBON-GAZ

PRODUCTION MONDIALE DE HOUILLE (1973-1984-1985-1986) [1]

	(millions de tonnes)					(millions de tonnes)			
	1973	1984	1985	1986		1973	1984	1985	1986
Europe de l'Ouest.	289	177	223	233	Amérique.....	555	810	806	806
dont : CEE.....	273	157	217	228	dont : États-Unis...	530	752	745	744
Royaume-Uni	132	50	91	105	Canada.....	12	32	34	31
Allem. (RF)...	104	84	89	87	Asie.....	578	972	1 073	1 130
France.....	26	18	15	14	dont : Chine.....	430	743	815	856
Europe de l'Est....	657	718	725	730	Inde.....	78	142	148	158
dont : URSS.....	461	485	495	500	Océanie.....	58	118	121	130
Pologne.....	157	192	192	192	Total mondial.....	2 205	2 961	3 125	3 210
Afrique.....	68	166	177	181					
dont : Afrique du S.	62	161	173	177					

ORIGINE DES RESSOURCES FRANÇAISES DE CHARBON [2]

	(millions de tonnes)		
	1962	1970	1986
Production nette.....	55,2	40,1	16,5
dont : Nord et Pas-de-Calais...	27,1	17,0	1,7
Lorraine.....	14,3	12,8	9,9
Centre-Midi.....	12,3	9,1	4,5
Importations.....	16,5	17,6	18,6
dont : Allemagne (RF).....	10,2	9,5	3,4
Grande-Bretagne.....	0,8	0,5	0,5
Pologne.....	0,2	1,5	0,2
États-Unis.....	0,8	3,3	5,0
Afrique du Sud.....	-	0,1	1,5
Australie.....	-	ε	4,8
Exportations.....	1,6	2,0	1,2

PRODUCTION MONDIALE DE GAZ NATUREL [1]

	(millions de tep)	
	1973	1985
Amérique du Nord et centrale.....	629	491
dont : États-Unis.....	549	391
Canada.....	66	76
Amérique du Sud.....	22	41
Afrique.....	8	38
dont : Algérie.....	4	25
Asie.....	45	110
dont : Indonésie.....	1	23
Océanie.....	3	14
URSS.....	193	529
Europe.....	164	212
dont : Pays-Bas.....	59	57
Royaume-Uni.....	26	40
France.....	7	5
Total mondial.....	1 064	1 436

CONSOMMATION DE COMBUSTIBLES MINÉRAUX SOLIDES EN 1986 [3]

	(milliers de tonnes)		
	Houille	Lignite	Coke et agglomérés
Branche énergie.....	23 273	2 527	306
dont : centrales électriques.....	11 647	2 527	-
transformation.....	11 626	-	306
Consommation finale.....	7 020	202	9 955
dont : sidérurgie (hors cokeries).....	733	-	7 619
industrie.....	3 944	175	755
résidentiel, tertiaire.....	2 343	27	1 581
Consommation totale.....	30 293	2 729	10 261

RESSOURCES ET EMPLOIS DE GAZ EN 1986 [4]

	(milliards de kWh)					
	Gaz naturel	Gaz de pétrole liquéfiés	Gaz de haut fourneau	Divers	Total	Rappel 1985
Production.....	44,4	39,2	20,6	43,6	147,8	166,3
Importations.....	281,5	18,8	-	-	300,3	279,1
Exportations.....	- 3,5	- 12,0	-	-	- 15,4	- 14,4
Variation de stock, usage interne, pertes, divers.....	- 11,4	- 4,5	- 10,5	- 29,4	- 55,8	- 56,9
Disponible net.....	311,0	41,5	10,1	14,2	376,9	374,1
Usages domestiques individuels.....	91,7	25,1	-	-	116,8	111,7
Usages domestiques collectifs et tertiaires.....	78,5	7,9	-	-	86,5	83,0
Usages industriels.....	140,7	7,7	10,1	14,3	172,8	178,5
Gaz carburant (transport routier).....	-	0,8	-	-	0,8	0,9

12 AGRICULTURE - PÊCHE

PRÉSENTATION

Selon la *FAO*, les *terres cultivées* représentent 11 % des 13,1 milliards d'hectares de terres émergées. Avec 34,5 % de terres cultivées, la France se situe donc largement au-dessus de la moyenne mondiale et même au-dessus de la moyenne européenne [1].

Dans la Communauté européenne des Douze, la *Superficie Agricole Utilisée (SAU)* représente 133 millions d'hectares, soit 59 % de la surface totale. La proportion des prairies et pâturages dans la SAU est de 28 % en Italie et de 62 % dans le Royaume-Uni, celle des céréales représente 21 % dans le Royaume-Uni et 41 % en Allemagne fédérale. La France occupe une position équilibrée avec 39 % de prairies et 31 % de céréales. En France (comme dans les autres pays de la Communauté européenne), le nombre des exploitations agricoles a diminué de 2,2 % par an, entre 1960 et 1984, ramenant leur nombre total de 1,8 à 1 million d'exploitations. La SAU moyenne par exploitation a augmenté : 17 ha en 1960, 28 en 1984; elle est donc plus élevée que la moyenne de la CEE, mais beaucoup moins qu'au Royaume-Uni [2].

Pour le parc des tracteurs agricoles, la France est au 4^e rang dans le monde [1].

DÉFINITIONS

● *FAO*. Sigle usuel de la *Food and agriculture organization*, nom anglais de l'« Organisation (des Nations unies) pour l'alimentation et l'agriculture », qui siège à Rome.

● *Terres cultivées*. Terme générique adopté ici pour désigner à la fois les terres arables, c'est-à-dire labourées, et les cultures permanentes telles qu'arbres fruitiers et vignobles, et, dans les pays tropicaux, cacao, café, caoutchouc...

● *Superficie Agricole Utilisée (SAU)*. Notion normalisée dans la statistique agricole européenne qui comprend non seulement les terres arables et les cultures permanentes, mais aussi les prairies et pâturages permanents.

● *Exploitations agricoles*. Ne sont retenues dans les tableaux de l'Eurostat que les exploitations d'au moins 1 ha de superficie agricole utile. Cette définition harmonisée de l'Eurostat est un peu moins extensive que dans le Recensement général de l'agriculture française. Ainsi, pour l'année 1980, l'Eurostat dénombrait 1 135 000 exploitations agricoles et le RGA 1979-1980 : 1 263 000.

SOURCES

[1] *Annuaire de la production 1986*, FAO, Rome, tabl. 1, tabl. 118.

[2] *Annuaire de statistique agricole*, édition 1986, Eurostat, p. 23 à 29, 37, 39.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *La situation de l'agriculture dans la Communauté (CEE, CEEA)*, rapport annuel.

● *Les Collections de l'INSEE*, « Agriculture dans la CEE », tome 1, n° 104, février 1987 : « 25 ans de production »; tome 2, n° 108, novembre 1987 : « Emploi et activité ».

● « L'agriculture et l'emploi », *Chambres d'agriculture*, n° 743, mai 1987.

● « Trente ans de politique agricole commune », *La Revue du marché commun*, numéro spécial, mai-juin 1987.

● « Évolution de la Surface Agricole Utilisée », *Cahiers de statistique agricole*, SCEES, n° 3, mai-juin 1987.

● « De l'exploitation agricole à l'entrepreneur agricole », *Population et sociétés*, INED, n° 218, novembre 1987.

12.1 TERRES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES

UTILISATION DES TERRES DANS LE MONDE (1985) [1]

	Terres cultivées	Prairies et pâtur. perman.	Bois et forêts	Autres superficies	Total	
	%	%	%	%	%	Millions d'ha
Afrique	6,2	26,3	23,6	43,9	100,0	2 965
Amérique du Nord et Centrale....	12,8	16,8	30,8	39,5	100,0	2 139
dont États-Unis	20,7	26,3	29,0	24,0	100,0	917
Amérique du Sud	7,9	26,0	52,6	13,5	100,0	1 753
Asie	17,0	24,0	21,0	38,0	100,0	2 679
dont Chine	10,8	30,7	14,5	44,0	100,0	933
Europe	29,7	18,0	32,8	19,5	100,0	473
dont France	34,5	22,7	26,8	16,0	100,0	55
Océanie.....	5,9	53,8	19,0	21,3	100,0	843
URSS.....	10,4	16,8	41,8	31,0	100,0	2 227
Monde.....	11,3	24,1	31,3	33,3	100,0	13 079

UTILISATION DES TERRES DANS L'EUROPE DES DOUZE (1985) [2]

	France		Allemagne (RF)		Italie		Royaume-Uni		Total des Douze	
	1000 ha	%	1000 ha	%	1000 ha	%	1000 ha	%	1000 ha	%
Blé (a).....	4 799		1 624		3 017		1 902		15 265	
Céréales.....	9 685	30,8	4 884	40,6	4 570	26,1	4 015	21,5	35 536	26,8
Légumes secs	254	0,7	34	0,1	176	1,2	137	0,5	1 502	1,1
Betteraves sucrières ..	491		403		233		205		1 907	
Plantes sarclées	903	3,0	731	6,2	395	2,2	508	2,7	(b)4 308	...
Plantes industrielles...	1 249	4,0	289	2,4	204	1,2	301	1,6	...	
Légumes	250	0,8	45	0,3	415	2,4	144	0,7	1 674	1,3
Fourrages verts.....	5 036	16,0	1 224	10,2	2 637	15,1	1 820	9,7	(b)13 416	
Terres arables.....	17 658	55,6	7 233	60,2	9 068	51,7	7 001	37,6	67 794	51,1
Vignes.....	1 063		101		1 106		ε		4 317	
Cultures perma- nentes.....	1 332	4,3	181	1,5	3 419	19,5	60	0,3	11 808	8,9
Prairies et pâtu- rages permanents.	12 207	39,3	4 566	38,0	4 954	28,3	11 567	62,0	52 642	39,7
Jardins familiaux....	249	0,8	38	0,3	80	0,5	16	0,1	411	0,3
Superficie agricole utilisée (SAU)	31 444	100,0	12 018	100,0	17 521	100,0	18 643	100,0	132 666	100,0
Superficie totale....	54 909		24 869		30 128		24 411		225 570	
dont superf. boisée.	14 618		7 360		6 086		2 273		49 886	

(a) dur et tendre. (b) 1984.

12

NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (1960-1985) [2]

	1960	1970	1985	
	Milliers	Milliers	Milliers	SAU moy. (ha)
Allemagne (RF)	1 385	1 083	721	16,5
Italie	2 756	2 248	(a) 1 926	(a) 8,0
Pays-Bas	230	164	(b) 123	(b) 16,3
Belgique.....	199	130	83	16,7
Luxembourg.....	10	7	4	32,0
Royaume-Uni	443	312	(b) 242	(b) 69,7
Irlande	278	267	(c) 221	(c) 22,8
Danemark	194	143	(b) 94	(b) 30,4
Grèce	878	811	(d) 752	(d) 4,6
France.....	1 774	1 421	(b) 1 039	(b) 27,9
Europe des Dix .	8 147	6 585		

(a) 1982 (b) 1984 (c) 1983 (d) 1981.

PARC MONDIAL DE TRACTEURS AGRICILES (1985) [1]

	(milliers)
1 États-Unis	4 676
2 URSS.....	2 798
3 Japon.....	1 854
4 France	1 526
5 Allemagne (RF).....	1 485
6 Italie.....	1 227
7 Chine.....	873
8 Pologne.....	855
9 Brésil.....	770
10 Canada	658
11 Espagne	630
- Europe des Douze.....	6 283
- Afrique.....	509
Monde	24 504

12.2 PRODUCTIONS VÉGÉTALES

PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE QUELQUES PRODUITS (1986) [1]

(millions de tonnes)

Blé		Riz		Maïs		Vin	
1 URSS	92,3	Chine	177,0	États-Unis	209,6	France	7,35
2 Chine	89,0	Inde	90,0	Chine	65,6	Italie	7,32
3 États-Unis	56,8	Indonésie	39,3	Brésil	20,5	Espagne	3,67
4 Inde	46,9	Bangladesh	24,2	Roumanie	20,0	URSS	3,00
5 Canada	31,9	Thaïlande	19,1	URSS	12,5	Argentine	2,05
6 France	26,6	Vietnam	16,2	Yougoslavie	12,5	États-Unis	1,77
7 Turquie	19,0	Birmanie	15,0	Argentine	12,4	Allemagne (RF)	1,02
8 Australie	17,4	Japon	14,6	Mexique	12,2	Afrique du Sud	0,95
9 Royaume-Uni	13,9	Brésil	10,4	France	10,8	Roumanie	0,83
10 Pakistan	13,9	Philippines	9,4	Afrique du Sud	8,1	Portugal	0,80
Europe des Douze	71,9	Europe des Douze	1,9	Europe des Douze	25,0	Europe des Douze	20,66
Afrique	11,5	Afrique	9,8	Afrique	30,8	Afrique	1,24
Monde	535,8	Monde	475,5	Monde	480,6	Monde	33,36

Sucre		Café	
Brésil	8,50	Brésil	1,00
URSS	8,35	Colombie	0,70
Inde	7,60	Indonésie	0,40
Cuba	7,35	Côte-d'Ivoire	0,28
Chine	5,96	Mexique	0,28
États-Unis	5,88	Éthiopie	0,22
Mexique	3,95	Ouganda	0,20
France	3,73	Guatemala	0,16
Allemagne (RF)	3,48	Philippines	0,14
Australie	3,35	Salvador	0,14
Europe des Douze	14,95	Europe des Douze	0,00
Afrique	7,70	Afrique	1,36
Monde	100,10	Monde	5,19

Fibres de coton		Caoutchouc naturel	
Chine	3,54	Malaisie	1,46
URSS	2,56	Indonésie	1,02
États-Unis	2,13	Thaïlande	0,79
Inde	1,36	Chine	0,20
Pakistan	1,24	Inde	0,20
Brésil	0,74	Philippines	0,15
Turquie	0,48	Libéria	0,09
Égypte	0,43	Vietnam	0,06
Australie	0,26	Nigeria	0,06
Grèce	0,18	Europe des Douze	0,00
Europe des Douze	0,26	Asie	4,05
Afrique	1,29	Afrique	0,25
Monde	15,05	Monde	4,37

LIVRAISONS DE PRODUITS VÉGÉTAUX
(HORS TVA) [1986*] [3]

	(%)
	1986
Blé tendre	9,2
Blé dur	0,7
Orge	2,7
Avoine	0,1
Maïs	4,0
Autres céréales	0,1
Céréales	16,8
Pommes de terre	1,2
Légumes frais	5,8
Légumes secs	1,0
Fruits	4,2
Fruits et légumes	12,2
Betteraves industrielles	2,6
Oléagineux	3,4
Tabac	0,3
Autres plantes industrielles	0,2
Plantes industrielles	6,5
Vins courants	3,7
Vins de qualité	8,9
Vins	12,6
Plants de pépinières	0,7
Fleurs et plantes	1,8
Autres produits végétaux	0,1
Autres productions végétales	2,7
Total produits végétaux	50,8
Total produits animaux	49,2
Ensemble	100,0
Total (millions de F)	292 657

* Compte provisoire 1986.

DEGRÉ D'AUTO-APPROVISIONNEMENT DE QUELQUES PRODUITS VÉGÉTAUX
DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE L'EUROPE DES DOUZE (1984-1985) [2]

	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Europe des 12
Blé tendre	276	108	61	142	140
Orge	213	106	59	171	130
Maïs	157	40	86	0	74
Total céréales	215	100	82	139	119
Pommes de terre	100	90	90	96	102
Sucre	211	132	77	64	125
Vin	102	56	120	0	...

* Estimation.

12 AGRICULTURE - PÊCHE

PRÉSENTATION

Les États-Unis, l'URSS, la Chine, le Brésil possèdent en général les plus gros troupeaux mondiaux. Pour les bovins s'ajoute le cheptel indien, protégé par les interdits religieux, pour les ovins (moutons) ceux de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de certaines régions pauvres (Inde, Turquie). En nombre de têtes, la France possède, en 1986, 1,8 % des bovins, 1,3 % des porcins et 0,9 % des ovins du monde entier [1]. Mais, compte tenu des rendements en viande atteints dans les pays développés, la France produit 3,6 % de la viande, ce qui la met au 4^e rang mondial, loin, cependant, derrière les États-Unis, la Chine et l'URSS, mais devant ses partenaires du Marché commun, devant aussi le Brésil, l'Argentine, le Japon [1].

La production mondiale de viande de volailles s'élève à 33 millions de tonnes en 1986 et place la France, avec 1,3 million de tonnes, au 6^e rang [1].

Les principaux pays producteurs de viande de mouton sont en général aussi, à l'ordre près, les principaux producteurs de laine [1].

La France est un très important producteur de lait, dépassée seulement par l'URSS et les États-Unis [1].

Le lait constitue le premier produit des livraisons animales de l'agriculture française, devant les bovins et les porcins [2]. En France les productions animales et végétales sont équivalentes en valeur.

SOURCES

[1] *Annuaire de la production 1986*, FAO, Rome, tabl. 89, 90, 92, 96, 97, 99 et 104.

[2] « Les comptes de l'agriculture en 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 144, p. 59 (annuel).

DÉFINITIONS

● **Production de viande.** On reproduit ici les tableaux de la FAO relatifs à la viande fournie par les animaux de toutes provenances abattus dans chaque pays, et non ceux relatifs à la viande fournie par les seuls animaux « indigènes ». Cette dernière définition, qui est celle de l'annuaire Eurostat, conduit à des différences liées aux exportations et importations de bétail sur pied, faibles par rapport au degré de précision (à 100 000 tonnes près) choisi ici.

● **Production de laine.** Les statistiques sont exprimées en poids de laine lavée.

● **Production de lait.** La France, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la RDA figurent parmi les pays qui comptent dans leur production laitière le lait tété au pis par les jeunes animaux.

● **Productions animales.** La précision des statistiques établies par la FAO dépend évidemment de celle des statistiques nationales dont elle dispose. En particulier, les chiffres relatifs aux pays peu développés ou à la Chine résultent le plus souvent d'estimations sérieuses, mais incertaines.

On reprend ici les dix pays les plus gros producteurs, le total de la Communauté européenne, de l'Afrique et du Monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Les industries agricoles et alimentaires en 1986. Séries statistiques 1980-1986 », *Archives et Documents*, INSEE, n° 209, juillet 1987.

● « Le secteur de l'industrie laitière », *Entreprises et emploi*, Centre d'études et de l'emploi, septembre 1987.

● « Le compte prévisionnel de l'agriculture en 1987 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 108, novembre 1987.

● « Industries agro-alimentaires : viandes et produits laitiers. Base 1980 : séries méthodes », par D. Bresson, *Archives et documents*, INSEE, n° 224, novembre 1987.

● « L'agriculture française dans la CEE — 20 ans de production agricole commune », *Les Collections de l'INSEE*, vol. E 104.

12.3 PRODUCTIONS ANIMALES

CHEPTEL MONDIAL EN 1986 [1]

(millions de têtes)

Rang	Bovins	Ovins	Porcins
1	Inde..... 200,0	Australie..... 155,6	Chine..... 338,1
2	Brésil..... 128,9	URSS..... 140,9	URSS..... 77,8
3	URSS..... 120,9	Chine..... 94,2	États-Unis..... 52,3
4	États-Unis..... 105,5	Nouvelle-Zélande..... 71,6	Brésil..... 33,0
5	Chine..... 66,9	Inde..... 54,5	Allemagne (RF)..... 24,3
6	Argentine..... 53,0	Turquie..... 40,4	Soudan..... 20,6
7	Mexique..... 31,1	Iran..... 34,5	Pologne..... 18,9
8	Éthiopie..... 26,3	Afrique du Sud..... 29,5	Mexique..... 18,6
9	Colombie..... 23,6	Argentine..... 29,2	Roumanie..... 14,3
10	Bangladesh..... 23,2	Pakistan..... 25,8	RD allemande..... 12,9
-	Europe des Douze..... 83,6	Europe des Douze..... 83,9	Europe des Douze..... 95,8
-	Afrique..... 176,8	Afrique..... 191,7	Afrique..... 12,0
	Monde..... 1 271,8	Monde..... 1 145,7	Monde..... 822,4

PRODUCTION MONDIALE DE VIANDE ET DE LAIT EN 1986 [1]

(millions de tonnes)

Rang	Bœuf et veau	Porc	Total des viandes	Lait
1	États-Unis..... 11,3	Chine..... 18,8	États-Unis..... 26,5	URSS..... 100,7
2	URSS..... 7,6	États-Unis..... 6,4	Chine..... 22,6	États-Unis..... 65,7
3	Argentine..... 2,8	URSS..... 5,9	URSS..... 17,7	France..... 33,7
4	France..... 1,9	Allemagne (RF)..... 3,3	France..... 5,6	Allemagne (RF)..... 26,4
5	Brésil..... 1,9	France..... 1,8	Allemagne (RF)..... 5,5	Inde..... 20,1
6	Allemagne (RF)..... 1,7	Pologne..... 1,7	Brésil..... 4,7	Pologne..... 15,7
7	Australie..... 1,4	Japon..... 1,6	Italie..... 3,7	Royaume-Uni..... 16,3
8	Italie..... 1,2	Pays-Bas..... 1,4	Argentine..... 3,6	Pays-Bas..... 12,7
9	Royaume-Uni..... 1,0	Mexique..... 1,3	Japon..... 3,5	Brésil..... 11,9
10	Canada..... 1,0	RD allemande..... 1,3	Royaume-Uni..... 3,2	Italie..... 10,9
-	Europe des Douze..... 7,9	Europe des Douze..... 12,1	Europe des Douze..... 27,4	Europe des Douze..... 123,1
-	Afrique..... 3,2	Afrique..... 0,4	Afrique..... 7,8	Afrique..... 11,6
	Monde... 47,5	Monde..... 61,2	Monde..... 155,0	Monde..... 468,8

LIVRAISONS DE PRODUITS ANIMAUX (HORS TVA) [1986 *] [2]

	(%)
	1986
Gros bovins.....	11,5
Veaux.....	4,1
Porcins.....	5,8
Équins.....	0,2
Ovins et caprins.....	1,6
Bétail.....	23,2
Volailles.....	5,1
Animaux divers.....	1,3
Autres animaux.....	6,4
Lait.....	17,6
Œufs.....	1,8
Produits animaux divers.....	0,2
Produits animaux.....	19,6
Total produits animaux.....	49,2
Total produits végétaux.....	50,8
Ensemble.....	100,0
Total (millions de F).....	292 657

PRODUCTION MONDIALE DE LAINE DÉGRAISSÉE (1986) [1]

(milliers de tonnes)

1	Australie.....	505,0
2	URSS.....	280,0
3	Nouvelle-Zélande.....	265,0
4	Chine.....	109,8
5	Argentine.....	92,0
6	Uruguay.....	59,0
7	Afrique du Sud.....	48,5
8	Royaume-Uni.....	42,5
9	Turquie.....	34,1
10	Pakistan.....	39,0
-	Europe des Douze.....	97,6
-	Afrique.....	108,4
	Monde.....	1 826,0

* Compte provisoire 1986.

12 AGRICULTURE - PÊCHE

PRÉSENTATION

Derrière le Japon et l'URSS (1^{er} et 2^e) qui effectuent à eux deux plus du quart des captures mondiales, la France arrive au 19^e rang en 1985 [1]. Les produits de la mer destinés à l'alimentation humaine et débarqués en France, congelés ou frais, continuent de progresser; par contre le poisson salé a disparu [2]. Le commerce extérieur des produits de la mer est nettement déficitaire pour tous les produits [4]. Il est passé de - 5,7 milliards de F en 1985 à - 8,1 milliards de F en 1987 et le nombre d'entreprises vivant de la conserve du poisson est passé de 85 en 1970 à 29 en 1987 [3].

La surface boisée française, 15 millions d'hectares, plus du quart du territoire, constitue la moitié de celle de la CEE [5]. Elle appartient, pour les trois quarts, à des propriétaires privés, pour 10 % à l'État et pour 15 % aux communes [5]. Les feuillus forment près des deux tiers de la forêt proprement dite [5]. La récolte annuelle commercialisée de grumes et petits bois stagne depuis une quinzaine d'années; en 1986, elle est de 29,4 millions de m^3 rond, 65 % étant du bois d'œuvre [5]. La filière bois avec 5 391 entreprises emploie 67 000 salariés permanents; elle consomme en matière première bois environ 40 millions de m^3 équivalent bois rond annuellement. Le commerce extérieur de la filière bois est fortement déficitaire; en valeur, le déficit atteint 14 milliards de F en 1986 [5].

DÉFINITIONS

● **Quantités débarquées.** Souvent, les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées, séchées, réduites en farines, en huiles, etc., à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines. Il existe des *coefficients de conversion* permettant d'établir leur équivalent en poids vif.

● **Régime forestier.** Ensemble de règles s'appliquant obligatoirement à certaines catégories de forêts ou de terrains qui sont, en général, gérés par l'Office national des forêts. Les surfaces boisées sont dites « soumises » ou « non soumises » au régime forestier.

● **Filière bois.** Elle regroupe les activités de première et deuxième transformation, y compris l'ameublement en bois et les papiers.

● **Bois d'œuvre.** Bois ronds aptes au sciage, au tranchage ou au déroulage.

● **Bois d'industrie.** Bois ronds, de dimensions plus réduites que pour les bois d'œuvre, destinés à la fabrication de pâtes, à la distillation, etc., on y inclut bois de mine, poteaux, pieux...

● **Mètre cube rond ou m^3 (r).** Unité de mesure des produits de l'exploitation forestière. Le mètre cube rond correspond à un volume plein, par opposition au stère, unité de volume apparent. Par exemple, pour le bois de trituration de feuillus, 1 stère = 0,66 m^3 (r).

● **Mètre cube sciage.** Unité de mesure des produits de scierie.

SOURCES

[1] *Annuaire statistique des pêches, captures et quantités débarquées*, 1985, FAO, vol. 59, p. 56-57.

[2] *Statistiques des pêches maritimes 1987*, secrétariat d'État chargé de la Mer (à paraître).

[3] *Rapport sur la production de l'industrie des pêches maritimes en 1971*, Comité central des Pêches maritimes; *idem en 1987*.

[4] *Le commerce extérieur des produits de la mer en 1987*, Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines, mars 1988, p. 5, 6 et 12.

[5] *Production de bois de sciages en 1986*, Inventaire forestier national, Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES, janvier 1988, p. 6, 59, 67.

[6] *Statistiques et indicateurs des régions françaises*, *Les Collections de l'INSEE*, R 61/62, 1987.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire statistique des pêches, produits des pêches*, 1985, FAO, vol. 57.

● *Annuaire des statistiques de la Pêche*, Eurostat.

● *Statistique des pêches maritimes*. Direction des pêches maritimes (annuel).

● *Annuaire des produits forestiers*, FAO.

● *Statistiques forestières*, Eurostat (annuel).

● *Enquête annuelle d'entreprise 1982. Exploitation forestière et scierie*, Principaux résultats, SCEES, ministère de l'Agriculture, étude n° 238, novembre 1984.

● « Exploitations forestières et scieries en 1985 », *Études*, SCEES, n° 197, juillet 1987.

● « Les comptes de la forêt », *Les Collections de l'INSEE*, vol. 137-138, déc. 1986.

● « Exploitations forestières et scieries », *Informations rapides*, SCEES, n° 11, 1987.

● « Du chalut à l'assiette : suivez le poisson », *Le Nouvel Économiste*, 1^{er} avril 1988.

12.4 PÊCHE MARITIME - FORÊTS

PRINCIPAUX CLIENTS ET FOURNISSEURS EN PRODUITS DE LA MER EN 1987 [4]

(milliers de tonnes)

	Imports	Exports	
Royaume-Uni	73,6	27,1	
Danemark	50,8	26,6	
Islande	47,5	56,1	
Pays-Bas	47,1	32,5	
Chili	42,0	31,1	
Norvège	40,5	24,5	
Sénégal	32,7	17,5	
Côte-d'Ivoire	28,0	13,7	
		Espagne.....	27,1
		Irlande	26,6
		Italie	56,1
		Espagne.....	32,5
		USA.....	31,1
		Thaïlande.....	24,5
		RFA.....	17,5
		UEBL.....	13,7

CONSERVES DE POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES [3]

	1970	1987
Production de conserves (tonnes).....	94 000	103 600
dont : thon (tonnes).....	24 800	49 300
sardines (tonnes).....	32 400	23 000
maquereaux (tonnes).....	24 900	26 300
Chiffre d'affaires hors taxes (millions de francs).....	542,5	3050,0
Nombre d'entreprises	85	29

NATURE DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE EN 1986 [5]

	%
Surfaces boisées soumises	25,6
dont : forêts domaniales	9,7
forêts communales	15,1
Surfaces boisées privées non soumises	74,4
Ensemble	100,0

PRODUITS DE LA MER DÉBARQUÉS EN FRANCE [2]

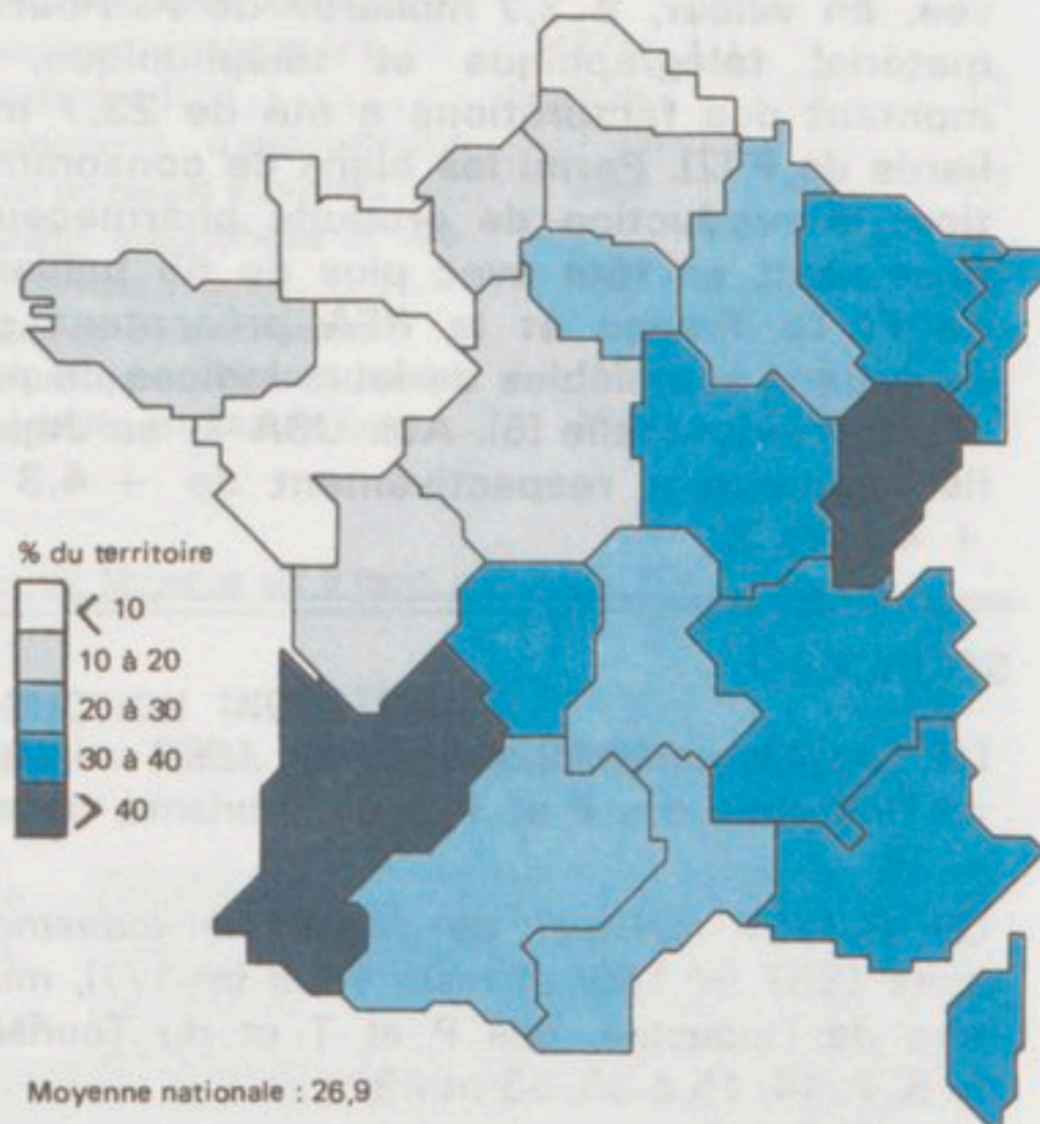
(milliers de tonnes)

	1970	1987 (e)
Poissons frais et congelés.....	456,1	498,0
dont : thon	42,0	127,0
merlan.....	33,4	26,4
sardine	39,4	25,3
Crustacés.....	25,0	22,0
Mollusques	128,2	190,0
dont : huîtres.....	63,5	105,0
Produits pour alimentation humaine	609,3	710,0
Algues marines	16,5	61,0
Total	625,8	771,0

SURFACE BOISÉE EN 1986 [5]

	Milliers d'ha
Bois et forêts proprement dits.....	13 860
dont : feuillus	8 506
résineux.....	4 074
Superficie boisée hors forêts	991
dont : bosquets.....	588
Peupleraies	276
dont : en plein.....	243
Sol boisé. Total	15 127

TAUX DE BOISEMENT EN FRANCE [6]



PRODUCTION DE GRUMES ET DE SCIAGES [5]

	1970	1981	1982	1983	1984	(a) 1985	(a) 1986
GRUMES (milliers de m³ de bois rond)							
Ensemble	30 057	28 828	28 342	29 637	30 233	30 562	29 439
soit : bois d'œuvre	18 505	17 949	17 755	18 611	18 639	18 722	19 260
bois d'industrie (a).....	11 552	10 879	10 587	11 026	11 593	11 840	10 179
SCIAGES (milliers de m³ de bois scié)							
Ensemble	9 728	9 154	9 065	9 156	8 890	8 893	9 069
dont : feuillus tempérés.....	2 876	2 861	2 832	2 793	2 762	2 726	2 804
conifères.....	5 708	5 412	5 388	5 843	5 617	5 694	5 740
feuillus tropicaux	679	561	568	520	511	473	525

(a) Y compris de feu.

13 INDUSTRIE

PRÉSENTATION

Depuis 1979 l'activité dans les branches industrielles n'avait pas connu une croissance aussi forte (+ 2,1 % en 1987); celle-ci est due essentiellement à la hausse de la demande intérieure et non à l'exportation [4]. La croissance la plus forte a été enregistrée dans la construction automobile (+ 6 %); en revanche, celle des biens de consommation et des biens d'équipement ménager a été modérée (environ 1 %), elle est due à la demande étrangère; et l'activité dans les branches des biens intermédiaires a été plus soutenue que dans celle des biens d'équipement [4].

Selon l'enquête annuelle d'entreprise (entreprises de plus de 10 salariés), en 1986, le chiffre d'affaires hors taxes (ou ventes hors taxes) des biens intermédiaires (746 milliards de F) représente 34 % du chiffre d'affaires total de l'industrie hors énergie et 28 % si l'on inclut l'énergie; les industries des biens d'équipement professionnels viennent ensuite avec 590 milliards de F de ventes hors taxes, représentant 22 % du total des ventes réalisées par l'industrie dans son ensemble [1].

En 1987, la production d'équipements d'automatisation de processus industriels s'est élevée, en valeur, à 3,7 milliards de F. Pour le matériel télégraphique et téléphonique, le montant des facturations a été de 23,7 milliards de F [2]. Parmi les biens de consommation, la production de produits pharmaceutiques vient en tête avec plus de 65 milliards de F. La France et la RFA présentent des évolutions semblables de leurs indices de production industrielle [5]. Aux USA et au Japon, ils augmentent respectivement de + 4,3 et + 4,9 % [3].

SOURCES

- [1] *Enquête annuelle d'entreprise 1986*, ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, tome 1, p. 28.
- [2] *Bulletin mensuel de statistique industrielle*, mars 1987 (n° 160) et mars 1988 (n° 171), ministère de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, p. 6, 7, 14, 15 à 30, 33 et 49.
- [3] *Tendances de la conjoncture*, cahier n° 2, « Graphiques sur 20 ans », INSEE, n° 19, 7 août 1987, p. 16.
- [4] *Note de conjoncture*, INSEE, février 1988, p. 94-95.
- [5] Rapport sur les Comptes de la Nation, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, tabl. 13-14.

DÉFINITIONS

● **Enquête annuelle d'entreprise (EAE).** Dans le cadre de la directive de l'OSCE du 6 juin 1972, les pays de la CEE sont tenus d'effectuer annuellement une enquête sur les structures industrielles. Différents ministères réalisent ces EAE :

- de l'Agriculture : industries agricoles et alimentaires;
- de l'Équipement, du Logement et des Transports : mise en œuvre du bâtiment et des travaux publics, transports et auxiliaires des transports;
- de l'Économie et des Finances : commerces, services;
- le SESSI qui interroge, pour tous les secteurs non repris ci-dessus, les entreprises de 10 salariés et plus.

● **Ventes hors taxes.** Elles sont une des grandeurs ou ratios extraits des EAE. C'est le chiffre d'affaires hors taxes (montant des ventes de biens et de services effectuées par une entreprise, mesurées par leur prix de cession) diminué des ventes de déchets et d'emballages récupérables. Les ventes HT ne sont pas consolidées.

● **Corrigé des variations saisonnières (cvs).** On appelle variation saisonnière le retour régulier, aux mêmes époques des années successives, de phénomènes analogues : chute de production en été, augmentation des ventes dans les grands magasins en décembre, par exemple. Pour être étudiée correctement, une série chronologique doit être lissée de ses accidents; plusieurs méthodes existent pour déterminer et éliminer la composante saisonnière cyclique.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « La politique industrielle française dans l'électronique des années 1960 à nos jours », *Économie et humanisme*, novembre-décembre 1987.
- « Enquête sur le comportement des entreprises industrielles en 1986 », *Banque de France*, direction générale des études, 1987.
- « L'industrie informatique » *Le Monde, Dossiers et documents*, n° 147, sept. 1987.
- « L'industrie informatique dans le monde et la place de l'Europe », *Conseil économique et social*, janvier 1988.
- « Adopter l'offre industrielle », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 149, décembre 1987-janvier 1988.
- « Les chiffres clés de l'industrie », édition 1988, SESSI, ministère de l'Industrie.

13.1 PRODUCTION INDUSTRIELLE

VENTES TOTALES HORS TAXES PAR SECTEUR EN 1986* [1]
(entreprises de 10 salariés et plus)

	Millions de francs		Millions de francs
U 03 Production et distribution d'énergie....	441 152,6	T 14 Construction mécanique	218 594,9
T 04 Combustibles minéraux solides et cokéfaction	12 274,6	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	286 626,2
T 05 Pétrole et gaz naturel.....	207 610,7	T 17 Construction navale et aéronautique (sauf armement).....	85 142,2
T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.....	221 267,3	U 05 B Industries des biens d'équipement ménagers.....	36 329,2
U 04 Industries des biens intermédiaires....	745 740,3	U 05 C Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.....	318 034,8
T 07 Minerais et métaux ferreux	95 851,0	U 06 Industries des biens de consommation courante.....	554 544,0
T 08 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	73 401,4	T 12 Parachimie et industrie pharmaceutique ...	174 492,9
T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.....	78 135,8	T 18 Industries textiles et de l'habillement.....	161 802,7
T 10 Industrie du verre	27 761,8	T 19 Industries du cuir et de la chaussure.....	32 831,2
T 11 Chimie de base, fibres synthétiques.....	163 310,7	T 20 Bois, ameublement, industries diverses....	82 964,7
T 13 Fonderie et travail des métaux.....	139 417,0	T 22 Imprimerie, presse, édition.....	102 452,5
T 21 Industries du papier et du carton	70 980,0	Ensemble	2 686 164,2
T 23 Caoutchouc et matières plastiques.....	96 882,6	dont : hors énergie.....	2 245 011,6
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.....	590 363,3		

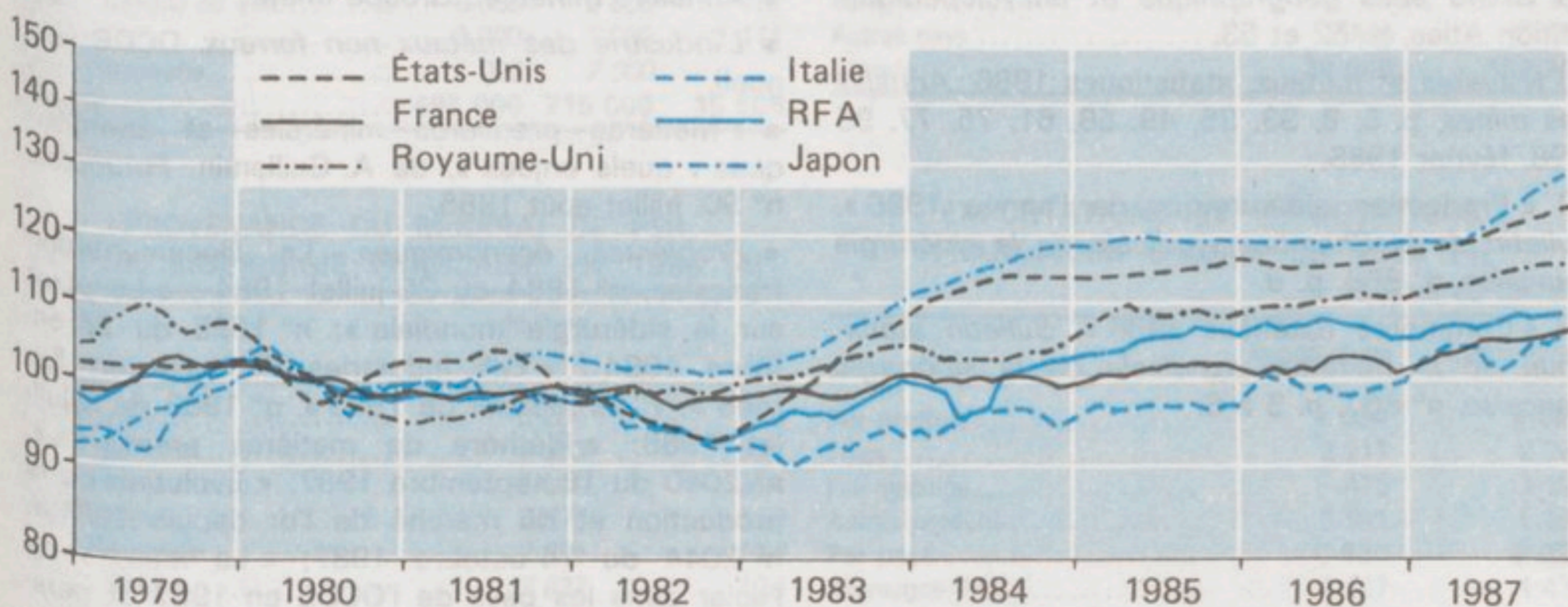
* Résultats semi-définitifs.

QUELQUES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES FRANÇAISES [2]

	(a) Unité	1986	1987		(a) Unité	1986	1987
Biens intermédiaires :				Biens d'équipement :			
Aciers bruts	MioT	17,9	13,2	Remorques voyageurs (y c. celle des TGV)	Milliers de pièces	1,2	1,2
Aciers spéciaux.....	MioT	1,8	1,8	Équipements d'automatisation de processus industriels.....	MiaF	4,6	3,7
Tôles	MioT	1,9	(b) 1,5	Matériel télégraphique et téléphonique.....	MiaF	22,7	23,7
Tréfilés et dérivés.....	MioT	0,9	0,9	Biens de consommation :			
Chaux et ciments	MioT	22,5	23,6	Voitures particulières et breaks.	Mio	2,8	3,0
Verres.....	MioT	4,2	4,4	Spécialités pharmaceutiques ...	MiaF	59,9	65,4
Savons et détergents	MioT	1,3	1,3				
Papier, carton.....	MioT	5,6	(b) 5,7				
Produits de la fonderie.....	MiaF	12,1	11,6				
Menuiserie métallique.....	MiaF	4,3	(b) 3,4				
Produits de la mécanique gén. .	MiaF	22,7	22,6				

(a) Mio = million; MioT = million de tonnes. MiaF = milliard de francs. (b) Moyenne sur 9 mois.

INDICE GÉNÉRAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE corrigé des variations saisonnières (cvs) — Base 100 en 1980 [3]



13 INDUSTRIE

PRÉSENTATION

Les ressources en minerais sont inégalement réparties dans le monde, les États-Unis et l'URSS étant les mieux pourvus; mais une prospection systématique des régions désertiques ou des fonds marins fait apparaître de nouveaux gisements, ce qui tempère un peu cette suprématie [1].

En ce qui concerne les minerais, l'Europe n'est pas très bien placée parmi les producteurs mondiaux, surtout pour le fer, l'étain et le nickel [2]. Pour les métaux ferreux l'URSS, les États-Unis et la Chine sont les producteurs les plus importants.

La production française d'*uranium* représente en 1986, 9 % de la production mondiale [2].

La France est au 5^e rang mondial pour la production de *potasse* en 1986. Elle se classe au 7^e rang pour la production de *sel* [2].

Depuis 1981, la sidérurgie française fait davantage appel aux importations de minerai de fer (66 % en 1986), qu'à la production nationale. En 1986, le premier fournisseur étranger est le Brésil (23 % du total des importations) [3].

La France exporte près du tiers de sa production d'*acier* sous forme de tôles. Plus de la moitié de ses exportations sont à destination de la Communauté européenne [4].

DÉFINITIONS

- **Fonte.** Alliage de fer et de carbone (3,5 à 4,5 % de carbone généralement).
- **Acier.** Alliage de fer et de carbone obtenu en « décarburant » la fonte (moins de 1 % de carbone). Divers éléments (manganèse, silicium, chrome, ...) en modifient les caractéristiques.
- **Cuivre.** Métal que l'on trouvait à l'état natif. Le plus souvent, aujourd'hui, ce sont des sulfures (pyrites), des carbonates ou des oxydes de cuivre que l'on traite.
- **Zinc.** Métal malléable entrant dans la composition de nombreux alliages (par exemple le laiton, alliage de zinc et de cuivre).
- **Uranium.** Métal lourd, devenu la matière première pour la production d'énergie nucléaire.
- **Potasse.** Minéral utilisé surtout pour fertiliser les terres agricoles soit isolément, soit en association avec les fertilisants pour former des engrais. Elle a d'autres usages dans l'industrie chimique.
- **Sel.** Le sel se trouve soit à l'état de roche (sel gemme), soit mélangé avec des argiles (argiles salifères), soit en solution dans l'eau de mer (sel marin).

SOURCES

- [1] *Grand atlas géographique et encyclopédique*, édition Atlas, p. 52 et 53.
- [2] Minerais et métaux, statistiques 1986, *Annales des mines*, p. 5, 8, 33, 35, 49, 58, 61, 75, 77, 95 à 98, février 1988.
- [3] « Production sidérurgique de l'année 1986 », *Bulletin de la Chambre syndicale de la sidérurgie française*, n° 866, p. 9.
- [4] « Commerce extérieur 1986 », *Bulletin statistique de la Chambre syndicale de la sidérurgie française*, n° 867, p. 3 à 6.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Annuaire Minemet*, Groupe Imetal.
- *L'industrie des métaux non ferreux*, OCDE (annuel).
- « Matières premières minérales et énergétiques : quels enjeux », de A. Guillemin, *Futuribles*, n° 90, juillet-août 1985.
- *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 1884 du 25 juillet 1984 : « Le point sur la sidérurgie mondiale »; n° 1895 du 24 octobre 1984 : « Les industries de base en Europe »; « Les métaux de 1990 », n° 1982 du 9 juillet 1986; « Pléthore de matières premières », n° 2040 du 16 septembre 1987; « Évolution de la production et du marché de l'or depuis 1981 », n° 2044 du 14 octobre 1987; « Le marché de l'acier dans les pays de l'OCDE en 1987 et perspectives pour 1988 », n° 2067 du 23 mars 1988.
- « Les minerais et métaux non ferreux en 1987 », *Premiers résultats*, INSEE, n° 134, mai 1988.

13.2 MINÉRAIS ET MÉTAUX

PRODUCTION MONDIALE DE DIVERS MINÉRAIS EN 1986 [2]

(milliers de tonnes)

	Bauxite (a)	Fer (a)	Cuivre (b)	Étain (b)	Plomb (b)	Zinc (b)	Nickel (b)	Uranium (c)
Europe	10 588	62 000	906	8	587	1 390	38	3,7
dont : CEE à 12	3 607	20 000	53	5	194	677	10	3,2
France	1 379	12 000	-	-	3	39	-	3,2
Pologne	-	-	435	-	-	-	-	-
URSS	6 275	250 000	1 030	16	550	970	170	-
Asie	6 046	204 000	888	98	418	912	97	0,1
dont : Chine	(e) 2 200	143 000	210	22	(e) 185	(e) 220	22	-
Japon	-	-	35	-	40	222	-	-
Amérique	19 668	248 000	3 947	44	1 151	2 574	273	16,8
dont : États-Unis	453	40 000	1 151	-	349	216	-	4,9
Canada	-	37 000	768	-	349	1 287	174	11,7
Brésil	6 446	132 000	-	25	-	-	20	-
Afrique	16 136	54 000	1 312	6	229	282	59	12,1
dont : Afrique du Sud	-	25 000	-	2	96	104	30	4,6
Océanie	32 432	97 000	428	9	449	690	(d) 143	4,2
dont : Australie	32 432	94 000	-	9	-	690	78	4,2
Monde	91 145	914 000	8 511	181	3 384	6 818	780	36,9

(a) Minerai brut. (b) Métal contenu. (c) Milliers de tonnes d'uranium contenu dans les concentrés. À l'exclusion des pays à économie planifiée et de certains pays à économie de marché qui ne publient pas leur production. (d) Dont Nouvelle-Calédonie : 64 500 t. (e) Estimation.

PRODUCTION DE DIVERS MÉTAUX DANS LE MONDE EN 1986 [2]

(milliers de tonnes)

	Fonte	Acier	Aluminium
Europe	130 000	205 000	4 149
dont : CEE à 12	85 000	128 000	2 341
France	14 000	18 000	322
Pologne	9 500	17 000	-
URSS	114 000	161 000	2 350
Asie	161 000	205 000	1 556
dont : Chine	51 000	52 000	-
Japon	75 000	98 000	140
Amérique	73 000	126 000	5 786
dont : États-Unis	40 000	74 000	3 037
Canada	-	-	1 355
Brésil	16 000	21 000	-
Afrique	9 000	12 000	552
dont : Afrique du Sud	6 000	9 000	167
Océanie	6 000	7 000	1 111
dont : Australie	6 000	7 000	-
Monde	495 000	715 000	15 505

PROVENANCE DU MINÉRAI DE FER DE LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE EN 1986 [4]

	Milliers de tonnes	%
Métropole	8 204	33,6
dont : Lorraine	7 363	30,1
Importations	16 250	66,4
dont : Brésil	3 675	15,0
Australie	2 651	10,8
Suède	2 637	10,8
Mauritanie	2 445	10,0
Canada	2 349	9,6
Venezuela	931	3,8
Total	24 454	100,0

PRODUCTION MONDIALE DE POTASSE ET DE SEL (1986) [2]

(milliers de tonnes)

	Potasse	Sel
États-Unis	1 200	33 100
URSS	9 800	16 800
Chine	-	14 400
Canada	6 700	10 000
Inde	-	7 100
Allemagne (RD)	3 500	-
Allemagne (RF)	2 150	10 500
France	1 600	7 600
Royaume-Uni	400	7 100
Mexique	-	6 000
Australie	-	5 000
Italie	100	4 900
Pologne	-	4 100
Autres pays	2 550	42 600
Monde	28 000	169 200

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS FRANÇAISES D'ACIER EN 1986 [4]

(milliers de tonnes)

	Importations	Exportations
Par produit :	6 634	9 024
Tôles	2 217	2 796
Fils machine	476	1 196
Autres produits	3 941	5 032
Par pays :	6 634	9 024
Allemagne (RF)	1 527	1 470
Italie	955	1 549
États-Unis	ε	936
Belgique-Lux	2 852	839
Autres	1 300	4 230

13 INDUSTRIE

PRÉSENTATION

La production mondiale d'automobiles est dominée par un petit nombre de grandes firmes qui installent filiales ou usines de montage hors de leur pays d'origine. Derrière les États-Unis et le Japon, l'Allemagne fédérale et la France occupent les 3^e et 4^e places en ce qui concerne les *voitures particulières et commerciales*; le Japon reste, en 1986, le 1^{er} producteur de *véhicules industriels* suivi des États-Unis [1].

La Régie nationale des usines Renault est le principal constructeur français, au 7^e rang mondial en 1986, avant Peugeot-Talbot-Citroën au 8^e rang [1]. Elle représente, en 1987, 31 % des immatriculations totales françaises, les marques étrangères 36 % [1] [2].

En 1987, la France a exporté 55 % de sa production et s'est placée, avec 1,7 million de véhicules, après le Japon et l'Allemagne (RF), en tête des pays exportateurs [3].

Au début de 1986, le parc automobile mondial est estimé à 3 705 millions de voitures particulières et 113,3 millions de véhicules utilitaires. 25 % des véhicules en circulation dans le monde se trouvent dans l'Europe des Douze [1]. 22 millions de voitures particulières et commerciales (dont 10 % de véhicules « diesel ») circulaient en France au 1^{er} janvier 1988 sur un parc total de 26,2 millions de véhicules [4]. À cette date, 74,7 % des ménages disposaient d'une voiture particulière au moins : 52,3 % n'en possédaient qu'une et 22,4 % en possédaient plusieurs [5].

SOURCES

[1] « Statistiques automobiles 1986 », *L'Argus de l'automobile et des locomotions*, n° spécial, septembre-octobre 1987, p. 138 à 141 (annuel).

[2] « Autoportrait du marché français », *L'Argus de l'automobile et des locomotions*, 25 février 1988, n° 3081, p. 10.

[3] *Statistiques automobiles françaises année 1987*, Note de conjoncture décembre 1987 et document interne, Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles.

[4] *Parc automobile français au 1^{er} janvier 1988 et motorisation des ménages*, estimation CSCA, 27 avril 1988.

[5] « Enquête de conjoncture auprès des ménages : janvier 1988 », *Informations rapides*, série A, Résultats détaillés, INSEE, n° 66 du 18 mars 1988, p. 16.

DÉFINITIONS

● **Voiture particulière.** En principe, véhicule à moteur à 4 roues servant uniquement au transport des personnes, pouvant être une « berline » (2 ou 4 portes, 4 glaces), un « coupé » (2 portes, 2 glaces), un « cabriolet » (2 portes, capote repliable), une « limousine » (4 portes, 6 glaces). On trouve aussi « voiture de tourisme ».

● **Voiture commerciale.** Voiture dérivée d'une voiture particulière avec siège arrière rabattable pour le transport des marchandises et hayon à l'arrière (dans le langage courant « break »). Les voitures commerciales sont le plus souvent comptées avec les voitures particulières, même si ce n'est pas explicité.

● **Véhicule utilitaire ou industriel.** Véhicule servant uniquement au transport des marchandises. On distingue les « fourgonnettes », les « camionnettes », les « camions ». Les statistiques spécialisées distinguent d'autre part les « tracteurs routiers », châssis-cabine servant à tracter une semi-remorque, les « véhicules spéciaux », matériel de voirie, d'incendie, de chantier, d'ambulance, les « autocars et autobus » (8 à 65 places assises).

● **PTMA :** poids total maximum autorisé.

● **Petites collections.** Pièces détachées de voiture complète, expédiées pour montage à l'étranger. Il est vraisemblable qu'elles sont comptées deux fois dans certaines statistiques internationales, au pays de production et au pays de montage.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'automobile européenne confrontée à la double offensive américaine et japonaise », par G. Senges, *Transports*, n° 317, septembre 1986.

● « Le renouveau de l'industrie automobile », *Le Monde, Dossiers et Documents*, n° 139, novembre 1986.

● « L'avenir de l'industrie automobile mondiale : quelle stratégie ? » par A. Bonfour, *Notes et Études documentaires*, la Documentation française, n° 4 831, juin 1987.

● « L'industrie automobile française », *Économie et géographie*, n° 246, juin 1987, ETP, 31, av. Pierre-de-Serbie, 75116 Paris.

● « Autoportrait : marché et parc français de véhicules industriels au début de 1988 », *L'Argus de l'automobile*, n° 3086, 31 mars 1988.

13.3 AUTOMOBILE

PRODUCTION MONDIALE D'AUTOMOBILES (1984-1985-1986) [1] (millions de véhicules)

	1984		1985		1986	
	VP	VI	VP	VI	VP	VI
Allemagne (RF).....	3,79	0,30	4,17	0,28	4,31	0,29
France.....	2,71	0,35	2,63	0,38	2,77	0,42
Italie.....	1,44	0,16	1,39	0,18	1,65	0,18
Grande-Bretagne.....	0,91	0,22	1,05	0,26	1,02	0,23
Espagne.....	1,18	0,13	1,23	0,19	1,28	0,25
URSS.....	1,27	0,88	1,26	0,87	1,29	0,88
États-Unis.....	7,77	3,15	8,19	3,47	7,83	3,49
Canada.....	1,02	0,81	1,07	0,86	1,06	0,79
Japon.....	7,07	4,39	7,65	4,62	7,81	4,45
Monde (a).....	30,82	11,45	32,37	12,28	33,06	12,16

(a) Y compris pays non cités ici, mais sans la Chine. VP = voitures particulières VI = véhicules industriels.

LES DIX PRINCIPAUX CONSTRUCTEURS MONDIAUX (1986) [1] (millions de véhicules)

1. General Motors (États-Unis).....	6,86	6. Chrysler Co.....	1,86
2. Ford Motor (États-Unis).....	4,14	7. Renault-RVI (France).....	1,79
3. Toyota (Japon).....	3,72	8. PSA Peugeot-Talbot-Citroën (France)....	1,73
4. Gr. Nissan (Japon).....	3,11	9. Ford Europe.....	1,57
5. Volkswagen-Audi (RFA).....	2,54	10. Fiat-Autobianchi-Lancia-Iveco (Italie).....	1,55

VOITURES PARTICULIÈRES IMMATRICULÉES EN FRANCE (1982-1986-1987) [1] [2]

	1982	1986	1987			1982	1986	1987	
	Milliers	Milliers	Milliers	%		Milliers	Milliers	Milliers	%
France.....	1 427	1 216	1 345	63,9	Allemagne (RF)....	362	392	422	20,0
Citroën.....	249	223	263	12,5	Audi.....	24	25	26	1,2
Peugeot.....	261	386	440	20,9	BMW.....	33	31	27	1,3
Renault.....	804	603	642	30,5	Ford Europe.....	133	131	143	6,8
Talbot.....	109	4	ε	ε	Mercedes.....	18	23	25	1,2
Grande-Bretagne..	32	40	42	2,0	Opel.....	52	91	97	4,6
Austin.....	25	33	31	1,5	Volkswagen.....	101	90	102	4,9
Rover.....	3	7	10	0,5	Japon.....	60	56	62	2,9
Italie.....	134	134	154	7,3	Honda.....	9	9	10	0,5
Alfa Romeo.....	32	17	18	0,8	Mazda.....	15	14	17	0,8
Autobianchi.....	10	9	8	0,4	Nissan.....	18	17	18	0,8
Fiat.....	84	96	116	5,5	Toyota.....	14	13	14	0,7
Lancia.....	8	10	11	0,5	Autres pays.....	41	74	81	3,8
					Lada (URSS).....	24	21	23	1,1
					Volvo (Suède)....	11	19	19	0,9
					Total.....	2 056	1 912	2 106	100,0

PRODUCTION — IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — IMMATRICULATIONS — LIVRAISONS NATIONALES AU MARCHÉ INTÉRIEUR (LNMI) DES PRINCIPAUX PAYS CONSTRUCTEURS (1987) [3] (millions de véhicules)

	Production		(c) Importations		Exportations		Immatriculations		(c) LNMI	
	VP	VU	VP	VU	VP	VU	VP	VU	VP	VU
Allemagne (RF).....	4,37	0,26	1,31	0,06	2,45	0,16	2,92	0,15	1,72	0,11
France.....	(a) 3,05	0,44	1,00	0,18	(a) 1,68	0,17	2,11	0,42	1,25	0,30
Italie.....	1,71	0,20	...	...	0,64	0,12	1,98	...	1,05	0,06
Grande-Bretagne.....	1,14	0,25	1,07	0,12	0,23	0,06	2,01	0,31	0,83	0,18
États-Unis.....	7,10	3,81	4,69	1,37	0,60	0,31	(b) 10,28	4,91	7,18	3,22
Japon.....	7,89	4,36	0,07	ε	4,51	1,80	3,27	2,74	3,24	2,42

(a) Non compris les petites collections. (b) Pour les États-Unis il s'agit des ventes. (c) 1986. VP = voitures particulières. VU = véhicules utilitaires.

PARC D'AUTOMOBILES EN FRANCE (au 1^{er} janvier 1988) [4] (milliers de véhicules)

VP et commerciales.....	21 970	2,5 à 5 tonnes de PTMA.....	944
soit : 5 CV et moins.....	7 491	plus de 5 à moins de 12 tonnes de PTMA.....	138
6 à 10 CV.....	13 095	12 tonnes et plus de PTMA.....	185
11 CV et plus.....	1 384	Tracteurs routiers.....	141
VU.....	4 017	Autocars-autobus.....	65
soit : moins de 2,5 tonnes de PTMA.....	2 750	Total général.....	26 193

13 INDUSTRIE

PRÉSENTATION

La France vient au 10^e rang pour la production de filés de coton dans le monde avec, en 1986, 193 milliers de tonnes et au 4^e rang mondial pour les filés de laine avec une production de 93 milliers de tonnes [1].

Le classement des pays consommateurs de coton brut suit celui des pays producteurs de filés de coton [2].

En 1987, les principaux fournisseurs de la France en coton brut sont l'URSS, les États-Unis et le Burkina-Faso représentant respectivement 41 %, 17 % et 4 % des importations françaises [3].

La France est largement dépendante des importations pour les matières premières traditionnelles, mais elle participe de façon plus équilibrée aux échanges internationaux de fils ou fibres de *textiles artificiels et synthétiques* [4].

L'analyse de la production de tissus est rendue délicate par la pratique largement répandue aujourd'hui de tissus obtenus par mélanges de diverses fibres, mais fait apparaître que le coton reste prédominant, représentant 80 % du tonnage total produit. 43 % des livraisons représentent des tissus d'habillement [2].

SOURCES

[1] *Bulletin mensuel de statistique*, Nation unies, vol. XL, n° 12, décembre 1987, tabl. 22 et 25.

[2] *Industrie cotonnière française. Statistiques 1986*, Industrie française du coton et des fibres alliées, 11^e année, n° 2, p. 3, 4, 16 et 17 (annuel).

[3] *Industrie cotonnière française. Commerce extérieur statistique 1987*, Industrie française du coton et des fibres alliées, 12^e année, n° 1, p. 7, 8, idem 1986.

[4] *Annuaire de statistique industrielle 1987 et 1988*, ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme - SESSI (à paraître).

DÉFINITIONS

● **Textiles artificiels.** Textiles fabriqués à partir de produits naturels (à base de cellulose) traités par des produits chimiques et des solvants. Les principaux textiles artificiels sont, en filaments continus, la rayonne, en fibres discontinues, la fibranne.

● **Textiles synthétiques ou non cellulosiques.** Textiles extraits de polymères synthétiques obtenus à partir de la houille et du pétrole. Les noms commerciaux les plus connus sont nylon, perlon, terylène, orlon, rilsan, tergal, rhovyl, etc.

● **Métis.** Mélange à parts sensiblement égales de coton et de lin.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « CIRFS », Informations sur les textiles synthétiques et cellulosiques, Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques (annuel).

● Union des industries textiles : *Statistique générale de l'industrie textile française* (annuel); *L'industrie textile française* (annuel).

● « Étude sectorielle : industrie textile 1983-1985 », direction des Études de la Banque de France, direction de la Centrale des Bilans.

● Le textile-habillement, *Collection chiffres et documents (série Industries)*, SESSI, ministère de l'Industrie, 1987.

● « L'industrie de l'habillement, l'innovation face à la crise », *Notes et études documentaires*, n° 4852, La Documentation française, 1988.

● « L'industrie cotonnière française en 1987 », rapport annuel du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, 1988 (à paraître).

13.4 TEXTILES

PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE TEXTILES DE COTON ET DE LAINE (1986) [1] (milliers de tonnes)

Filés de coton		Filés de laine	
Chine.....	3 615,6	Royaume-Uni.....	148,2
URSS (1983).....	1 658,4	Chine.....	139,6
Inde.....	1 262,4	Japon.....	103,1
États-Unis (1983).....	1 064,4	France.....	92,6
Pakistan.....	477,6	Belgique.....	86,2
Japon.....	445,2	Pologne.....	82,3
République de Corée.....	272,4	RFA.....	55,2
Égypte.....	249,6	Yougoslavie.....	51,7
Allemagne (RF).....	205,2	République de Corée.....	48,1
France.....	193,2	RDA.....	36,8
Pologne.....	193,2		

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES DE COTON BRUT (août 1985-juillet 1986) [2] (milliers de tonnes)

	Production	Consommation		Production	Consommation
Amérique du Nord.....	3 254	1 671	Europe.....	255	2 063
dont : États-Unis.....	2 925	1 391	dont : Italie.....	-	255
Mexique.....	208	147	Allemagne (RF).....	-	205
Amérique du Sud.....	1 280	929	Portugal.....	-	165
dont : Brésil.....	810	610	Grèce.....	168	163
Argentine.....	114	117	France.....	-	146
Colombie.....	113	59	Espagne.....	72	112
Asie, Océanie.....	8 561	8 759	Europe des Douze.....	240	1 169
dont : Chine (Rép. populaire)...	4 147	3 876	Pologne.....	-	158
Inde.....	1 955	1 558	Yougoslavie.....	-	130
Japon.....	-	685	Afrique.....	1 244	674
Pakistan.....	1 200	545	dont : Égypte.....	432	279
Turquie.....	516	455	URSS.....	2 585	2 090
Corée du Sud.....	-	362	Monde :		
Taïwan.....	-	330	1984-1985.....	19 029	15 343
			1985-1986.....	17 179	16 186

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DES MATIÈRES PREMIÈRES TEXTILES (FRANCE 1986) [4] (milliers de tonnes)

	Import.	Export.
Jute.....	4,1	-
Sisal.....	18,6	-
Lin.....	23,8	120,5
Chanvre.....	1,5	-
Coton.....	202,2	15,8
Laine.....	116,6	92,0
Soie.....	0,7	0,2
Fils artificiels continus.....	24,6	10,4
Fibres artif. discontinues.....	24,3	12,1
Fils synthétiques continus.....	90,3	55,1
Fibres synthét. discontinues....	127,4	81,9

PRINCIPAUX FOURNISSEURS DE LA FRANCE EN COTON BRUT [3] (milliers de tonnes)

	1986	1987
URSS.....	48,1	72,5
États-Unis.....	12,1	30,3
Burkina-Faso.....	6,2	7,6
Pakistan.....	10,5	7,4
Côte-d'Ivoire.....	8,7	6,3
Mali.....	9,4	5,4
Cameroun.....	5,1	5,1
Iran.....	0,9	4,5
Rép. centrafricaine.....	5,1	4,3
Turquie.....	3,9	3,9
Total des importations.....	161,7	178,1

Classement effectué à partir des données de 1987.

PRODUCTION DE TISSUS EN FRANCE (1986) [2] (milliers de tonnes)

Habillement (sauf velours).....	81,9	Ameublement (sauf velours).....	19,0
dont : Tissus au mètre.....	3,3	dont : Doubles-rideaux.....	8,1
Vêtements de ville, hommes.....	25,1	Literie et couchage coutil.....	4,8
Vêtements de ville, femmes.....	18,7	Tissus d'extérieur (bâches, voiles, etc.).....	5,6
Vêtements de travail.....	10,3	Velours.....	13,6
Lingerie féminine.....	4,9	dont : Habillement.....	12,4
Doublure.....	4,9	Ameublement.....	1,1
Linge de maison.....	42,4	Tissus techniques et industriels.....	19,4
dont : Linge de lit.....	33,5	dont : Tissus supports d'enduction.....	4,0
Linge de table.....	1,8	Tissus pour chaussures, pantoufles.....	1,2
Linge de toilette bouclé.....	5,1	Autres tissus techniques.....	7,7
Couvertures et molletons.....	0,2	Tissus non ventilés.....	10,2
		Total.....	192,3

14 SECTEUR TERTIAIRE

PRÉSENTATION

En 1983, le commerce proprement dit comptait 80 756 entreprises de gros et 425 313 entreprises de détail [1]. Le nombre d'établissements au 1^{er} janvier 1986 employant au moins un salarié, atteint 70 330 unités pour le commerce de gros et 209 796 pour le commerce de détail [1].

La population active vivant du commerce est passée de 2 501 000 en 1981 à 2 535 000 en 1986, soit 11,9 % de la population active totale occupée [1][2]. Au 1^{er} janvier 1988, le parc des hypermarchés s'élève à 687 magasins qui occupent une surface de vente de 3,55 millions de m²; le nombre des supermarchés est de 5 773 magasins couvrant une surface de vente de 4,71 millions de m² [3].

En 1987, les achats des ménages (ou consommation commercialisable) s'élèvent à 1 610 milliards de F. Ils s'effectuent à raison de 80 % par le commerce de détail [3]. Dans le commerce de détail alimentaire, les grandes surfaces (surtout les hypermarchés) ont augmenté leur part de marché au détriment des magasins populaires et des petites surfaces [3].

Le chiffre d'affaires du commerce de détail atteint 1 151 milliards de F en 1986, hors TVA, contre 1 087 en 1985. Celui du commerce de gros, hors TVA, passe de 1 724 milliards de F en 1985 à 1 739 milliards en 1986 [2].

La valeur ajoutée du commerce représente, en 1986, 11,8 % du produit intérieur brut marchand [1].

SOURCES

[1] *La France des commerces 1987*, ministère du Commerce, de l'Artisanat et des Services, p. 5, 6, 10 et 11.

[2] « Le commerce en 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 146, octobre 1987, p. 51, 54, 152 et 157.

[3] « Le commerce en 1987 : croissance et disparités », *Premiers résultats*, INSEE, n° 121, février 1988.

DÉFINITIONS

● **Consommation commercialisable des ménages.** Elle ne retient que les achats susceptibles de s'adresser au commerce de détail. Outre l'ensemble des services, en sont exclus l'eau, le gaz de ville, l'électricité et les automobiles.

● **Supérette.** Sa surface de vente a moins de 400 m², et les produits alimentaires représentent plus des deux tiers des ventes.

● **Magasin populaire.** Sa surface de vente a moins de 400 m², et les produits alimentaires constituent entre un tiers et deux tiers des ventes.

● **Supermarché.** Sa surface de vente est comprise entre 400 et 2 500 m².

● **Hypermarché.** Sa surface de vente est supérieure à 2 500 m².

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Les indicateurs conjoncturels d'activité dans le commerce et les services marchands », *Bloc-Notes* de l'Observatoire économique de Paris, INSEE, décembre 1986, n° 12, p. I à XIX.

● « Circuits de grande distribution et marges commerciales », *Archives et Documents*, INSEE, n°s 217, 218, 219, octobre-novembre 1987.

● *Économie et statistique*, INSEE : « Commerce non alimentaire : la grande distribution s'en mêle » par L. Bisault, n° 204, novembre 1987; « La croissance du commerce en 1987 : toujours les hypermarchés », n° 209, avril 1988.

● *Informations rapides*, INSEE, série D : Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce de détail; Enquête bimestrielle dans le commerce de détail.

● « Aspects sectoriels du commerce », *Premiers résultats*, INSEE, n° 137, mai 1988.

14.1 COMMERCES

POPULATION ACTIVE TOTALE DU COMMERCE (moyennes annuelles) [2]

	(milliers)			
	1984	1985	1986	dont salariés
Commerce de gros	947,6	939,9	940,9	865,0
Alimentaire.....	290,2	285,9	283,6	252,2
Non alimentaire.....	657,4	654,0	657,3	612,8
Commerce de détail	1 595,4	1 582,0	1 594,0	1 123,6
Alimentaire.....	667,5	663,9	672,9	510,6
Non alimentaire.....	927,9	918,1	921,1	613,0
Ensemble du commerce (y compris intermédiaires du commerce)	2 543,0	2 521,9	2 534,9	1 988,6

LES PARTS DE MARCHÉ DES FORMES DE VENTE AU DÉTAIL [3]

	(%)					
	Ensemble des produits commercialisables		Produits alimentaires		Produits non alimentaires	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987
Grandes surfaces alimentaires du commerce de détail.....	22,9	24,6	43,1	45,7	11,6	12,6
dont : hypermarchés.....	13,7	15,1	21,4	23,5	9,3	10,3
supermarchés.....	9,2	9,5	21,7	22,2	2,3	2,3
Magasins populaires (sauf hypermarchés leur appartenant).....	1,8	1,7	3,0	2,9	1,1	1,1
Petites surfaces alimentaires succursalistes et coopératives.....	2,4	2,3	5,2	4,9	0,8	0,8
Commerce de détail non alimentaire non spécialisé.....	3,5	3,5	0,7	0,7	5,1	5,1
dont : grands magasins.....	1,7	1,7	0,6	0,6	2,3	2,3
Ensemble des ventes du commerce de détail non spécialisé de grande surface ou concentré	30,6	32,1	52,0	54,2	18,6	19,6
Petites surfaces alimentaires indépendantes.....	4,1	3,9	10,7	10,1	0,4	0,4
Commerce des viandes.....	4,9	4,7	13,5	13,1	-	-
Commerce de détail alimentaire spécialisé.....	3,5	3,4	9,7	9,2	0,1	0,1
Pharmacies.....	5,1	5,1	0,3	0,2	7,8	7,8
Autres commerces spécialisés non alimentaires.....	30,8	30,5	0,3	0,3	47,9	47,6
Ensemble des ventes du commerce de détail spécialisé, et commerce de détail non spécialisé de petite surface non concentré	48,4	47,6	34,5	32,9	56,2	55,9
Ventes totales du commerce de détail	79,0	79,7	86,5	87,1	74,8	75,5
Achats effectués en dehors du commerce de détail (a).....	21,0	20,3	13,5	12,9	25,2	24,5
Ensemble des ventes au détail	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Boulangerie-pâtisserie, commerce de gros, commerce de l'automobile, autres prestataires de services et ventes directes des producteurs.

PARC DES GRANDES SURFACES DE L'ALIMENTATION GÉNÉRALE (aux 1^{er} janvier 1987 et 1988) [3]

	Nombre de magasins		Surface de vente en milliers de m ²	
	1987	1988	1987	1988
Hypermarchés	645	687	3 379	3 549
Sociétés d'hypermarchés.....	253	262	1 732	1 786
Succursalistes.....	190	195	935	963
Grands magasins - magasins populaires.....	23	26	98	107
Indépendants.....	179	204	614	693
Supermarchés	5 496	5 773	4 515	4 714
Succursalistes.....	1 732	1 781	1 508	1 535
Indépendants.....	3 764	3 992	3 007	3 179

14 SECTEUR TERTIAIRE

PRÉSENTATION

Le secteur tertiaire tient une place prépondérante dans le développement économique. Aux activités associées à la production, comme les transports et le commerce, s'ajoutent les services (marchands ou non marchands). Les services non marchands (défense, enseignement public, police...) sont financés par l'impôt. *Les services marchands* sont vendus par des prestataires au profit d'entreprises ou de particuliers. Le domaine est très diversifié et encore mal connu, mais l'enquête annuelle dans les services couvre la plus grande partie du champ.

En 1986, les services, au travers des 61 secteurs interrogés, représentent 481 000 entreprises employant 2 400 000 personnes, qui ont réalisé 741 milliards de F de chiffre d'affaires et dégagé 368 milliards de valeur ajoutée. L'investissement est réalisé à 46 % par le seul secteur de la « location de logements », tandis que les autres « gros investisseurs » (hôtellerie, restauration) réalisent chacun moins de 5 % de l'investissement total.

Si le salaire horaire moyen s'établit à 54 F, il est inférieur à 40 F pour de nombreux services rendus aux ménages (hôtellerie, coiffure...) et supérieur en général à 65 F dans les cabinets d'étude; il dépasse 100 F dans la production de films [1].

Les différents secteurs ont des niveaux de concentration inégaux : elle est faible pour les salons de coiffure et débits de boissons et forte pour les cabinets d'études techniques.

On remarque la place occupée par le secteur « restaurants et cafés-restaurants » : 14 % des entreprises, 11 % des emplois et 8 % du chiffre d'affaires [1].

SOURCES

[1] « Les services en 1986 d'après l'enquête annuelle d'entreprise », par Lionel de Boisdeffre. *Premiers résultats*, INSEE, n° 116, février 1988, p. 1 à 3.

DÉFINITIONS

● **Services marchands.** Ils constituent la branche U10 de la comptabilité nationale et se composent de quatre branches :

- la branche T29 « Commerce et réparation automobile » comprenant également la vente au détail de carburants et de lubrifiants;
- la branche T30 « Hôtels, cafés, restaurants » incluant les services des traiteurs et la restauration collective;
- la branche T33 « Services rendus principalement aux entreprises » qui est très hétérogène. Elle comprend la récupération, les holdings, l'enseignement et la recherche marchande, les locations et le crédit-bail mobiliers, la promotion immobilière, les services des administrateurs de biens et des agents immobiliers, ceux des auxiliaires financiers et d'assurances et enfin les services d'études, conseils, assistance. Ces derniers incluent les services d'ingénierie, de travaux informatiques, d'architectes, de géomètres, de métreurs, les conseils juridiques, les services comptables, la publicité, les travaux et services divers rendus aux entreprises (notamment le gardiennage) et le travail intérimaire;
- la branche T34 « Services rendus aux particuliers » incluant les activités de santé (hôpitaux, cliniques, médecine ambulatoire...), l'action sociale marchande, les services récréatifs, culturels et sportifs (services cinématographiques, radio-télévision, théâtres, services récréatifs) et les services divers (blanchisserie, coiffure, services funéraires, les services d'assainissement et de nettoyage industriel).

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Biens et services dans les pays de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE*, n° 8, 1987.
- « Les services funéraires : permanences et évolutions », par A. Barrau, *Économie et statistique*, INSEE, n° 198, avril 1987.
- « Le tertiaire », *Écoflash*, INSEE-CNDP, n° 18, mai 1987.
- « L'expansion des services à productivité stable », *Futuribles*, n° 112, juillet-août 1987.
- « Emploi : le mirage des services », *Le nouvel économiste*, n° 625, janvier 1988.

14.2 SERVICES

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES 61 SECTEURS DU CHAMP DE L'ENQUÊTE ANNUELLE D'ENTREPRISE DANS LES SERVICES EN 1986 [1]

(Entreprises et personnels en unités, autres en millions de F)

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée
Récupération de ferrailles et métaux non ferreux..	4 294	12 675	4 524	15 434	2 737
Récupération de produits divers	1 306	6 372	1 358	4 290	1 228
Réparation de chaussures et articles en cuir	5 278	2 378	5 638	1 006	627
Réparation d'appareils électriques ménagers	5 280	7 180	6 053	3 201	1 444
Réparation de montres et horloges de bijouterie ..	1 131	314	1 190	189	113
Réparations non désignées ailleurs.....	1 971	3 913	2 166	1 363	711
Restaurants et cafés-restaurants.....	65 935	179 577	85 115	58 905	26 516
Cantines	260	1 541	170	427	140
Traiteurs	969	45 743	1 106	10 723	4 934
Débits de boissons (sans spectacle).....	47 097	21 064	52 689	13 562	6 362
Cafés-tabacs	14 562	13 158	18 668	8 178	4 312
Débits de boissons avec spectacle.....	2 655	11 155	3 307	2 964	1 575
Cafés associés à une autre activité	6 882	2 514	7 777	3 090	970
Hôtels avec restaurant.....	21 621	97 829	28 931	34 173	16 504
Hôtels sans restaurant.....	9 732	24 591	10 568	7 453	4 365
Agences de voyage	1 688	21 969	1 689	22 437	4 362
Cabinets d'études techniques.....	15 099	94 532	16 105	52 536	23 819
Cabinets d'études économiques et sociologiques..	2 540	20 799	2 430	5 219	2 782
Cabinets d'études informatiques et d'organisation .	13 606	75 763	13 913	36 988	19 721
Travaux à façon informatiques.....	3 288	38 970	3 303	18 481	9 098
Cabinets d'architecte	18 798	22 699	20 892	12 184	7 344
Cabinets de métreur et géomètre.....	4 845	11 379	5 433	3 551	2 586
Cabinets de conseils en information et doc.....	3 678	10 255	4 057	5 465	2 408
Cabinets juridiques et offices publics et min.....	20 082	81 384	26 567	29 625	21 849
Cabinets d'expertise comptable et d'analyse fin...	13 136	82 114	13 070	24 709	19 021
Créateurs et intermédiaires en publicité	9 207	52 050	9 860	45 992	10 325
Régies publicitaires.....	1 026	18 345	1 054	24 057	4 833
Travaux à façon divers	7 342	12 505	7 950	5 372	2 921
Prestation temporaire de personnel	729	132 642	611	20 627	18 890
Services divers rendus aux entreprises.....	18 530	133 546	28 161	40 353	22 056
Auxiliaires d'assurances.....	22 576	43 486	26 852	17 065	11 525
Promotion immobilière.....	3 004	14 766	2 707	19 199	4 298
Promotion en infrastructure.....	1 539	3 950	1 523	7 105	2 345
Supports juridiques de programmes.....	250	145	283	481	79
Administration d'immeubles.....	4 309	25 207	3 910	8 368	5 142
Administration d'infrastructures	599	4 711	400	2 631	1 438
Agences immobilières	16 248	29 554	18 001	18 314	7 529
Location de machines et équipements agricoles...	2 717	371	2 581	386	204
Location de matériel pour le bâtiment et les t. p...	774	4 830	766	3 040	1 448
Location de matériel de bureau	124	5 753	87	9 163	5 117
Location de voitures particulières	444	4 508	384	3 409	1 996
Location de wagons	388	457	361	1 175	456
Location de biens de consommation	1 670	11 471	1 855	4 257	2 900
Location d'autres biens d'équipement.....	1 029	3 302	1 138	2 987	1 926
Location de logements	4 045	76 859	2 409	57 702	31 278
Location d'immeubles industriels et commerciaux..	7 627	5 795	7 287	5 878	3 977
Production de films.....	1 247	24 192	1 344	5 862	3 320
Distribution de films	207	1 820	185	2 823	1 067
Gestion de salles de cinéma	1 092	7 062	1 202	3 191	1 109
Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail.....	10 294	16 470	12 088	4 056	2 304
Blanchisserie et teinturerie de gros	388	8 378	382	1 802	1 170
Salons de coiffure.....	50 655	90 169	56 376	15 270	10 918
Esthétique corporelle	6 427	3 284	6 737	1 395	568
Services funéraires	2 137	15 327	2 396	5 098	2 507
Studios de photographie.....	4 396	4 137	5 317	3 219	1 046
Services personnels divers.....	5 904	2 555	6 096	1 017	567
Services de nettoyage.....	6 774	168 118	7 457	15 543	12 739
Enlèvement des ordures	448	16 281	400	5 018	3 139
Autres services d'assainissement	757	8 779	812	2 733	1 689

14 SECTEUR TERTIAIRE

PRÉSENTATION

La France, bien placée quant à l'intensité de son trafic postal, venait, en 1986, en Europe, au 3^e rang derrière l'Allemagne (RF) pour le nombre absolu d'envois postaux [1]; son chiffre d'affaires s'élève à 60 milliards de F.

En ce qui concerne la densité de son réseau de téléphones en service, la France était, en 1986, au 4^e rang au sein de l'OCDE, rattrapant le retard qu'elle avait accumulé ces dernières années; elle se situe désormais parmi les pays les mieux équipés d'Europe et devance le Japon, derrière la Suède, les États-Unis, la République Fédérale Allemande [1]. En dix ans, le nombre de lignes principales a plus que triplé (23 millions fin 1985 contre 7 fin 1975).

En 1986, l'équipement téléphonique est assez homogène, même si la France du Sud-Est est relativement mieux dotée que celle du Nord-Est, la densité pour 100 habitants s'élève à 41,4 [3].

Le trafic postal s'est intensifié par rapport à 1985; le nombre moyen de dépôt par habitant est passé de 175 à 187; les disparités entre les régions se sont accusées au profit de l'Île-de-France, du Nord - Pas-de-Calais et de l'Alsace [3].

Le parc de Minitel fin 1986 s'élève à 2,2 millions d'appareils contre 1,3 million l'année précédente [2].

DÉFINITIONS

● **Envois postaux.** Les données de l'Union postale universelle (UPU), citées par l'ONU, comprennent les lettres (ordinaires, par avion et recommandées), cartes postales, imprimés, échantillons, petits paquets, mais non les colis.

● **Objets déposés.** Les données du ministère des PTT reprises ici totalisent les lettres de moins et plus de 20 grammes, les cartes postales, les plis non urgents et les paquets ordinaires et recommandés. L'écart avec les données de l'UPU correspond à l'exclusion des périodiques et des plis de service.

● **Téléphones en service.** La statistique de l'UIT citée par l'ONU ainsi que celle du ministère des PTT citée par l'INSEE couvrent les postes, publics ou privés, d'entreprises, d'administrations ou de particuliers, pouvant être reliés à un bureau central. Celle du ministère des PTT citée par l'INSEE est relative aux abonnements principaux.

● **Taux de couverture des raccordements.** Il est calculé en rapportant le nombre de raccordements effectués à la somme des demandes en instance à la fin de l'année précédente et des demandes nouvelles de l'année.

SOURCES

[1] *Messages*, ministère des P. et T., service de l'information et de la communication, numéro spécial, janvier 1988, p. 78-79, 128-129.

[2] *Statistique annuelle 1986*, Vue d'ensemble, ministère des P. et T., direction générale des Télécommunications, p. 53.

[3] « Statistiques et indicateurs des régions françaises », édition 1988, *Les Collections de l'INSEE* (à paraître).

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Statistiques des services postaux*, Union internationale des Télécommunications (annuel).

● *The World's Telephones*, American Telephone and Telegraph Company, New York.

● *Statistiques*, direction générale des Postes (annuel).

● « L'Europe des télécommunications » *Problèmes économiques*, n° 2004 du 24 décembre 1986.

● *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, chap. L-06.

● « Les services financiers de la poste » *Économie et Prévision*, Direction de la Prévision, n° 79, 1987.

● « Résultats 1987 et objectifs 1988 de la Poste et de France Télécom », *France Télécom*, ministère des P et T, n° 52, février 1988.

14.3 POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA POSTE EN EUROPE EN 1986 [1]

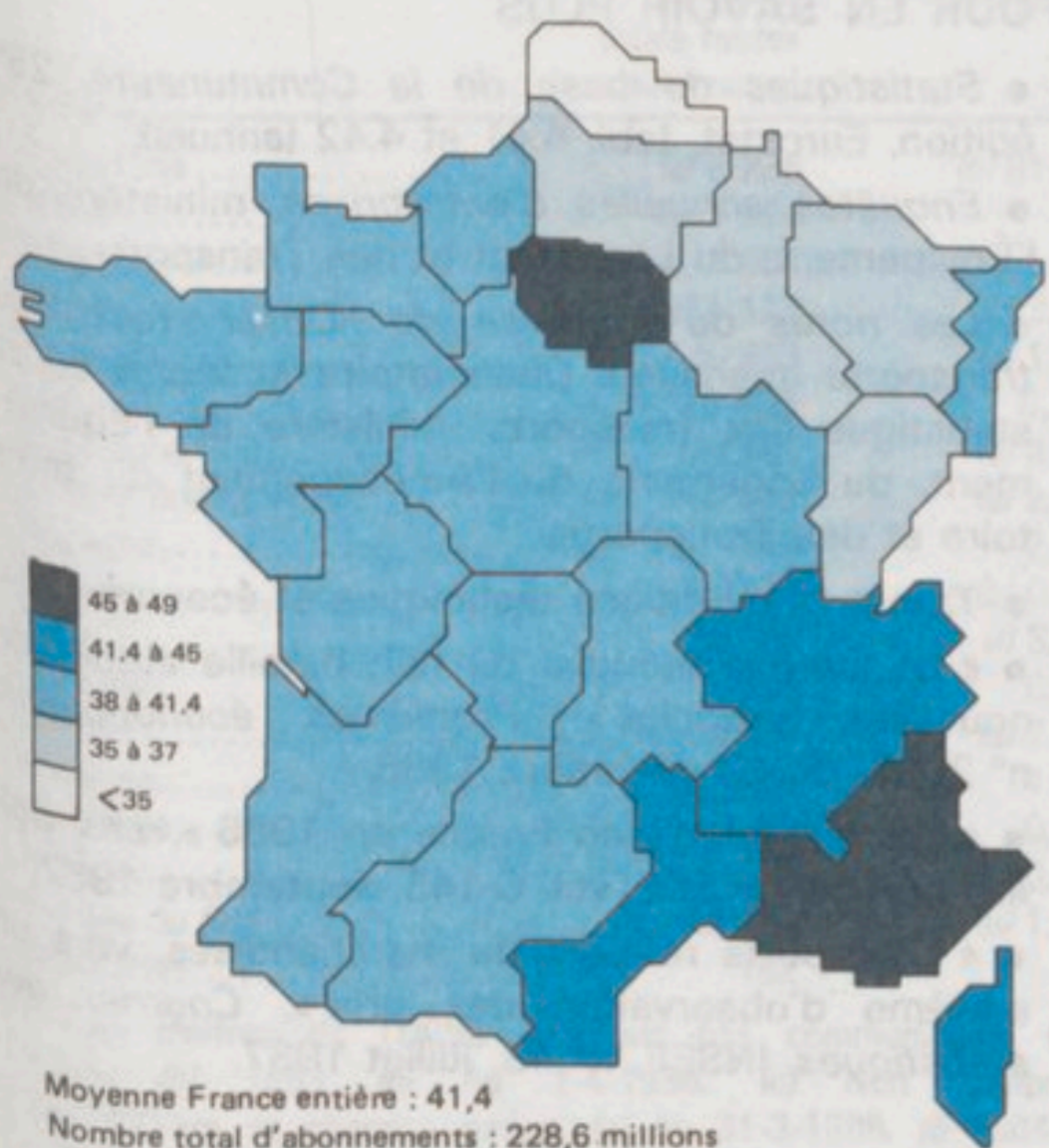
	Bureaux de poste + agences		Nombre d'hab./ bureau	Chiffre d'affaires (milliards F)	Gestion Investissement (milliards F)	Objets (milliards)	Trafic Lettres (milliards)	Services financiers Nombre de CCP (millions)
	Agences	Bureaux de poste (unités)						
France		17 187	3 255	60	2,7	16,5	3,8	8,1
Belgique.....		2 600	5 375	7,1	0,8	2,6	0,7	1,2
Grèce (a).....	304	905	...	0,9	0,3	0,4	0,3	ε
RFA.....		17 837	3 460	(b) 268	(b) 65	13,0	12,8	4 500
Luxembourg		111	3 400	1,7	0,1	0,2	0,1	0,1
Italie.....		14 320	4 000	5,0	2,0	12,0	6,8	0,5
Danemark.....	1 300	3 800	3 950	14,0	1,4	2,2	1,2	0,5
Espagne.....		12 430	2 985	4,8	0,1	4,6	2,4	7,5
Irlande.....	1 300	3 800	3 950	1,8	1,3	0,4	0,4	ε
Pays-Bas.....		2 600	5 600	10,5	0,7	4,8	1,4	—
Portugal.....		1 060	1 052	0,8	0,1	0,5	0,5	—
Royaume-Uni	3 000	19 708	2 500	33,0	1,2	12,0	11,5	2,0

(a) 1985.(b) Chiffre global postes et télécommunications.

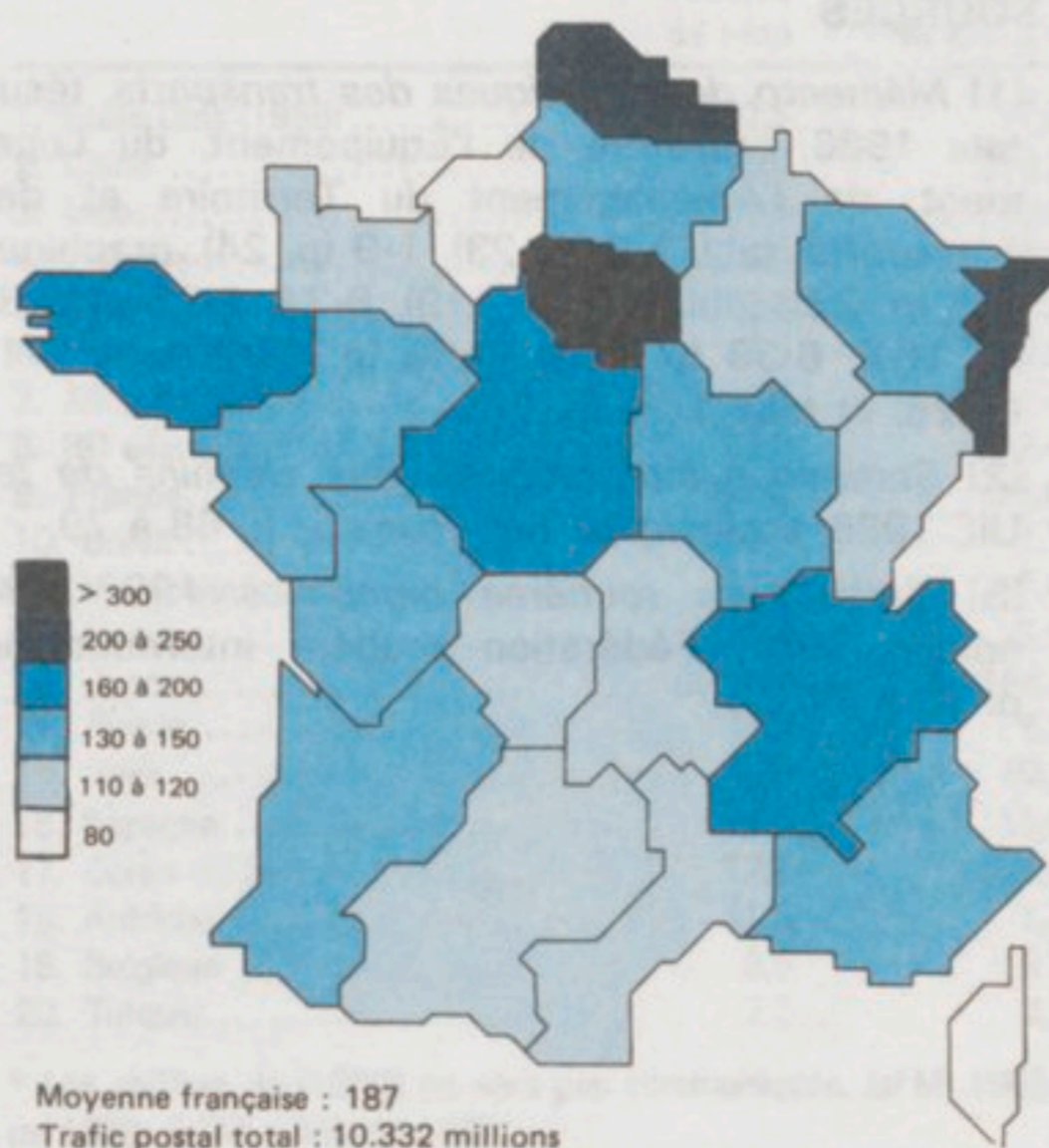
LE TÉLÉPHONE DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE [1]

	Nombre total (millions)	Abonnés Densité/ 100 hab.	Communic. Nombre annuel (milliards)	Prix d'instal. d'une ligne téléphonique (FF)	Recettes d'exploitation	
					Total (milliards FF)	Part du téléphone (%)
France	23,9	42,6	27,0	250,0	91,0	74,0
Pays-Bas	6,0	41,3	6,2	660,0	20,1	92,0
RFA.....	26,8	43,5	29,0	207,4	110,1	80,6
Royaume-Uni	21,0	36,9	25,5	95,0	95,4	81,9
Suède.....	5,4	64,0	33,0	460,0	16,0	60,0
Japon.....	46,8	38,4	71,8	3 028,0	231,0	81,6
États-Unis	110,0	44,0	—	130,4	660,0	90 et +

ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUE EN 1986 [3]
(Densité pour 100 habitants)



TRAFIC POSTAL PAR RÉGION EN 1986 [3]
(Dépôts par habitant : lettres + paquets)



15 TRANSPORTS

PRÉSENTATION

Le *trafic kilométrique* total de marchandises, en 1986, est resté stable par rapport à 1985. Toutefois le trafic ferroviaire a diminué de 7 % en un an [1].

Le tonnage transporté par route représente huit fois celui du rail. En ce qui concerne le trafic kilométrique, ce rapport tombe à 1,8; les produits agricoles et alimentaires prennent plus facilement la route, de même pour les matières premières et les produits manufacturés. Les produits énergétiques empruntent à part égale le rail et la route [1].

En région parisienne, les transports RATP (métro et RER) et SNCF-banlieue de Paris sont comparables en nombre de voyageurs-km; mais en nombre absolu de voyageurs, la RATP en transporte trois fois plus que cette dernière [1].

Parmi les pays membres de l'Union Internationale des Chemins de fer, la France arrive au 9^e rang en 1986 pour le trafic kilométrique de marchandises et au 4^e rang après la Chine, l'Inde et le Japon pour le trafic kilométrique des voyageurs [2].

La France est au premier rang des pays d'Europe pour la longueur de son réseau routier, avec 805 000 km de routes. Elle se classe au 4^e rang mondial après les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada pour les autoroutes (6 300 km) [3].

DÉFINITIONS

● **Transports routiers.** Alors que pour les autres modes de transports, gérés par des entreprises centralisées, les statistiques sont de bonne qualité, pour les transports routiers de marchandises, effectués par de nombreuses petites entreprises, les statistiques résultent d'enquêtes par sondage qui sous-estiment vraisemblablement d'environ 10 % le trafic réel.

● **Trafic kilométrique.** Toute statistique de transport de marchandises ou de voyageurs peut décomposer les voyages en faisant abstraction de la distance parcourue : on parle alors de trafic, mesuré en tonnes ou en nombre de voyageurs et donnant des chiffres impressionnants pour les trafics de faibles distances (banlieues, Japon). On peut aussi décomposer les voyageurs proportionnellement à la distance parcourue : on parle alors de trafic kilométrique, mesuré en tonnes-kilomètres ou en voyageurs-kilomètres. Les pays géants, les transports maritimes et aériens donnent alors les chiffres les plus grands. Cette seconde pratique est plus fréquemment utilisée parce que les variables économiques les plus importantes, notamment la dépense d'énergie, l'usure du matériel, sont plus strictement liées au trafic kilométrique.

SOURCES

[1] *Mémento de statistiques des transports*, résultats 1986, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports, tabl. 1-8 (p. 23), 1-9 (p. 24), graphique G-2 (p. 25), tabl. 5-9 (p. 119), 6-34, 6-35 et 6-36 (p. 164), 6-38 (p. 165), 6-39 (p. 166), tabl. 1-10 (p. 26) et tabl. 1-11 (p. 28).

[2] *Statistique internationale des chemins de fer*, UIC 1986, statistiques des réseaux, p. 68 à 79.

[3] *Statistiques routières mondiales 1982-1986*, édition 1987, Fédération routière internationale, p. 10 à 27.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Statistiques de base de la Communauté*, 25^e édition, Eurostat, tabl. 4.41 et 4.42 (annuel).
- *Enquêtes annuelles d'entreprises*, ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports.
- *Les notes de synthèse de l'Observatoire des transports* (mensuel). Observatoire économique et statistique des transports, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports.
- *Transports*, Éditions techniques et économiques.
- « Le marché mondial du rail; bataille autour de nouveaux produits », *Problèmes économiques*, n° 2002, du 10 décembre 1986.
- « Les transports en France en 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 145, septembre 1987.
- « Transports routiers de marchandises, vers un système d'observation des prix », *Courrier des statistiques*, INSEE, n° 43, juillet 1987.

15.1 RAIL ROUTE

MODES DE TRANSPORTS INTÉRIEURS DES MARCHANDISES [1]

	Tonnages (millions de tonnes)			Tonnages kilométriques (milliards de t-km)		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986
Fer (SNCF).....	168	162	146	57,5	55,8	51,7
Route.....	1 252	1 233	1 254	88,4	89,1	93,0
Navigation intérieure.....	69	64	63	8,9	8,4	7,8
Oléoducs de plus de 50 km.....	75	72	75	25,9	24,1	26,9
Total.....	1 564	1 531	1 538	180,7	177,4	179,4

TRANSPORTS COLLECTIFS DE VOYAGEURS (1986) [1]

	Millions de véhicules-km	Millions de voyageurs	Milliards de voyageurs-km
SNCF réseau principal.....		297	51,25
dont TGV.....		16	8,82
SNCF banlieue de Paris.....		482	8,61
RATP (métro et RER).....	262	1 457	8,69
RATP (autobus).....	151	795	2,07
Transports routiers urbains (a).....	431	1 313	
Transports routiers interurbains (a).....	288	246	
Transports routiers scolaires (a).....	300	492	
Transports routiers de personnel (a).....	194	199	
Transports routiers occasionnels (a).....	403	229	

(a) Transports publics et privés, véhicules tous âges, RATP exclue. Chiffres provisoires.

NATURE DES MARCHANDISES TRANSPORTÉES PAR RAIL, ROUTE ET VOIES NAVIGABLES INTÉRIEURES (1986) [1]

	Millions de tonnes				Milliards de t-km			
	Rail	Route	Navigat. intér.	Total	Rail	Route	Navigat. intér.	Total
Produits agricoles et alimentaires.....	27	305	11	343	11	33	2	46
Produits énergétiques.....	27	77	14	118	6	6	2	14
Matières premières et demi-produits.....	69	722	38	829	22	31	4	57
Produits manufacturés.....	21	150	1	172	12	24	0	36
Total.....	144	1 254	64	1 462	51	94	8	153

PRINCIPAUX RÉSEAUX ROUTIERS DANS LE MONDE * (31-12-1986) [3]

	(milliers de km)	
	Longueur totale routes (y.c. autoroutes)	Autoroutes
États-Unis.....	(a) 6 296	(b) 81,7
Brésil.....	(b) 1 594	-
Inde.....	1 554	-
Japon.....	(c) 1 127	(c) 3,7
Australie.....	(a) 853	(a) 1,0
France.....	(d) 805	6,3
Allemagne (RF).....	(a) 491	(a) 8,4
Grande-Bretagne.....	(e) 348	(e) 2,8
Espagne.....	319	2,0
Turquie.....	(b) 303	(b) 0,1
Italie.....	(f) 301	(f) 5,9
Pologne.....	301	0,2
Canada.....	(a) 279	(a) 7,2
Mexique.....	226	1,0
Indonésie.....	219	0,2
Argentine.....	211	0,4
Afrique du Sud.....	(e) 184	(e) 1,7
Philippines.....	162	-

PRINCIPAUX RÉSEAUX FERROVIAIRES MONDIAUX * EN 1986 [2]

	Marchandises Milliards de t-km	Voyageurs Milliards de voy.-km
1. États-Unis (1985).....	1 352,5	17,6
2. Chine.....	875,0	258,3
3. Inde.....	(a) 196,6	(a) 240,6
4. Pologne.....	120,0	48,5
5. Canada.....	92,8	...
6. Tchécoslovaquie.....	69,3	19,9
7. Allemagne (RF).....	59,6	41,4
8. RD allemande.....	57,9	22,4
9. France.....	51,0	59,6
10. Brésil.....	40,0	1,7
11. Yougoslavie.....	27,6	12,4
12. Hongrie.....	21,7	9,5
13. Japon.....	(b) 19,9	(b) 198,3
14. Suède.....	17,8	6,2
15. Italie.....	17,5	40,5
16. Espagne.....	14,0	15,6
17. Corée du Sud.....	12,7	23,6
18. Autriche.....	11,3	7,3
19. Belgique.....	8,5	6,1
20. Turquie.....	7,2	6,1

* Les chiffres de l'URSS ne sont pas communiqués. (a) 1985. (b) 1983. (c) Au 1-4-1986. (d) Non compris 700 000 km de chemins ruraux. (e) Au 31-3-1985. (f) 1984.

* Les chiffres de l'URSS ne sont pas communiqués. (a) Mi 1985-mi 1986. (b) Mi 1986-mi 1987.

15 TRANSPORTS

PRÉSENTATION

Avec ses trois compagnies nationales, Air France, UTA, Air Inter, la France vient en 1986 au 5^e rang mondial pour le *trafic kilométrique* aérien des *passagers*. Le trafic international est de loin le plus important, comme pour les autres pays européens, mais le trafic intérieur est notable en France, en Espagne, en Italie; il est faible dans le Royaume-Uni, en Allemagne fédérale, dans les Pays-Bas et en Suisse. Le trafic intérieur joue au contraire un rôle relatif bien supérieur dans les États très étendus comme l'Inde, l'Australie, le Canada, le Brésil, les États-Unis, l'URSS. Au Japon existe un important trafic aérien de courte distance dû à la structure de l'archipel [1]. En un an, le trafic mondial de passagers a augmenté de 5,5 %, et le trafic de fret de 8,5 % [1].

L'aéroport de Paris vient au 2^e rang européen, derrière Londres pour le trafic passagers et le nombre de mouvements commerciaux, au 3^e rang derrière Francfort et Londres pour le trafic *fret* [2].

Air France réalise près des deux tiers du trafic kilométrique passagers des compagnies françaises et plus de 80 % du trafic fret [3] [4].

En 1986 le trafic passagers « intérieur métropole » représente plus du tiers du total. La relation la plus importante pour le trafic « métropole-étranger », est France-Royaume-Uni avec 3 780 000 passagers. Le trafic fret s'effectue presque intégralement sur des vols réguliers; le cinquième du tonnage transporté est à destination ou en provenance des États-Unis [4].

SOURCES

[1] *Rapport annuel du Conseil - 1986*, OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), p. 1, 4, 5 et 6.

[2] *Aéroports magazine* (291, bd Raspail, 75675 Paris Cedex 14), n° 187, avril 1988, p. 11.

[3] *Mémento de statistiques des transports*, résultats 1986, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports, p. 50 à 52.

[4] *Bulletin statistique de la DGAC*, année 1986, ministère des Transports - direction générale de l'Aviation civile, tabl. n° 2, p. 6 à 12, tabl. n° 3, p. 13 et 35.

DÉFINITIONS

- **Trafic kilométrique.** (Voir rail et route).
- **Mouvements d'appareils.** Atterrissage ou décollage relativement à un aéroport.
- **Passagers-kilomètres transportés.** L'unité de compte est l'équivalent du transport d'un passager sur un kilomètre.
- **Fret.** Marchandises transportées, contre paiement, le courrier et les excédents de bagages étant exclus.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) : *Statistiques de l'aviation civile dans le monde* (annuel); *Bulletin OACI* (mensuel).
- *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, tabl. 4.44 (annuel).
- *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, chap. L.05.
- Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, ministère des Transports (annuel).
- « Les transports en France en 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 145, septembre 1987.

TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX
TRAFIC AÉRIEN CIVIL DE PASSAGERS ET DE FRET
DES PRINCIPAUX PAYS* PAR VOLS RÉGULIERS EN 1986 (estimation) [1]

	Passagers-km		Tonnes-km de fret	
	Total Milliards pass.-km	dont trafic international %	Total Milliards tonnes-km	dont trafic international %
1 États-Unis	580,0	18,3	10,65	43,8
2 URSS	193,9	5,7	2,67	8,1
3 Japon	65,1	49,5	3,58	87,3
4 Royaume-Uni	64,3	94,8	2,59	99,5
5 France	39,4	69,0	3,08	95,1
6 Canada	36,7	48,3	0,93	72,5
7 Australie	31,7	63,4	0,87	84,0
8 Allemagne (RF)	26,6	90,1	2,83	99,2
9 Brésil	23,5	36,4	0,99	55,8
10 Singapour	22,7	100,0	1,11	100,0
11 Pays-Bas	19,8	99,8	1,52	100,0
12 Espagne	19,1	73,1	0,53	88,2
13 Italie	17,3	71,1	0,85	96,5
14 Mexique	16,7	44,4	0,16	53,1
15 Inde	15,4	50,0	0,51	80,4
— Scandinavie (a)	15,4	62,7	0,41	93,7
17 Arabie Saoudite	15,0	65,2	0,44	86,0
18 Chine (n. c. Taïwan)	14,2	25,5	0,47	52,4
19 République de Corée	13,4	89,9	1,44	98,5
20 Suisse	12,9	98,3	0,67	99,0
Total des pays ci-dessus	1 243,1	35,4	36,30	70,8
Monde (OACI)	1 442,7	41,4	43,22	74,5

* Classement suivant le trafic kilométrique de passagers (1^{re} colonne).

(a) « Scandinavian Airlines Systems » = Suède + Danemark + Norvège.

PRINCIPAUX AÉROPORTS EUROPÉENS *
(1987) [2]

	Pas- sagers	Fret	Mouvements commerciaux		Pas- sagers	Fret	Mouvements commerciaux
	(Millions)	(Milliers tonnes)	(Milliers)		(Millions)	(Milliers tonnes)	(Milliers)
Londres (a)	55,4	786,7	494,7	Zurich	10,6	229,6	136,8
Paris (a)	37,1	764,0	383,2	Düsseldorf	9,9	39,8	110,2
Francfort	23,3	909,3	254,7	Milan	9,7	119,2	111,8
Rome	14,7	200,8	143,2	Munich	9,6	54,1	136,7
Amsterdam	13,6	513,7	174,9	Manchester	8,7	64,8	125,7
Stockholm	12,1	63,8	201,9	Barcelone	6,7	44,1	80,1
Madrid	11,8	164,4	113,6	Bruxelles	6,4	233,5	139,3
Copenhague	11,4	148,9	191,8	Moscou	6,1	33,7	41,9
Palma	11,3	22,5	81,7	Las Palmas	5,8	36,3	47,4
Athènes	10,7	92,8	112,7	Oslo	5,7	43,3	88,7

* Classement suivant le trafic passagers. (a) 3 aéroports.

TRAFIC DES COMPAGNIES AÉRIENNES
FRANÇAISES (1986) [3] [4]

	Passagers (Millions)	Passagers- km transportés (Milliards)	Fret Millions tonnes-km transportées
Air France	12,0	27,6	2 764
UTA	0,9	5,5	464
Air Inter	11,8	6,4	22
Autres transpor- teurs aériens	4,1	5,4	35
dont : lignes régu- lières	1,7	1,0	6,4
Total	28,9	45,0	3 285

TRAFIC PASSAGERS* ET TRAFIC FRET
DE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE (1986) [4]

	Régulier	Non régulier	Total
Passagers (millions)	38,9	4,5	43,4
Intérieur métropole	14,9	0,5	15,4
Métropole-Outre-mer	1,0	ε	1,0
Métropole-étranger	23,0	4,0	27,0
Fret (1 000 tonnes)	749,6	29,6	779,2
Intérieur métropole	56,9	1,0	57,9
Métropole-Outre-mer	26,2	0,5	26,7
Métropole-étranger	666,5	28,1	694,6

* Transporteurs français et étrangers.

15 TRANSPORTS

PRÉSENTATION

En 1987, la flotte mondiale comptait 75 000 navires, d'un total de 403 500 000 tonneaux de jauge brute, chiffre stable par rapport à 1986. En 1987, la flotte qui a le plus progressé a été celle de Chypre (+ 5,0 Mtjb), suivie par les Bahamas (+ 3,1 Mtjb) et Panama (+ 2,0 Mtjb). En revanche, les diminutions les plus importantes ont été constatées pour la Grèce (- 4,8 Mtjb), le Royaume-Uni (- 3,1 Mtjb), la Norvège (- 2,9 Mtjb) et le Japon (- 2,6 Mtjb) [1].

La France est au 19^e rang, précédée par des puissances maritimes traditionnelles : le Japon (3^e), l'URSS, la Grèce, les États-Unis, la Norvège, la Chine, le Royaume-Uni et l'Italie, ainsi que par le Liberia et Panama (1^{er} et 2^e) qui offrent, sous leurs pavillons dits « de complaisance », des régimes fiscaux favorables aux armateurs [1].

En 1986, Marseille (6^e rang mondial) et Le Havre (17^e rang mondial) figurent, derrière Rotterdam, parmi les grands ports mondiaux, dans une liste où il n'est pas tenu compte de New York [2].

Avec 233 millions de tonnes de marchandises embarquées et débarquées en 1986, la France est un pays maritime important (6^e rang mondial) [3].

Au 1^{er} janvier 1988, les pétroliers représentent près du quart en nombre de navires, mais encore plus de 50 % en tonnage, de la flotte française de commerce [4].

En 1987, le Japon avec 5,7 millions de tjb de livraisons, représentait 47 % de la construction navale mondiale (12,3 millions de tjb) [5].

SOURCES

[1] « Statistical Tables 1987 », *Lloyd's Register of shipping*, février 1988.

[2] *Journal de la Marine marchande*, Marine marchande 1987, « Trafic des ports du monde », n° 3550, 31 décembre 1987, p. 3150 à 3159.

[3] *Bulletin mensuel de statistique*, Nations Unies, janvier 1988, tabl. 53, p. 171 à 175.

[4] *Journal de la Marine marchande*, n° 3559, 3 mars 1988, p. 529.

[5] « Annual Summary of Merchant Ships Completed », *Lloyd's Register of shipping*, février 1988 (32, rue Caumartin, 75009 Paris).

DÉFINITIONS

● **Jauge.** Capacité en volume d'un navire; elle s'exprime en tonneaux, qui valent 100 pieds cubes, soit 2,83 m³ (tjb = tonneau de jauge brute).

● **Port en lourd.** Poids total que peut charger un navire (cargaison, soutes, avitaillement, eau, provisions de bord, etc.), exprimé en tonnes métriques.

● **TPL.** Tonnes de port en lourd.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Le transport maritime français », *Études et statistiques*, et *Annuaire de la marine marchande*, Comité central des armateurs de France (annuel).

● *Les transports maritimes*, OCDE (annuel).

● *Journal de la Marine marchande* : « Comment apprécier le transport international français », n° 3549 du 24 décembre 1987; « L'activité des ports maritimes français de commerce en 1987 », n° 3564 du 7 avril 1988.

● « Les transports maritimes », *Mémento de statistiques des transports (résultats 1986)*, ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports, édition 1987.

● « Résultats de l'exploitation des ports maritimes », statistiques 1987 (direction des ports et de la navigation maritime), secrétariat d'État à la Mer.

PRINCIPALES FLOTTES MONDIALES*
 en 1987 [1]

	Nombre navires	Tonnage Millions tjb
1 Liberia.....	1 574	51,4
2 Panama.....	5 136	43,3
3 Japon.....	9 822	35,9
4 URSS.....	6 705	25,2
5 Grèce.....	1 948	23,6
6 États-Unis.....	6 427	20,2
7 Chypre.....	1 341	15,7
8 Chine (n.c. Taïwan).....	1 773	12,3
9 Bahamas.....	469	9,1
10 Philippines.....	1 394	8,7
11 Royaume-Uni.....	2 165	8,5
12 Hong-Kong.....	409	8,0
13 Italie.....	1 571	7,8
14 Corée du Sud.....	1 899	7,2
15 Singapour.....	700	7,1
16 Inde.....	803	6,7
17 Norvège.....	1 979	6,4
18 Brésil.....	718	6,3
19 France.....	954	5,4
20 Espagne.....	2 350	4,9
Monde.....	75 240	403,5

* Navires à partir de 100 tjb, y compris les flottes de pêche.

PRINCIPAUX PORTS MARITIMES MONDIAUX

Trafic total des marchandises en 1986 [2]

	Millions tonnes	Millions tonnes	
Principaux ports :		Autres ports	
Rotterdam.....	248,9	européens :	
Kobe (Japon).....	157,9	Le Havre.....	47,2
La Nouvelle-Orléans (1985).....	142,9	Gênes.....	46,2
Singapour.....	120,7	Dunkerque.....	32,4
Yokohama (Japon).....	110,3	Grimsby-Immingham (GB).....	32,0
Marseille.....	98,6	Tees-Hartlepool (GB).....	30,3
Anvers.....	90,2	Brême.....	29,5
Kawasaki (Japon).....	87,8	Newhaven (GB).....	29,1
Hong Kong.....	62,5	Amsterdam.....	28,6
Tubarao (Brésil).....	62,0	Venise.....	26,0
Kaohsiung (Taïwan).....	60,7	Bilbao.....	25,8
Vancouver.....	57,6	Göteborg.....	25,7
Los Angeles (7-86/6-87).....	54,5	Nantes-	
Hambourg.....	54,5	Saint-Nazaire ..	24,5
Londres.....	48,5	Gand.....	24,2
		Trieste.....	22,9
		Tarragone.....	22,8

TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX
 (1986) [3] (millions de tonnes)

	Marchand. embar- quées	Marchand. débar- quées	Total
États-Unis.....	298	408	706
Japon.....	88	598	686
Pays-Bas.....	79	258	337
Royaume-Uni.....	154	148	302
Australie.....	245	21	266
France.....	56	177	233
Italie (1985).....	35	193	228
Brésil (1985).....	146	49	195
Indonésie (1985).....	92	63	155
Corée du Sud.....	42	112	154
Panama.....	88	63	151
Espagne.....	145	97	142
Chine.....	70	71	141
Allemagne (RF).....	40	93	133
Belgique.....	46	76	122
Singapour.....	46	67	113
Suède.....	42	56	98
Turquie.....	58	38	96
Mexique (1985).....	70	11	81
Norvège.....	58	18	76

FLOTTE FRANÇAISE DE COMMERCE*
 en service au 1^{er} janvier 1988 [4]

	Nombre de navires	Tonnage milliers tjb
Navires à passagers.....	27	172
soit : paquebots.....	2	7
transbordeurs.....	23	164
aéroglosses marins.....	2	1
Cargos.....	172	1 823
dont : cargos de ligne.....	42	191
porte conteneurs.....	38	856
transporteurs de vrac sec.....	27	679
caboteurs.....	10	4
Pétroliers.....	62	2 394
dont : pétroliers long-cours.....	21	1 958
caboteurs pétroliers.....	27	189
Total.....	261	4 389

* De plus de 100 tonneaux de jauge brute.

CONSTRUCTIONS NAVALES EN 1987 [5]

	Nombre de navires	Tonnage livré milliers tjb
Japon.....	616	5 708
Corée du Sud.....	99	2 091
Yougoslavie.....	18	350
Taïwan.....	6	342
Allemagne (RF).....	56	341
Espagne.....	102	325
Italie.....	34	313
Allemagne (RD).....	37	292
Pologne.....	43	288
Chine.....	19	286
Brésil.....	25	255
Danemark.....	32	243
Roumanie.....	6	198
Royaume-Uni.....	31	194
Finlande.....	14	168
France.....	21	167
États-Unis.....	29	164
Monde.....	1 528	12 259

16 COMMERCE EXTÉRIEUR

PRÉSENTATION

Les échanges extérieurs de la France en biens et services dépassent les mille milliards de F dans chaque sens depuis 1984. Ils représentent environ le quart du *produit intérieur brut*. Le solde, devenu nettement négatif après le premier choc pétrolier s'est creusé jusqu'à - 69 milliards de F en 1982. Dès 1984 il est redevenu positif, culmine en 1986 et revient à 5,5 milliards de F en 1987.

Cette évolution favorable doit beaucoup à la baisse du cours du dollar, du prix du pétrole et des matières premières. Le déficit énergétique s'allège de plus de 100 milliards, entre 1984 et 1987. Le déficit des produits industriels s'élève encore à 11 milliards de F en 1987 [1].

Le taux de couverture des *exportations* par les *importations* est systématiquement inférieur à 100 % pour les biens, sur la dernière décennie. Minimal en 1982 (82 %), il remonte à 94 % en 1987.

Le solde des services est largement positif (donnant un taux de couverture de 150 %), ce qui permet d'obtenir un taux de couverture global de 100,5 % en 1987.

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, tabl. 05-04, 05-05, juin 1988.

[2] *Tendances de la conjoncture*, INSEE, cahier 1, graphiques sur 10 ans, n° 28 du 24 mars 1988, p. 16.

DÉFINITIONS

● **Importations CAF.** Les importations sont recensées d'après leur valeur en douane sur la base des factures CAF (coût, assurance, fret), c'est-à-dire qu'au prix du produit lui-même sont ajoutés les frais de transport et d'assurance qui ont été nécessaires pour l'amener à la frontière française.

● **Exportations FAB.** Les exportations sont recensées d'après leur valeur en douane sur la base des factures FAB (franco à bord), c'est-à-dire y compris les frais de transport jusqu'à la frontière française, à l'exclusion de ceux qui sont encourus hors du territoire national pour acheminer la marchandise jusqu'au destinataire.

● **Nomenclatures douanières.** Fondées sur des principes tarifaires, elles se sont, autant que faire se peut, harmonisées avec les nomenclatures économiques de branches et celles des autres pays. Elles diffèrent par le niveau d'agrégation des produits. *NDP* : nomenclature de dédouanement des produits (8 chiffres dont le 8^e permet de différencier les produits définis par la NGP en fonction des réglementations qui leur sont applicables : fiscalité, prohibition...). *NGP* : nomenclature générale des produits (7 chiffres). *NIMEXE* : nomenclature harmonisée pour le commerce extérieur des pays membres de la CEE (6 chiffres). *NCCD* (ex-NDB) : nomenclature du Conseil de coopération douanière de Bruxelles (4 chiffres).

● **Indice des termes de l'échange.** Rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation, mis en base 100 en 1980.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Annuaire statistique du commerce international*, ONU (2 vol.).

● Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, direction générale des Douanes et des Droits indirects : *Statistiques du commerce extérieur de la France*, importations-exportations en NGP (annuel); *Statistiques du commerce extérieur*, annuaire abrégé.

● « Les régions françaises et le commerce extérieur », *Problèmes économiques*, n° 2031, 1^{er} juillet 1987.

● « Le commerce de compensation : techniques et rôle dans le commerce mondial » *Conjoncture*, Société Générale, novembre 1987.

● « L'importation et la production en France », *Économie prospective internationale*, CEPII, n° 29, 1^{er} trimestre 1987.

● « Les importations françaises : une analyse statistique », *Revue de l'IPECODE*, n° 17, novembre 1987.

16.1 IMPORTATIONS - EXPORTATIONS

IMPORTATIONS DE LA FRANCE PAR GROUPE DE PRODUITS DE 1980 À 1987 [1]

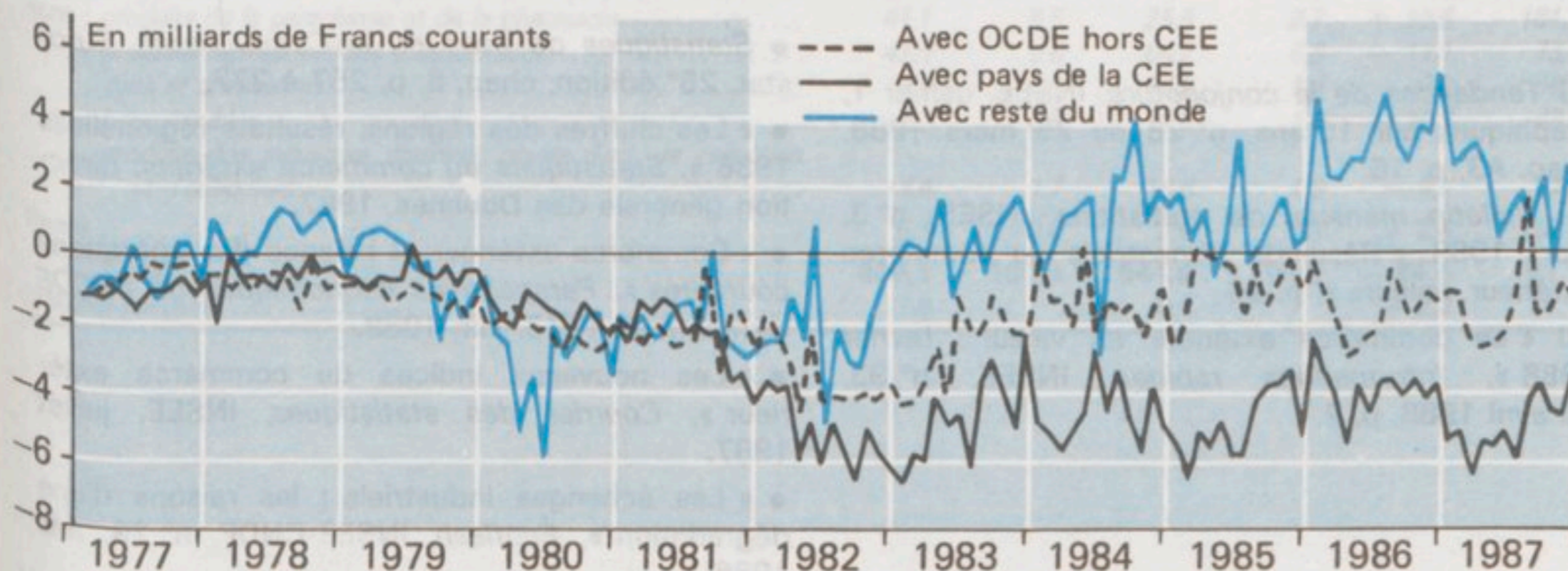
	(milliards de F)							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Agriculture, sylviculture, pêche.....	30,9	33,9	40,5	44,6	50,0	50,6	48,5	47,4
Industries agricoles et alimentaires.....	38,2	44,9	52,1	59,8	67,8	71,4	69,5	72,0
Énergie.....	155,3	192,3	207,5	199,0	224,0	219,1	115,5	105,6
Biens intermédiaires.....	144,8	152,6	173,1	185,4	217,9	236,6	233,9	246,8
Biens d'équipement professionnels.....	91,8	108,1	131,3	142,3	159,2	177,4	186,2	208,4
Biens d'équipement ménagers.....	10,4	12,8	16,2	15,2	16,6	18,1	23,1	26,6
Matériel de transport terrestre.....	35,4	41,3	54,2	60,0	62,4	69,2	78,3	92,8
Biens de consommation courante.....	69,6	77,4	93,5	102,7	116,6	128,4	139,2	153,3
Transports et télécommunications.....	13,7	18,3	20,7	23,0	24,0	27,5	26,4	26,5
Services marchands.....	20,9	27,8	31,5	36,6	42,5	46,3	47,1	49,1
Services d'assurances et des org. financiers.	2,3	3,9	5,1	6,0	6,4	7,0	10,0	16,3
Total FAB (a).....	638,8	744,6	859,6	907,4	1 025,0	1 093,0	1 022,6	1 094,3

(a) La correction CAF-FAB a été intégrée au niveau des échanges de services, notamment de transports; le total inclut les achats de « touristes » hors du territoire national.

EXPORTATIONS DE LA FRANCE (FAB) PAR GROUPE DE PRODUITS DE 1980 À 1987 [1]

	(milliards de F)							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Agriculture, sylviculture, pêche.....	34,8	43,4	46,9	59,6	65,8	74,3	69,8	72,0
Industries agricoles et alimentaires.....	45,1	55,6	59,1	65,1	76,1	77,2	73,9	76,4
Énergie.....	21,8	29,7	27,9	30,1	33,4	37,2	24,6	21,3
Biens intermédiaires.....	133,5	151,6	166,8	187,8	224,6	241,5	223,8	229,3
Biens d'équipement professionnel.....	119,1	147,3	167,5	190,7	227,3	234,7	228,5	231,8
Biens d'équipement ménager.....	5,1	5,5	6,4	7,1	8,4	9,4	10,9	11,9
Matériel de transport terrestre.....	63,5	68,5	74,6	84,7	95,8	101,9	107,5	115,7
Biens de consommation courante.....	65,9	74,8	82,7	95,6	113,8	125,2	123,0	128,4
Transports et télécommunications.....	36,9	42,5	45,2	48,2	51,0	55,9	52,7	49,3
Services marchands.....	41,5	52,7	63,6	72,9	86,1	88,2	88,7	82,0
Services d'assurances et des organismes financiers.....	2,5	3,6	4,0	4,5	5,0	7,1	9,3	14,2
Total (voir note tableau ci-dessus).....	604,4	714,3	790,4	900,7	1 053,3	1 123,9	1 074,6	1 099,8

SOLDE COMMERCIAL DE LA FRANCE PAR ZONES (soldes CAF-FAB) [2]



16 COMMERCE EXTÉRIEUR

PRÉSENTATION

Le *taux de couverture* des exportations françaises par les importations avait fléchi après le 1^{er} « choc pétrolier » de la fin 1973. Le déséquilibre était résorbé en 1978 avant le second choc pétrolier, puis l'envolée du dollar. Fortement déficitaire en 1982, la balance commerciale atteignait l'équilibre en 1986. En 1987, le solde commercial redevient fortement déficitaire (- 84,5 milliards F); le taux de couverture est de 91 % (non compris le matériel militaire) [1] [2] [3].

Le déficit énergétique a diminué d'environ 10 milliards F et l'excédent agro-alimentaire est resté à un très bon niveau.

L'idée selon laquelle un pays industrialisé devrait importer des produits bruts et exporter des produits fabriqués doit être nuancée : certes, la France importe du pétrole, tandis qu'elle exporte des véhicules; mais elle est déficitaire sur « l'électroménager, électronique grand public » et les « biens de consommation courante », alors que ses exportations de produits agricoles portent surtout sur les produits bruts, notamment les céréales [2] [3].

DÉFINITIONS

● **Taux de couverture.** Rapport de la valeur des exportations (E) divisée par celle des importations (I) relatives au même produit ou ensemble de produits, ou au même pays, etc. Le taux de couverture est le rapport E/I alors que le solde du commerce extérieur est la différence E - I. Ces deux notions ne sont donc pas interchangeables.

● **CAF-FAB, FAB-FAB.** Les pratiques comptables conduisent le plus souvent à comparer des importations CAF à des exportations FAB. Cette dissymétrie explique que l'équilibre des échanges se situe alors à un taux, calculé en fonction des produits échangés et de l'importance correspondante des frais de transport, globalement voisin de 95 %. Pour éviter cette anomalie, les statistiques globales du commerce extérieur sont publiées avec des importations FAB et un équilibre FAB-FAB.

Année	Exportations (E)	Importations (I)	Taux de couverture (E/I)
1973	1 000	1 000	100
1974	1 000	1 000	100
1975	1 000	1 000	100
1976	1 000	1 000	100
1977	1 000	1 000	100
1978	1 000	1 000	100
1979	1 000	1 000	100
1980	1 000	1 000	100
1981	1 000	1 000	100
1982	1 000	1 000	100
1983	1 000	1 000	100
1984	1 000	1 000	100
1985	1 000	1 000	100
1986	1 000	1 000	100
1987	1 000	1 000	100

SOURCES

[1] *Tendances de la conjoncture*, INSEE, cahier 1, graphiques sur 10 ans, n° 28 du 25 mars 1988, chap. A3, p. 16.

[2] *Bulletin mensuel de statistique*, INSEE, n° 3, mars 1988, « Résultats trimestriels du commerce extérieur, valeurs », p. 96.

[3] « Le commerce extérieur en valeur : février 1988 », *Informations rapides*, INSEE, n° 93, 15 avril 1988, p. 2.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, chap. 6, p. 257 à 277.

● « Les chiffres des régions, résultats régionalisés 1986 », *Statistiques du commerce extérieur*, direction générale des Douanes, 1987.

● « Commerce extérieur et balance des opérations courantes », *Perspectives économiques de l'OCDE* (semestriel), n° 43, juin 1988.

● « Les nouveaux indices du commerce extérieur », *Courrier des statistiques*, INSEE, juillet 1987.

● « Les échanges industriels : les raisons d'une dégradation », *Écoflash*, INSEE-CNDP, n° 29, mai 1988.

16.2 BALANCE COMMERCIALE

BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE 1987 CAF-FAB [2] [3]

Nomenclature d'études conjoncturelles	Exportations FAB		Importations CAF		Solde Milliards de F	Taux de couvert. %
	Milliards de F	%	Milliards de F	%		
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	74,8	8,7	47,5	5,0	+ 27,3	157,5
dont : <i>produits agricoles exclusivement importés</i>	3,2	3,7	11,9	0,1	- 8,7	2,7
<i>produits végétaux</i>	58,1	6,8	22,9	2,4	+ 35,2	253,7
<i>produits animaux</i>	8,7	1,0	6,0	0,6	+ 2,7	145,0
Produits des industries agricoles et alimentaires.....	76,4	8,9	71,5	7,6	+ 4,9	106,9
soit : <i>viandes et conserves de viande</i>	15,0	1,7	19,9	2,1	- 4,9	75,4
<i>lait et produits laitiers</i>	15,5	1,8	5,0	0,5	+ 10,5	310,0
<i>autres produits des industries agricoles et alimentaires</i>	45,9	5,3	46,6	4,9	- 0,7	98,5
Produits énergétiques	18,5	2,2	100,3	10,6	- 81,8	18,4
dont : <i>pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés</i>	10,7	1,2	93,3	9,8	- 82,6	11,4
Matières premières minérales.....	1,5	0,2	6,7	0,7	- 5,2	22,4
dont : <i>minerais divers</i>	1,1	0,1	2,4	0,3	- 1,3	45,8
Métaux et produits du travail des métaux.....	89,6	10,4	91,2	9,7	- 1,6	98,8
soit : <i>produits sidérurgiques</i>	27,3	3,2	20,2	2,1	+ 7,1	135,1
<i>produits de la première transformation de l'acier</i>	10,2	1,2	8,4	0,9	+ 1,8	121,4
<i>métaux et demi-produits non ferreux</i>	30,7	3,6	37,7	4,0	- 7,0	81,4
<i>produits de la fonderie et du travail des métaux</i>	21,5	2,5	24,9	2,6	- 3,4	86,3
Produits chimiques et demi-produits divers	139,0	16,2	148,5	15,7	- 9,5	93,6
dont : <i>matériaux de construction et céramique</i>	8,0	0,9	10,2	1,1	- 2,2	78,4
<i>produits de l'industrie du verre</i>	9,4	1,1	6,7	0,7	+ 2,7	140,3
<i>produits chimiques de base</i>	74,3	8,6	68,6	7,3	+ 5,7	108,3
<i>papier et carton</i>	17,4	2,0	29,4	3,1	- 12,0	59,1
<i>caoutchouc et matières plastiques</i>	28,2	3,3	29,7	3,1	- 1,5	94,9
Biens d'équipement professionnel	200,1	23,2	203,3	21,9	- 3,2	98,5
dont : <i>machines et appareils mécaniques</i>	66,4	7,7	74,3	7,9	- 7,9	89,4
<i>matériel électrique</i>	25,5	3,0	18,7	2,0	+ 6,8	136,4
<i>machines de bureau et matériel électronique professionnel</i> ..	64,2	7,5	76,1	8,1	- 11,9	84,4
<i>produits de la construction aéronautique</i>	25,8	3,0	15,8	1,7	+ 10,0	163,3
<i>construction navale</i>	2,4	0,3	0,9	0,1	+ 1,5	266,7
Électroménager, électronique grand public	11,9	1,4	26,6	2,8	- 14,7	44,7
soit : <i>matériel électronique ménager</i>	5,0	0,6	15,5	1,6	- 10,5	32,3
<i>équipement ménager</i>	6,9	0,8	11,0	1,2	- 4,1	62,7
Équipement automobile des ménages.....	73,2	8,5	53,0	5,6	+ 20,2	138,7
dont : <i>voitures particulières</i>	71,8	8,3	50,2	5,3	+ 21,6	143,0
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.....	42,6	5,0	39,8	4,2	+ 2,8	107,0
dont : <i>véhicules utilitaires</i>	9,5	1,1	15,7	1,7	- 6,2	60,5
<i>pièces et équipement de véhicules</i>	29,4	3,4	23,7	2,5	+ 5,7	124,1
Biens de consommation courante.....	127,3	14,8	153,3	16,2	- 26,0	83,0
dont : <i>produits de la parachimie et de la pharmacie</i>	41,1	5,5	25,5	2,7	+ 15,6	161,2
<i>produits textiles, articles d'habillement</i>	47,1	5,5	64,2	6,8	- 17,1	73,4
<i>cuirs et chaussures</i>	9,4	1,1	16,6	1,8	- 7,2	56,6
<i>bois, meubles</i>	8,0	0,9	18,3	1,9	- 10,3	43,7
<i>produits des industries diverses; objets d'art, de collection et d'antiquités</i>	14,4	1,7	18,6	1,9	- 4,2	77,4
Divers	5,3	0,6	2,9	0,3	+ 2,4	182,7
Total	860,1	100,0	944,6	100,0	- 84,5	91,1
Matériel militaire	2,6		0,4		+ 2,2	

16 COMMERCE EXTÉRIEUR

PRÉSENTATION

Les échanges extérieurs de la France sont nettement privilégiés avec les pays de l'Europe des Douze : ceux-ci fournissent, en 1987, plus de 60 % de nos achats à l'étranger et de nos ventes [1].

Selon les produits, le lien européen est plus ou moins affirmé : nos approvisionnements énergétiques et agro-alimentaires proviennent de pays plus lointains tandis que nos achats industriels proviennent largement de nos voisins européens ; inversement, nos exportations agro-alimentaires vont surtout vers la CEE tandis que nos ventes industrielles débordent très largement ce cadre.

La RFA est notre premier client et fournisseur, le solde étant structurellement défavorable pour la France. L'Italie est le second partenaire pour les deux classements. Le Japon reste en 1987 un client modeste alors qu'il est un fournisseur important, seulement devancé par les États-Unis parmi les fournisseurs non européens [1].

	1987	1986	1985	1984	1983
Exportations	1 200	1 150	1 100	1 050	1 000
Importations	1 300	1 250	1 200	1 150	1 100
Excédent	-100	-100	-100	-100	-100

SOURCES

[1] « Rapport sur les comptes de la Nation », année 1987, *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 147-148, tome 2, tabl. 05-11, 05-12, 05-13.

DÉFINITIONS

● **OCDE.** L'Organisation de coopération et de développement économiques, qui a succédé à l'OECE fondée pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall), comprend en plus de l'Europe des Douze (CEE), les pays de l'Europe Occidentale (Norvège, Suède, Finlande, Autriche, Suisse, Yougoslavie, Turquie, Islande), en Amérique, les États-Unis et le Canada, en Océanie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et, en Asie, le Japon.

● **OPEP.** Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Équateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Venezuela.

● **Pays de l'Est.** COMECON, Europe.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Statistiques du commerce extérieur*, annuaire abrégé, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (trimestriel et annuel).

● « Le commerce international, *Les Cahiers français*, n° 229, janvier-février 1987.

● « Le commerce extérieur de la Communauté européenne », *Le dossier de l'Europe*, Commission des Communautés européennes, n° 1, janvier 1987.

● « La compétitivité-prix n'explique pas les pertes tendanciennes des parts de marché », *Économie et statistique*, INSEE, n° 203, octobre 1987.

16.3 CLIENTS ET FOURNISSEURS

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS PAR ZONE ET PRODUIT [1]

	1980				1987			
	Exportations		Importations		Exportations		Importations	
	milliards F	%	milliards F	%	milliards F	%	milliards F	%
Agriculture.....	35,0	7,4	32,0	5,6	71,9	8,4	47,3	5,0
dont : CEE.....	24,8	5,3	10,6	1,9	57,9	6,7	21,0	2,2
OCDE hors CEE.....	3,3	0,7	5,7	1,0	6,9	0,8	6,2	0,7
Industries agro-alimentaires.....	44,7	9,5	36,0	6,3	76,3	8,9	71,7	7,6
dont : CEE.....	23,0	4,9	22,1	3,9	48,0	5,6	48,2	5,1
OCDE hors CEE.....	4,9	1,0	4,0	0,7	10,5	1,2	7,7	0,8
Énergie.....	18,8	4,0	151,7	26,6	18,5	2,2	100,6	10,6
dont : CEE.....	11,0	2,3	20,4	3,6	12,6	1,5	30,3	3,2
OCDE hors CEE.....	4,1	0,9	7,8	1,4	4,4	0,5	11,3	1,2
Biens intermédiaires.....	134,9	28,7	143,1	25,1	229,9	26,8	246,7	26,1
dont : CEE.....	79,7	17,0	94,6	16,6	144,4	16,8	173,1	18,3
OCDE hors CEE.....	21,4	4,6	29,6	5,1	44,5	5,2	48,7	5,2
Équipement (a).....	167,0	35,6	134,2	23,5	327,6	38,2	322,5	34,1
dont : CEE.....	81,4	17,3	88,6	15,5	181,5	21,2	205,0	21,7
OCDE hors CEE.....	25,2	5,3	39,8	7,0	64,1	7,5	25,6	2,7
Biens de consommation courante.....	65,2	13,9	71,8	12,6	128,3	15,0	153,2	16,2
dont : CEE.....	36,7	7,8	44,3	7,8	68,8	8,0	97,2	10,3
OCDE hors CEE.....	12,6	2,7	13,1	2,3	30,5	3,6	22,1	2,3
Total marchandises.....	469,6	100,0	570,8	100,0	857,8	100,0	944,9	100,0
CEE.....	260,4	55,4	282,2	49,4	517,9	60,4	576,9	61,1
OCDE hors CEE.....	71,1	15,1	98,6	17,3	161,1	18,8	188,5	19,9

(a) Professionnel, ménager, matériel de transport (y. c. automobiles).

LES CLIENTS DE LA FRANCE EN 1987 (EXPORTATIONS FAB) [1]

Pays	1980		1987		Pays	1980		1987	
	%	milliards F	%			%	milliards F	%	
Europe des Douze.....	55,4	517,9	60,4		DOM-TOM.....	1,6	20,6	2,4	
Allemagne (RF).....	16,0	142,3	16,6		OCDE hors CEE.....	15,1	161,1	18,8	
Italie.....	12,5	103,8	12,1		États-Unis.....	4,4	62,4	7,3	
UE belgo-lux.....	9,4	79,9	9,3		Japon.....	1,0	13,2	1,5	
Pays-Bas.....	4,9	43,6	5,1		Suisse.....	4,7	36,8	4,3	
Grande-Bretagne.....	7,0	75,6	8,8		Autres.....	5,0	48,7	5,7	
Irlande.....	0,5	3,3	0,4		Autres pays étrangers hors				
Danemark.....	0,7	7,7	0,9		OCDE.....	27,8	158,2	18,4	
Grèce.....	1,1	6,8	0,8		OPEP.....	8,9	36,7	4,3	
Espagne.....	2,8	45,6	5,3		Pays de l'Est.....	4,5	24,1	2,8	
Portugal.....	0,7	9,3	1,1		Autres pays.....	14,4	97,4	11,4	
					Total.....	100,0	857,8	100,0	

LES FOURNISSEURS DE LA FRANCE EN 1987 (IMPORTATIONS FAB) [1]

Pays	1980		1987		Pays	1980		1987	
	%	milliards F	%			%	milliards F	%	
Europe des Douze.....	49,4	576,9	61,1		DOM-TOM.....	0,4	2,7	0,3	
Allemagne (RF).....	16,1	186,9	19,8		OCDE hors CEE.....	17,3	188,5	19,9	
Italie.....	9,4	110,8	11,7		États-Unis.....	7,9	67,7	7,2	
UE belgo-lux.....	8,3	88,7	9,4		Japon.....	2,1	36,1	3,8	
Pays-Bas.....	5,4	53,3	5,6		Suisse.....	2,2	23,6	2,5	
Grande-Bretagne.....	5,4	66,9	7,1		Autres.....	5,0	61,2	6,5	
Irlande.....	0,6	7,4	0,8		Autres pays étrangers hors				
Danemark.....	0,6	8,4	0,9		OCDE.....	32,9	176,7	18,7	
Grèce.....	0,3	4,0	0,4		OPEP.....	18,6	41,3	4,4	
Espagne.....	2,9	41,2	4,4		Pays de l'Est.....	4,3	33,3	3,5	
Portugal.....	0,4	9,3	1,0		Autres pays.....	10,0	102,2	10,8	
					Total.....	100,0	944,9	100,0	

16 COMMERCE EXTÉRIEUR

PRÉSENTATION

La *balance des paiements* de la France se caractérise en 1987 par la réalisation d'un déficit des *transactions courantes* de 26,7 milliards de F (soit 0,5 % du PIB) [1], après un excédent de 20 milliards de F en 1986 et de lourds déficits enregistrés précédemment.

Alors que les échanges de biens et services sont équilibrés, les transferts unilatéraux se soldent par un déficit de 27,7 milliards de F. Les mouvements de capitaux à long terme enregistrent des entrées nettes de capitaux de 15,5 milliards de F, au lieu de sorties de 51,7 milliards de F en 1986. Pour les capitaux à court terme du secteur privé non bancaire, les entrées représentent 18,5 milliards de F en 1987, contre 18,1 milliards de F en 1986. Enfin, la variation de la position monétaire extérieure est de 11,6 milliards de F, le secteur bancaire réduisant son endettement de 62,7 milliards de F, et les avoirs du secteur public diminuant de 51,1 milliards [1].

Parmi les pays de la CEE, c'est l'Allemagne fédérale qui dégage l'excédent des *paiements courants* le plus important (44 milliards de \$ en 1987); au niveau mondial, c'est le Japon [2].

Les *réserves internationales* ont progressé entre 1986 et 1987, pour les principaux pays de l'OCDE [3].

DÉFINITIONS

● **Balance des paiements.** La balance des paiements d'un pays retrace toutes les opérations financières de ce pays avec le reste du monde. On distingue les opérations courantes et les mouvements de capitaux, l'ensemble étant équilibré, aux « erreurs et omissions » près.

● **Transactions courantes ou paiements courants :** postes IA Marchandises (balance commerciale FAB/FAB), IB Services, IC, Autres biens et services (redressement statistique global sur les portes IA et IB) et ID, Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

● **Les mouvements de capitaux non monétaires** engagent à long terme (prêts, investissements) ou à court terme (crédits commerciaux).

● **Les mouvements de capitaux monétaires** retracent les variations des engagements à court terme du secteur public (réserves de change) et du système bancaire.

● **La balance des paiements est établie en termes de transactions.** On enregistre les opérations au moment du passage en douane.

● **Emprunts autorisés.** Emprunts des entreprises (y compris institutions financières) françaises à l'étranger, soumis à l'autorisation du Trésor public.

● **Réserves internationales.** Elles comprennent les Droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au Fonds monétaire international et les réserves en devises.

SOURCES

[1] « La balance des paiements de l'année 1987 », *Les Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, n° 383, semaine du 2 au 8 mai 1988 (et *idem*, années précédentes).

[2] « Commerce extérieur et balance des opérations courantes », *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 43, juin 1988, p. 58.

[3] « Réserves internationales », *Bulletin mensuel de statistiques*, INSEE, n° 4, avril 1988, p. 83, n° 4, avril 1987, p. 83, et n° 4, avril 1986, p. 77.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Balance of payments statistics*, Yearbook, Fonds monétaire international (annuel).

● *Banque des règlements internationaux*, BRI, Bâle (annuel).

● *Note d'information*, Banque de France, n° 50, février 1983 : « La balance des paiements de la France »; n° 64, décembre 1984 : « Les agrégats monétaires en France ».

● *Problèmes économiques*, La Documentation française : « Le tourisme et la balance des paiements » n° 1956 du 22 janvier 1986; « L'éveil des échanges internationaux de services », n° 2002 du 10 décembre 1986; « Changes : les interventions des banques centrales peuvent-elles être efficaces ? », n° 2065 du 9 mars 1988.

● « Déséquilibre des balances courantes et mécanismes d'ajustement », *Revue économique de l'OCDE*, n° 8, printemps 1987.

● « La balance des paiements », *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition.

16.4 COMMERCE EXTÉRIEUR

BALANCE DES PAIEMENTS ENTRE LA FRANCE ET L'EXTÉRIEUR* [1]

(milliards de F)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(e) 1987
	Soldes	Soldes	Soldes	Soldes	Soldes	Soldes	Soldes
I. TRANSACTIONS COURANTES							
IA. Marchandises	- 55,0	- 102,1	- 62,6	- 36,0	- 48,2	- 13,3	- 53,2
Exportations et importations	- 54,0	- 103,8	- 63,9	- 39,7	- 48,6	- 16,9	- 55,3
Négoce international	- 1,0	+ 1,7	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,4	+ 3,6	+ 2,1
IB. Services	+ 32,4	+ 31,4	+ 32,1	+ 24,7	+ 38,8	+ 34,4	+ 25,5
soit : services de nature commerciale	- 8,7	- 11,7	- 7,7	- 12,3	- 3,8	- 4,9	- 4,0
services liés aux échanges de technologie	+ 21,9	+ 29,6	+ 31,0	+ 30,4	+ 30,7	+ 27,5	+ 22,9
revenus	+ 2,6	- 2,2	- 11,4	- 19,4	- 20,2	- 15,2	- 15,4
soit : <i>revenus du capital</i>	+ 4,3	+ 0,3	- 7,3	- 13,3	- 14,0	- 10,9	- 10,7
<i>revenus du travail</i>	- 1,7	- 2,5	- 4,1	- 6,1	- 6,2	- 4,3	- 4,7
voyages	+ 8,1	+ 12,1	+ 22,4	+ 29,1	+ 30,4	+ 22,2	+ 18,6
services gouvernementaux	+ 7,2	+ 4,0	- 1,0	- 2,1	- 0,9	+ 3,7	+ 4,3
services divers	+ 1,3	- 0,4	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	+ 1,1	- 0,9
IC. Autres biens et services	+ 20,0	+ 21,7	+ 25,8	+ 29,9	+ 29,9	+ 28,9	+ 28,7
ID. Transferts unilatéraux	- 23,1	- 30,3	- 29,2	- 25,2	- 23,6	- 29,8	- 27,7
Secteur privé	- 12,4	- 12,9	- 13,2	- 8,8	- 11,6	- 10,1	- 10,3
dont : <i>transferts d'économie des travailleurs</i>	- 13,0	- 13,5	- 14,1	- 12,9	- 14,7	- 13,3	- 12,5
Secteur public	- 10,7	- 17,4	- 16,0	- 16,4	- 12,0	- 19,7	- 17,5
Total I : Transactions courantes	- 25,8	- 79,3	- 33,8	- 6,6	- 3,1	+ 20,2	- 26,7
II. MOUVEMENTS DE CAPITAUX NON MONÉTAIRES							
IIA. Long terme	- 21,0	+ 24,7	+ 41,2	+ 12,4	+ 29,4	- 51,7	+ 15,5
Crédits commerciaux	- 22,5	- 30,0	- 26,0	- 18,9	- 9,7	+ 1,7	+ 9,8
Emprunts autorisés	+ 33,6	+ 78,1	+ 88,0	+ 36,1	...	...	...
Investissements directs	- 11,9	- 9,9	- 1,6	+ 0,6	- 0,1	- 17,2	- 21,8
soit : <i>français à l'étranger</i>	- 25,1	- 20,1	- 14,0	+ 19,2	- 20,0	- 36,2	- 45,9
<i>étrangers en France</i>	+ 13,2	+ 10,3	+ 12,4	- 18,6	+ 19,9	+ 19,0	+ 24,1
Investissements du secteur public	- 1,2	- 1,9	- 2,0	- 2,0	- 2,4	- 2,4	- 3,1
Prêts et investissements de portefeuille	- 19,0	- 11,6	- 17,2	- 3,5	+ 41,6	- 33,8	+ 30,6
IIB. Court terme (secteur privé non bancaire)	- 12,4	+ 13,9	- 9,4	- 13,3	+ 17,6	+ 18,1	+ 18,5
Total II	- 33,3	+ 38,7	+ 31,8	- 0,9	+ 47,0	- 33,6	+ 34,0
Total général (I + II)	- 59,1	- 40,6	- 2,0	- 7,5	+ 43,9	- 13,4	+ 7,3
III. MOUVEMENTS DE CAPITAUX MONÉTAIRES (court terme)							
Secteur bancaire	+ 42,7	+ 13,1	+ 43,1	+ 28,7	- 25,4	+ 20,7	- 62,7
Secteur public (réserves de change)	+ 28,6	+ 33,1	- 45,0	- 27,0	- 20,4	- 11,7	+ 51,1
Total III (a)	+ 71,3	+ 46,2	- 1,9	+ 1,7	- 45,8	+ 8,9	- 11,6
ERREURS ET OMISSIONS	- 12,2	- 5,6	+ 3,9	+ 5,8	+ 2,0	+ 4,5	+ 4,2

* Les soldes de la balance des paiements sont présentés « hors intermédiation bancaire » jusqu'à 1984 inclus. (a) Le signe - indique une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements; le signe + indique une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements. (e) Chiffres provisoires.

BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES ET RÉSERVES INTERNATIONALES DES PRINCIPAUX PAYS DE L'OCDE [2] [3]

(milliards de dollars US)

	1985		1986		1987	
	Solde des paiements courants	Réserves internationales (fin déc.)	Solde des paiements courants	Réserves internationales (fin déc.)	Solde des paiements courants	Réserves internationales (fin déc.)
France	- 0,4	26,6	2,9	31,5	- 4,5	33,1
Italie	- 3,6	15,5	2,8	20,0	- 0,7	30,2
Allemagne (RF)	16,2	44,4	37,9	51,7	44,3	78,8
Royaume-Uni	4,2	12,9	0,1	18,4	- 2,7	41,7
CEE à 12	18,9	136,8	49,9	164,3	39,0	260,0
États-Unis	- 116,4	32,1	- 141,3	37,5	- 160,7	34,7
Japon	49,2	26,7	85,8	42,3	87,0	81,0
Canada	- 0,9	2,5	- 6,7	3,3	- 7,2	7,3
OCDE	- 54,1	...	- 22,3	...	- 53,5	...

PRÉSENTATION

L'ensemble des liquidités a vivement progressé en 1987 (+ 11,7 %) sous l'impulsion des placements à terme (L-M2). Les agents non financiers ont manifesté une préférence très forte pour la liquidité. La remontée des taux d'intérêt à long terme les a conduits à se reporter vers des placements ne comportant pas de risque en capital, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et la prépondérance des moins « sensibles » (les SICAV monétaires en particulier) s'affirme nettement. Ainsi l'encours de titres du marché monétaire achetés par les OPCVM et les agents non financiers a-t-il plus que triplé entre décembre 1986 et décembre 1987 [1] [2].

Le *crédit intérieur total*, a progressé d'environ 9 % : la dette publique a continué de progresser (correction faite de l'impact des privatisations), ainsi que les billets de trésorerie et les crédits accordés aux particuliers (plus de 30 % en un an) [3].

DÉFINITIONS

● **Agrégats de monnaie.** Au sein des agrégats monétaires, les agrégats de monnaie recensent par opposition aux agrégats de crédit, les actifs financiers liquides détenus par les agents non financiers et les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, FCP) résidents. Alors que L regroupe l'ensemble des liquidités y compris l'épargne contractuelle (plans d'épargne-logement, entreprise...) et les titres du marché monétaire [billets de trésorerie, bons du Trésor négociables, certificats de dépôt et bons des établissements de crédit (EC)], M3, masse monétaire, regroupe les placements liquides, sauf l'épargne contractuelle, gérés et émis par les établissements de crédit bancaire et assimilés (ECB). Dans la nouvelle base de comptabilité nationale, la nomenclature des institutions financières délimite le secteur des ECB : Banque de France, banques, caisses d'épargne, autres établissements de crédit de caractère bancaire et Caisse des Dépôts et Consignations. Au sein de M3, M2 agrège les actifs les plus disponibles : moyens de paiement M1, placements à vue M2-M1 (livrets).

● **Crédit intérieur total.** C'est un agrégat qui regroupe l'ensemble de l'endettement des agents non financiers résidents (sociétés et quasi-sociétés, ménages, administrations publiques). Il comprend les crédits à l'économie accordés par les établissements de crédit, la dette publique (ajustée) et les emprunts réalisés par les agents privés sous forme de titres (sans les actions) ou à l'étranger.

SOURCES

- [1] *Note de conjoncture*, INSEE, février 1988, p. 34.
- [2] *Statistiques monétaires*, série verte mensuelle, Banque de France, décembre 1987.
- [3] *Statistiques monétaires*, série bleue trimestrielle, Banque de France, 1988.
- [4] *Statistiques de base de la Communauté*, Eurostat, 25^e édition, tabl. 2.31, p. 73.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Statistiques financières de l'OCDE.*
- Rapport annuel du Conseil national du crédit pour 1986, *Notes bleues*, n° 357.
- *Problèmes économiques*, La Documentation française : « Politique monétaire : vers des mécanismes moins rigides », n° 1985 du 13 août 1986; « Vingt ans de politique monétaire française », n° 1991 du 24 septembre 1986; « La réforme des agrégats monétaires en France et le dispositif de contrôle monétaire mis en place en 1986 », n° 2003 du 17 décembre 1986; « Libéralisation des mouvements de capitaux : un test pour le SME », n° 2004 du 24 décembre 1986; « Système monétaire européen : bilan de huit années de fonctionnement et perspectives », n° 2038 du 2 septembre 1987.
- « La Banque de France et la monnaie », Banque de France, 5^e édition, 1987.

17.1 MONNAIE - CRÉDIT

PRINCIPAUX AGRÉGATS DE MONNAIE AU 1^{er} JANVIER 1988 (milliards de F) [1]

Moyens de paiement M1 1 463	- Billets et monnaies divisionnaires - Dépôts à vue en francs	M2 2 714	M3 3 612	Liquidités L 4 086
Placements à vue M2 - M1 1 251	- Livrets A dans les C E - Autres livrets défiscalisés dans les C E - Livrets bleus au Crédit Mutuel - Livrets défiscalisés dans les banques et au Trésor - Livrets soumis à l'impôt dans les C E - Livrets soumis à l'impôt dans les banques			
Placements à terme L - M2 1 372	- Placements en devises auprès des E C et du Trésor - Dépôts à terme, valeurs prises en réméré et bons de caisse et d'épargne auprès des E C et du Trésor - Certificats de dépôt et bons négociables émis par les E C - Bons du Trésor chez les ANF et les OPCVM - Billets de trésorerie chez les ANF et OPCVM - Épargne contractuelle chez les E C		L - M3 473	

AGRÉGATS DE MONNAIE EN FIN D'ANNÉE [2]

(milliards de F)

	1985	1986	1987
M1 (moyens de paiement).....	1 326,9	1 406,7	1 463,3
M2-M1 (placements à vue).....	1 177,1	1 198,8	1 250,7
Livrets défiscalisés.....	886,9	891,7	928,0
Comptes d'épargne-logement.....	80,5	90,2	99,9
Livrets soumis à l'impôt.....	209,7	216,9	222,9
M3-M2 (placements à terme).....	661,8	709,9	898,4
Dépôts et titres du marché monétaire en devises.....	27,6	25,6	33,2
Dépôts à terme et bons d'épargne en F.....	625,0	645,4	700,1
Certificats de dépôts, et bons des Établissements de crédit.....	9,1	39,0	165,1
L-M3 (placements à terme).....	250,6	341,9	473,3
Bons du Trésor.....	10,5	24,1	82,5
Billets de trésorerie.....	3,3	22,5	38,6
Épargne contractuelle.....	236,8	295,4	352,2
M1.....	1 326,9	1 406,7	1 463,3
M2.....	2 504,0	2 605,5	2 713,9
M3.....	3 165,8	3 315,4	3 612,3
L.....	3 416,4	3 657,3	4 085,6

CRÉDIT INTÉRIEUR TOTAL [3]

(milliards de F)

	1985	1986	1987
Crédits à l'économie.....	3 531,9	3 773,0	4 164,3
Sociétés.....	1 724,1	1 776,1	1 902,6
Ménages.....	1 370,3	1 530,5	1 755,8
Autres agents résidents.....	437,5	466,4	505,9
Titres négociables émis par les (a) ANF (marché int.).....	268,7	324,0	356,6
Obligations.....	254,9	285,6	303,1
Titres participatifs.....	10,5	14,4	12,7
Billets de trésorerie.....	3,3	24,0	40,8
Emprunts à moyen et long terme (hors ANF).....	144,2	133,1	132,7
Dettes publiques ajustées (b).....	925,2	1 044,0	1 152,2
Crédit intérieur total.....	4 870,0	5 274,0	5 805,8

(a) Agents financiers hors État. (b) Après déduction des bons du Trésor souscrits par les organismes internationaux, des avances du FDES aux établissements de crédit et des transferts consécutifs aux opérations de nationalisation et privatisation.

DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES DANS LA CEE, AUX USA ET AU JAPON EN 1986 [4]

(millions d'Ecu*)

Belgique.....	26 378	Grèce.....	6 119	Italie.....	232 989	États-Unis.....	697 510
Danemark.....	28 176	France.....	202 966	Pays-Bas.....	41 457	Japon.....	576 196
Allemagne (RF).....	172 799	Irlande (1984).....	2 818	Royaume-Uni.....	103 749		
Espagne.....	51 879	Luxembourg (a).....	1 138	Portugal (b).....	8 009		

* 1 Ecu = 6,80 F. (a) 1985. (b) 3 trimestres en 1986.

17 FINANCES

PRÉSENTATION

Sur le marché des valeurs mobilières, le montant des émissions d'actions a doublé de 1985 à 1986 et a continué d'augmenter en 1987, malgré le recul enregistré après le krach boursier d'octobre. La poursuite des privatisations s'est traduite par 75 milliards de F de titres offerts aux résidents français. En contrepartie l'endettement obligataire de l'État s'est fortement ralenti. Plus généralement la hausse des taux d'intérêt portés à 7 % ou plus en termes réels, a amené une contraction des émissions d'obligations.

L'effondrement en chaîne des places boursières s'est traduit à Paris par un recul du cours des actions de 30 % par rapport au début de 1987. La capitalisation boursière aurait ainsi perdu 330 milliards de F au cours de 1987 [3].

Les actifs financiers se sont diversifiés : si le compte-chèque est possédé par la quasi-totalité des ménages, la carte de paiement n'est présente que dans un foyer sur deux; les livrets d'épargne non soumis à l'impôt (livret A, CODEVI, LEP) qui étaient de loin les plus répandus en 1976, le restent en 1986, puisque 78 % des ménages en sont titulaires [2].

L'épargne-logement se présente aussi comme un placement compétitif, même pour ceux qui n'ont pas l'intention de demander un prêt; en dix ans, la part des ménages possédant ce type d'épargne est passée de 10 % à 30 %.

De 1976 à 1986 soit avant le krach boursier les valeurs mobilières, les SICAV en particulier voient leur taux de possession passer de 3 % à 13 % en dix ans [2].

SOURCES

[1] *Statistiques d'émission des valeurs mobilières en France*, Crédit lyonnais, décembre 1986 et décembre 1987.

[2] « Les actifs patrimoniaux des ménages en 1986 », par Stefan Lollivier et Danier Verger, *Premiers résultats*, INSEE, n° 76, octobre 1986.

[3] *Note de conjoncture*, INSEE, février 1988, p. 27 à 40.

[4] *Les Comptes de la Nation 1987*, INSEE, tome 2, p. 248.

DÉFINITIONS

● **CODEVI**. Livret créé en novembre 1983, pour aider au développement de l'industrie; même intérêt que le livret A de la caisse d'épargne, non imposable; plafonné à 10 000 F.

● **LEP**. Réservé aux foyers qui paient un faible montant d'impôt; intérêt non imposable, indexé sur l'inflation, plafonné à 30 000 F.

● **Épargne-logement** (Plan ou Compte). Permet de demander des prêts au logement à un taux avantageux, après une période d'épargne (environ cinq ans pour le plan et dix-huit mois pour le compte).

● **SICAV et FCP**. Ensemble d'actions ou d'obligations géré par un professionnel et distribué en parts, de taille généralement plus réduite pour les FCP que pour les SICAV.

● **Assurance-vie**. Terme générique utilisé pour décrire un ensemble de placements volontairement souscrits, comprenant les assurances en cas de décès, en cas de vie, mixtes, ainsi que les produits dits « d'épargne retraite », assurance-vie « valide » : le ménage bénéficie encore de garanties par le contrat décrit.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Le rapport de la Commission des opérations en Bourse » (annuel), Direction des journaux officiels, juin 1987.

● *Rapport du Conseil national du crédit et Annexes* (annuel).

● *Problèmes économiques*, La Documentation française, « L'évolution structurelle de l'épargne des ménages » n° 2031 du 1^{er} juillet 1987; « Le point sur l'innovation financière en France » n° 2014 du 4 mars 1987; « Les principaux taux d'intérêt sur les marchés internes des capitaux », n° 2035 du 29 juillet 1987.

● « Patrimoines et portefeuilles », *Économie et statistique*, INSEE, n° 202, septembre 1987.

17.2 ÉPARGNE FINANCIÈRE

ÉMISSIONS NETTES DE VALEURS MOBILIÈRES [1]
(Flux annuels)

	1985	1986	1987
Actions et parts de SARL (a)	75,54	134,61	160,23
dont valeurs cotées.....	19,88	60,87	44,85
Obligations, titres participatifs, obligations convertibles	260,95	275,63	203,53
soit : administrations publiques	100,26	123,39	51,14
dont <i>État</i>	92,42	118,32	(b) 50,11
institutions financières	131,00	114,84	129,76
sociétés et quasi-sociétés non financières	25,33	36,57	18,75
étranger	4,46	1,02	3,89
Total	336,49	410,43	363,77

(a) Montant libéré en espèces et primes d'émission. (b) Y c. les 30 milliards d'obligations d'État rachetées par la Caisse d'amortissement de la Dette publique.

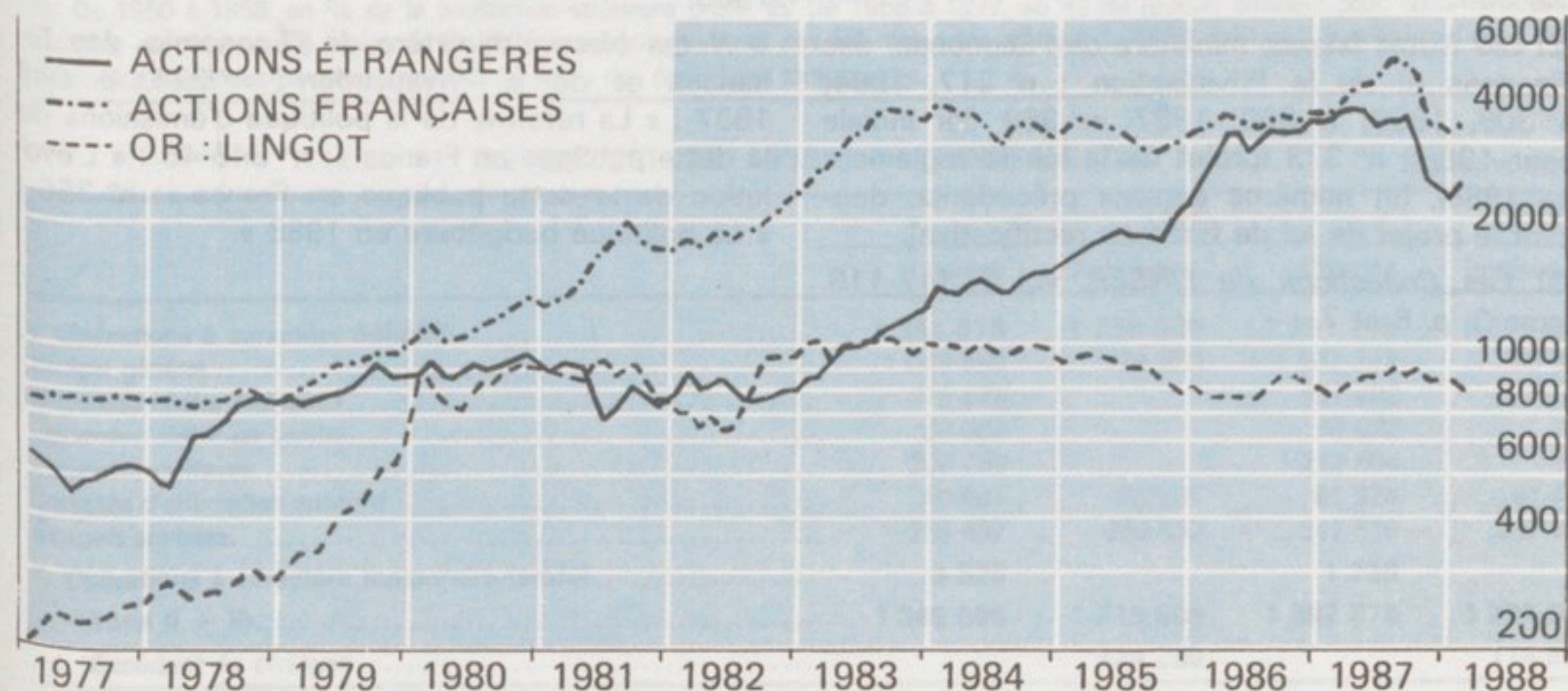
TAUX DE DÉTENTION D'ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES EN 1986 [2]

Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence	Compte-chèques	Carte de paiement	Livrets A ou bleu	CODEVI *	LEP *	Plan d'épargne logement	Compte d'épargne logement	SICAV**FCP	Assurance-vie (valide)
Agriculteurs exploitants	99	43	63	30	6	35	20	10	38
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	97	43	71	24	1	28	21	17	53
Cadres.....	100	75	76	29	1	38	27	36	45
dont professions libérales.....	99	65	72	29	0	47	31	43	60
Professions intermédiaires.....	99	63	79	25	2	28	21	18	40
Employés.....	98	49	70	15	1	20	12	5	33
Ouvriers	94	46	71	13	3	16	11	3	39
Retraités.....	91	23	74	26	8	15	5	15	16
Autres inactifs.....	86	26	69	19	9	12	5	10	13
Revenu du ménage (1985) :									
< 30 000 F.....	80	15	60	11	8	5	3	2	8
30 à < 50 000 F.....	87	20	65	15	7	9	4	2	12
50 à < 75 000 F.....	92	32	69	20	7	15	7	5	21
75 à < 100 000 F.....	96	40	74	21	5	19	10	9	32
100 à < 130 000 F.....	99	53	79	21	3	23	15	12	41
130 à < 200 000 F.....	100	60	80	25	2	28	20	19	41
200 à < 300 000 F.....	100	65	78	34	1	38	25	37	51
300 000 F et plus.....	100	75	76	37	0	41	31	52	56

* Ces livrets étant plafonnés, il s'y ajoute les livrets « B » supplémentaires et livrets d'épargne à la banque qui sont souscrits par les foyers les plus aisés, même si ceux-ci ne bénéficient pas d'avantages fiscaux.

** FCP : Fonds communs de placement.

LE COURS DES ACTIONS DE 1978 À 1988 [4]



18 BUDGET

PRÉSENTATION

Exécuté avec de lourds déficits après la guerre, avec des déficits moindres à partir de 1958, le budget, selon les *lois de règlement*, a été exécuté au voisinage de l'équilibre jusqu'en 1974. L'année 1975, marquée par le plan de développement et la récession, entame une nouvelle période de déficits modérés, rapportés au *produit intérieur brut* et en représentent environ 3 % depuis 1983.

Depuis 1975, les dépenses accusent une progression nominale importante. En 1982, le taux de couverture des dépenses par les recettes était de 89 %; le déficit budgétaire représentait 2,6 % du PIB. Après la loi de règlement de 1983, le taux de couverture était, pour 1983, de 85 %; le déficit était de près de 138 milliards de F, soit 3,5 % du PIB ou 4,1 % du *PIB marchand* [1] [2].

En 1986, après la loi de règlement le taux de couverture est de 87 %, soit de 2 points supérieur à celui des trois années précédentes, mais inférieur à celui de 1982; le déficit diminue légèrement, il est de 111,7 milliards de F; rapporté au PIB, il se contracte légèrement (2,8 %) [2].

En 1987, après la loi de finances rectificative, le déficit prévu est de 129,2 milliards de F. Celui qui est annoncé par la loi initiale de 1988 est un peu inférieur (115 milliards de F).

SOURCES

[1] *Statistiques et études financières*, série bleue, ministère de l'Économie et des Finances, n° spécial 358.

[2] *Les Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation : n° 217, 1984; n° 308, 1986; n° 360, 1987; n° 369 (loi initiale pour 1988); n° 373 (projet de la loi de règlement de 1986), [et numéros annuels précédents, donnant le projet de loi de finances rectificative].

[3] *Les Collections de l'INSEE*, vol. C 117-118, tome 3, p. 6 et 7.

DÉFINITIONS

● **Loi de règlement.** Les dépenses et recettes effectives de l'État s'écartent toujours quelque peu des dépenses et recettes autorisées par le vote du Parlement dans la *loi de finances initiale*, souvent modifiée en cours d'exercice par une *loi de finances rectificative* (appelée aussi *collectif*). Les comptes définitifs d'un exercice achevé sont présentés au Parlement qui les approuve dans une loi de règlement.

● **Comptes d'affectation spéciale.** Par dérogation au principe général de la « non-affectation des recettes » qui interdit d'affecter telles recettes à une dépense déterminée, certaines recettes, des taxes parafiscales notamment, alimentent des comptes particuliers : ainsi un prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers alimente le fonds spécial d'investissement routier (FSIR); la redevance de la radiodiffusion-télévision française est reversée aux sociétés de diffusion et de programmes.

● **Budget annexe.** Régime de certains services publics, non dotés de la personnalité morale, mais soumis à un contrôle d'équilibre d'exploitation. Il y en a 8 en 1988 d'un montant proche de 250 milliards F; les deux plus importants sont les Postes et Télécommunications et les Prestations sociales agricoles.

● **Opérations à caractère définitif et temporaire.** La pratique budgétaire distingue les dépenses définitives des prêts : les principales « opérations à caractère temporaire » concernent les prêts accordés par le Fonds de développement économique et social (FDES).

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Politiques monétaires et budgétaires », *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 40, décembre 1986.

● *Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation : n° 326, 6 avril 1987 : « La réforme de la politique d'émissions de la dette publique en France »; n° 345-46 : « L'évolution de la dette publique en France »; n° 356 : « La politique budgétaire en 1988 ».

18.1 ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

ÉQUILIBRE DU BUDGET DEPUIS 1951* [1] à [3]

Année	Recettes	Dépenses globales		Solde général		Taux de
	Globales					couverture
	(Milliards de F)	(Milliards de F)	% du PIB	(Milliards de F)	% du PIB	%
1951	27,3	31,8	(a) 27,7	- 4,5	3,9	86
1952	33,0	40,0	29,8	- 7,1	5,2	83
1953	38,1	44,6	31,8	- 6,5	4,6	85
1954	37,4	43,1	29,1	- 5,7	3,9	87
1955	36,0	42,2	26,6	- 6,3	4,0	85
1956	40,1	49,4	28,3	- 9,4	5,4	81
1957	45,2	55,4	28,2	- 10,2	5,2	82
1958	53,1	57,4	25,5	- 4,3	1,9	93
1959	59,1	64,6	(b) 24,1	- 5,5	(b) 2,1	91
1960	63,0	67,8	22,8	- 4,8	1,6	93
1961	69,0	73,8	22,8	- 4,8	1,5	93
1962	75,7	83,2	23,0	- 7,5	2,1	91
1963	86,7	93,3	23,0	- 6,5	1,6	93
1964	96,9	97,7	21,7	- 0,8	0,2	99
1965	104,2	104,4	21,6	- 0,1	0,0	100
1966	110,3	114,4	21,9	- 4,1	0,8	96
1967	118,6	125,0	22,1	- 6,4	1,1	95
1968	127,7	139,1	22,6	- 11,4	1,9	92
1969	149,8	151,1	21,5	- 1,4	0,2	99
1970	164,8	164,2	21,0	+ 0,6	0,1	100
1971	173,3	175,1	20,1	- 1,8	0,2	99
1972	193,1	191,4	19,5	+ 1,8	0,2	101
1973	217,0	212,2	19,0	+ 4,8	0,4	102
1974	262,8	257,0	20,1	+ 5,8	0,5	102
1975	267,4	305,2	21,0	- 37,8	2,6	88
1976	321,8	339,0	20,3	- 17,2	1,0	95
1977	362,4	381,8	20,4	- 19,5	1,0	95
1977 (loi de règlement)	352,0	371,5	19,7	- 19,5	1,0	95
1978 (loi de règlement)	396,1	434,3	20,3	- 38,2	1,8	92
1979 (loi de règlement)	466,2	505,1	20,7	- 38,9	1,6	94
1980 (loi de règlement)	557,1	580,9	21,0	- 23,8	0,9	94
1981 (loi de règlement)	626,9	691,2	22,2	- 64,3	2,0	89
1982 (loi de règlement)	746,1	834,6	23,5	- 88,5	2,7	89
1983 (loi de règlement)	792,3	927,3	23,4	- 135,0	3,2	85
1984 (loi de règlement)	856,2	1003,1	23,4	- 146,9	3,4	85
1985 (loi de règlement)	915,7	1069,8	23,3	- 154,1	3,3	86
1986 (loi de règlement)	979,1	1130,8	22,5	- 151,7	2,8	87
1987 (loi rectificative)	943,6	1070,4	20,2	(c) - 129,2	2,4	88

* La deuxième partie du tableau n'est pas strictement comparable à la première pour deux raisons :

— les opérations à caractère temporaire qui interviennent en recettes et dépenses dans la première partie n'interviennent que pour leur solde, pris en dépenses, dans la deuxième (ceci n'a pas d'influence sur le solde général);

— la production intérieure brute est remplacée par le « produit intérieur brut », base 1980.

Pour apprécier l'effet de ces discontinuités, l'année 1977 figure dans les deux parties.

(a) De 1950 à 1958, en % de la production intérieure brute. (b) De 1959 à 1977, en % du produit intérieur brut; dans le nouveau système de comptabilité nationale, les différents agrégats n'ont pas été réropolés au-delà de 1959. (c) Les 2,6 milliards d'écart de la différence Dépenses-Recettes sont dus au solde des opérations temporaires.

LE BUDGET DE 1988 — LOI INITIALE [2]

(millions de F)

	1987		1988	
	Charges	Ressources	Charges	Ressources
I. Opérations à caractère définitif	1 344 573	1 219 809	1 391 148	1 277 895
Budget général	1 049 980	924 950	1 082 248	968 862
Dépenses civiles ordinaires	775 578		801 422	
Dépenses civiles en capital	67 652		68 022	
Dépenses militaires	206 750		212 804	
Comptes d'affectation spéciale	40 941	41 207	61 324	61 457
Budgets annexes	253 652	253 652	247 576	247 576
II. Opérations à caractère temporaire (solde)	4 525		1 730	
Total (I + II)	1 349 098	1 219 809	1 392 878	1 277 895
Excédent de charges		129 289		114 983

PRÉSENTATION

Les recettes fiscales constituent l'essentiel des ressources brutes de l'État : 1 180 milliards de F en 1988 contre 74 milliards pour les ressources non fiscales, constituées par les revenus de l'État employeur (retenues pour pensions), de l'État entrepreneur (bénéfices des entreprises publiques) et de l'État propriétaire (domaines). La *taxe sur la valeur ajoutée (TVA)*, dont les taux ont été, plusieurs fois, largement remaniés (notamment en 1973, 1977 et 1982), représente près de la moitié des recettes fiscales (44,3 % en 1987) [1].

Jusqu'en 1973, la part des *impôts directs* dans les recettes fiscales était de l'ordre du tiers. De 1974 à 1984, elle a progressivement augmenté pour atteindre près de 40 % [2].

Le mécanisme des transferts des pays développés se caractérise moins par des différences au niveau de leur ampleur (39 % du PIB en Grande-Bretagne, 48 % en Belgique) que par la répartition de leurs composantes : si les impôts représentent autour de 25 % du PIB en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, ils totalisent 45 % du PIB au Danemark; à l'inverse la part des cotisations sociales dans ce pays n'est que de 2 % contre près de 20 % en France et de 21 % aux Pays-Bas [3].

DÉFINITIONS

● *Impôts directs et indirects.* Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu par ex.) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA par ex.); d'où un certain arbitraire : les impôts « directs » supportés par les entreprises (impôt sur les bénéfices par ex.) peuvent toujours être « répercutés ».

● *Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).* Taxe unique sur la valeur des biens de consommation, à paiement fractionné : chaque participant au processus de fabrication ne paie qu'à concurrence de la valeur ajoutée par lui : le redevable applique à ses ventes le taux correspondant et déduit du produit l'impôt qu'il a supporté sur ses propres achats, attesté par mention sur les factures de ses fournisseurs. Depuis le 28 juin 1982, le taux normal est de 18,6 % de la valeur hors taxe. Il existe un taux majoré (33,3 %) pour les produits de luxe, un taux réduit (7 %) pour la plupart des produits alimentaires et pharmaceutiques et un taux super-réduit de 5,5 % sur les produits de première nécessité. La préparation de 1992 a été amorcée en 1987 par l'harmonisation des règles concernant la TVA. Le champ d'application de la TVA a été étendu aux télécommunications. Les taux ont été abaissés sur trois produits : les automobiles (28 %), les disques (18,6 %) et les médicaments (5,5 %).

● *Prélèvement obligatoire global.* On entend ici l'ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives à caractère obligatoire prélevés par les administrations publiques.

SOURCES

[1] « Loi de finances pour 1988 », *Journal officiel de la République française*, lois et décrets n° 303, 31 décembre 1987, état A, p. 15500 à 15504.

[2] *Annuaire statistique de la France 1987*, INSEE, tabl. P.03-5, p. 880.

[3] *Le Nouvel Économiste*, n° 605, du 21 août 1987.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « Comptes et statistiques des administrations publiques 1970-1985 », *Eurostat*.

● « Neuvième rapport au président de la République relatif à la fiscalité des entreprises », *Documents administratifs*, n° 89, 26 août 1987.

● « La fiscalité des entreprises : analyse du rapport 1987 du Conseil des Impôts », *Notes bleues*, n° 354 du 19 au 25 octobre 1987.

● « Fiscalité indirecte et intégration européenne », *Problèmes économiques*, n° 2038 du 2 septembre 1987.

ÉVALUATION DES RECETTES FISCALES DU BUDGET DE 1988 [1]

(milliards de F)

I. Impôts directs.....	439,5	V. Taxe sur la valeur ajoutée	522,9
Impôt sur le revenu (et autres impôts perçus par « voie de rôle »)	243,8	VI. Contributions indirectes	30,0
Impôt sur les sociétés.....	121,2	Impôt sur les tabacs, les allumettes et les briquets ...	18,3
Prélèvement sur revenus de capitaux mobiliers.....	38,8	Droits de consommation sur les alcools.....	9,7
Taxe sur les salaires	28,5	Droits de fabrication sur les alcools	0,3
Prélèvements sur les bons anonymes.....	2,0	Autres contributions indirectes	1,7
Taxe pour formation professionnelle continue.....	0,3	VII. Autres taxes indirectes	2,3
Contribution des institutions financières	1,5	Total des recettes fiscales (I à VII).....	1 179,6
Prélèvement exceptionnel sur les entreprises de production pétrolière.....	0,4	Recettes non fiscales.....	74,4
Taxe d'apprentissage	0,2	Total des recettes (fiscales et non fiscales) ...	1 254,0
Autres impôts directs	2,8	À déduire prélèvements au profit des :	
II. Enregistrement	56,9	Collectivités locales	- 109,6
III. Timbre et impôt sur les opérations de bourse ..	12,2	Communautés européennes	- 54,7
IV. Douanes	115,8	Total général des ressources brutes.....	1 089,7
Taxes intérieures sur les produits pétroliers.....	106,0		
Droits d'importation.....	8,3		
Autres recettes	1,5		

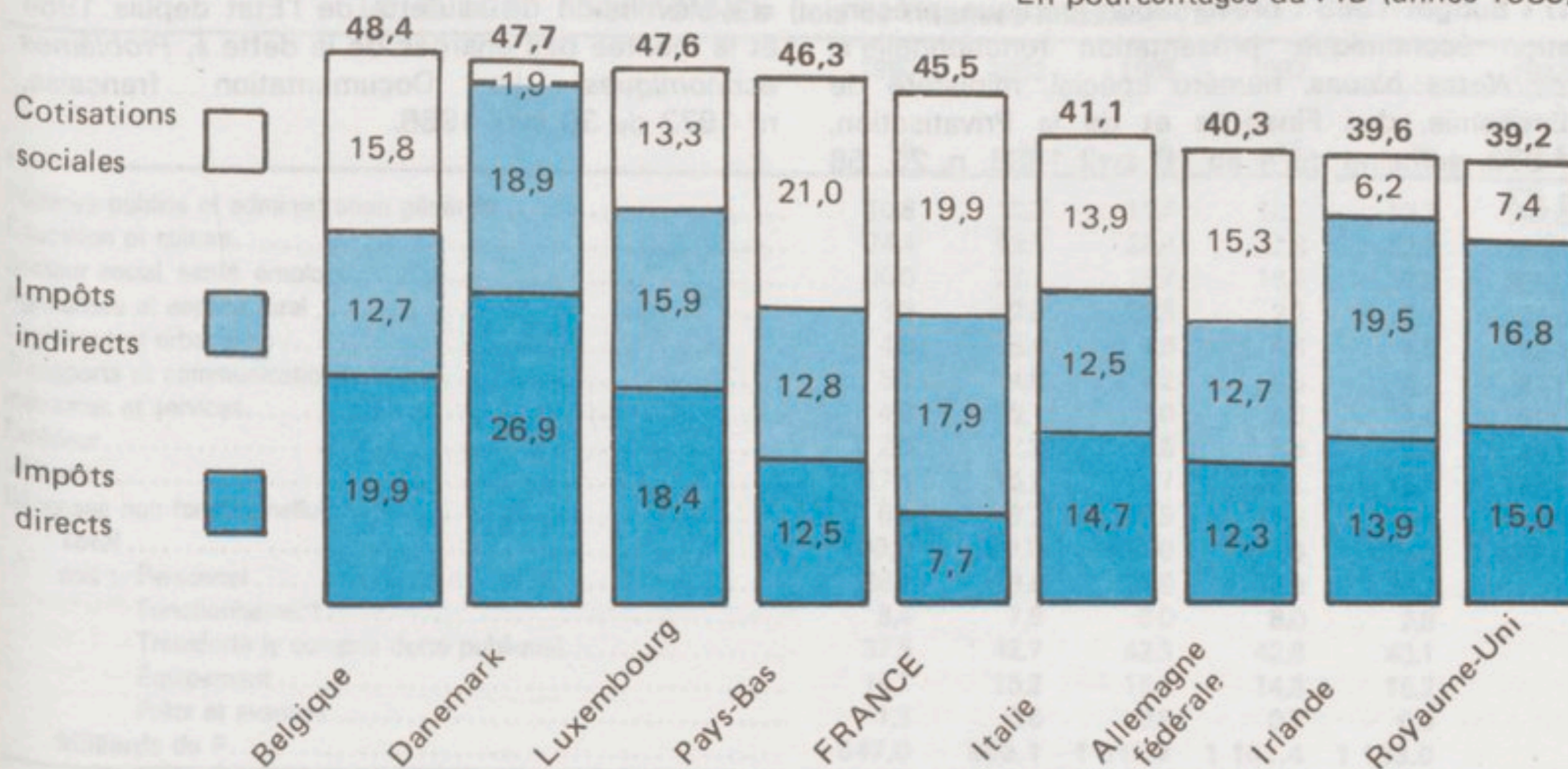
STRUCTURE DES RECETTES FISCALES — 1982 À 1986 [2]

(%)

	1982	1983	1984	1985	1986
I. Impôts directs	39,8	39,0	39,5	38,3	39,1
Impôts sur le revenu des personnes physiques....	20,3	20,9	21,3	20,8	20,3
Autres impôts directs perçus par voie de rôle.....	1,7	1,7	1,9	1,8	2,2
Impôts sur les sociétés.....	10,3	9,0	8,5	8,6	9,5
Taxe sur les salaires.....	2,8	2,8	3,0	2,4	2,4
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers.....	3,1	3,1	3,2	3,4	3,3
Impôts sur les grandes fortunes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres	1,1	1,0	1,1	0,8	0,9
II. Impôts indirects	60,2	61,0	60,5	61,7	60,9
Enregistrement, timbre, bourse	5,8	5,9	5,2	5,0	5,2
Douanes (y c. produits pétroliers)	7,7	7,7	8,0	9,3	9,4
Taxe sur le chiffre d'affaires (TVA et assimilés)....	43,7	44,4	44,5	44,6	43,6
Autres	3,0	3,0	2,8	2,8	2,7
Total (I + II)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total des recettes fiscales (millions de F)...	799 638	868 218	936 224	1 014 559	1 091 846

STRUCTURE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES EN 1985 DANS LA CEE [3]

En pourcentages du PIB (année 1985)



18 BUDGET

PRÉSENTATION

En 1988, selon la *loi de finances initiale*, le premier budget de l'État reste celui du ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (238 milliards de F), en raison de la part importante des « *Charges communes* ». Viennent ensuite dans le budget général (ce qui exclut les Postes et Télécommunications, budget annexe) celui de l'Éducation nationale et celui de la Défense, avec respectivement 219 et 213 milliards de F, puis, loin derrière, le budget des Affaires sociales et de l'Emploi (112 milliards de F), le budget de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports (107 milliards de F), etc. En *crédits de paiement*, les dépenses civiles d'équipement s'élèvent à 68 milliards de F, tandis que près de 91 milliards sont consacrés à l'équipement militaire [1].

La nomenclature du *budget fonctionnel*, indépendante du découpage entre ministères, assure la continuité d'un gouvernement à l'autre. La fonction « Éducation et culture » demeure la plus importante (22,6 % du budget pour 1988). En 1988, les postes gardent approximativement la même part que l'année précédente à l'exception des « Dépenses non fonctionnelles » qui augmentent de 14,5 %. Par catégorie, ce sont les « Transferts » qui représentent le poste le plus important avec 43,1 % des dotations [1].

8,08	7,18	8,00	8,78
5,8	6,8	5,8	6,8
4,8	5,8	4,8	5,8
3,8	4,8	3,8	4,8
2,8	3,8	2,8	3,8
1,8	2,8	1,8	2,8
0,8	1,8	0,8	1,8
0,8	1,8	0,8	1,8

DÉFINITIONS

● **Charges communes.** Ce poste, géré par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, rassemble les dépenses communes à toutes les administrations : pensions, dépenses relatives à la dette publique, à la présidence de la République et aux assemblées parlementaires et certaines dépenses spécifiques de transfert.

● **Budget fonctionnel.** La « présentation fonctionnelle du budget de l'État » est communiquée au Parlement depuis 1972 en annexe au projet de loi de finances et permet un classement des crédits par domaine d'intervention ou fonction. Elle comprend 10 fonctions mais elle exclut les budgets annexes financés par des recettes propres de caractère commercial. La répartition par fonction n'est jamais réévaluée lors du vote des lois de finances rectificatives, les modifications apportées étant très faibles; une exception, cependant, en 1981, où, suite au collectif de juin, des variations importantes sont apparues.

● **Autorisations de programme.** Les dépenses en capital donnent lieu à des autorisations de programme, provisionnées pour plusieurs années, qui autorisent les services à engager des dépenses d'équipement, puis annuellement à des *crédits de paiement* qui autorisent l'« ordonnancement » des dépenses après exécution des travaux.

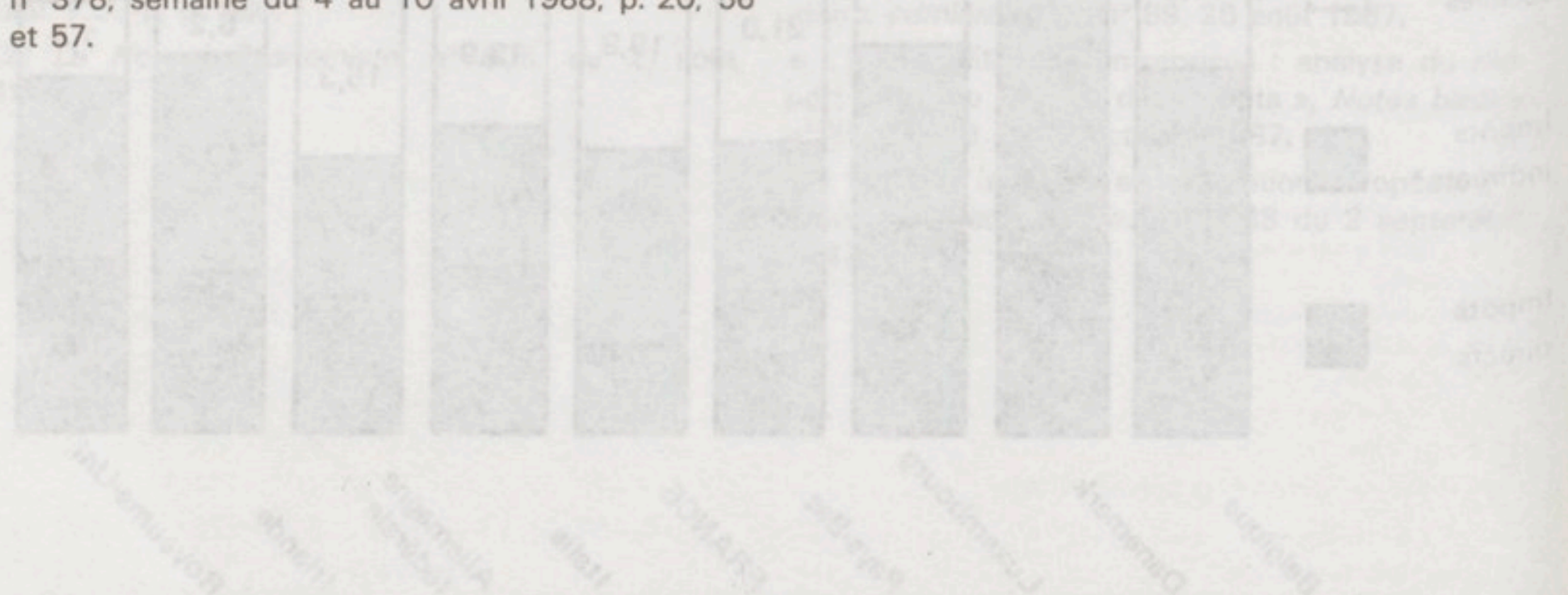
● **Comptes spéciaux du Trésor.** Contrairement à la règle du budget général, ils permettent l'affectation de recettes à certaines dépenses définitives ou temporaires (ex. affectation de la taxe forestière aux dépenses de reboisement...).

SOURCES

[1] « Budget 1988 : présentation juridique, présentation économique, présentation fonctionnelle », *Les Notes bleues*, numéro spécial, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, n° 378, semaine du 4 au 10 avril 1988, p. 20, 56 et 57.

POUR EN SAVOIR PLUS

● « L'évolution de la dette de l'État depuis 1964 et la montée des charges de la dette », *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 1972 du 30 avril 1986.



18.3 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

CRÉDITS ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME PAR MINISTÈRE (lois de finances initiales) [1]
(millions F)

	Fonction- nement et transferts	Investis- sements et crédits de paiement	Total		Autorisations de programme	
			1988	Rappel 1987	1988	Rappel 1987
Affaires sociales et Emploi	110 757	1 572	112 328	103 970	1 529	1 471
Agriculture.....	33 538	1 464	35 002	33 221	1 504	1 450
Anciens combattants.....	26 921	—	26 922	27 177	—	—
Coopération.....	4 966	1 600	6 566	5 889	1 703	1 721
Culture et Communication.....	6 077	2 747	8 824	8 991	2 002	2 219
Départements et Territoires d'outre-mer	1 101	672	1 773	1 718	963	917
Économie, Finances	231 150	6 531	237 680	235 104	10 987	3 376
1. Charges communes (a).....	195 943	6 251	202 194	200 523		
2. Services financiers.....	34 639	231	34 869	33 939		
3. Commerce et Artisanat.....	568	49	617	642		
Éducation nationale	208 914	10 401	219 315	210 834	10 284	9 955
1. Enseignement scolaire.....	173 977	1 111	175 088	168 203		
2. Recherche et enseignement supérieur	34 937	9 290	44 227	42 631		
Équipement, Logement, Aménagement du Territoire et Transports..	79 533	27 270	106 804	105 941	23 751	19 840
1. Urbanisme, Logement et Services communs	37 288	15 641	52 929	49 133		
2. Routes et Sécurité routière.....	2 375	5 601	7 976	7 486		
3. Aménagement du territoire.....	98	1 716	1 815	2 085		
4. Transports.....	39 533	3 852	43 385	46 609		
5. Environnement.....	239	460	699	628		
Industrie et Tourisme.....	13 679	4 171	17 850	20 347	4 173	5 849
Affaires étrangères.....	10 271	250	10 521	10 346	281	243
Intérieur	51 657	8 654	60 312	55 862	9 206	8 870
Justice.....	12 988	1 817	14 805	13 351	3 597	1 318
Mer.....	4 886	581	5 467	5 558	676	594
Services du Premier ministre	4 985	291	5 274	4 921	323	189
1, 2, 3. Services généraux, SGDN, CES.....	2 764	132	2 895	2 563		
4. Plan	151	10	160	173		
5. Jeunesse et Sports	2 070	149	2 219	2 185		
Total des dépenses civiles 1988.....	801 421	68 022	869 443	843 230	(b)70 979	58 012
Rappel 1987.....	775 578	67 652	—	—		
Défense 1988	121 957	90 847	212 804	206 750		
Rappel 1987.....	120 940	85 810	—	—		
Total des charges budgétaires 1988.....	923 378	158 869	1 082 247	1 049 980		
Rappel 1987.....	896 518	153 462	—	—		

(a) Déduction faite des dégrèvements et remboursements d'impôts. (b) Il faut ajouter en 1988, 41,7 milliards F pour les budgets annexes et 16,8 milliards F pour les comptes spéciaux du Trésor dont 15 milliards F provenant de la privatisation.

LE BUDGET FONCTIONNEL (lois de finances initiales) [1]

	1980	1983	1985	1987	1988	
	%	%	%	%	%	Milliards de F
Pouvoirs publics et administration générale	10,8	10,3	11,4	12,1	12,3	142,0
Éducation et culture.....	24,4	23,1	23,4	22,8	22,6	260,8
Secteur social, santé, emploi.....	20,0	22,1	19,7	18,4	17,8	205,5
Agriculture et espace rural	3,2	2,5	2,5	2,2	2,1	24,3
Logement et urbanisme	4,9	5,4	4,6	4,4	4,6	52,4
Transports et communications.....	5,1	4,6	4,2	4,3	4,1	47,1
Industries et services.....	4,8	5,1	5,0	4,5	4,4	51,0
Extérieur.....	2,8	2,9	2,6	3,9	3,8	44,1
Défense	17,4	15,7	15,7	16,1	15,9	182,9
Dépenses non fonctionnelles	6,6	8,3	10,9	11,3	12,4	142,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	1 153,0
soit : Personnel	36,7	33,6	33,6	33,9	33,3	
Fonctionnement.....	8,4	7,9	8,0	8,0	7,9	
Transferts (y compris dette publique).....	37,5	42,7	42,3	42,6	43,1	
Équipement	16,1	15,2	15,3	14,8	15,2	
Prêts et avances	1,3	0,6	0,8	0,7	0,5	
Milliards de F.....	547,0	903,1	1 018,2	1 102,4	1 153,0	

18 BUDGET

PRÉSENTATION

En 1987, avec un effectif militaire (Terre, Mer, Air) de 450 000 personnes, la France se classe loin derrière l'URSS et les États-Unis, mais au deuxième rang des puissances européennes après l'Allemagne fédérale. Son budget militaire est supérieur à celui de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne. Avec 4,0 % du *produit intérieur brut*, ce budget représente un effort bien moindre que celui de l'URSS, des États-Unis ou même de la Grande-Bretagne, mais supérieur à celui de la RFA, de la Belgique, des Pays-Bas et surtout de l'Italie [1].

Les effectifs militaires budgétaires (gendarmerie comprise) se sont maintenus, de 1968 à 1984, aux alentours de 560 000 hommes. En 1987, ils sont passés à 546 000. L'armée de terre représente en 1987 plus de la moitié des effectifs (55 %) [2].

Le budget de la Défense pour 1988 s'élève à 174,3 milliards de francs, soit 16,1 % du budget de l'État [1]. La part des dépenses d'équipement (52,1 %) dépasse celle des dépenses de fonctionnement (47,9 %) [1].

Le secteur nucléaire (forces nucléaires) représente en 1987, avec près de 37 000 hommes (dont 10 400 civils et 11 000 appelés), 5,3 % seulement des effectifs globaux, mais 22,1 % du budget de la Défense et 37 % des dépenses d'équipement [1].

DÉFINITIONS

● **Statistiques militaires.** Pour des raisons évidentes, les informations chiffrées sur les forces armées ne fleurissent guère dans les annuaires statistiques et n'ont fait l'objet d'aucun effort d'harmonisation internationale. C'est pourquoi les chiffres du premier tableau ci-contre, qui ont pour principal mérite d'exister, sont donnés à titre indicatif et doivent être interprétés avec prudence.

● **Forces aériennes stratégiques (FAS).** Elles comprennent au 1^{er} janvier 1988 :

— 2 unités de tir, soit 18 missiles S 3, sol-sol balistiques stratégiques, implantées au plateau d'Albion;

— bombardement : 2 escadrons de Mirage IV P-ASMP;

— 1 escadre d'avions ravitailleurs (11 C 135 F) en fin de remotorisation.

● **Force océanographique stratégique (FOST).**

Elle est composée au 1^{er} janvier 1988 de 6 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) : 2 SNLE à 16 missiles MSBS M 4 à charges multiples, 2 SNLE à 16 missiles MSBS M 20 monocharge, 2 SNLE en refonte M4.

● **Armement nucléaire préstratégique.** Il équipe les trois armes et comprend au 1^{er} janvier 1988 :

— forces aériennes : 2 escadrons de Mirage III E, 3 escadrons de Jaguar, 4 escadrons d'aide à la pénétration (Mirage III E et Jaguar);

— forces terrestres : 5 régiments Pluton (30 rampes de tir);

— forces maritimes : 2 flotilles de Super-Étendard embarqués.

SOURCES

[1] « La défense en chiffres 1988 », *Armées d'aujourd'hui*, Service d'information et de relations publiques des armées, SIRPA. Supplément au n° 127, février 1988.

[2] De 1914 à 1968 : Service d'information et de relations publiques des armées, SIRPA, note photocopiée. De 1975 à 1987 : *Budget voté de 1975 à 1987* (p. 452 pour 1987), *Défense*, dépenses ordinaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

● **Défense nationale**, Problèmes politiques, économiques, scientifiques, militaires, 1, place Joffre, 75700 Paris.

● « Le service national », *Le Monde, dossiers et documents*, n° 125, septembre 1985.

● « Énergie et défense à l'horizon 2000 », *Défense nationale*, comité d'Études et de Défense nationale, août-septembre 1987.

● « Équipements militaires : propositions pour 1987-1991 », Rapport à l'Assemblée Nationale n° 622, *Journal officiel* 1987.

18.4 DÉFENSE

PLACE DE LA DÉFENSE DANS QUELQUES PAYS * (données 1987) [1]

Pays	Dépenses militaires					Effectifs	
	Millions F	% PIB	Terre	Air	Mer Ensemble	Réserves	
Belgique.....	24 373	2,9	67 500	18 800	4 500	90 800	(a) 258 900
Grande-Bretagne.....	191 740	4,7	158 700	93 500	66 500	318 700	316 580
France.....	207 314	4,0	279 900	96 000	68 900	444 800	391 000
Italie.....	103 804	2,7	265 000	73 000	50 300	388 300	769 000
Pays-Bas.....	39 407	3,2	68 000	18 000	17 100	103 100	175 400
Allemagne (RF).....	200 358	3,1	332 100	108 700	36 400	477 200	770 000
États-Unis.....	1 919 839	6,5	774 100	606 800	583 800	1 964 700	1 152 700
URSS.....	...	14,0	2 000 000	454 000	477 000	2 931 100	(b) 6 207 000

* Sources : Dépenses militaires : statistiques OTAN qui intègrent les pensions militaires. Effectifs : Military Balance (1987-1988).
(a) Military Balance 1986-1987. (b) Réservistes démobilisés depuis moins de 5 ans.

EFFECTIFS BUDGÉTAIRES
DE L'ARMÉE FRANÇAISE (1914-1987) [2]

	(milliers)				
	Terre	Mer	Air	Gendarmerie	Total
1914.....					979
1938.....	665	77	56	49	847
1949.....	455	55	66	58	634
1957.....	829	86	175	63	1 153
1962.....	721	79	140	69	1 008
1968.....	330	69	108	68	575
1975.....	332	68	102	74	(a) 576
1976.....	331	68	102	75	(a) 576
1977.....	330	68	101	76	(a) 575
1978.....	324	68	101	76	(a) 569
1979.....	320	68	101	77	(a) 566
1980.....	314	68	101	78	(a) 561
1981.....	314	68	100	79	(a) 561
1982.....	314	68	100	81	(a) 563
1983.....	311	68	100	85	(a) 564
1984.....	305	68	99	85	(a) 557
1985.....	300	67	97	85	(a) 549
1986.....	296	66	96	86	(a) 544
1987.....	298	66	95	87	(a) 546

(a) Personnels militaires en activité et appelés seulement, non compris la section commune.

ÉVOLUTION DU BUDGET DEPUIS 1980 [1]

Années	Millions de F	% du produit intérieur brut marchand (a)
1980.....	88 602	3,67
1981.....	104 443	3,87
1982.....	122 855	3,88
1983.....	133 222	3,92
1984.....	142 100	3,84
1985.....	150 200	3,78
1986.....	158 350	3,72
1987.....	169 200	3,79
1988.....	174 276	(b) 3,82

(a) Le produit intérieur brut marchand (PIBM) correspond à l'ensemble des valeurs ajoutées brutes (TVA incluse) des biens et services marchands. (b) 3,88 % fonds de concours exceptionnels compris.

COÛT DE LA DÉFENSE (1988) [1]

	(millions de F)		
	Fonctionnement	Équipement	Total
Forces nucléaires.....	4 809	33 649	38 458
Forces terrestres.....	17 183	14 849	32 032
Forces aériennes.....	7 861	13 271	21 132
Forces maritimes.....	9 732	11 370	21 102
Gendarmerie.....	12 017	1 407	13 424
Forces d'outre-mer.....	3 412	1 327	4 739
Recherches et essais.....	2 389	8 022	10 411
Organismes de formation.....	7 844	2 756	10 600
Soutien des personnels.....	7 590	808	8 398
Soutien des matériels.....	5 148	1 364	6 512
Administration générale.....	5 146	1 776	6 922
Dépenses non ventilées.....	298	248	546
Total budget (a).....	83 429	90 847	174 276

(a) Non compris les pensions et la participation au Fonds spécial des ouvriers de l'État, gérées par le ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation.

18 BUDGET

PRÉSENTATION

Le total des crimes et délits constatés en France en 1986 par l'ensemble des services de police et de gendarmerie s'établit à près de 3,3 millions de faits, soit une baisse de 8 % par rapport à 1985 [1]. La baisse est surtout sensible pour les vols, notamment ceux commis sur la voie publique (vols avec violence, cambriolages...). En dix ans, de 1976 à 1986, le total des crimes et délits enregistrés a augmenté de 80 % [1].

En 1985, 4,2 millions de décisions de justice ont été rendues par les *juridictions administratives*, les *juridictions commerciales*, les *juridictions pénales et de la jeunesse* [2].

Il y a 180 établissements pénitentiaires en 1986 en France (y compris les DOM). L'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire représente 16 640 personnes, dont près de 80 % affectées à la surveillance. Au 1^{er} janvier 1987, le nombre de détenus est de 49 112, dont 45 % de prévenus. La part des femmes est très faible (4 %). Les détenus de nationalité étrangère représentent 30 % de la population carcérale [2]. Avec 80 détenus pour 100 000 habitants au 1^{er} janvier 1986, la France métropolitaine se situe après le Royaume-Uni (94) et l'Allemagne fédérale (92), mais avant l'Italie (77) et l'Espagne (61) [3].

Dans le budget de l'État pour 1988, le ministère de la Justice avec 14 805 millions de F (+ 11 % par rapport à 1987) représente 1,4 % du total [4].

DÉFINITIONS

● **Grande criminalité.** Elle regroupe les crimes et délits inspirés par le profit et qui compromettent gravement la sécurité des personnes. Elle comprend les vols avec violence, les trafics de stupéfiants, les homicides crapuleux, etc.

● **Criminalité moyenne.** Elle concerne les faits dont le caractère de gravité est lié à l'insécurité ou à l'atteinte des personnes. Elle comprend les cambriolages, les coups et blessures volontaires, les faux en écriture et les trafics de fausse monnaie.

● **Juridictions administratives.** Elles comprennent le Conseil d'État, la Cour des Comptes, les chambres régionales des comptes et les tribunaux administratifs.

● **Juridictions civiles et commerciales.** Ce sont la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux d'instance et tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les conseils des prud'hommes, les tribunaux paritaires des baux ruraux, les commissions de la sécurité sociale.

● **Juridictions pénales et de la jeunesse.** Ce sont la Cour de cassation, les cours d'assise, les tribunaux correctionnels, les tribunaux de police, les tribunaux commerciaux et les tribunaux pour enfants.

● **Population pénale en milieu ouvert, en milieu fermé.** En milieu fermé comprend l'ensemble des détenus (prévenus et condamnés). En milieu ouvert comprend l'ensemble des probationnaires (condamnés à un sursis avec mise à l'épreuve) et des libérés conditionnels.

SOURCES

[1] *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1986*, direction générale de la Police nationale, La Documentation française, édition 1987, p. 7, 23 à 27; idem édition 1986 p. 71.

[2] *Annuaire statistique de la Justice 1986*, ministère de la Justice, La Documentation française, édition 1987, p. 17, 175, 177, 179 et idem édition 1988 (à paraître).

[3] « La population carcérale » par Pierre Tournier, *Données sociales 1987*, INSEE, p. 595.

[4] « Budget 1988 », *Les Notes bleues*, ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, numéro spécial, semaine du 4 au 10 avril 1988, p. 56.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Le Courrier de la Chancellerie*, ministère de la Justice (mensuel).

● « L'organisation judiciaire de la France » par H. Pinsseau, *Notes et études documentaires*, La Documentation française, n° 4777, 1985.

● « La gestion des établissements pénitentiaires », 1983, et « Crise économique et criminalité », 1985, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

● « La modernisation de la Justice », rapport au Premier Ministre, La Documentation française, 1985.

● *Rapport général sur l'exercice 1986*, direction de l'Administration pénitentiaire, ministère de la Justice.

● « Travail d'intérêt général : mise à exécution de 1986 », *Note de conjoncture*, ministère de la Justice, n° 85, octobre 1987.

● « Justice : la révolte des usagers », *Le Nouvel économiste*, n° 635, 18 mars 1988.

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ EN FRANCE DEPUIS 1976 [1]

	1976	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Grande criminalité.....	24 643	44 421	49 466	56 272	63 744	65 861	62 009
Criminalité moyenne.....	266 079	422 698	499 802	536 084	582 142	581 314	555 052
Délinquance.....	1 533 231	2 422 901	2 864 414	2 971 619	3 035 567	2 932 019	2 675 129
Total des crimes et délits.....	1 823 953	2 890 020	3 413 682	3 563 975	3 681 453	3 579 194	3 292 189

CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE DANS QUELQUES PAYS * EN 1986 [1]

(taux pour 1 000 hab.)

	France	RFA	Italie	Angl. P. de Galles	Japon (a)	États-Unis (b)
Crimes et délits (taux pour 1 000)	59,65	71,53	24,52	77,06	14,48	...
Homicides volontaires.....	0,04	0,04	0,04	0,02	0,01	0,08
Vols.....	37,83	45,02	11,43	59,50	11,42	48,44
dont : cambriolages.....	7,41	19,10	...	18,76	2,48	13,34
vols à main armée ou avec violence.....	0,91	0,46	0,43	0,60	0,01	2,14
vols d'automobiles.....	4,72	1,15	2,92	8,23	0,29	4,29
autres vols.....	24,79	24,29	2,86	31,91	8,64	28,67
Trafic et consommation de stu- péfiants.....	0,09	1,12	0,24	0,15	0,02	...
Total des crimes et délits.....	3 292 189	4 367 124	1 403 214	3 847 410	1 752 729	...

* Les chiffres figurant dans ce tableau ne permettent pas de faire une comparaison rigoureuse et complète compte tenu des différences de législation et des systèmes statistiques en vigueur dans les pays concernés. (a) 1985. (b) 1983.

LE POIDS DE LA JUSTICE EN FRANCE [2]

	1976	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Budget du ministère de la Justice (millions F).....	2 492	6 498	8 352	9 328	10 317	11 152	12 137
Effectif budgétaire (milliers).....	34,3	43,3	45,6	46,3	46,7	47,0	47,4
dont : magistrats.....	5,1	5,6	5,6	5,8	5,8	5,8	5,9
Ensemble des décisions rendues * (milliers).....	3 888	2 978	3 504	3 757	4 092	4 167	...
— par les juridictions administratives.....	26	50	54	52	53	57	72
— par les juridictions civiles et commerciales.....	790	1 105	1 123	1 230	1 295	1 332	1 372
— par les juridictions pénales et de la jeunesse.....	2 572	1 823	2 327	2 475	2 744	2 778	...

* Ne comprennent pas l'activité du médiateur, les classements sans suite décidés par le parquet et les amendes pénales fixes.

POPULATION PÉNALE (Métropole et DOM) [2]

	1976	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Ensemble de la population pénale au 1 ^{er} janvier.....	75 176	113 813	77 393	91 329	104 544	116 214	123 159	...
dont : en milieu ouvert.....	44 461	73 448	45 842	55 453	64 534	71 716	79 130	...
en milieu fermé.....	30 715	40 365	31 551	35 876	40 010	44 498	44 029	49 112
dont : prévenus.....	13 481	18 625	15 929	18 476	21 105	23 046	22 152	22 151
condamnés.....	17 234	22 100	15 622	17 400	18 905	21 452	21 877	26 961
hommes.....	29 961	39 071	30 537	34 705	38 642	43 001	42 428	47 149
femmes.....	754	1 294	1 014	1 171	1 368	1 497	1 601	1 963
français *.....	24 167	31 102	23 249	25 465	28 524	31 354	30 700	34 532
étrangers *.....	5 315	7 855	7 091	9 114	10 110	11 583	11 917	13 162

* Métropole uniquement.

18 BUDGET

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 1985, les agents de l'État en poste en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger étaient au nombre de 2 665 000, tous ministères confondus. L'« Éducation, Universités, Jeunesse, Sports et Loisirs » occupaient deux agents de l'État sur cinq [1].

Un fait marquant de l'évolution récente du nombre des salariés de l'État est le développement du travail à temps partiel ainsi que le nouveau régime de cessation progressive d'activité : ainsi, au 31 décembre 1985, le travail à temps partiel dans les ministères civils concernait 11 % des agents de l'État et 18 % des femmes [1].

Globalement pour l'ensemble des ministères civils, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, notamment au ministère de l'Éducation nationale. C'est au ministère de l'Intérieur que leur poids est le plus faible : 19 %.

La part des *non-titulaires* dans l'ensemble des ministères civils était de 12,5 % fin 1985 [1].

Au 1^{er} janvier 1986, les collectivités territoriales et les organismes d'action locale employaient près de 1 170 000 personnes (non compris les TUC), dont 1 125 000 en métropole et 45 000 dans les DOM. C'est à Paris et dans les DOM que se trouvent les taux de fonctionnaires des collectivités territoriales par rapport à la population les plus élevés [1] [2].

SOURCES

[1] « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1983, 1984, 1985 » par Dominique Quarré, *Archives et documents*, INSEE, n° 216, octobre 1987, p. 25, 29 à 32, 52, 57, 68 à 81.

[2] « Les effectifs des collectivités territoriales au 1^{er} janvier 1986 » par D. Quarré et B. Rabin *Premiers résultats*, INSEE, n° 102, juillet 1987.

DÉFINITIONS

● **Effectifs budgétaires.** Lors de son vote annuel du budget, le Parlement « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et, jusqu'en 1976, de crédits non individualisés affectés à la rémunération de personnels.

● **Titulaires.** Les personnels titulaires appartiennent à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de recrutement :
catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
catégorie B, chargée des fonctions d'application;
catégories C et D, assurent les tâches d'exécution.

● **Non-titulaires.** A côté des fonctionnaires titulaires, recrutés par concours et soumis au statut général de la Fonction publique et des militaires de carrière, l'État emploie diverses catégories de personnels : ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs.

Le ministère de la Défense emploie des personnels militaires : militaires d'active et militaires engagés et des personnels civils : titulaires, non-titulaires, ouvriers d'État.

POUR EN SAVOIR PLUS

● *Données sociales*, INSEE édition 1987 : « Les salaires dans la Fonction publique » par M. Méron et « Le glissement vieillissement technicité (GVT) » par J. Y. Fournier.

● *Premiers résultats*, INSEE : « Les agents de l'État au 1^{er} janvier 1986 » n° 91, avril 1987; « Les salaires de l'État de 1982 à 1985 » n° 97, juin 1987.

● « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983, 1984, 1985 » *Archives et documents*, INSEE, n° 228, décembre 1987.

● « Le traitement des fonctionnaires », *Économie et statistique*, n° 208, mars 1988.

● *Futuribles*, « Les motivations au travail : enquête auprès des agents de la Fonction publique » n° 111, juin 1987; « Évolution de la Fonction publique en France » n° 112, juillet-août 1987.

18.6 FONCTION PUBLIQUE

RÉPARTITION DES AGENTS DE L'ÉTAT PAR MINISTÈRE, SEXE, STATUT ET DURÉE DU TRAVAIL AU 31 DÉCEMBRE 1985 [1]

(milliers)

	Effectif total	Hommes	Femmes	Titulaires	Non-titulaires	Temps partiel
Éducation nationale	956,8	351,0	605,8	865,4	91,4	88,2
Universités.....	91,6	51,4	40,2	65,1	26,5	6,0
Jeunesse, Sports et Loisirs.....	9,6	6,8	2,8	4,5	5,1	3,0
Postes et télécommunications, télédiffusion.....	514,0	297,7	216,3	454,7	59,3	71,4
Économie, Finances et Budget.....	208,0	81,6	126,4	191,1	16,9	37,5
Intérieur et Décentralisation, DOM-TOM.....	150,4	121,9	28,5	145,8	4,6	4,7
Urbanisme et Logement, Environnement, Transports, Mer.....	113,5	87,2	26,3	86,0	27,5	8,8
Justice.....	49,0	24,7	24,3	46,2	2,8	4,6
Agriculture.....	34,9	20,3	14,6	21,4	13,5	6,5
Relations extérieures et coopération.....	29,0	19,9	9,1	15,7	13,3	0,7
Affaires sociales.....	26,2	6,8	19,4	22,1	4,1	5,2
Culture.....	12,2	5,8	6,4	9,0	3,2	1,9
Industrie, Recherche, Commerce et Artisanat.....	10,3	5,6	4,7	4,9	5,4	3,6
Anciens combattants.....	5,0	1,9	3,1	4,3	0,7	0,8
Services du Premier ministre, Plan et Aménagement du territoire.....	4,0	1,6	2,4	1,1	2,9	0,4
Ensemble des services civils.....	2 214,5	1 084,1	1 130,4	1 937,3	277,2	243,3
dont : Métropole.....	2 128,8	1 034,6	1 094,2	1 872,6	256,2	240,3
Défense*	450,2	...	...	...	...	...
Ensemble tous ministères.....	2 664,7	...	...	...	...	...
dont : Métropole.....	2 536,9	...	...	...	...	...

*Ne sont pas pris en compte les 1 841 militaires rémunérés sur les budgets des ministères civils, mais payés par les centres de traitement du ministère de la Défense.

EFFECTIF DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AU 31 DÉCEMBRE 1985 (Métropole et DOM) [2]

	Tous emplois*
Organismes départementaux et régionaux.....	201 441
Régions.....	2 924
Départements.....	174 110
dont : services de l'État.....	78 647
Préfecture de police de Paris.....	5 038
Services départementaux d'incendie et de secours.....	12 757
Autres établissements publics départementaux.....	6 612
Organismes communaux et intercommunaux.....	940 128
Organismes communaux.....	861 358
dont : communes.....	760 694
bureaux d'aide sociale.....	57 135
Organismes intercommunaux.....	78 770
dont : communautés urbaines.....	22 540
syndicats de communes.....	47 909
Organismes divers d'action locale privés ou semi-publics avec financement public.....	27 313
Total.....	1 168 882
Travaux d'utilité collective (TUC).....	190 900
Offices publics d'HLM.....	34 704

* Non compris les emplois — autres que secrétaire de mairie — exercés à titre d'activité accessoire par les salariés de l'État. Une même personne peut être comptabilisée deux fois si elle est employée simultanément par deux collectivités ou organismes locaux.

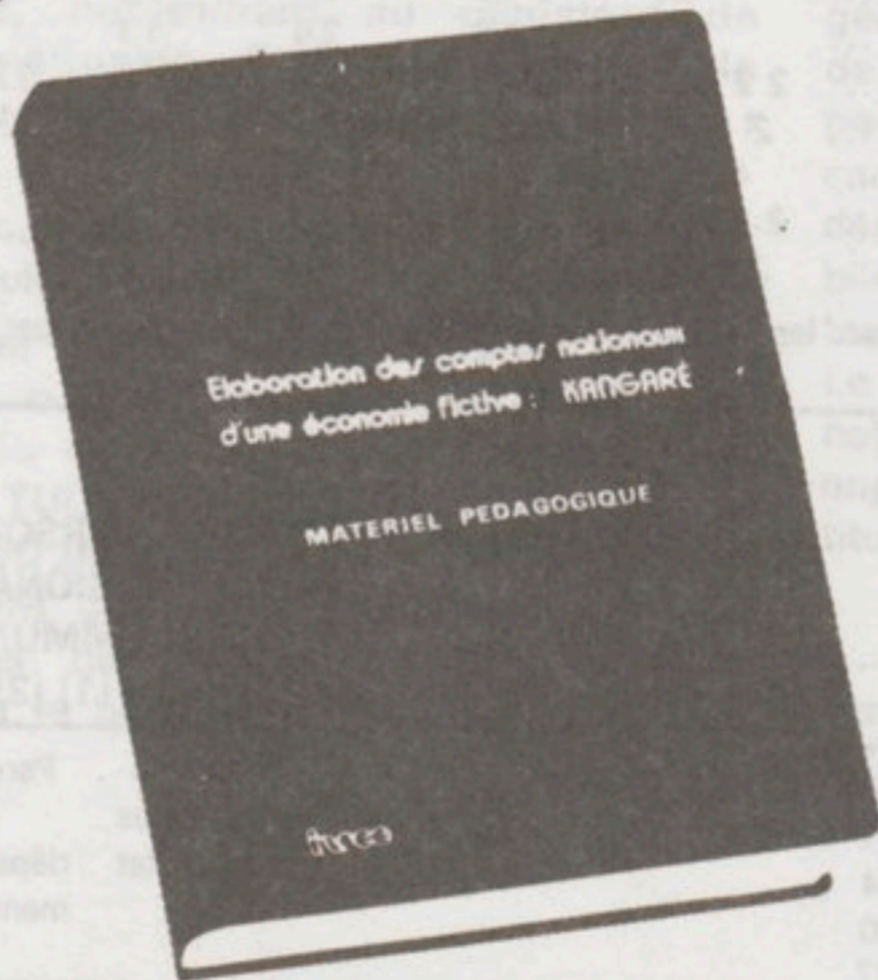
FONCTIONNAIRES D'ÉTAT, PERSONNELS DÉPARTEMENTAUX ET RÉGIONAUX, COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX AU 1^{er} JANVIER 1986 [1] [2]

	Fonctionnaires d'État	Personnels départementaux (*)	Personnels communaux (*)
Île-de-France.....	516 488	47 061	183 677
Champagne - Ardenne.....	51 944	3 972	14 408
Picardie.....	58 947	6 672	19 357
Haute-Normandie.....	58 925	6 140	23 279
Centre.....	81 557	7 844	30 626
Basse-Normandie.....	46 676	4 478	17 275
Bourgogne.....	62 433	5 314	19 647
Nord - Pas-de-Calais.....	131 808	11 309	47 612
Lorraine.....	87 018	6 328	24 730
Alsace.....	59 365	3 148	17 257
Franche-Comté.....	40 830	3 848	12 962
Pays de la Loire.....	91 065	8 799	36 068
Bretagne.....	88 566	8 413	33 876
Poitou - Charentes.....	55 248	5 055	21 540
Aquitaine.....	98 839	8 108	39 574
Midi - Pyrénées.....	94 712	7 643	31 083
Limousin.....	31 623	2 773	8 837
Rhône - Alpes.....	185 653	12 153	68 723
Auvergne.....	51 576	4 168	15 811
Languedoc - Roussillon.....	74 204	5 657	28 181
Provence - Alpes - Côte d'Azur.....	149 325	11 793	67 496
Corse.....	12 012	1 477	3 636
Métropole.....	2 128 814	182 153	765 655
DOM.....	49 128	8 378	30 718
Ensemble (a).....	2 214 506	190 531	796 373

(*) Effectifs en équivalents « temps complet ». (a) Y compris 6 870 fonctionnaires dans les TOM et 29 694 à l'étranger.

POUR UN ENSEIGNEMENT RENOUVELÉ DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

**EMBARQUEMENT
IMMÉDIAT
POUR
"KANGARÉ"**



UN OUTIL PÉDAGOGIQUE PERFORMANT

LA NOUVELLE VERSION DU COFFRET "KANGARÉ"

L'INSEE vous propose une démarche originale pour apprendre à élaborer LES COMPTES DE LA NATION dans le cadre d'une nation fictive à ÉCONOMIE SIMULIFIÉE : KANGARÉ. Des données statistiques sur l'économie vous permettent d'engager une série d'exercices TRÈS PROGRESSIFS en 3 temps.

1 Les notions essentielles de la Comptabilité Nationale;
L'articulation des comptes;
La construction des grands tableaux économiques.

TES : Tableau Entrées Sorties
TEE : Tableau Economique d'Ensemble
TOF : Tableau des Opérations Financières

2 Le cas d'un projet d'implantation industrielle conduit à l'élaboration des tableaux différentiels et des conclusions économiques.

3 Dans une étape de perfectionnement la Comptabilité Nationale est utilisée comme outil de prévision économique. Utilisation de la matrice des coefficients techniques, élaboration des différents scénarios de financement du plan proposé.

DANS CE COFFRET FONCTIONNEL

Un exemplaire* du support de cours destiné aux étudiants comprenant : schémas explicatifs et cadres pour les exercices (141 pages).

Un manuel pour l'enseignant (171 pages).

Un jeu de 70 transparents en couleur.

Et en plus
**"EXTRAITS ET
TABLEAUX DES COMPTES
NATIONAUX, ETC"**

En libre consultation dans les Observatoires

**BON
DE COMMANDE**

Merci de m'adresser : LE MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE "KANGARÉ"

Coffret(s) complet(s) 3000F l'un

Brochure(s) pour Etudiant 20F l'une ou 15F à partir de 30 exemplaires

Je joins la somme de _____ F

Mandat Chèque bancaire Chèque postal à l'ordre de l'INSEE

NOM _____

ADRESSE _____

TÉL. _____

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT : _____

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
**INSEE CNGP
BP 2718
80027
Amiens Cedex**

INDEX ALPHABÉTIQUE

La référence en « **gras** » indique les mots clés et titres de chapitre.

La référence en « *italique* » indique que le mot fait l'objet d'une « *définition* » dans le mot clé cité.

A

Accessions à la propriété	4.2, 4.4
Accidents	3.2
Accidents de la circulation	3.1, 3.2
Accidents du travail (taux de fréquence)	3.2
Accords de Grenelle	6.5
Accroissement de la population	2.6
Acier	13.1, 13.2
Actifs, actives	2.3
Action (valeur mobilière)	17.2
Activité	6.1 à 6.4
Activité (taux d')	6.1, 6.3
Activités (économiques)	10.1 à 10.4
Administrations	10.2, 18.3, 18.5
Admission hospitalière (taux d')	3.3
Aéronautique	9.4, 10.4, 10.5, 16.2
Aéroports	15.2
Affections respiratoires	3.1
Âges (v. mariages, décès, scolaris.)	2.1
Agglomération	1.4, 1.5
Agrégats	1.6
Agrégats de monnaie	17.1
Agriculteurs	2.3, 2.7, 4.2, 4.3, 6.1 à 6.4, 6.6, 7.2, 7.3, 8.3, 8.4
Agriculture	10.2, 12.1 à 12.5
Aide à la construction	4.4
Aide au logement	4.3
Air (transports par)	15.2
Alcoolisme	3.1
Algues marines	12.5
Alimentation	7.1, 9.2, 10.4, 14.1
Aluminium	13.2
Armement nucléaire préstratégique	18.4
Armée	18.4
Arrondissement	1.7
Artisans	2.7, 6.1, 6.4, 7.2
Assistantes sociales	3.3
Assurance	10.4
Assurance-vie	17.2
Atlas	1.1 à 1.7
Auto-alimentation (degré d')	12.2
Auto-consommation	7.1
Automobile	3.2, 7.1, 7.2, 9.2, 10.3 à 10.5, 13.3 16.1 à 16.2
Autorisations de programme	18.3
Avoine	12.2

B

Baccalauréat	5.2
Balance commerciale	16.2
Balance des paiements	16.4
Banques	10.4

Bâtiment	3.2, 6.7, 9.3, 10.1, 10.2, 10.4
Bauxite	13.2
BEP	5.2
BEPC	5.2
Betteraves	12.1, 12.2
Beurre	7.1
Biens durables	7.2
Biens existants	16.3
Biens intermédiaires	16.3
Bilan énergétique	11.1
Bilan migratoire	2.6
Billets en circulation	17.1
BIT	6.6
Blé	12.1, 12.2
Blessés (accidents de la route)	3.2
Blocage des loyers	4.4
Bois d'industrie, bois d'œuvre	12.5
Boisement (taux)	12.4
Boissons	7.1, 9.2, 10.4
Bovins	12.2, 12.4
Bourse	17.2, 18.2
BT, BTS	5.2
Branches	10.1
Branches et secteurs d'activité économique	10.1 à 10.7
Bruit	4.3
Budget annexe	18.1
Budget (de l'État)	5.3, 18.1 à 18.5
Budget fonctionnel	18.3

C

Cadres (moyens, sup., prof. lib.)	6.2, 7.2, 7.3, 8.3
Cadre de vie	7.6
CAF (importation), CAF-FAB	16.1, 16.2
Café	7.1, 12.3
Café-restaurant	14.2
Canton	1.7
Caoutchouc	10.4, 12.2 et 16.2
CAP	5.2
Capitaux (mouvements de)	16.4
Carburants	10.4, 11.2, 16.1 et 16.2
Cardio-vasculaires (maladies)	3.1
Cargos	15.3
Catégories sociales	2.3, 2.7
Catégories socio- professionnelles	2.3, 2.7, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6, 7.3
Célibataires	2.2
Causes de décès	3.1
Centrale nucléaire	11.4
CEP	5.2
Céréales	12.1, 12.2
Certificat d'études primaires (CEP)	5.2
Charbon	11.1, 11.5
Charbon-Gaz	11.5
Charges communes (budget)	18.3
Chauffage central	4.3

Chef d'entreprise	6.2
Cheptel	12.3
Chiffre d'affaires	10.3, 10.4, 14.1
Chimie	3.2, 9.4, 10.1 à 10.5
Chirurgiens-dentistes	3.3, 6.2
Chômage, chômeurs	2.7, 6.1, 6.4, 6.6
Cinéma	7.4, 14.2
Circonscriptions administratives	1.7
Cirrhose du foie	3.1
Classes creuses	2.1
Classes moyennes	7.2, 7.3
Clients et fournisseurs (commerce ext.)	16.3
CODEVI	17.2
Coefficient budgétaire	7.1
Coefficient de rigueur climatique	11.1
Collectif budgétaire	18.1
Collectivité territoriale	18.6
Collèges	5.1, 5.3
Commerçants	2.7, 6.1, 14.1
Commerce extérieur	16.1 à 16.4
Commerces	10.1, 14.1
Commune, commune rurale, urbaine	1.5, 1.7
Communications (PTT)	14.3
Comptes d'affectation spéciale	18.1
Comptes des ménages	1.6, 7.1
Comptes spéciaux du Trésor	18.3
Concentration économique	9.4
Concert	7.4
Conditions de vie	7.1 à 7.4
Conflits du travail	6.7
Conflits localisés, généralisés	6.7
Confort du logement	4.3
Congélateur	7.2
Conserves de poissons	12.5
Consolidation	10.4
Consommation - Conditions de vie	7.1 à 7.4
Consommation : voir au mot principal.	
Consommations intermédiaires	9.1
Constructeurs d'automobiles	10.3, 10.4, 13.3
Construction de logements	4.4
Construction mécanique	10.1, 10.2, 10.4
Constructions navales	10.4, 15.3
Contrat	5.3
Contributions directes et indirectes	18.2
Corrigé des variations saisonnières (CVS)	13.1
Cotisations sociales	8.5
Coton	12.3, 13.4
Courrier	14.3
Couverture (budget, taux de)	18.1
Couverture (commerce extérieur, taux de)	16.2
CPA. Classe préparatoire à l'apprentissage	5.1
CPPN. Classe préprofessionnelle de niveau	5.1
Crédit	17.1, 17.2
Criminalité	18.5
Croissance	9.1
Croissance (taux de)	9.1
Crustacés	12.5
Cuir	3.2, 10.1, 10.2
Cuivre	13.2
Culture	7.4

D

Décès	2.5, 2.6, 3.1, 3.2
Déclaration annuelle de données sociales (DADS)	8.1
Défense	18.4
Délinquance	18.5

Démographie	2.1 à 2.6
Densité (population)	1.1, 1.3
Densité (santé, lits, praticiens)	3.3
Dentistes	3.3
Départements	1.2, 1.7
Départs en vacances (taux de)	7.3
Dépense de protection sociale	8.5
Dépenses budgétaires	18.1, 18.3, 18.4
Dépenses culturelles	7.4
Dépense nationale d'environnement	7.6
Dépenses de recherche et développement	10.7
Dépenses de santé	3.4
Dessinateurs et techniciens	6.2
Diplômes	5.2
Disponibilités monétaires	17.1
Disques, cassettes	7.4
Divorcés	2.2, 2.3
Docteurs (en médecine)	3.3
DOM-TOM	1.3
Doubles comptes (population)	1.2
Droit (facultés)	5.1
DEUG, DUT	5.2
Durée du travail	6.5, 18.6

E

EAE	13.1
Eau courante	4.3
Écoles	5.1, 5.3
Économie générale	9.1 à 9.4
Éducation (budget de l')	5.3, 18.3
Effectifs budgétaires	18.4, 18.6
Effectifs des branches	10.2, 10.4, 10.5
Électricité	11.1, 11.3, 11.4
Élèves	5.1
Émissions de valeurs mobilières	17.2
Emploi	6.1 à 6.7
Emploi féminin	6.3
Employés	2.3, 2.7, 4.3, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6, 7.2, 7.3, 8.3
Emprunts autorisés	16.4
Énergie	7.1, 10.2, 11.1 à 11.5
Énergie primaire	11.1
Énergies nouvelles	11.1
Enfants	2.1, 2.3, 2.4, 3.1, 5.1
Enquête annuelle d'entreprise	13.1
Enseignants	5.2, 5.3, 6.2
Enseignement	5.1 à 5.3
Environnement	7.6
Entreprise	9.4
Entreprises françaises (grandes)	10.4
Entreprises mondiales (grandes)	10.3
Envois postaux	14.3
Épargne financière	17.2
Épargne (protection sociale)	8.4
Équilibre budgétaire	18.1
Équilibre commercial	16.2
Équipement des ménages	7.2, 7.4
Équipements de santé	3.3
Équipements sanitaires	4.3
Équipement sportif	7.5
Équivalent-pétrole (tonnes)	11.1
Espérance de vie	1.3, 2.5
Esthétique	14.2
Établissement	9.4
Établissements d'enseignement	5.3
État civil	2.1
État matrimonial	2.2

Étrangers	3.2, 6.4
Étudiants	5.1
Évolution (croissance) en volume	3.4
Excédent migratoire (v. solde mig.)	2.6, 6.4
Excédent naturel	2.6
Exploitations agricoles	12.1
Exportations	16.1

F

FAB (exportation), FAB-FAB	16.1, 16.2
Facteurs de production	9.3
Famille monoparentale	2.3
Familles	2.3
Familles nombreuses	2.3, 2.4
FAO	12.1
FBCF	1.6
FCP	17.2
Fécondité	2.1, 2.3, 2.4
Fécondité (taux de)	2.4
Fédérations sportives	7.5
Femmes actives	2.3, 2.7, 5.3, 6.1 à 6.3
Fer	13.1
Fermes	4.1
Filière bois	12.5
Financement (logements)	4.4
Financement (recherche)	10.7
Finances	17.1, 17.2
Fiscalité	18.2
Flotte	15.3
Fonction publique	6.2, 8.2, 10.2, 18.6
Fonte	13.2
Forces aériennes stratégiques (FAS)	18.4
Forces océanographiques stratégiques (FOS)	18.4
Forêts	12.1, 12.4
Formation brute de capital fixe	1.6, 9.1, 14.2
Formation professionnelle	5.2
Fret	15.2

G

Gaz	11.1, 11.5
Gazole	11.2
Génération	2.1
Grandes écoles	5.1, 5.2
Grandes surfaces	14.1
Grèves	6.7
Groupe (de sociétés)	10.4
Guadeloupe	1.3
Guyane	1.3

H

Habillement	9.2, 16.1
Hausse des prix	9.2
Hôpitaux (publics et privés)	3.1, 3.3
Houille	11.5
Hypermarchés	14.1

I

Immatriculations (automobiles)	13.3
Immeuble	4.1, 4.4
Immigration	2.6, 6.4
Importations	16.1
Impôts	18.2

Impôts directs et indirects	18.2
Inactifs	2.3, 2.7, 3.1, 4.3, 7.3, 8.3
Indépendance énergétique	11.1
Indice, indice des prix	9.2
Indice de pénétration	10.6
Indice des loyers	4.2
Indice du coût de la construction	4.2
Industrie	10.2, 13.1 à 13.4
Industrie au sens strict, au sens large	10.2
Industries agro-alimentaires (IAA)	10.2, 10.4
Industries diverses	10.2
Infectieuses (maladies)	3.1
Inflation	9.2
Ingénieurs (écoles d')	5.1
Installations sportives couvertes	7.5
Instituteurs	6.2
Investissements étrangers	10.6
IUT	5.2

J

Jauge	15.3
Jeunes	2.1, 5.1
Journées individuelles non travaillées (JINT)	6.7
Juridictions	18.5
Justice	18.5

L

Laine	12.3, 13.4
Lait	7.1, 12.3
Lave-vaisselle	7.2
Légale (population)	1.2
Légumes	7.1, 12.1, 12.2
LEP	5.3
Licence	5.2
Lits d'hôpitaux	3.3
Livraisons de la branche agriculture	12.2, 12.3
Livres	7.4
Livrets d'épargne	17.2
Locataires	4.2
Location	14.2
Logement	4.1 à 4.4
Logements autorisés	4.4
Logements ayant tout le confort	4.3
Logements terminés	4.4
Logements vacants	4.1
Loi de finances (initiale, rectificative)	18.1
Loi de règlement (budget)	18.1
Loyer	4.2
Loyers (indice des)	4.2
Lycées	5.3

M

Machines à laver	7.2
Magasin populaire	14.1
Magnétoscope	7.2, 7.4
Main-d'œuvre civile (par sect. d'act.)	10.2
Maïs	12.2
Maisons groupées	4.2
Maîtrise (enseignement)	5.2
Maladies	3.1
Manutention	6.2
Marchandises transportées	15.1 à 15.3
Marchand, non marchand	1.6
Mariages	2.2
Martinique	1.3

Masse monétaire	17.1
Matériaux de construction	10.2, 10.4, 10.5
Maternelles (écoles)	5.1, 5.3
Maternité	2.4
Mayotte	1.3
Médecins	3.3, 6.2
Médical	3.4
Ménage agricole	4.3
Ménage ordinaire	2.7
Ménages	1.6, 2.3, 7.1, 7.2, 8.3
Mer (transport par)	15.3
Métallurgie	13.2
Métis (tissu)	13.4
Mètre cube rond, mètre cube sciage	12.4
Migrations extérieures	2.6, 6.4
Militaires	2.7, 18.4, 18.5
Minerai de fer	13.2
Minerais et métaux	13.2
Mises en chantier (logements)	4.4
Mobilité professionnelle	6.2
Mollusques	12.4
Monnaie	17.1
Mortalité	2.5
Morts violentes	3.1, 3.2
Mouvement naturel (population)	2.6
Mouvements d'appareils	15.2

N

Naissances	2.4
NAP	16.1
Natalité (taux de)	2.4
Nationalisations	10.5
Nationalité (des étrangers)	6.4
Nationalité (des grandes entreprises)	10.3
Navires	15.3
Nomenclature des professions et catégories socioprof. (PCS)	2.7
Nomenclatures NAP, NEC, NGP, NIMEXE	
PCS	1.3, 16.1, 2.7
Non titulaires	18.6
Nouvelle-Calédonie	1.3
Nucléaire	11.4, 11.3
Nuitées de touristes	7.3
Nuptialité (quotient, taux)	2.2

O

Objets déposés (poste)	14.3
Obligation (valeur mobilière)	17.2
OCDE	16.3
Œufs	7.1, 12.3
Oléoducs	15.1
OPEP	16.3
Opérations à caractère déf. et temp.	18.1
Orge	12.2
Ouvriers	2.3, 2.7, 4.3, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6, 7.2, 7.3, 8.3
Ovins	12.3

P

Paiements courants	16.4
Pain	7.1
Papier et carton	9.4, 10.1, 10.2, 10.4
Parc d'automobiles	7.2, 13.3
Parc (de biens durables)	7.2
Parc de logements	4.1
Parc naturel	7.6
Participation étrangère	10.6

Passagers (trafic aérien)	15.2
Patrons de l'industrie et du commerce	7.3
Pays	1.1
Pays pétroliers	11.2
Pays de l'Est	16.3
Pêches maritimes	12.4
PEGC	5.3
Personne de référence	2.7
Pénétration (indice de)	10.6
Personnel enseignant	5.3
Personnels de service	2.7, 6.1
Personnels et équipements de santé	3.3
Personnes âgées	2.1
Petites collections (automobile)	13.3
Pétrole	9.4, 10.2 à 10.4, 11.1, 11.2
Pétroliers	15.3
Pharmaciens	3.3, 6.2
PIB : voir produit intérieur brut	
Pièces d'un logement (nombre de)	4.1
Placements liquides ou à court terme	17.1
Plantes sarclées	12.1
Plomb	13.2
Poissons	7.1, 12.4
Pollution	7.6
Polynésie française	1.3
Pommes de terre	7.1, 12.2
Pondération	9.2
Population	1.1 à 1.5, 2.1 à 2.7
Population (accroissement)	2.6
Population active	6.1, 6.2, 10.2
Population active occupée	6.1
Population pénale	18.5
Population sans emploi à la recherche d'un emploi (PSERE)	6.6
Population scolaire	5.1
Porcins	12.2, 12.4
Port en lourd	15.3
Ports maritimes	15.3
Postes et télécommunications	14.3
Potasse	13.2
Pouvoir d'achat du gain mensuel	8.1
Prairies	12.1
Prélèvement obligatoire	18.2
Prestations directes d'employeurs	8.4
Prestations sociales	8.3
Prix	9.2
Production	1.6, 9.3
Production industrielle	13.1
Production nette d'électricité	11.3
Productions animales, végétales	12.2, 12.3
Productions des branches	10.1
Productivité	9.3
Productivité du capital	9.3
Produc. hor. apparente du travail	9.3
Productivité totale des facteurs	9.3
Produit intérieur brut, net, marchand, non marchand	1.3, 1.6, 9.1
Produits consommés	7.1
Produits exportés	16.1
Produits importés	16.1
Produits manufacturés	9.2
Produits de la mer	12.4
Produits pétroliers	11.2
Professeurs	5.3
Professions	2.7, 6.1, 6.2
Programme nucléaire	10.4
Propriétaires	2.3, 4.2
Protection sociale	8.4
PTMA	13.3
Puissance nucléaire installée	11.4
Pyramide des âges	2.1

Q

Quantités débarquées (pêches mar.) 12.4
 Quotient : voir au mot principal.

R

R et D 10.7
 Rail et route 15.1
 RATP 15.1
 Recensement 1.2, 1.3, 1.5, 2.1, 4.1, 4.3, 6.1 à 6.3
 Recettes budgétaires 18.1
 Recettes fiscales 18.2
 Recherche 10.7
 Réfrigérateur 7.1, 7.2
 Régime forestier 12.4
 Régimes de sécurité sociale 8.4
 Région 1.2, 1.7
 Rémunération mensuelle 8.2
 Reproduction (taux de) 2.4
 Réserves internationales 16.4
 Réserves (de pétrole) 11.2
 Résidences principales 4.1, 4.3
 Résidences secondaires 4.1, 7.2
 Retraités 2.3, 2.7, 4.3
 Réunion (île de la) 1.3
 Revenu national au prix du marché 1.6
 Revenus 8.1 à 8.4
 Revenus (disponible, primaire, de transfert, d'activité) 8.3
 Risque (d'accident mortel de la circulation) 3.2
 Risque (industriel majeur) 7.6
 Riz 7.1, 12.2
 Route 15.1
 Rurales (communes) 1.5, 1.7

S

Saint-Pierre-et-Miquelon 1.3
 Salaire horaire (taux de) 8.1
 Salaire minimum 8.2
 Salaire net, offert 8.1
 Salaires 8.1
 Salarié à temps partiel 6.5
 Salariés 2.7, 6.1 à 6.4, 7.2, 8.1 à 8.4, 9.3, 10.2, 10.4
 Salon de coiffure 14.2
 Santé 3.1 à 3.4
 SAU 12.1
 Scolarisation (taux de) 5.1
 Secteur (d'activité) 10.1, 10.3
 Secteur nationalisé 10.5
 Secteur primaire, secteur secondaire 9.4
 Secteur tertiaire 9.4, 14.1 à 14.3
 Sécurité sociale 8.4, 18.2
 Sel 13.2
 Service militaire 18.4
 Services marchands 6.3, 7.1, 14.2
 Services non marchands 6.3
 Seuil de déclenchement du SMIC 8.2
 SICAV 17.2
 Sidérurgie 9.4, 10.4, 10.5, 13.1, 13.2
 SMIC-SMIG 8.2
 SNCF 15.1
 Socioprofessionnelles (catégories) 2.7
 Soins hospitaliers 3.4
 Solde des échanges 16.2
 Solde migratoire 2.6
 Sorties du système éducatif 5.2
 Sport 7.5

Standard de pouvoir d'achat 8.4
 Sucre 7.1, 9.2, 12.2
 Supérette 14.1
 Superficie 1.1, 1.2, 1.3, 12.1
 Superficie agricole utilisée (SAU) 12.1
 Supermarchés 14.1

T

Tabac 7.1, 9.2, 12.2
 Tables de mortalité 2.5
 Taille (des entreprises) 9.4
 Taille (des exploitations agricoles) 12.1
 Taille (des familles) 2.3
 Taux (voir aussi au mot principal) 2.6
 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 18.2
 Technique (enseignement) 5.3
 Téléphone 4.3, 14.3
 Télévision 7.1, 7.2
 Temps partiel 6.5
 Tension (haute et basse) 11.3
 Terres agricoles 12.1
 Terres cultivées 12.1
 Textiles 3.2, 9.4, 10.1, 10.4, 10.5, 13.4
 Théâtre 7.4
 Tissus 13.4
 Titulaires 18.6
 Tonnes-équivalent pétrole (tep) 11.1
 Tourisme 7.3
 Tracteurs agricoles 12.1
 Trafic aérien 15.2
 Trafic kilométrique 15.1
 Trafic postal 14.3
 Trajet (accidents de) 3.2
 Transactions courantes 16.4
 Transition démographique 1.3
 Transferts unilatéraux 16.4
 Transports 15.1 à 15.3
 Transports maritimes 15.3
 Transports routiers 15.1
 Traumatismes 3.1
 Travail (accidents du) 3.2
 Travail (conflits du) 6.7
 Travailleurs étrangers 6.4
 Travaux de recherche et développement 10.7
 Travaux publics 3.2, 10.4
 Troubles mentaux 3.1
 Tués (dans les accidents de la circulation) 3.1, 3.2
 Tumeurs malignes 3.1
 TVA 18.2
 Types d'établissements 5.3

U

Unité urbaine 1.5
 Universités 5.1
 Uranium 13.2
 Urbanisation 1.4

V

Vacances 7.3
 Vacants (logements) 4.1
 Valeur ajoutée 10.1
 Valeur ajoutée brute 9.1

Valeurs mobilières.....	17.2
Veaux.....	12.3
Véhicules utilitaires.....	13.3
Ventes hors taxes.....	13.1
Veufs, veuves.....	2.2, 2.3
Viande.....	7.1, 9.2, 12.3, 16.1 à 16.2
Vieillessement de la population.....	2.1
Vignes.....	12.1
Ville isolée.....	1.5
Villes (de France).....	1.5
Villes (des DOM-TOM).....	1.3
Villes (du monde).....	1.4
Vin.....	7.1, 12.2
Voitures commerciales, particulières.....	13.3

Volailles.....	12.3
Volume (évolution).....	7.1
Voyageurs.....	15.1, 15.2

W

Wallis et Futuna.....	1.3
-----------------------	-----

Z

Zinc.....	13.2
ZPIU.....	4.1

Principaux ouvrages utilisés pour la réalisation des TEF

I. INSEE

Bulletin mensuel de statistique.
Tendances de la conjoncture.
Économie et statistique.
Annuaire statistique de la France.
Premiers résultats.
Code officiel géographique.
Données sociales.
Informations rapides.
Note de conjoncture.

Les Collections de l'INSEE.
Les comptes de la Nation.
Le commerce en France.
Les comptes de l'agriculture française.
Les transports en France.
La situation démographique.
L'enquête sur l'emploi.
Statistiques et indicateurs des régions françaises.
Archives et Documents.

II. Services statistiques des administrations.

Banque de France.
Crédit Lyonnais.

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation.
Les Notes Bleues.
Statistiques du commerce extérieur.

Ministère de l'Éducation nationale.
L'Éducation nationale en chiffres.
Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation.
Notes d'information.

Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports.
Annuaire statistique de l'équipement.
Statistiques de la construction.
Bulletin statistique de la DGAC.
Mémento de statistiques des transports.

Ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.
Statistique annuelle (Directions des télécommunications).
Bulletin mensuel de statistique industrielle.
Annales des Mines.
Annuaire de statistique industrielle.
Chiffres-clés de l'énergie.

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.
Santé, sécurité sociale : statistiques et commentaires.
Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
Comptes nationaux de la santé.
Bulletin mensuel des statistiques du travail.
Informations rapides.
Premières informations.
Travail et emploi.

Ministère de l'Agriculture.
Graph'Agri.

Direction des Forêts.
Enquête de branche.

Ministère de l'Intérieur.
Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France.

Ministère de la Justice.
Annuaire statistique de la Justice.

Ministère de l'Environnement.
État de l'environnement.
Données économiques sur l'environnement.

Ministère de la Culture et de la Communication.
Développement culturel.
Économie et culture.
Pratiques culturelles des Français.

III. Autres organismes publics.

CERC, Centre d'études des revenus et des coûts.
Documents du CERC.

CREDOC, Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie.
Consommation.

INED, Institut national d'études démographiques.
Population.
Population et sociétés.

EDF, Électricité de France.
Statistiques de la production et de la consommation.

Ministère de la Défense nationale.
Défense.

IV. Organisations internationales.

BIRD, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
World bank atlas.

BIT, Bureau international du travail.
Annuaire des statistiques du travail.

OSCE, Office statistique des communautés européennes (Eurostat).
Statistiques de base de la Communauté.
Production industrielle.
Comptes et statistiques des administrations publiques.
Emploi et chômage.

FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
Bulletin mensuel FAO de statistiques.
Annuaire de la production.
Annuaire statistique des pêches, captures et quantités débarquées.

OACI, Organisation de l'aviation civile internationale.
Rapport annuel du Conseil.

OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques.
Principaux indicateurs économiques.
Perspectives économiques de l'OCDE.
L'observateur de l'OCDE.

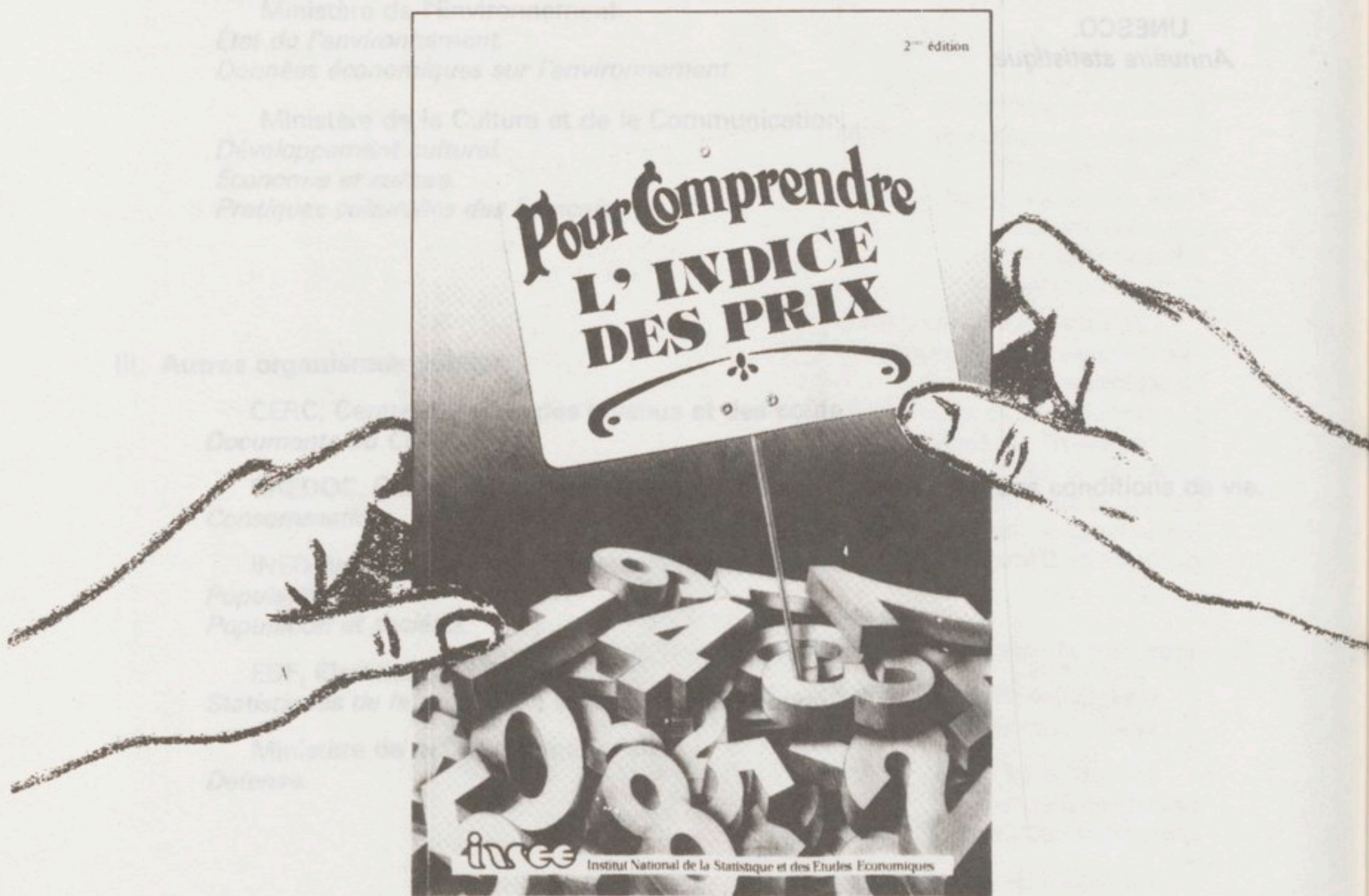
ONU, Organisation des Nations unies.
Bulletin mensuel de statistiques.
Annuaire statistique.
Annuaire démographique.
Annuaire des statistiques de l'énergie.

UIC, Union internationale des chemins de fer.
Statistique internationale des chemins de fer.

Fédération routière internationale.
Statistiques routières mondiales.

UNESCO.
Annuaire statistique.

l'indice des prix : toujours d'actualité



Pour tout comprendre depuis sa définition jusqu'à son calcul, consultez la 2^e édition de l'ouvrage de référence.

Vous y trouverez, sous une forme claire et accessible, une information de première main sur :

- ce qu'est un indice des prix,
 - les méthodes d'observation et de calcul mises en œuvre à l'INSEE,
 - les résultats que l'on peut attendre de cet instrument,
- ouvrage, format 16 x 24, 134 pages, prix : 40F.

INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE

à retourner à CNGP - INSEE
BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de l'ouvrage "POUR COMPRENDRE L'INDICE DES PRIX" format 16 x 24, 134 pages, 40F.

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Téléphone : _____ Fonction : _____

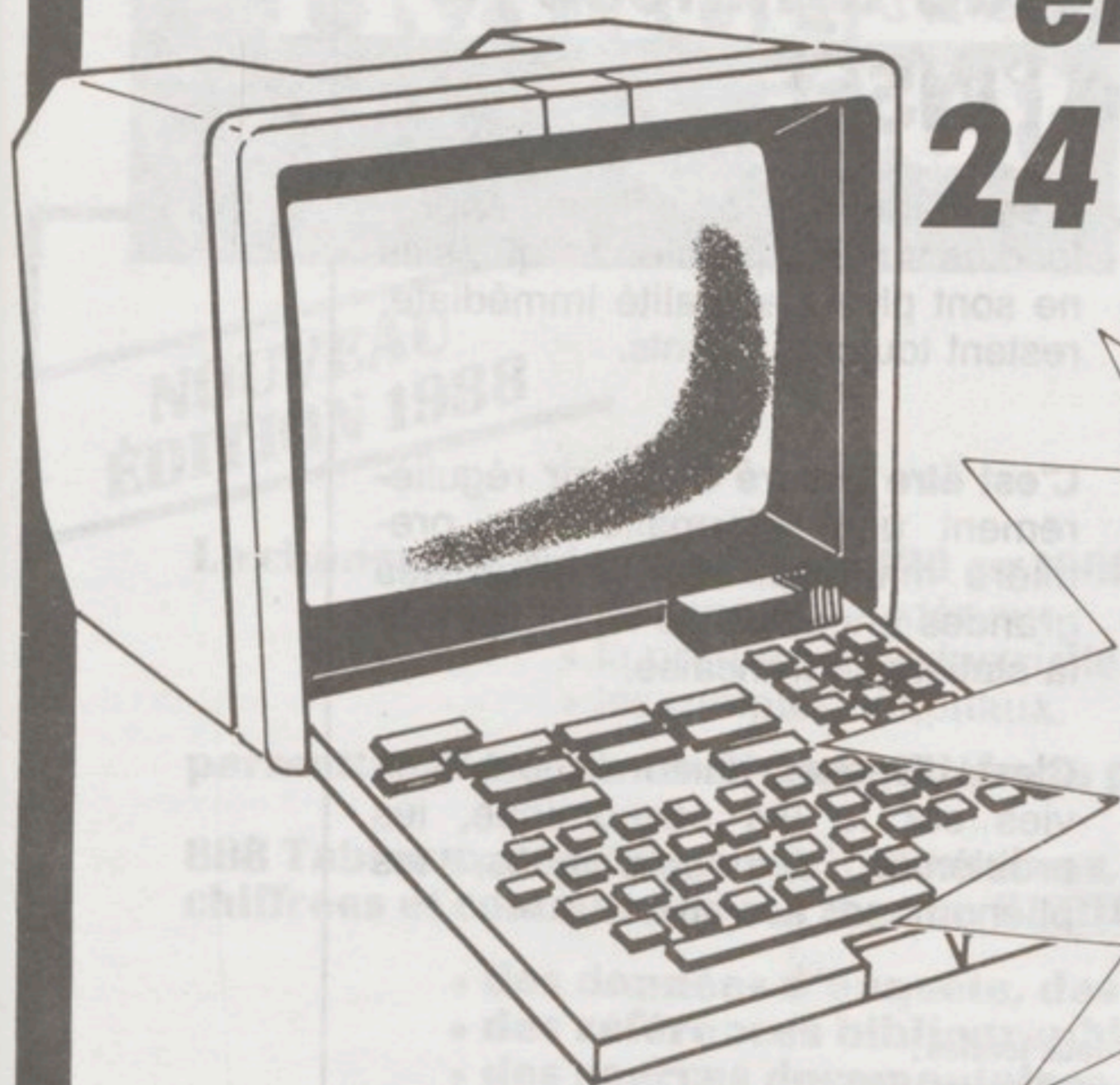
Adresse : _____

Ci-joint en règlement la somme de : _____ Francs

mandat chèque bancaire chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

L'ivre

*un partenaire
qui compte*



**en direct
24 H sur 24**

**36.15
code
INSEE**

- **Les indices**
- **L'actualité économique**
- **Le catalogue des produits de l'INSEE**
- **Les derniers ouvrages parus**
- **L'INSEE au service des régions**

ivre

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La revue de synthèse de l'INSEE

Lire

E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est bénéficier d'analyses approfondies sur des problèmes qui, s'ils ne sont plus d'actualité immédiate, restent toujours latents.

S'abonner à

E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est être assuré d'obtenir régulièrement une information de première main sur les résultats des grandes enquêtes de l'INSEE et de la statistique française.

Conserver

E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est disposer d'informations suivies sur la vie économique, les problèmes démographiques, les phénomènes sociaux.

Publication disponible sous deux formes :

- édition sur *papier*
- édition sur *microfiche*

Abonnement 1 an (11 numéros) : papier : France 350 F étranger 410 F
microfiche : France 145 F étranger 177 F

Le numéro : papier : France 37 F étranger 43 F
microfiche : 17 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à, INSEE, CNGP, BP 2718, 80027 AMIENS Cedex

Veuillez noter mon abonnement à **ÉCONOMIE & STATISTIQUE**

édition sur papier
édition sur microfiche

Nom ou raison sociale :

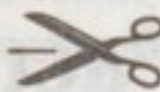
Activité :

Adresse :

.....Tél :

Ci-joint, en règlement la somme de F

par chèque postal chèque bancaire mandat
à l'ordre de l'INSEE.



INSEE

Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

C 95

TE F 83

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1988

**l'activité
économique
d'hier et
d'aujourd'hui
pour fonder
les prévisions
de demain.**

**NOUVEAU
ÉDITION 1988**

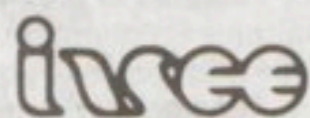
Le changement de base (base 100 en 1980) pour :

- le commerce extérieur,
- la production industrielle,
- les comptes nationaux,

permettra d'établir une image fidèle du paysage économique actuel.

**888 Tableaux regroupés en 16 domaines, une masse d'informations
chiffrées et commentées en font un GUIDE UNIQUE.**

- des données d'enquête, des séries longues,
- des références bibliographiques,
- des sources documentaires,
- des listes d'adresses,
- des comparaisons internationales.



Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE à retourner au CNGP - INSEE - B.P. 2718 - 80027 AMIENS-CEDEX

veuillez m'adresser ___ exemplaire(s)
de **L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1988** (950 pages, 490 F)

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Ci-joint, la somme de _____ F mandat chèque bancaire chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

TEF 88

PUBLICATIONS DE L'INSEE

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La revue mensuelle d'information **Économie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'INSEE. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Elle décrit également l'activité de l'INSEE, fait le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou seront disponibles. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (11 numéros)

Edition sur papier : France, 350 F; Etranger, 410 F. Le numéro : France, 37 F; Etranger, 43 F.

Edition sur microfiche : France, 145 F; Etranger, 177 F. Le numéro 17 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Outil d'information et de réflexion. **Tendances de la conjoncture** est constitué de deux cahiers trimestriels et de plusieurs suppléments. Les cahiers trimestriels permettent de remettre à neuf périodiquement graphiques et tableaux (cahier 1 : la conjoncture en 600 séries, graphiques sur dix ans ; cahier 2 : le mouvement économique de la France, 600 séries issues des comptes trimestriels, graphiques sur vingt ans). Chaque mois, les tableaux sont complétés par une note de mise à jour (*Chiffres du mois*), et les graphiques par une feuille rassemblant quelques indicateurs essentiels (*Graphiques du mois*) ; trois fois dans l'année, la **Note de conjoncture** présente la situation et les perspectives de l'économie française.

Abonnement 1 an : France, 500 F; Etranger, 630 F. Le cahier trimestriel : France, 49 F; Etranger, 58 F.

NOTE DE CONJONCTURE

Trois fois par an*, la **Note de conjoncture de l'INSEE** présente la situation et les perspectives de l'économie française : deux brefs points conjoncturels la complètent en cours d'année.

* Cette note fait normalement partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture**.

Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 130 F; Etranger, 160 F. Le numéro : France, 38 F; Etranger, 44 F.

INFORMATIONS RAPIDES

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** : elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (cent cinquante par an) permettent la mise à jour, entre deux parutions, des cahiers de graphiques trimestriels. Le service diffuse également les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (cinquante cahiers par an environ) ainsi que les mises à jour des comptes trimestriels nationaux.

Abonnement 1 an : France, 1180 F; Etranger, 1440 F. Le cahier de résultats détaillés, 9 F.

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Les **Annales d'Économie et de Statistique** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (4 numéros)

Edition sur papier : France, 330 F; Etranger, 400 F. Le numéro : France, 96 F; Etranger, 110 F.

Edition sur microfiche : France, 77 F; Etranger, 110 F. Le numéro, prix variable.

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté Économique Européenne et divers pays étrangers. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (12 numéros).

Edition sur papier : France, 270 F; Etranger, 320 F; Le numéro : France, 26 F; Etranger, 32 F.

Edition sur microfiche : France, 138 F; Etranger, 173 F. Le numéro : 16 F.

BLOC-NOTES DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE PARIS

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment.

Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 130 F; Etranger, 150 F. Le numéro : 15 F.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Trois fois par an, le **Bulletin Bibliographique** présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement.

Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 51 F; Etranger, 63 F. Le numéro : France, 19 F; Etranger, 24 F.

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français.

Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 100 F; Etranger, 126 F. Le numéro : France, 28 F; Etranger, 33 F.

PUBLICATIONS RÉGIONALES DE L'INSEE

Sous un titre propre à chaque région, les directions régionales de l'INSEE publient, mensuellement ou trimestriellement, des revues sur les caractéristiques économiques, démographiques et sociales de la région et les résultats chiffrés disponibles dans les Observatoires économiques.

Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires Économiques Régionaux.

ECOFASH

Revue réalisée par l'INSEE et le CNDP, **Ecoflash** publie chaque mois en 4 pages, l'essentiel de l'information sur un thème économique ou social.

Abonnement (uniquement auprès du CNDP) 1 an (10 numéros) : France, 85 F; Etranger, 93 F. Le numéro : 9 F.

SCRIBECO

Revue bibliographique, SCRIBECO est le reflet fidèle du fonds documentaire de l'INSEE.

Abonnement 1 an (6 numéros) : France, 520 F; Etranger, 640 F. Le numéro : 127 F.

LES COLLECTIONS DE L'INSEE

Les **Collections de l'INSEE** publient, à raison de trois ouvrages par mois en moyenne, les résultats détaillés* des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **Comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **Démographie et emploi** : structures et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **Entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **Ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **Régions** : espace économique, aménagement du territoire.

Tous les volumes des Collections de l'INSEE sont disponibles sur microfiche.

* La série "PREMIERS RÉSULTATS" diffusée gratuitement aux abonnés des "Collections de l'INSEE" permet de disposer rapidement des premiers résultats des enquêtes et travaux réalisés par l'Institut.

	Edition sur papier		Edition sur microfiche	
	France	Etranger	France	Etranger
Série C. "Comptes et planification" (8 volumes)	490 F	575 F	250 F	310 F
Série D. "Démographie et emploi" (10 volumes)	610 F	710 F	230 F	290 F
Série E. "Entreprises" (8 volumes)	490 F	575 F	250 F	310 F
Série M. "Ménages" (10 volumes)	610 F	710 F	230 F	290 F
Série R. "Régions" (4 volumes)	265 F	310 F	106 F	155 F
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies)				
Le numéro Prix variable	2000 F	2450 F	900 F	1170 F

INFORMATION, CONSULTATION, VENTE :

OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

AJACCIO (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :
1, résidence du Parc Belvédère, BP 306 - 20176 AJACCIO Cedex. -
Tél. : 95.21.25.80.

AMIENS (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :
2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. - Tél. : indices
courants 22.91.91.91; autres informations 22.91.31.87.

BESANÇON (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Terri-
toire de Belfort) :
Immeuble "Le Major", 83, rue de Dole, 25042 BESANÇON CEDEX.
- Tél. : indices courants 81.52.03.33; autres informations 81.52.42.20.

BORDEAUX (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-
Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :
33, rue Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX. - Tél. : indices courants
56.91.84.90; autres informations 56.91.89.90.

CAEN (BASSE-NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :
93-95, rue de Geôle, 14037 CAEN CEDEX. - Tél. : 31.85.33.11.

CLERMONT-FERRAND (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire,
Puy-de-Dôme) :
3, place Charles de Gaulle 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. - Tél. :
indices courants 73.36.79.90; autres informations 73.36.03.50.

DIJON (BOURGOGNE : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :
Immeuble "Mercure", 13 avenue Albert 1^{er}, 21035 DIJON CEDEX. -
Tél. : indices courants 80.45.28.34; autres informations 80.43.31.45.

LILLE (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :
12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. - Tél. : 20.30.89.87.

LIMOGES (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :
50, avenue Garibaldi, BP 1553, 87031 LIMOGES CEDEX. -
Tél. : Principaux indices : 55.32.99.09; autres informations :
55.79.26.25.

LYON (RHÔNE ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône,
Savoie, Haute-Savoie) :
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69401 LYON CEDEX 3. - Tél. : indices
courants 78.63.22.01; autres informations 78.63.22.02, 03.

MARSEILLE (PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Alpes-
de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-
du-Rhône, Var, Vaucluse) :
17, rue Menpenti, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale),
37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visi-
teurs) - Tél. : indices courants 91.78.01.95; autres informations
91.83.00.22.

MONTPELLIER (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard,
Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :
274, allée Henri-II-de-Montmorency, "Le Polygone", 34064 MONT-
PELLIER CEDEX. - Tél. : indices courants 67.64.31.95; autres
informations 67.64.31.95

NANCY (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :
15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. - Tél. : indices
courants : 83.27.21.21; autres informations : 83.27.03.27.

NANTES (PAYS DE LA LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire,
Mayenne, Sarthe, Vendée) :
5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. - Tél. : indices
courants 40.89.36.20; autres informations 40.89.36.02.

ORLÉANS (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire,
Loir-et-Cher, Loiret) :
43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 ORLÉANS CEDEX. - Tél. :
indices courants 36.68.18.28; autres informations 38.53.71.08.

PARIS (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-
Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) :
OEP, Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.
- Tél. : indices courants (1) 43.45.70.75; réévaluation et indexation
(1) 43.45.72.31; autres informations (1) 43.45.73.74.

POITIERS (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime,
Deux-Sèvres, Vienne) :
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. - Tél. : indices courants
49.88.38.70, autres informations 49.88.38.71.

REIMS (CHAMPAGNE-ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne,
Haute-Marne) :
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. - Tél. : 26.88.24.12.

RENNES (BRETAGNE : Côte-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine,
Morbihan) :
Immeuble "Le Colbert", 36, place du Colombier, BP 17, 35031
RENNES CEDEX. - Tél. : indices 99.35.15.00, autres informations :
99.30.91.90.

ROUEN (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. - Tél. : indices courants
35.98.41.10; autres informations : 35.98.43.50.

SAINT-DENIS (RÉUNION) :
rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. - Tél. : 19.262.29.52.70.

STRASBOURG (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. - Tél. :
indices courants 88.22.43.53; autres informations 88.32.03.18.

TOULOUSE (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne,
Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :
36, rue des 36-Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX. - Tél. : indices
courants 61-25-42-67; autres informations 61.25.21.36.

AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

BASSE-TERRE (INSEE - Service régional de Guadeloupe) :
Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. - Tél. :
19.590.81.17.86.

CAYENNE (INSEE - Service régional de Guyane) :
81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. -
Tél. : 19.594.31.12.79 et 31.45.87.

FORT-DE-FRANCE (INSEE - Service régional de Martinique) :
Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-
DE-FRANCE CEDEX. - Tél. : 19.596.61.60.88.

POINTE-A-PITRE (INSEE - Service interrégional Antilles-Guyane) :
BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. - Tél. : 19.590.83.42.20.

ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner à l'Observatoire économique de votre région.

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Economie et statistique
Bulletin mensuel de statistique
Tendances de la conjoncture
Note de conjoncture de l'INSEE
Informations rapides
Annales d'économie et de statistique
Courrier des statistiques
Bloc-notes de l'OEP
Bulletin bibliographique

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C.
Série D.
Série E.
Série M.
Série R.
36 volumes (toutes séries)

MONTANT A RÉGLER : _____ F

Ci-joint en règlement : mandat chèque
bancaire chèque postal au nom de
M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

Nom ou raison sociale : _____

Profession ou activité : _____

Adresse : _____

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues :
OUI - NON (rayez la mention inutile). Pour les ventes au numéro, consulter l'Observatoire Économique de votre région.



LA FRANCE ET SES REGIONS

Situez économiquement et socialement les régions françaises.

Dans "LA FRANCE ET SES REGIONS", chaque région est présentée, explorée thème après thème, replacée dans l'espace européen. Un ouvrage pratique, facile à consulter, illustré de nombreuses cartes.

L'ESPACE ECONOMIQUE FRANÇAIS

"Bâtir l'Espace Economique de Demain".

A partir de l'étude de la population des migrations, du système productif, du marché de l'emploi, des qualifications et des revenus, L'ESPACE ECONOMIQUE FRANÇAIS met en relief les relations entre les variables qui commandent les mouvements socio-économiques d'aujourd'hui.



VILLES ET CAMPAGNES

VILLES ET CAMPAGNES rapproche pour la première fois des données démographiques, économiques et sociales sur le thème de l'urbanisation. Il présente de nombreux tableaux et graphiques par niveau d'urbanisation des communes, enrichis de commentaires. Le cadre géographique est systématiquement pris en compte. Vous constaterez à quel point le comportement des hommes et des entreprises se modifie quand on passe du rural à l'urbain.

LES JEUNES ET LEUR REGION

Telle terre, tel fils...

Outre l'influence de l'origine sociale, il existe une influence de l'origine géographique sur les études et l'entrée dans la vie active des jeunes : l'inégalité des chances est inscrite dans la géographie des naissances.



BON DE COMMANDE

à retourner à CNGP-INSEE
B.P. 2718-80027 Amiens Cedex

Veuillez m'adresser :

- LA FRANCE ET SES REGIONS : Format 16 x 24 - 120 pages - Prix 50 F
- L'ESPACE ECONOMIQUE FRANÇAIS : Format 16 x 24 - 350 pages - Prix 150 F
- VILLES ET CAMPAGNES : Série contours et caractères - Format 21 x 29,7 - 180 pages - Prix 70 F
- LES JEUNES ET LEUR REGION : N° 230 - Archives et documents - Format 21 x 29,7 - 91 pages - Prix 65 F

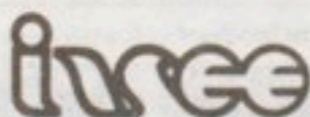
Nom _____ Activité _____

Raison sociale _____ Adresse _____

_____ Tél. _____

Ci-joint en règlement la somme de _____ F

- Mandat
- Chèque bancaire
- Chèque postal à l'ordre de l'INSEE



Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Dans le flot des informations économiques publiées par la presse et les éditions spécialisées, les Tableaux de l'Économie Française mettent chaque année en évidence une sélection de chiffres significatifs et récents sur la vie économique et sociale de la France.

Ces données sont fréquemment comparées à celles des économies étrangères.

Un équilibre entre les commentaires et les chiffres, une présentation claire et précise, complétée des références indispensables en font une excellente documentation de base.

Les tableaux de l'Économie Française s'adressent à tous ceux qui veulent s'informer pour comprendre.

CONCEPTION CREATEONE Paris